

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Mathématiques, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13951 - 4,50 F

MARDI 5 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Une « ère nouvelle » s'ouvre après le sommet de Malte

M. Bush veut intégrer l'URSS à la communauté internationale

Un pays « normal »

L'URSS redevenue un pays « normal », en voie de réintégration dans la communauté internationale, tel pourrait être le bilan du sommet de Malte, qui n'a pas été seulement le premier entre MM. Bush et Gorbatchev, mais aussi et surtout la première rencontre soviéto-américaine presque complètement débarrassée de ses antagonismes traditionnels.

Sans doute l'Union soviétique de M. Gorbatchev n'est-elle pas devenue un Etat démocratique, et encore moins prospère. Mais le fait est qu'elle a cessé, en trois jours, d'être considérée comme un adversaire à la fois par le principal chef religieux du monde occidental et par le président de la plus puissante démocratie de la planète. Un Etat auquel l'ensemble de ce même monde est décidé à tendre la main.

C'est bien ce que M. Bush, longtemps accusé de scepticisme à l'égard de la perestroïka, a voulu signifier en assurant son partenaire, au cours d'une conférence de presse commune — encore une première — de son « respect » et de son « soutien », en invitant ses hommes d'affaires à « l'aider » et en annonçant la levée des restrictions imposées aux échanges entre les deux pays.

Il est vrai que ces gestes sont à bien des égards symboliques. Peu de résultats sont à attendre en matière de commerce international tant que l'URSS n'aura pas une monnaie convertible et des produits compétitifs à exporter. Il n'est pas question, du côté américain, d'abolir le barrière du COCOM, le chien de garde de l'Occident pour le contrôle des échanges de produits stratégiques. Mentionnons encore, au chapitre des désaccords, non seulement les reliques de la guerre froide que sont les conflits du Nicaragua et du Salvador, mais aussi l'hostilité des Etats-Unis aux projets soviétiques de désarmement naval : l'Amérique n'oublie pas que les océans sont à la fois le fondement de sa puissance et le lien avec ses alliés partout dans le monde.

Le premier test de la détente soviéto-américaine sera constitué par les négociations de désarmement, en particulier par celles qui portent sur les armements stratégiques. Depuis plus de trois ans que Moscou et Washington parlent de réduire de moitié leurs arsenaux de missiles à longue portée, rien n'a été fait de concret pour traduire cette promesse en actes : il est temps que les Deux Grands donnent l'exemple dans un domaine qui concerne — beaucoup plus que leurs forces en Europe, sur lesquelles il leur est plus facile de se montrer généreux — le cœur de leur défense.

Le calendrier arrêté à Malte est en tout cas copieux pour l'année à venir. Du sommet des deux alliances au très probable « Helsinki II » à prévoir pour la fin de 1990, en passant par des accords à Vienne et à Genève sur les armements, les diplomates auront fort à faire pour adapter le paysage international aux bouleversements à l'Est. A condition, évidemment, que les peuples veuillent bien suivre leur rythme : l'accélération du changement en RDA, les lenteurs constatées à Prague et ailleurs, montrent que ce paysage sera, dans un an, tout aussi fortement contrasté qu'aujourd'hui, et sans doute encore plus chaotique.

MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev devaient rendre compte, lundi 4 décembre, à leurs alliés respectifs réunis à Bruxelles et à Moscou, des résultats du sommet soviéto-américain de Malte. Les deux présidents s'étaient quittés dimanche après-midi après avoir tenu une conférence de presse commune au cours de laquelle le président américain, qui « soutient » la politique de M. Mikhaïl Gorbatchev, avait annoncé son intention d'intégrer l'URSS à la communauté internationale, notamment en l'aidant à se rapprocher des institutions commerciales et financières.

Un sommet des deux alliances a été prévu pour 1990. Les résultats de la rencontre de l'île de Malte sont salués, tant par les protagonistes que dans la plupart des capitales, comme le début d'une « ère nouvelle » dans les relations internationales.

MALTE

de nos envoyés spéciaux

M. Gorbatchev n'a pas, dimanche à Malte, obtenu tout de suite de M. Bush, mais c'est tout comme. Il n'a pas obtenu le soutien des Etats-Unis à sa proposition de convoquer, dès l'année prochaine, un sommet des trente-cinq Etats signataires des accords d'Helsinki,

pour tenter de canaliser l'explosion démocratique de l'Europe centrale et le processus de réunification allemande. On s'en disait naturellement « déçu » du côté soviétique, mais, outre que c'est là l'unique déception pour M. Gorbatchev, elle est très relative puisque la décision prise de donner un coup de fouet aux négociations sur le désarmement implique que

les dirigeants du monde vont beaucoup se voir dans les mois à venir et, sans doute, à trente-cinq au bout du compte.

Pour le reste, c'était à qui souriait le plus, se montrait le plus ouvert et le plus constructif, le plus désireux d'ouvrir cette « ère nouvelle » dont a parlé M. Bush, reprenant l'une des expressions favorites de M. Gorbatchev. Les Soviétiques auraient souhaité la publication

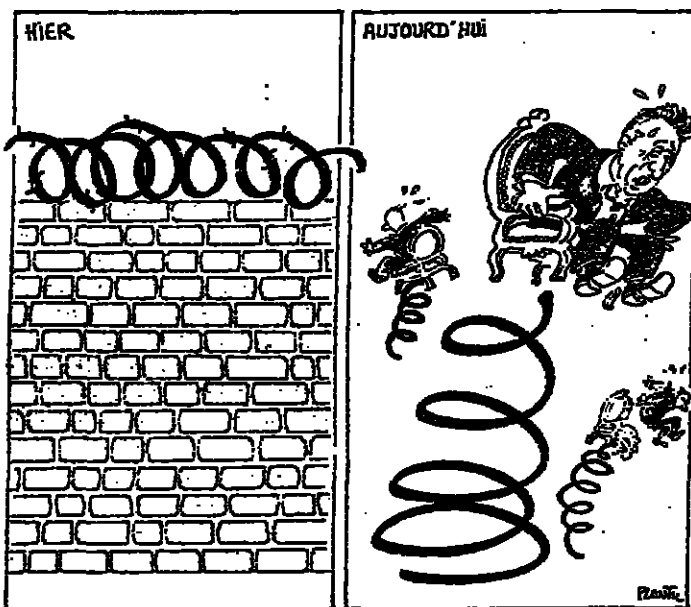
d'un communiqué commun ; les Américains n'ont pas voulu aller jusque-là, mais ils sont allés jusqu'à cette conférence de presse commune, la première qu'ont jamais tenue des dirigeants soviétique et américain.

JACQUES AMALRIC
et BERNARD GUETTA

Lire la suite page 2

Tourmente en RDA

Discréditée auprès de la population la direction du PC est-allemand s'est sabordée



BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

« SED : la fin ou le recommencement ? » Ainsi était titré, dimanche soir 3 décembre, le journal exceptionnel de la première chaîne de télévision. Quelques heures auparavant, dans un geste dramatique, la direction du Parti communiste tout entière s'était sabordée. A peu près au même moment, on apprenait l'arrestation de quatre anciens dirigeants de l'équipe Honecker : les ex-membres du bureau politique Günter Mittag et Harry Tisch, et les deux anciens chefs du parti à Erfurt et à Suhl, Gerhard Müller et Hans Albrecht, accusés de corruption et d'abus de pouvoir. Mais en cause dans une affaire de trafic d'armes, l'ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Schalck-Goldkowsky, est en fuite.

La RDA est donc dirigée aujourd'hui par un gouvernement dont la seule légitimité repose sur la popularité de son président, M. Hans Modrow. Le Parlement est certes toujours en place, mais personne ne sait qui ses députés, en grande majorité issus de l'ancien parti, représentent vraiment. Sans attendre la réunion, le 15 décembre à Berlin-Est, du congrès extraordinaire du SED, qui doit se pencher sur une réforme en profon-

deur du parti, le comité central et le bureau politique ont annoncé, dimanche, leur dissolution, cédant à la tempête déclenchée dans le pays par la révélation ces derniers jours des abus de pouvoir et des privilèges dont avaient bénéficié les dirigeants du parti sous le régime Honecker.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 6

Les victoires du Front national

L'élection de candidats d'extrême droite à Dreux et à Salon-de-Provence sur le thème de l'immigration constitue un défi pour le PS et la droite classique

par Jean-Marie Colombani
et Jean-Yves Ithureau

Tout va bien ! Les citoyens ne vont plus voter ; leur indifférence nuit singulièrement aux socialistes et profite à l'extrême droite. « Tout va bien », si l'on en croit M. Rocard. Le Front national a gagné l'élection législative partielle de Dreux et l'élection cantonale de Salon-de-Provence. Les socialistes ont perdu trois cantons (Saint-Brieuc-Nord, Solliès-Pont, Salon-de-Provence). Tout ira encore mieux sans doute s'ils perdent aussi dimanche prochain l'élection cantonale de Guipavas (Finistère), où leur candidat, sortant, est en ballottage défavorable.

L'optimisme du premier ministre est épatant. Il est vrai que M. Rocard peut se fonder sur un exemple venu de plus haut. M. Mitterrand, qui n'a pourtant pas l'habitude de se tromper dans ses pronostics électoraux, affirmait dans *Paris Match*, avant les premiers tours des élections législatives de Dreux et de Marseille : « Les partis qui s'inspirent du racisme pour agiter l'opinion (...) n'obtiennent malgré tout qu'une audience très limitée ».

Or toutes les élections partielles des deux dimanches

passés se sont déroulées sur fond de voile islamique, et l'extrême droite — quand ce n'était pas la droite classique, comme à Dreux ou à Salon-de-Provence — les a orchestrées sur le thème de l'immigration. Le Front national a mené des campagnes ouvertement racistes, comme en témoigne le cri de victoire lancé lundi par M^{me} Marie-France Stirbois, élue la veille député d'Eure-et-Loir. Son succès est celui, dit-elle, de la lutte contre « l'envahisseur » étranger, et la mission de l'extrême droite est comparable à celle des combats de la Résistance contre les troupes nazies pendant la dernière guerre mondiale. Les immigrés maghrébins, ainsi rebaptisés, n'ont qu'à bien se tenir.

La brutale flambée du Front national s'explique par la cristallisation du débat autour du voile islamique et, par amplification, de l'immigration. Sur ce thème, les sondages d'opinion montrent que l'électorat de la droite classique est proche de celui de l'extrême droite (1). Il est donc naturel que ces deux électeurs effectuent leur jonction lorsque, dans des élections partielles, l'immigration est au cœur du débat.

En trait-il de même pour des élections générales ? Le thème

de l'« identité nationale », même dominant, ne serait plus qu'un parmi d'autres : l'enjeu national de pouvoir peut être de nature à forger, comme le dit M. Pierre Mauroy, « l'alliance de tous ceux qui servent la République et la démocratie ». Le coup du « front républicain » tenté par la gauche à Dreux et à Marseille a manqué en partie son objectif. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, y a mis du sien en expliquant qu'il n'était pas question pour lui de « s'acquiescer » avec les socialistes et les communistes. A Salon-de-Provence, le RPR local est allé encore plus loin en demandant, en sous-main, des consignes de vote pour le Front national.

Lire la suite page 10



La politique internationale des années quatre-vingt.

De Reagan à Gorbatchev.

PAR FRANÇOIS PUAUX

L'histoire d'une décennie qui s'achève. Le XXI^e siècle n'attend pas l'an 2000 pour se dessiner sous nos yeux.

Collection « Perspectives Internationales » dirigée par Charles Zorge, 394 pages - 140 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

● TCHÉCOSLOVAQUIE

L'opposition rejette le nouveau gouvernement page 4

● YOUGOSLAVIE

Une crise économique profonde page 25 - section C

Le soutien au général Aoun

Des milliers de chrétiens libanais mobilisés page 6

L'échec du putsch aux Philippines

La crédibilité de M^{re} Aquino sérieusement érodée page 7

Offensive de M. Silvio Berlusconi

Le patron de la télévision italienne tente de prendre le contrôle de Mondadori page 19 - section B

NRJ en Bourse

La saga d'une radio privée page 13 - section B

CHAMPS ÉCONOMIQUES

- Recomposer le syndicalisme avant 1993
- Sortie de crise au Mexique
- La chronique de Paul Fabra : « Les grincheux et l'Europe démuselée »

pages 27 à 30 - section C

SPORTS

La victoire de Stefan Edberg sur Boris Becker dans la finale du Tournoi des maîtres de tennis page 24 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48.

M 0147 - 1205 0 - 4,50 F



3790147004500 12050

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Arabie Saoudite, 7,20 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 60 p. ; Israël, 150 dr. ; Italie, 1,800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

ÉTRANGER

Les entretiens américano-soviétiques de Malte et l'ouverture

A son retour à Moscou, dimanche 3 décembre, dans la soirée, M. Mikhaïl Gorbatchev, s'est félicité que « pour la première fois », lors du sommet de Malte, l'administration américaine ait manifesté le souhait d'avoir une « coopération économique normale » avec l'URSS. M. Bush avait notamment proposé que Moscou et Washington engagent tout de suite

des discussions conduisant à un accord commercial permettant d'octroyer à l'URSS la clause de « la nation la plus favorisée ».

A propos du désarmement, M. Gorbatchev a déclaré que, après les entretiens de Malte, un accord sur la réduction des armes conventionnelles pouvait être conclu en 1990 et que des résultats dans le domaine des

armes chimiques étaient possibles. M. Gorbatchev, qui s'est montré résolument optimiste, a ajouté : « Le monde rompt avec la guerre froide et entre, comme nous le pensons et l'espérons, dans une longue période de développement pacifique. »

Le sommet de Malte est un « succès », ont estimé des sénateurs

américains mais certains ont cependant ajouté qu'il faudrait éviter de faire preuve de précipitation dans la préparation de traités de désarmement. Le dirigeant de la majorité démocrate au Sénat, M. George Mitchell, a jugé le sommet « réussi » tandis que le président de la commission des forces armées du Sénat, M. Sam Nunn, parlait de sommet

« constructif ». Selon le leader de la minorité républicaine, M. Bob Dole, Malte donne au président Bush l'occasion d'affirmer ses « qualités de chef ».

Mais M. Dole, tout comme M. Nunn, a exprimé sa préoccupation face au risque de trop d'emballement à bouclier des accords de désarmement. Il a déclaré : « Je suis un peu

Faux sommet et vraie tempête

MALTE

de notre envoyé spécial

Les meilleures idées tournent parfois au cauchemar. Ainsi en est-il allé de ce faux-vrai sommet de Malte, qui devait avoir lieu successivement sur un croiseur lance-missiles soviétique (le *Slava*), puis américain (le *Belknap*). Il s'agissait, avait expliqué la partie américaine à l'origine de la proposition, de réduire au minimum les inconvénients dus à la sécurité et d'assurer aux deux présidents confidentialité et convivialité (1). Loubes intentions, mais quel échec !

Dès samedi matin, des vents de 100 kilomètres à l'heure et des vagues de plusieurs mètres avaient jeté à la mer les plans longuement négociés par les deux protocoles. Le *Slava*, ancré dans la baie de Marsaxlokk, était inaccessible aux chaloupes présidentielles. Il fallut donc transférer les entretiens en un lieu moins agité, le paquebot *Maxime-Gorki*, sur lequel M. Gorbatchev avait passé la nuit et qui avait le grand avantage d'être armé à plein.

C'est à grand-peine que M. Bush, qui avait dormi comme prévu sur le *Belknap*, parvint à le quitter pour rejoindre le *Gorki*, mais enfin ce fut possible. Les deux délégations purent avoir trois heures de discussions, suivies par un tête-à-tête des deux présidents d'une heure et demie.

Le désastre fut pour l'après-midi, lorsque le président Bush, revenu sur le *Belknap*, après quatre ou cinq tentatives d'accostage, s'y retrouva littéralement prisonnier et dut annuler purement et simplement les entretiens de l'après-midi et le dîner officiel. A en croire les services de la Maison Blanche, quelque chose fonctionnait encore : les transmissions...

La mer s'étant quelque peu calmée dans la nuit, tout le monde (surtout les Américains) s'attendait, dimanche matin, qu'on renoue avec le programme officiel, c'est-à-dire que les derniers entretiens aient lieu à bord du *Belknap*. Grave erreur : M. Gorbatchev fit alors savoir qu'il n'était pas question qu'il quitte son havre

du *Gorki* pour se rendre sur le *Belknap*, qui tanguait au large. Le numéro un soviétique est-il plus sensible au mal de mer que son homologue américain, connu, au contraire, pour aimer les parties de pêche au large des côtes du Maine, même s'il en revient le plupart du temps bredouille ? Sans doute. En tout cas, le président américain lui donnait satisfaction, et c'est encore M. Bush, dimanche, qui se rendait à bord du *Gorki*, où il donnait sa conférence de presse, conjointement avec M. Gorbatchev.

Peu avant, il avait expliqué : « Peu importe où nous nous rencontrons. L'important, c'est de progresser. » Plus subtilement politique, M. Gorbatchev vit dans tout cela la preuve d'une grande « capacité d'adaptation aux changements ». Il n'en reste pas moins, selon M. Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, que M. Gorbatchev « ne partage pas notre amour de la mer ».

Démilitariser la Méditerranée

Au palmarès des bons mots dus à cet épisode rocambolesque de la vie diplomatique, c'est quand même le camp soviétique qui l'aura emporté. C'est M. Gorbatchev qui déclarait samedi : « La première chose à faire, c'est de nous débarrasser de ce genre de bateaux sur lesquels on ne peut pas monter lorsqu'il fait ce temps. »

Fidèle jusque dans l'humour, M. Goussakov, porte-parole soviétique, renchérit, dimanche, en affirmant : « Si nos deux marines ne peuvent pas s'en sortir dans des mers un peu difficiles, comment pourrions-nous faire face au moment de vérité ? Faut-il être devin pour nous en débarrasser ? »

Façon comme une autre de relancer la proposition faite à Rome par M. Gorbatchev de démilitariser la Méditerranée. Une idée dont les Américains ne veulent pas entendre parler.

J. A.

(1) L'idée, a confirmé dimanche soir M. Bush, est de son frère. Bien qu'elle se soit révélée désastreuse, le président a affirmé qu'il continuerait à adresser la parole à Bucky Bush.

M. Bush veut intégrer l'URSS dans la communauté internationale

Suite de la première page

Leurs États-majors sont là. M. Gorbatchev aussi. Les journalistes s'écroulent sans pitié dans cette salle de danse pour plaisanciers et là, en territoire soviétique et pour l'information des dirigeants de l'URSS, les téléviseurs diffusent la chaîne américaine CNN. C'est M. Bush qui ouvre le feu, revendiquant, à juste titre, l'initiative et, en quelque sorte, l'honneur de ce « non-sommet summit » (ce faux-vrai sommet), qui « nous a permis, dit-il, de jeter les bases de progrès sur un large éventail de problèmes ».

« Il n'y a virtuellement pas de problèmes au monde — et certainement pas en Europe — qu'une amélioration des relations soviéto-américaines ne contribuerait pas à simplifier », ajoute-t-il, avant de déclarer que, avec les réformes en cours en Union soviétique, « nous sommes au seuil d'une coopération nouvelle : il est à notre portée de contribuer à surmonter la division de l'Europe (...) d'assurer une paix durable et de transformer les relations Est-Ouest en relations de coopération solide ».

Au fil des questions, M. Gorbatchev dira que « le monde quitte une époque de guerre froide et entre dans une autre période [dont] ce n'est que le début, celui d'une longue route pour une période de paix de longue durée ». Vingt fois, cette idée de page tournée, de relations qualitativement nouvelles, reviendra dans les propos des deux présidents qui observent et applaudissent leurs principaux collaborateurs. — Notamment MM. Iakovlev et Chevardnadze, artisans de la nouvelle politique étrangère soviétique et principaux alliés de M. Gorbatchev au bureau politique.

L'un et l'autre semblent aux anges et opinent lorsque leur patron qualifie les conversations de ce week-end d'« amicales, directes et ouvertes. Elles nous ont permis, ajoute-t-il, de faire du bon travail ». Elles ont, en effet, permis au porte-parole de la Maison Blanche d'annoncer que les États-Unis soutiennent désormais l'entrée de l'URSS, avec statut d'observateur, à l'Organisation de l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers, le GATT.

Un appel aux hommes d'affaires

C'est le premier pas de cette intégration aux grandes institutions économiques internationales, que souhaitent si ardemment M. Gorbatchev et l'ensemble des réformateurs soviétiques. Dans la foulée, la Maison Blanche annonce que, comme pour la Pologne et la Hongrie, l'URSS pourra bénéficier,

dans ses exportations vers les États-Unis, de la clause de la nation la plus favorisée, si tôt qu'elle aura libéralisé sa politique d'émigration. Un projet de loi en ce sens est en discussion, depuis septembre, au Sénat américain. M. Bush a déjà été adopté en première lecture et, s'il devait être amendé, ce serait dans le sens d'une plus grande, et certainement pas d'une moindre, libéralisation. Cette condition n'en est pas une. C'est, au contraire, la reconnaissance d'un changement.

Le tournant est tellement pris que, de la salle de danse du *Maxime-Gorki*, M. Bush appelle les hommes d'affaires américains à soutenir la perestroïka. « L'aimerais, déclare-t-il, que nous parvenions à un climat dans lequel nos hommes d'affaires puissent aider le président Gorbatchev dans ce qu'il exalte de faire (...) ». C'est un plus d'une extraordinaire importance, poursuit-il, qui résulte de ces conversations un climat favorable aux investissements en URSS et à certaines choses que nous pouvons faire pour aider l'Union soviétique et d'autres pays, bien sûr — à chercher un terrain commun avec les organisations financières multilatérales.

Vers un sommet OTAN-pacte de Varsovie en 1990

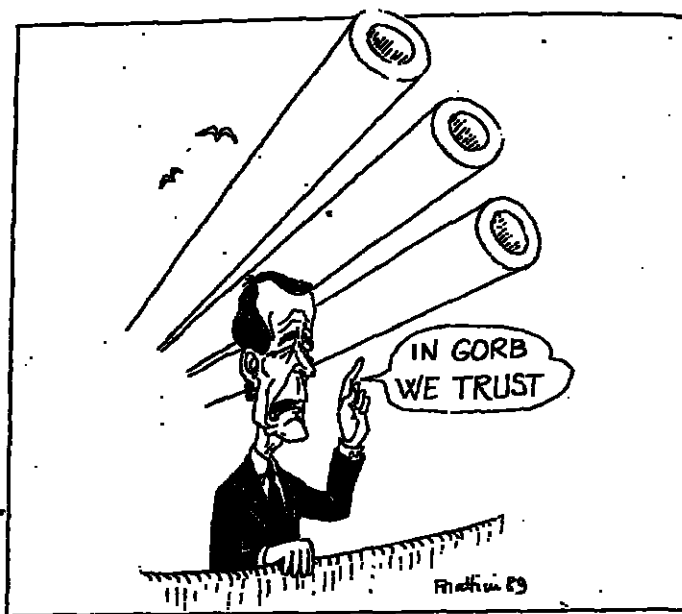
Et M. Gorbatchev non seulement d'applaudir — c'est logique — mais de parler aussi d'« impulsion politique [dont] l'avenir dépendra des actes de l'URSS » dans le domaine des réformes. Sur ce point, il abaisse complètement ses cartes, faisant comprendre que le « partenariat » économique et politique avec l'Ouest a pour fonction première, à ses yeux, d'assurer des réformes soviétiques dans des engagements internationaux. Ces nouveaux engagements auraient aussi pour intérêt d'ouvrir des perspectives concrètes de changements économiques, et donc sociaux, de freiner les embellissements intérieurs par la négociation des rythmes de l'évolution avec l'étranger, en l'occurrence, avec les démocraties.

Ce n'est pas seulement une grosse partie qui se joue là pour M. Gorbatchev, c'est aussi d'une pierre, deux coups : et lorsque des journalistes tchecoslovaques lui demandent en groupe si l'URSS a « vraiment renoncé à la doctrine Brejnev », il répond en élevant le sujet aux bienfaits du changement démocratique. « Chaque peuple, dit-il, a le droit de choisir sa propre destinée et je peux seulement expliquer ma propre attitude : aussi bien en Union soviétique qu'en Europe centrale, ces changements ont été préparés par le cours de l'évolution historique elle-même. Ils sont liés au désir de la population de rendre ces sociétés plus démocratiques, plus humaines, et de faire face au monde. J'en suis encouragé ».

« Le changement est spectaculaire [et] entre les doctrines antérieures », répond quant à lui M. Bush, après avoir expliqué qu'il existe aux États-Unis « énormément de respect et de soutien pour la manière dont [le président Gorbatchev] a promu le changement pacifique en Europe ».

M. Bush n'a pas tout cédé à M. Gorbatchev, mais il a reconnu, en la personne du chef de l'État soviétique, un homme de la liberté. Pour M. Gorbatchev, c'est un atout gigantesque. Et si le président des États-Unis n'a pas voulu se rallier dimanche à sa proposition de sommet des États signataires des accords d'Helsinki, il en sera toujours temps, a-t-il dit en substance, d'avis. Il est étonnant que cela avec l'Union soviétique seule, alors que M. Bush s'entretenait, ce lundi à Bruxelles, avec ses alliés occidentaux.

En attendant, M. Bush a donné son accord pour une réunion au plus haut niveau à Vienne des pays membres de l'alliance atlantique et du pacte de Varsovie, si un accord est conclu sur la réduction des armes conventionnelles. Sous-entendu la réunion de Vienne, qui pourrait avoir lieu avant la fin de



Dans « la Repubblica » du 2 décembre

1990, si le coup d'accélérateur donné aux négociations est suffisamment puissant, pourrait constituer une étape intermédiaire en direction d'Helsinki 2.

La charge a été confiée à MM. James Baker et Edouard Chevardnadze, les chefs des diplomates américains et soviétiques, de relancer toutes les négociations en cours sur la réduction des armements grâce à une rencontre de travail fin janvier ou début février, en Union soviétique, peut-être en Géorgie.

Les deux hommes devront se préoccuper non seulement des armes conventionnelles, mais aussi des armes stratégiques et chimiques. MM. Baker et Gorbatchev souhaitent en effet pouvoir signer un accord de principe sur la réduction des armes stratégiques (START) au cours de leur prochain sommet qui aura lieu, a-t-il été annoncé, durant la deuxième quinzaine du mois de juin, à Washington. L'accord définitif devrait être signé quelques mois plus tard. Après l'abandon par l'URSS de ses préférences concernant la « guerre des étoiles », les deux dossiers les plus importants qui restent à régler concernent les missiles de croisière lancés à partir de la mer et la réduction des forces navales, qui pose de très difficiles problèmes de vérification et de contrôle, et dont M. Bush n'a pas caché qu'il était guère partisan.

MM. Baker et Chevardnadze devront aussi se pencher sur le dossier des armes chimiques. M. Bush a lancé à ce sujet une proposition qui a été bien accueillie par M. Gorbatchev. Il s'agit de déclarer prêt à suspendre la fabrication des armes chimiques binaires — les plus sophistiquées, les plus faciles à manier et donc les plus dangereuses — si Moscou s'engage à détruire conjointement avec les États-Unis 98 % des stocks d'armes chimiques en dix ans.

Là où MM. Baker et Gorbatchev ont déçu, si l'on peut dire, c'est sur la question allemande. Mais le président soviétique s'était déjà prononcé sur le sujet à Rome et à Milan en insistant sur la nécessité de respecter l'héritage de la guerre, qui a légué deux États allemands, et sur le fait que c'est à l'histoire à régler cette question. Sans jamais mentionner le plan Kohl sur la réunification allemande, il n'est cependant prononcé dimanche contre « toute accélération artificielle » du processus. Savait-il qu'au moment où il parlait le comité central et le bureau politique du SED, accusés de prévarication venant de donner leurs démissions collectives ?

M. Bush, lui, a été prudent comme à l'accoutumée. « Ce n'est pas aux États-Unis et à l'Union soviétique de décider de l'avenir pour les Européens ou pour tout autre peuple », a-t-il dit après avoir rappelé les accords d'Helsinki sur l'intangibilité des frontières et sur la possibilité de leur modification pacifiquement. « Ce n'est pas le rôle des États-Unis de dicter la rapidité des changements intervenant dans n'importe quel pays. C'est aux peuples à se déterminer. » Répondant aux soucis de M. Gorbatchev quant à un prosélytisme idéologique de l'Occident dans les pays de l'Est, il a ajouté : « Je crois que nous avons essayé de réagir avec prudence en ne manifestant pas sur le sommet du mur

de Berlin pour montrer combien nous étions heureux du changement. Mais nous sommes heureux du changement. »

L'heure, en tout cas, n'est pas à la dissolution des alliances militaires en Europe, qui présenterait l'avantage pour l'un comme pour l'autre de freiner un cours des événements susceptible de devenir incontrôlable, mais plutôt à leur adaptation. C'est bien sûr M. Gorbatchev qui va le plus loin dans cette voie en proposant de réduire l'aspect militaire (et offensif) des alliances au bénéfice d'un contenu politique et économique. M. Bush pense en revanche que la question ne se pose pas encore pour l'OTAN, même s'il est favorable à des réductions importantes des effectifs américains en Europe.

Deux moutons noirs : Cuba et le Nicaragua

L'échange de plus vir — mais on resta toujours courtois — eut lieu où on l'attendait, c'est-à-dire sur l'Amérique centrale. Là, M. Bush, tout soucieux de plaire à son opinion publique, était clairement sur l'offensive. M. Gorbatchev sur la défensive, démentant une nouvelle fois toute livraison d'armes au Nicaragua et au Front Farabundo Martí du Salvador, se prononçant en faveur d'élections libres sous contrôle de l'ONU dans le premier de ces pays, faisant l'apologie des solutions politiques dans la région et comprenant les préoccupations américaines. M. Bush, évitant de traiter M. Gorbatchev de menteur, se priva pas de lui dire qu'il était victime des « mensonges » de Managua et de Cuba, dont les fausses notes dans le concert de la perestroïka font décidément de plus en plus désordre. Vu les silences en retour de M. Gorbatchev, on peut douter et déjà dire que les deux moutons noirs de Malte ont bien été Cuba et le Nicaragua.

Il fut aussi question du Liban et particulièrement du Proche-Orient en général. Mais rien de précis ne fut dit au cours de la conférence de presse conjointe, sinon que M. Bush a estimé que l'URSS ne faisait pas encore suffisamment sentir son influence (à Damas et sur l'OLP), reproche que M. Gorbatchev a discrètement réfuté. M. Bush, qui n'a pas repris les conseils de soumission que son administration a adressés au général Aoun, a cependant convenu que le rôle de l'URSS dans la région était devenu « constructif », sans initiative pour l'instant l'idée d'une initiative conjointe.

JACQUES AMALRIC et BERNARD GUETTA

Les Américains aussi favorablement disposés envers l'URSS qu'en 1945. — Selon un sondage *New York Times*-CBS, publié dimanche 3 décembre, les sentiments des Américains envers l'URSS sont aussi favorables qu'ils l'étaient à la fin de la seconde guerre mondiale : 30 % des personnes interrogées admettent que l'URSS recherche la paix ; 54 % ont une impression neutre et 13 % une opinion défavorable (contre 41 % en septembre 1987). Chiffres presque semblables à ceux publiés par le magazine *Fortune* en 1945, souligne le *New York Times*. — (AFP.)

MIGUEL BENASAYAG ET EDITH CHARLTON

CRITIQUE DU BONHEUR

Droits de l'homme, éthique, réalisme gestionnaire : l'idéologie dominante dans la France contemporaine est un cocktail bien étrange, dont Miguel Benasayag et Edith Charlton, psychologues, proposent dans cet essai une critique radicale. Au cœur de leur analyse, qui prolonge celle du livre précédent de Miguel Benasayag (*Utopie et liberté*, La Découverte, 1987), un constat : la recherche du bonheur, conçu comme une utopie négative visant à « éviter le pire », semble être devenue la justification dernière des actes de nos contemporains.



LA DÉCOUVERTE

Les délégations

Les présidents Bush et Gorbatchev étaient accompagnés, lors de leurs entretiens de Malte, par six et cinq personnes respectivement.

M. Bush était entouré de MM. James Baker, secrétaire d'État, Brent Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité nationale, John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche, Robert Blackwill, spécialiste de l'URSS au Conseil national de sécurité, Paul Wolfowitz, sous-secrétaire à la défense, et Robert Zoellick, conseiller juridique du département d'État.

M. Gorbatchev était accompagné de MM. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, Anatoli Dobrynine, conseiller diplomatique, Alexandre Iakovlev, chargé des affaires internationales au bureau politique du Parti, communiste, Alexandre Beasmartnykh, vice-ministre des affaires étrangères, Anatoli Tcherneniev, conseiller du président.

DIPLOMATIE

d'une « nouvelle ère » dans les relations internationales

inquiète que l'on tente de mettre une date limite à la mise au point de tels accords.

M. Nunn a ajouté : « Il n'y a aucun mal à ce que nos dirigeants donnent une impulsion aux négociations, mais il serait dangereux de les pousser trop fort et trop vite car nous obtiendrions alors un mauvais accord plutôt qu'un

accord pouvant résister à l'épreuve du temps. »

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, M. John Kelly, était attendu, lundi 4 décembre, à Jérusalem pour rendre compte des résultats du sommet. En attendant, les autorités israéliennes se sont refusées à toute réaction et notamment à commenter les propos tenus par

M. George Bush, lors de sa conférence de presse, selon lesquels « Moscou joue un rôle constructif au Proche-Orient [cependant que] les positions de l'Union soviétique et des Etats-Unis ne sont plus très éloignées sur cette question ». Une telle déclaration — à la tonalité très nouvelle — pourrait être diversement appréciée

dans l'entourage du premier ministre, M. Itzhak Shamir.

On y redoute une pression commune américano-soviétique pour faire avancer le principe d'un dialogue israélo-palestinien où l'OLP aurait son mot à dire — ne serait-ce que dans la composition de la délégation palestinienne.

Réaction très négative : le prési-

dent des Emirats arabes unis, cheikh Zayed Ben Sultan al-Nahyane, a indiqué dimanche qu'il ne croyait pas que Bush et Gorbatchev aient eu à l'esprit les intérêts du reste du monde. « Ils ne se préoccupent que de leurs seuls intérêts, et il est difficile de savoir ce qu'ils ont en tête », a-t-il ajouté dans une conférence de presse à Abou-Dhabi.

Echanges commerciaux : retour à la « normale »

Si aucune mesure spectaculaire, comme la mise en place d'un nouveau plan Marshall, n'a été présentée à Malte en matière commerciale, les deux présidents ont formalisé certaines discussions en cours depuis plusieurs mois qui devaient permettre la réintégration de l'URSS dans la communauté économique internationale.

Il s'agit principalement de l'accord de l'URSS au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et de l'octroi par les Etats-Unis de la clause de la nation la plus favorisée. M. Gorbatchev a déclaré, dimanche 3 décembre au soir, à la télévision soviétique, qu'il se félicitait de voir que les Etats-Unis avaient manifesté à Malte le souhait d'instaurer une « coopération économique normale » avec l'URSS.

L'adoption de ces deux mesures permettrait de lever rapidement les principaux obstacles au commerce américano-soviétique. La clé, bien sûr, est l'octroi par les Etats-Unis de la clause de la nation la plus favorisée, dont ils font déjà bénéficier 150 pays environ. Les produits soviétiques pourraient alors pénétrer sur le marché américain en jouissant de droits de douane similaires à ceux qui sont imposés sur les biens de la plupart de leurs concurrents ; actuellement, ils peuvent être jusqu'à dix fois plus élevés. L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée avait été consenti en 1972, lors du sommet entre Nixon et Brejnev. Cependant,

la détérioration des relations des deux pays liée au problème de l'émigration des citoyens juifs soviétiques avait engendré le vote de l'amendement Jackson-Vanik, en 1974. Le texte stipulait que les Etats-Unis ne pourraient accorder d'avantages commerciaux à l'URSS tant que le président américain ne pourrait certifier que les juifs qui le souhaitaient étaient en mesure de quitter l'URSS librement.

La remise en question de l'amendement Jackson

La remise en question, au moins temporaire, de l'amendement Jackson-Vanik est nécessaire à tout déblocage des relations commerciales ; elle est déjà évoquée depuis plusieurs mois, et l'ancien parlementaire Charles Vanik déclarait lui-même en juin dernier que « le climat est bon maintenant ». Vingt mille juifs environ avaient émigré hors d'Union soviétique en 1974. Ils devraient être cinquante mille environ cette année. En cas d'adoption prochaine, comme c'est probable, d'une nouvelle loi soviétique sur l'émigration, l'amendement pourrait être purement aboli.

Le volume des échanges américano-soviétiques ne dépassait pas l'an dernier 20 milliards de dollars et plaçait les Etats-Unis loin derrière la RFA, la Finlande et le Japon. Les industriels américains n'ont pourtant pas manqué de prouver récemment leur intérêt

pour le marché soviétique : malgré l'absence d'un accord commercial et de protection des investissements, près d'une centaine de sociétés mixtes fonctionnent déjà et un consortium formé de plusieurs grandes entreprises américaines a été formé au printemps dernier.

L'intégration de l'URSS dans le commerce mondial passe aussi par l'adhésion au GATT, le principal organisme qui en régit le fonctionnement. A cet égard, les Etats-Unis ont fait savoir à Malte qu'ils soutiendraient l'octroi d'un statut d'observateur à l'URSS, à la fin du « round » actuel de négociations multilatérales, en 1990, et ce malgré les réticences encore grandes de nombre de parlementaires américains.

Si ce statut lui est accordé, l'URSS franchirait une première étape pour rejoindre les rangs des pays d'Europe socialiste qui sont déjà membres de l'Organisation (Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, la Bulgarie ayant le statut d'observateur). L'accession au GATT marquerait symboliquement l'entrée de l'URSS dans les organismes multilatéraux. De là, c'est le Fonds monétaire international (FMI) qui est dans la ligne de mire, conformément au souhait exprimé depuis longtemps déjà par Mikhail Gorbatchev. L'URSS n'avait-elle pas participé, en 1944, à la réunion de Bretton-Woods qui permit la création du FMI ?

FRANÇOISE LAZARE

Avant le sommet de l'OTAN

M. Kohl a entretenu M. Bush de la réunification de l'Allemagne

Le président George Bush devait expliquer, lundi 4 décembre, à Bruxelles, aux alliés de l'OTAN sur quelles bases les Etats-Unis, au lendemain du sommet soviéto-américain de Malte, estiment que les divisions de l'Europe pourraient être dépassées. Ce dixième sommet de l'OTAN a été convoqué pour permettre à M. Bush de rendre compte aux chefs d'Etat et de gouvernement des quinze autres pays membres des résultats de ses deux jours d'entretien avec Mikhail Gorbatchev. M. Mitterrand participe à cette réunion de l'Alliance. Pour la première fois depuis l'accélération des événements cet automne en Europe de l'Est, les alliés ont ainsi l'occasion de débattre des grands thèmes de l'heure : la réunification de l'Allemagne, l'avenir de l'OTAN et du pacte de Varsovie, et les perspectives de désarmement nucléaire, conventionnel et chimique.

Dès dimanche soir, M. Bush a eu un entretien avec le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, lors d'un dîner en tête à tête à Bruxelles. Les deux chefs de sont montrés discrets sur le contenu de ces conversations, sans doute pour ne pas donner l'impression à leurs alliés de s'être entendus en dehors de l'OTAN. Le chancelier Kohl a toutefois fait savoir qu'il avait exposé à

M. Bush le plan de réunification qu'il avait présenté au Bundestag (Parlement fédéral) mardi dernier, en insistant sur le fait que ce processus ne devait pas remettre en cause l'appartenance de la RFA à la CEE et à l'Alliance atlantique.

Rien n'a cependant filtré de ce que se sont dit MM. Bush et Kohl sur le fond de la question allemande. Lors de leur conférence de presse commune à Malte, les présidents américain et soviétique avaient de concert préché la prudence. M. Bush avait mis en garde contre toute attitude « irréaliste » susceptible d'entraîner « un retour en arrière dans un pays quelconque », tandis que M. Gorbatchev avait rejeté « toute accélération artificielle des processus », qui, selon lui, « ne ferait qu'exacerber les tensions et rendre plus difficiles les changements en Europe ».

Quant à l'avenir de l'OTAN, M. Bush a réaffirmé à son arrivée à Bruxelles que, « maintenant plus que jamais », l'Alliance restait « la base d'un changement pacifique en Europe » et devait continuer à encadrer les « efforts occidentaux » en ce sens. Rien de ce qui a été discuté à Malte « pour faire avancer plus rapidement les relations Est-Ouest », n'aurait été possible sans l'Alliance atlantique, a-t-il assuré.

De son côté, le chancelier Kohl a estimé « vraisemblable » qu'après le nouvel élan que leur avait donné MM. Bush et Gorbatchev, les négociations sur le désarmement stratégique (START), conventionnel et chimique, aboutissent l'an prochain, selon une source ouest-allemande.

Les seize dirigeants alliés devraient discuter de la proposition faite par M. Bush — et agréée par M. Gorbatchev — de tenir l'an prochain à Vienne un sommet OTAN-pacte de Varsovie, qui viendrait couronner la conclusion d'un traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.

Dans cette perspective, les alliés pourraient également demander à M. Bush des précisions sur le retrait de la moitié des troupes américaines aujourd'hui stationnées en Europe qu'envisagerait Washington, notamment pour des motifs budgétaires.

Le Pentagone a récemment révélé qu'il étudiait la possibilité pour les Etats-Unis d'aller au-delà de la proposition actuellement débattue à Vienne, de retirer trente mille soldats américains (- 10 %) du Vieux Continent en échange du retrait parallèle de trois cent vingt-cinq mille soldats soviétiques (- 34 %) — (AFP).

EN BREF

La visite de Gorbatchev au Vatican. — Radio-Vatican et l'Observateur Romano ont rendu public, samedi 2 décembre, des commentaires enthousiastes sur la visite de M. Gorbatchev, vendredi, au Saint-Siège. « Après le mur de Berlin, le mur de la haine est tombé également ; désormais, nous pouvons dialoguer comme des frères convaincus que Dieu n'est plus l'ennemi de l'homme mais

que, au contraire, tous les hommes peuvent travailler ensemble pour bâtir la maison commune », a déclaré à Radio-Vatican le cardinal français Paul Poupard, président du conseil pour le dialogue avec les non-croyants. — (AFP).

La réunion de l'Assemblée de l'UEO. — Les bouleversements en Europe centrale dominent les travaux de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale

(UEO) qui s'est ouverte lundi 4 décembre à Paris. Les parlementaires devraient examiner les conséquences des évolutions rapides en cours à l'Est sur l'organisation de la sécurité en Europe de l'Ouest, indiquer-on dans les milieux proches de l'Assemblée. L'UEO est la seule institution européenne compétente en matière de défense. Elle regroupe les pays de la CEE moins le Danemark, l'Irlande et la Grèce.

M. Chirac : Gorbatchev vent la paix

M. Jacques Chirac a déclaré, lundi matin 4 décembre à Bruxelles, que le sommet de Malte était « un succès » qui « confirme la détente » mais qu'il fallait, avant de poursuivre dans la voie du désarmement, « être certain que l'évolution politique en Europe de l'Est est définitive ».

L'ancien premier ministre a estimé qu'il ne faut « gâcher » la politique menée par M. Gorbatchev, car « c'est de cette politique que vient la liberté que retrouvent les pays de l'Est et l'évolution lente et sérieuse en URSS. M. Gorbatchev veut la paix, j'en suis sûr, mais l'empire soviétique est un colosse surarmé, déstabilisé par une crise politique, économique et ethnique majeure ».

« Attendons que cette évolution soit confirmée, avant d'en tirer les conclusions en matière de désarmement ».

M. Jean François-Poncet : un anti-Yalta

M. Jean-François Poncelet, sénateur du Lot-et-Garonne (UDF) invité du « Grand Jury-RTL-Le Monde », dimanche 3 décembre, a estimé : « Ce sommet est le premier d'une ère nouvelle », ajoutant : « Il a été évité à la demande de l'URSS pour que le président Gorbatchev puisse recevoir en quelque sorte la caution ou même l'aide du président américain. Ce sommet renforce, le crédibilise dans un moment où il est faible et, par ailleurs, plus personnellement, à considérer que l'URSS et les Etats-Unis placent d'un même poids dans le monde. (...) »

« L'autre changement, qui est très frappant, d'autant plus que les Européens n'ont pas représenté et qu'un certain nombre d'entre eux se demandent si ce n'est pas un nouveau Yalta, c'est qu'au fond c'est plutôt un anti-Yalta en ce sens que ce qui frappe, c'est non pas la capacité des Deux Grands d'imposer leurs vues à l'Europe mais plutôt l'incapacité dans laquelle ils sont de se faire entendre. »

M. Rocard : la fin de l'affrontement entre deux modèles d'organisation de la société

Invité, dimanche 3 décembre, de l'émission « 7 sur 7 » de TF1, M. Michel Rocard a notamment affirmé, à propos des bouleversements en RDA et de leurs prolongements : « La fin du mur de Berlin, c'est la fin d'un condominium (...) La fin du mur de Berlin et tout ce qui se passe dans les Républiques d'Europe de l'Est signifie la fin de l'affrontement frontal, direct entre non seulement deux superpuissances militaires, mais entre deux modèles d'organisation de la société. L'implosion du modèle communiste met fin à ce type de tension, ce type de danger de guerre. (...) Le risque central, celui de la guerre thermonucléaire, me paraît maintenant condamné. »

A propos d'une éventuelle réunification des deux Allemagnes, le premier ministre a affirmé : « Je ne comprend pas l'espèce d'inquiétude, de panique, qui se répand dans quelques milieux. Je considère, pour ma part, que, première-

ment, moins les Allemands ont de problèmes entre eux et moins ils auront tendance à créer des problèmes pour les autres ; deuxièmement, que cela les regarde ; que troisièmement, cette proposition de gens qui ont la même histoire, la même culture, la même appartenance nationale depuis toujours à se retrouver est bien compréhensible ; et si nous devions nous en méfier, cela se fera contre nous, ce serait grotesque. La France est assez puissante (...) pour équilibrer les pressions, mais ce qui est sûr, c'est que des discussions de cet ordre ne peuvent être ouvertes qu'à partir de l'existence en Allemagne de l'Est d'un pouvoir légitime, stabilisé et issu d'élections libres, pluralistes et secrètes. On n'y est pas encore. »

Enfin, M. Rocard a rappelé que la France est « bien d'accord » avec l'URSS pour dire que « ce à quoi il ne fallait pas toucher, ce sont les frontières ».

AMÉRIQUES

NICARAGUA : après plusieurs années d'exil

Le discret retour d'un héros de la révolution

MANAGUA

De notre correspondant en Amérique centrale

Eden Pastora, le célèbre « commandant zéro » qui accéléra la chute de la dictature de Somoza en s'emparant du Palais national en août 1978, est rentré au Nicaragua dimanche 3 décembre, après plusieurs années d'exil au Costa-Rica. Dès son arrivée à Managua, il a confirmé son intention de participer à la campagne électorale en appuyant le candidat à la présidence pour le petit Parti social-chrétien (PSC), M. Erick Ramirez.

Après avoir remis à plusieurs reprises son retour au Nicaragua, Eden Pastora a finalement décidé d'aller mesurer sur place la popularité qui fut très grande et dont il croit encore bénéficier. Une centaine de personnes à peine l'attendaient à l'aéroport et deux mille sympathisants tout au plus sont allés échanger la libération des prisonniers politiques du Front sandiniste.

Plus que sa déception, le « commandant zéro » a montré son émo-

tion de se retrouver dans son pays dévasté par la guerre et la crise économique après dix ans de révolution. Sur son ton passionné — c'est un excellent orateur — il a repris les grands thèmes qu'il défend depuis des années, en particulier la recherche d'une « troisième voie pour revenir au projet original de la révolution sandiniste qui ne doit dépendre ni des Soviétiques ni des Etats-Unis ». Renvoyant des à des « les deux impérialismes », il a appelé les Nicaraguayens à régler leurs problèmes entre eux sans ingérence des grandes puissances ni des Cubains.

A ceux qui l'accusent d'avoir été « acheté » par le gouvernement pour diviser l'opposition et permettre une victoire du Front national sandiniste de libération nationale (FSLN) aux élections du 25 février, Eden Pastora répond avec véhémence qu'il est rentré au Nicaragua « contre la volonté des neuf commandants (principale source du pouvoir) et contre celle de l'Union nationale d'opposition » (UNO, coalition de quatorze partis, de la droite aux communistes).

Il reste que, au cours des derniers mois, les autorités ont effectivement envoyé à plusieurs reprises des émissaires de haut niveau pour aller discuter du Costa-Rica les conditions de son retour.

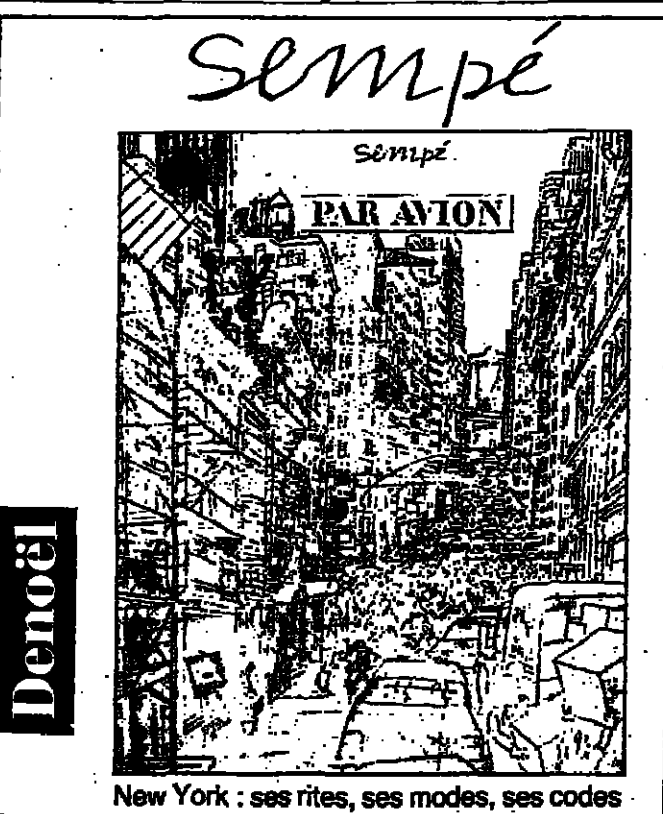
BERTRAND DE LA GRANGE

VENEZUELA

Abstention record lors des élections des gouverneurs et des maires

Les élections des gouverneurs et des maires au Venezuela ont été marquées, dimanche 3 décembre, par une abstention sans précédent dans l'histoire du pays : elle atteint 70 %, selon les premières estimations, qui révèlent par ailleurs une certaine poussée de l'opposition démocrate-chrétienne et surtout socialiste. L'abstention — dans un pays qui se présentait jusqu'ici comme un modèle de démocratie en Amérique latine et où le vote est obligatoire — représente un désaveu cinglant de la classe politique dans son ensemble. La campagne avait déjà souligné le désintérêt des électeurs (Le Monde des 3 et 4 décembre).

La mairie de Caracas a été gagnée par le candidat de l'Action démocratique (social-démocrate au pouvoir) Claudio Fermín. Les postes de gouverneur ont été remportés par le Parti démocrate-chrétien COPEI dans les deux Etats les plus peuplés (Miranda et Zulia) et par le Mouvement vers le socialisme (MAS) dans celui d'Anzoátegui. Les électeurs étaient appelés à choisir les gouverneurs des 20 Etats et les maires des 269 municipalités pour la première fois dans l'histoire du pays. Apparaissant, les gouverneurs étaient désignés par le gouvernement et la fonction de maire n'existait pas. — (AFP).



Denoël

New York : ses rites, ses modes, ses codes

1989 150

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : appels à des manifestations

L'opposition rejette le nouveau gouvernement de M. Ladislav Adamec

L'épreuve de force est d. nouveau engagée en Tchécoslovaquie entre le pouvoir communiste, qui s'accroche à ses prérogatives, et l'opposition, menée par le Forum civique, qui dispose désormais de l'arme de la rue et de la grève.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Dans des déclarations diffusées par la télévision aussitôt après le journal du soir, dimanche 4 décembre, les représentants du Forum civique ont rejeté le nouveau gouvernement, présenté quelques heures plus tôt au président Gustav Husak par le premier ministre Ladislav Adamec, et ont convoqué une nouvelle manifestation mardi à 16 heures, place Venceslas.

Ce gouvernement, dont seize membres sur vingt et un sont communistes, « n'est pas nouveau, il n'est composé ni d'experts ni de nouvelles idées », et il est dominé par le Parti communiste, alors que celui-ci « a perdu la confiance de la population », a estimé le Forum civique. « Le rôle dirigeant du parti a été aboli sur le papier, mais il demeure dans les faits », a poursuivi un représentant des ouvriers, Petr Miller, avant de donner une semaine au pouvoir pour présenter un nouveau gouvernement, sans quoi le Forum civique appellera à la grève générale lundi 11 décembre. L'opposition a d'autre part fixé pour la première fois un délai pour l'organisation d'élections libres : juillet 1990.

La composition du nouveau gouvernement de M. Adamec, qui comprenait auparavant des membres du Forum pour avoir négocié avec ses dirigeants à plusieurs reprises, a fait l'effet d'une douche froide dans les milieux d'opposition où l'on n'attendait pas à parler de « provocation ». Le Forum civique n'avait pas demandé à participer au gouvernement, mais voulait que des personnalités indépendantes et connues pour leur expertise soient largement représentées. Or, il n'y a que cinq non-communistes, trois n'appartiennent à aucun parti, un vient du Parti socialiste et un autre du Parti populaire, jusqu'à, il y a peu, tout à fait asservis au Parti communiste. La personnalité la plus novatrice est le vice-premier ministre Joseph Hromádka, un théologien évangéliste, qui ne peut cependant guère cacher cer-

taines liens avec le régime puisqu'il avait été autorisé à devenir président du Conseil œcuménique des Eglises.

Le Forum civique avait aussi demandé que le ministre de la défense soit un civil, tout en acceptant qu'il fût communiste, et que le ministre de l'intérieur ne soit pas membre du PC. Aucune de ces exigences n'est satisfaite, puisque le nouveau ministre de la défense, le général Miroslav Vacek, était l'adjoint du précédent, et que le nouveau ministre de l'intérieur, M. Frantisek Pinc, est membre du PCT. M. Adamec a en beau souligner à la télévision que ce gouvernement était renouvelé à 40 % et que l'âge moyen avait baissé de quatre ans, il n'y avait rien là qui puisse convaincre l'opposition, même si le tout était accompagné d'une nouvelle déclaration officielle condamnant l'intervention soviétique de 1968.

« La révolution de velours » compromise ?

Le Forum civique a également réclamé dimanche soir la démission « immédiate » des ministres de l'énergie et des affaires étrangères, MM. Antonín Kravčík et Jaromír Johanes, ce dernier étant considéré comme « compromis » pour avoir défendu la politique officielle des droits de l'homme devant divers forums internationaux. Dans la foulée, le représentant des ouvriers a enfin demandé que les organisations du PCT quittent les lieux de travail, une revendication déjà repoussée par le secrétaire général Karel Urbánek.

La « révolution de velours », comme l'appellent les artistes des théâtres de Prague, serait-elle en passe de mal tourner ? M. Urbánek, Adamec et Johanes, partis dans l'après-midi pour Moscou, où M. Gorbatchev, revenu de Malte, les attendait avec les autres dirigeants des pays du pacte de Varsovie, n'auront pas vu les premières réactions populaires à leur nouveau gouvernement, mais ils ne pouvaient pas ne pas s'y attendre. Place Venceslas, où un meeting permanent est animé par des étudiants au pied de la statue recouverte d'affiches et de drapeaux, c'était la colère. Et lorsque, dans la soirée, le leader du Forum civique, l'écrivain Vaclav Havel, a fait irruption sur la scène d'un concert de rock, au stade de hockey de Prague, pour lire la prise de position de son mouvement, il a été accueilli par un tonnerre

d'applaudissements de milliers de jeunes qui criaient : « A bas le gouvernement » et « Elections libres ».

Car le pouvoir ne doit pas s'y méprendre, après s'être tue pendant vingt ans, la société tchécoslovaque n'a pas abandonné la partie. Si les dirigeants du Forum civique n'ont pas manqué une

occasion, ces derniers temps, de tendre la main aux « bons » communistes, comme l'a encore fait Havel dans une interview publiée samedi par *Rude Pravo*, l'organe du PCT, ce n'est pas par faiblesse, mais par souci de préserver le caractère non conflictuel de leur « révolution ». Car plus de deux semaines après le début du

mouvement, la dynamique est loin de s'être ralentie : à Bratislava, cent mille personnes manifestaient encore vendredi ; à Prague, les théâtres, où les comédiens en grève organisaient des débats tous les soirs pour le public qui entonnait en chœur, debout en se tenant la main, le « we shall overcome » tchèque, n'ont pas désempli. Les orateurs, qui promettent le retour imminent aux traditions démocratiques des présidents Masaryk et Benes, ont le triomphe assuré.

Les badges Havel

Vaclav Havel est littéralement partout, visiblement à bout de nerfs mais se dépensant sans compter pour passer cinq minutes avec ses collègues écrivains qui fondaient dimanche un syndicat indépendant, la Communauté des écrivains, dont il sera bien sûr le président, avant d'aller soutenir les étudiants qui décidaient de suspendre leur grève tout en organisant des cours indépendants, puis saluer rapidement, en s'excusant de ne pouvoir faire plus, un groupe de politiciens français, Michel Noir en tête, venus s'informer de la situation puis se joindre avec les autres dirigeants du Forum pour préparer la réaction au nouveau gouvernement, et apparaître enfin à un concert de rock. Havel est aussi depuis samedi sur les boulevards, sous la forme d'un badge tricolore proclamant « Havel for president », un don des jeunes démocrates hongrois (FIDESZ) qui n'avaient pas réalisé que Havel ne visitait pas la présidence de la République, et qui ont gratifié son nom d'un accent sur le « a » très magyar, mais qu'importe... le badge a un succès fou.

Signe tout aussi symptomatique de la profondeur du mouvement, on assiste à un début de démantèlement des structures communistes. L'Union officielle des artistes s'est dissoute, les universités ont mis fin aux cours de marxisme-léninisme, le doyen de la faculté de lettres de Prague, par exemple, a démissionné, les médias officiels, comme l'agence CTK, la télévision et la radio se sont pris en main et travaillent honnêtement, sans prendre de directives du comité central ; les journalistes membres du PCT se sont en général ralliés en douceur aux revendications de l'opposition. Les milieux populaires, le bras armé du Parti, ont été désarmés et placés sous l'autorité du gouvernement... Des partis politi-

ques commencent à émerger, comme l'ancien Parti social-démocrate, légal de 1878 à 1948, qui vient de se réactiver, ou les coopérateurs agricoles, qui sont s'être organisés en parti. Et tout cela en deux semaines, dans une ambiance que les anciens de 1968 trouvent extraordinairement disciplinée, révélant « une maturité et un esprit de tolérance incroyables » au sein de la population.

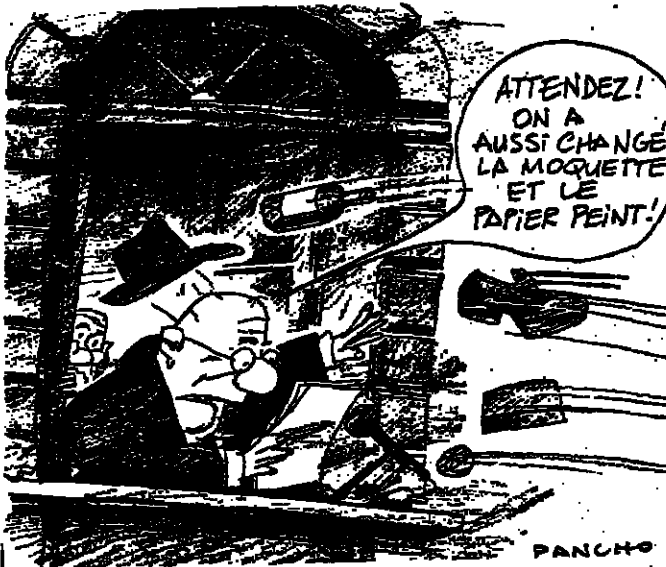
Partout, pourtant, l'appéhension demeure d'une réaction conservatrice, et la composition du nouveau gouvernement n'a fait que confirmer ces craintes. Force est de constater que le changement affecte surtout jusqu'ici les sphères intellectuelles, mais qu'en milieu ouvrier les structures du parti restent en place, en particulier dans certaines régions, comme la zone minière de la Bohême du Nord. D'éventuels remous dans l'armée continuent d'inquiéter, et il n'est pas un jour sans que les médias cherchent à rassurer la population à ce sujet. Dimanche encore, M. Adamec tenait à répéter que son gouvernement n'aurait recours à rien d'autre qu'à « des moyens politiques » pour sortir le pays de la crise actuelle.

SYLVIE KAUFFMANN

M. Husak évoque sa retraite. — Le président de la République tchécoslovaque, M. Gustav Husak, a indiqué dimanche 3 décembre qu'il envisageait de démissionner dans un proche avenir, sans toutefois préciser le date.

Dans une déclaration diffusée par l'agence CTK, M. Husak souligne qu'il n'a pas l'intention de rester à son poste « à tout prix », d'autant que son mandat touche à sa fin et qu'il aura « soixante-dix ans en janvier prochain ». Le mandat de M. Husak, considéré comme le père de la « normalisation » après l'écrasement du « printemps de Prague », expire le 22 mai 1990. — (AFP.)

Ouverture de la frontière avec l'Autriche. — Depuis lundi 4 décembre, les Tchécoslovaques peuvent se rendre pour la première fois en Autriche avec leur seul passeport et sans autre formalité. L'ouverture de la frontière entre les deux pays fait suite à la suppression des visas de sortie dans le cadre de la politique de libéralisation des voyages décidée par les autorités tchécoslovaques et à la suspension, jusqu'au 17 décembre, des visas d'entrée en Autriche. — (AFP.)



La composition du cabinet

Voici la composition du nouveau gouvernement fédéral tchécoslovaque dirigé par M. Ladislav Adamec (Parti communiste tchécoslovaque, PCT).

Président ministre : Ladislav Adamec (PCT, sortant).

Premiers vice-présidents ministres : Marian Čala (PCT, nouveau à ce poste), Bohumil Urban (PCT, sortant).

Vice-présidents ministres : Frantisek Pina (PCT, sortant, chef du gouvernement tchèque), Pavel Hrivnak (PCT, sortant, chef du gouvernement slovaque), Jaromír Zák (PCT, président de la commission du Plan), Josef Hromádka (sans parti, nouveau), Ladislav Vodrázka (PCT, sortant), chargé de la sidérurgie, de l'industrie mécanique et électrique.

Affaires étrangères : Jaromír Johanes (PCT, sortant).

Défense nationale : Miroslav Vacek (PCT, nouveau).

Intérieur : Frantisek Pinc (PCT, nouveau).

Finances : Jan Stejskal (PCT, sortant).

Commerce extérieur : Andrej Banský (PCT, nouveau).

Travail et affaires sociales : Alfred Šebek (PCT, nouveau à ce poste).

Energie : Antonín Kravčík (PCT, sortant).

Agriculture et alimentation : Jaromír Algrayer (PCT, sortant).

Transports et télécommunications : Frantisek Podlaha (PCT, sortant).

Ministre chargé de l'Office fédéral des prix : Ladislav Dvorník (parti socialiste, nouveau).

Ministre chargé du comité de quatre pays (PCT, sortant) : Karel Kozlovský (sans parti, nouveau).

Ministre chargé de la commission du développement scientifique et technique : Frantisek Reichel (parti populaire, nouveau).

Ministre sans portefeuille : Vilém Roth (sans parti, nouveau).

ROUMANIE

M. Ceausescu critique sévèrement le PC et le gouvernement

M. Nicolae Ceausescu a reconnu des « carences » dans le travail du PC et des organismes d'Etat du pays, dans un discours prononcé vendredi 2 décembre lors de la première réunion du nouveau comité politique exécutif de son parti, a indiqué l'agence de presse roumaine Agerpres.

Dans une sévère critique de l'activité du gouvernement et des ministères, M. Ceausescu a constaté que « beaucoup de problèmes n'ont pas été discutés de manière sérieuse, que les décisions adéquates n'ont pas été prises et

leur mise en œuvre mal contrôlée ». Il a demandé « un renforcement du rôle de la Grande Assemblée nationale (Parlement) dans le contrôle de l'application des lois par le gouvernement ».

M. Ceausescu a réclamé « un programme spécial de modernisation de l'industrie alimentaire et une meilleure organisation du réseau de distribution. Dans deux ans au maximum, les problèmes devront être réglés dans ce secteur », a-t-il souligné. L'approvisionnement de la population

demeure très précaire et de nombreux produits alimentaires sont rationnés (viande, fromage, beurre, huile, œufs).

Fait assez inhabituel : un premier plénum du nouveau comité central, issu du dernier congrès du PC roumain, se tiendra le 12 décembre. Il sera chargé, selon M. Ceausescu, « de traduire dans les faits les résolutions du congrès » et de prendre des décisions pour faire face notamment aux problèmes survenus dans le ravitaillement de la population. — (AFP.)

RFA

Les libéraux critiquent le plan de réunification du chancelier Kohl

Le plan en dix points présenté mardi 28 novembre au Bundestag par le chancelier Kohl a été sévèrement critiqué samedi 2 décembre par les libéraux du FDP, le parti du ministre des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher.

BONN

de notre correspondant

Devant le comité directeur du parti réuni à Celler, le président du FDP, le comte Lambdorff, a reproché au chancelier de n'avoir pas consulté ni les alliés ni les partenaires de la coalition avant de présenter ce plan devant le Parlement. L'absence, dans les propositions du chancelier, d'une reconnaissance sans équivoque du caractère définitif de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale d'une future Allemagne réunifiée constitue le principal point de divergence entre le chancelier et les libéraux. « La remise en question continue des frontières existantes détruit la confiance de nos voisins », a affirmé M. Lambdorff, approuvé par M. Genscher.

Selon les dirigeants du FDP, la CDU seule au pouvoir n'aurait pas été capable d'effectuer les pas nécessaires pour surmonter la division du pays. Après s'être livré à l'énumération des « griefs » du chancelier en matière de politique étrangère, comme la visite au cimetière militaire de Bitburg en 1985, ou le projet d'assister à une messe en allemand au mont Sainte-Anne en Pologne tout récemment, le président du FDP a conclu : « Celui qui est si balourd à l'égard d'être tenu en laisse par le FDP dans le domaine de la politique étrangère ».

M. Genscher n'a pas apprécié d'avoir dû aller défendre à Paris, à Londres — et de devoir prochainement le faire à Moscou — un plan à l'élaboration duquel il n'avait pas participé, et s'est au plus haut point des fâches qui partent contre lui de la chancellerie. Cela ne signifie pas pourtant que l'on est à la veille d'une rupture de la coalition.

Faire entendre sa différence

Les partis qui la composent savent fort bien qu'en cette période de bouleversement les électeurs sanctionneraient ceux qui seraient rendus responsables de l'ouverture d'une crise politique. Mais le FDP, en prévision d'une année électorale très chargée, tient à faire entendre sa différence et à laisser, pour l'avenir, la porte ouverte à une collaboration avec les sociaux-démocrates si l'arithmétique parlementaire l'exige.

Au SPD, c'est M. Oskar Lafontaine qui a pris résolument ses dis-

tances avec le plan du chancelier Kohl, alors qu'au cours du débat au Bundestag les sociaux-démocrates avaient soutenu l'ensemble des dix points de ce plan. Le ministre-président de Sarre, un Land où les élections régionales se dérouleront le 28 janvier prochain, a qualifié le plan Kohl d'« échec le plus important subi par un chancelier dans l'histoire récente ».

Conçu essentiellement pour redonner au chancelier l'initiative dans le débat politique intérieur, ce plan en dix points avait pris tout le monde à contre-pied : les alliés à l'extérieur, les partenaires de la coalition et l'opposition à l'intérieur. L'effet de surprise passé, il est remis par les uns et les autres à sa juste place : comme un élément du dispositif « kohlien » qui doit l'amener à conserver le pouvoir en faisant des concessions à sa droite sans remettre en question fondamentalement les engagements européens et atlantiques de la République fédérale.

LUC ROSENZWEIG

EN BREF

URSS : un appel d'Andrei Sakharov à une grève générale de deux heures. — Le Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov a appelé à une grève générale de deux heures en URSS le 11 décembre, veille de l'ouverture des travaux du congrès des députés du peuple, pour réclamer la suppression de l'article de la Constitution garantissant le rôle dirigeant du Parti communiste. Signé par quatre autres députés, le texte observe que si l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du PC n'est pas supprimé, « la crise de confiance envers le Parti et la direction grandira ». — (AFP.)

Important accord commercial entre Israël et l'URSS. — Israël et l'Union soviétique ont conclu un accord commercial d'une valeur de 30 millions de dollars à l'issue d'une visite à Moscou que vient d'effectuer le ministre israélien de l'Agriculture, M. Abraham Katz-Oz. Cet accord, nouveau signe d'une amélioration constante des relations entre les deux pays, porte sur l'exportation de produits alimentaires israéliens en Union soviétique au cours des six prochains mois. — (Reuters.)

Prix spéciaux fin d'année

Venez choisir votre nouvelle PEUGEOT parmi notre stock permanent de 1000 véhicules*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER

PEUGEOT

405

MINITEL 3615 NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

NUMERIS, C'

Après Rennes et Paris, t

Marseille. Lille. Fin 90. I

est un événement des

en effet. NUMERIS

textes et des images. A

10 fois plus vite, on co

bénéficier des nouveaut


formatique et les téléco

[illegible]

1. General
 2. Particular
 3. Particular
 4. Particular
 5. Particular
 6. Particular
 7. Particular
 8. Particular
 9. Particular
 10. Particular
 11. Particular
 12. Particular
 13. Particular
 14. Particular
 15. Particular
 16. Particular
 17. Particular
 18. Particular
 19. Particular
 20. Particular
 21. Particular
 22. Particular
 23. Particular
 24. Particular
 25. Particular
 26. Particular
 27. Particular
 28. Particular
 29. Particular
 30. Particular
 31. Particular
 32. Particular
 33. Particular
 34. Particular
 35. Particular
 36. Particular
 37. Particular
 38. Particular
 39. Particular
 40. Particular
 41. Particular
 42. Particular
 43. Particular
 44. Particular
 45. Particular
 46. Particular
 47. Particular
 48. Particular
 49. Particular
 50. Particular
 51. Particular
 52. Particular
 53. Particular
 54. Particular
 55. Particular
 56. Particular
 57. Particular
 58. Particular
 59. Particular
 60. Particular
 61. Particular
 62. Particular
 63. Particular
 64. Particular
 65. Particular
 66. Particular
 67. Particular
 68. Particular
 69. Particular
 70. Particular
 71. Particular
 72. Particular
 73. Particular
 74. Particular
 75. Particular
 76. Particular
 77. Particular
 78. Particular
 79. Particular
 80. Particular
 81. Particular
 82. Particular
 83. Particular
 84. Particular
 85. Particular
 86. Particular
 87. Particular
 88. Particular
 89. Particular
 90. Particular
 91. Particular
 92. Particular
 93. Particular
 94. Particular
 95. Particular
 96. Particular
 97. Particular
 98. Particular
 99. Particular
 100. Particular

Après Rennes et Paris, le nouveau réseau numérique national de FRANCE TELECOM s'étend aujourd'hui à Lyon, Marseille, Lille. Fin 90, **NUMERIS** sera accessible sur l'ensemble du territoire. Pour les entreprises françaises, c'est un événement dont l'importance est inversement proportionnelle à la taille de la prise **NUMERIS**. En effet, **NUMERIS** permet, sur le même réseau, l'échange simultané de la voix, des données, des textes et des images. Avec **NUMERIS** on fait dialoguer les ordinateurs, on transfère des documents 10 fois plus vite, on consulte et transmet plans et photos... Se raccorder à **NUMERIS** c'est aussi bénéficier des nouveaux services du téléphone avec en plus la qualité du son numérique. En intégrant l'informatique et les télécommunications, **NUMERIS** augmente les performances de toutes les entreprises.

**COMMUNICATION D'ENTREPRISES.
ON N'A JAMAIS FAIT AUSSI GRAND.**



Singer Connell

Student Council

FRANCE TELECOM 
UN AVENIR D'AVANCE.

EUROPE

RDA : Wolfgang Berghofer, Gregor Gysi, Markus Wolf

Les trois nouvelles figures marquantes du PC est-allemand

Trois hommes se détachent parmi les nouveaux venus à la tête du Parti communiste est-allemand. Le premier d'entre eux, le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, est le moins connu à Berlin-Est. Mais il paraît cependant le mieux placé pour succéder à Egon Krenz à la tête du parti lors du congrès extraordinaire de la mi-décembre. Agé de quarante-six ans, M. Berghofer fait partie de cette génération de jeunes fonctionnaires communistes, longtemps frustrés par l'immobilisme de l'ancienne direction. Par leurs fonctions au contact des réalités, ils étaient bien placés pour se rendre compte de la paralysie d'un système qui les empêchait eux-mêmes de faire quoi que ce soit.

Arrivé à Dresde en 1986, M. Berghofer, qui avait exercé auparavant des fonctions à la direction des Jeunesses communistes à Berlin-Est, s'était rapidement taillé dans sa ville d'adoption une réputation

de compétence et d'efficacité. Sa chance aura été d'avoir à ses côtés, comme premier secrétaire du parti pour le district de Dresde, un homme depuis longtemps persuadé de la nécessité de réformes profondes, M. Hans Modrow, l'actuel chef du gouvernement et aujourd'hui la personnalité la plus populaire de RDA. La force des deux hommes a été d'avoir su, avant tout le monde, se décider à ouvrir le dialogue avec les manifestants, au début d'octobre, et de reconnaître un peu plus tard, de facto, les nouveaux mouvements d'opposition comme interlocuteurs.

L'avocat Gregor Gysi appartient à la même génération. Président de l'équivalent est-allemand de l'Ordre des avocats français, il a eu depuis longtemps des positions courageuses sur la défense de l'Etat de droit et, depuis le début des événements, il a montré une réelle capacité d'initiative. On lui doit tous les projets de lois en cours de

discussion, dans le domaine des libertés, de la réforme du code pénal. Il s'est très tôt prononcé pour un droit aux voyages sans restrictions et sans visa. Invité samedi soir à Berlin-Est à participer à un débat avec des artistes de l'Est et de l'Ouest ainsi que des représentants de l'opposition à l'occasion du concert donné par l'ancien dissident Wolfgang Biermann, il avait souligné que le plus important pour lui était justement, dans la situation actuelle, l'établissement en RDA d'un véritable Etat de droit.

Le dernier de cette trinité est le personnage le plus connu mais aussi le plus mystérieux des trois : Markus Wolf. Chef des services d'espionnage de la RDA en 1958, à ce titre numéro deux du ministère de la sécurité d'Etat, il était devenu célèbre au moment de l'affaire Guillaume, l'agent est-allemand dans la découverte dans l'entourage du chancelier Willy Brandt avait provoqué la chute de ce dernier.

Frère du metteur en scène Konrad Wolf, une personnalité très estimée en son temps en RDA, qui est mort en 1982, Markus Wolf a été depuis le départ un partisan déclaré de M. Gorbatchev. Il avait démissionné de ses fonctions en 1986. Con vaincu de la nécessité de changements dans son propre pays, et bien placé pour comprendre les signes de crise qui se multipliaient, il a consacré sa semi-retraite à écrire un livre publié cette année pour prôner une politique d'ouverture. Très lié aux Soviétiques, cet homme élégant, qui est âgé aujourd'hui de soixante-trois ans, apporte aux nouveaux dirigeants du parti une compétence dans l'organisation, l'analyse des situations, mais aussi une connaissance de la RFA qui ne peut qu'être précieuse dans cette période délicate pour les relations entre les deux Allemagnes.

H. de B.

Tourmente

Suite de la première page

Quarante-six jours après avoir été élu à la tête de sa formation, le 18 octobre, pour remplacer Erich Honecker et mettre en route le processus de réformes, Egon Krenz disparaît donc à son tour dans la tourmente avec toute son équipe, mise en place seulement le 8 novembre dernier. M. Günter Schabowski, responsable de l'information du bureau politique démisionnaire, est venu lui-même annoncer la nouvelle devant les quelques milliers de personnes massées devant le siège du comité central, dans un froid glacial. Sans cesse interrompu par des sifflets et des cris d'impatience, il a également rendu publique l'annonce du parti de deux anciens dirigeants, dont Erich Honecker lui-même. La déclaration du comité central reproche au bureau politique démisionnaire son « inconséquence et son manque d'empressement » à tirer au clair le comportement des anciens dirigeants.

Révélations

Dans le communiqué annonçant son retrait, le bureau politique déclare accepter de tirer les conséquences de ces critiques, bien que ses membres — souligne-t-il — « aient eu un rôle essentiel pour imposer les changements de personnes et de politique, qui ont permis de mettre en route le processus de rénovation dans la direction du parti ». Il explique son retrait par sa volonté de « ne pas faire peser un nouveau danger sur l'existence du parti et permettre la préparation du congrès ».

M. Egon Krenz avait signé son arrêt de mort vendredi dernier

EMERICH MEERSON
PARIS
Montres & Bijoux

200, Bd SAINT GERMAIN
75007 PARIS
TEL: (1) 42 22 12 89

11, Rue TRONCHET
75008 PARIS
TEL: (1) 42 65 80 13

devant le Parlement en affirmant qu'il n'avait jamais rien eu des agissements de ses anciens collègues et des avantages dont ils bénéficiaient. Le lendemain samedi, plusieurs milliers de militants communistes réclamaient sa tête à grands cris devant le siège du comité central à Berlin-Est. Sorti lui-même du bâtiment pour répondre à la foule, il avait été couronné et était reparti sans trouver les mots pour retoucher la situation.

La pression était devenue trop forte à la suite des nouvelles révélations distillées ces derniers jours sur l'étendue des passe-droits et des abus commis sous le régime Honecker. Les partisans d'un grand nettoyage pour sauver le parti, en liquidant tout ce qui le rattachait encore à son passé n'avaient cessé de gagner du terrain dans les organisations de base du parti où l'on procédait actuellement à l'élection des délégués pour le congrès. La dégradation du climat politique général a fait le reste. Au découragement qui a suivi l'ouverture du mur, à la reconnaissance de l'incapacité de l'économie est-allemande à se mesurer avec l'Occident, aux appels à la réunification, est venu s'ajouter dans la population un terrible sentiment d'avoir été spoliés, abusés pendant quarante ans. Elle demande désormais des comptes. Après deux semaines de flottement

dus à l'ouverture du mur, on recommence un peu partout à se mobiliser, sans que personne soit capable de prédire pour le moment dans quelle direction cette mobilisation se dirigera. Dimanche, la double chaîne humaine organisée par le mouvement protestant Sühnezeichen a réuni du nord au sud et de l'est en ouest des centaines de milliers de personnes le long des routes est-allemandes pour dénoncer la corruption et réclamer une société de justice. Les deux chaînes se croisaient au centre de Berlin-Est avant de se perdre en rase campagne, dans le brouillard et le froid percés par d'innombrables petites bougies laissées ensuite comme signe sur le bas-côté des routes.

La destinée du Parti communiste — et en grande partie celle de la RDA, compte tenu du rôle que celui-ci continue à occuper sur l'échiquier politique — est désormais entre les mains d'une commission de vingt-cinq membres dont la plupart sont totalement inconnus de l'opinion publique. Trois noms se détachent pourtant : ceux du maire de Dresde, Wolfgang Berghofer, probable successeur d'Egon Krenz, de l'avocat Gregor Gysi et de l'ancien patron des services secrets Markus Wolf (voir portraits ci-joint). Tous trois se sont imposés depuis le début des événements comme chefs de file du courant réformateur auquel appartient également le premier ministre, M. Hans Modrow, qui a prêté son nom à la commission pour se consacrer aux tâches

urgentes du gouvernement. Tous trois ont su nouer un contact privilégié avec les nouveaux mouvements d'opposition.

Dernier espoir

A quelques jours de la table ronde au cours de laquelle l'ensemble des formations politiques actuellement existantes doivent tenter d'échafauder les premières réformes de structures dont a besoin le pays, cette commission représente le dernier espoir du Parti communiste de se perpétuer sous une forme ou sous une autre. L'avocat Gysi a été littéralement acclamé, lors de son apparition devant le comité central dimanche, par la foule des sympathisants qui attendaient pour partir de commettre les noms des membres de la commission et qui se sont ensuite dispersés avec le sentiment du pouvoir à nouveau respirer. « Il y va du pays et du socialisme », a affirmé au cours de sa brève intervention M. Gysi, qui a immédiatement annoncé trois objectifs prioritaires : « La nouvelle formation d'un parti socialiste moderne à partir de la base », « la séparation du parti et du gouvernement » et « la poursuite de tous les anciens responsables qui ont violé les statuts du parti et les lois ».

Dimanche, plusieurs groupes de travail ont été mis en place pour préparer le congrès, notamment sur la question des deux Allemagnes, la crise économique et l'Etat de droit. M. Gysi, pour sa part, a été chargé de commencer immédiatement les investigations pour faire la lumière sur les agissements des anciens responsables du SED. M. Markus Wolf a annoncé lui-même, devant une assemblée de délégués de Berlin-Est, que tous les anciens membres du bureau politique et du secrétariat du comité central ne pourraient plus avoir accès aux archives et aux autres documents, afin d'empêcher les disparitions. Le premier ministre avait auparavant annoncé de son côté que des mesures avaient été prises pour empêcher que d'éventuels coupables puissent quitter le pays comme avait pu le faire l'ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur, dont on résume qu'il se trouve en Allemagne de l'Ouest.

HENRI DE BRESSON

Les rendez-vous manqués de M. Egon Krenz

Egon Krenz n'était décidément pas de taille à jouer les Gorbatchev est-allemands. Il ne lui aura fallu que quarante-six jours pour être balayé à son tour du pouvoir sous la pression de son parti et d'une population qui découvre avec rage à quel point elle a pu être trompée et abusée par quarante ans de régime communiste. Elu le 18 octobre dernier à la tête du SED puis, le 24 octobre à la présidence de l'Etat en remplacement d'Erich Honecker, il a probablement été sincère dans sa volonté d'opérer de profonds changements dans le système sans jamais cependant prendre la mesure de la tâche qui lui incombait.

Dauphin désigné d'Erich Honecker pendant près de six ans, plus jeune membre du bureau politique, Egon Krenz devait surtout son éléction à la tête du parti au fait qu'il rassurait ceux qui, notamment parmi ses collègues plus âgés, hésitaient à commettre le meurtre du père. Hors de la direction du parti, il passait alors pour un tenant de l'orthodoxie la plus pure. On lui reprochait ses déclarations de soutien au gouvernement chinois après la répression des manifestants de la place Tiananmen, sa responsabilité dans le truquage des élections communales du mois de mai en tant que membre du bureau politique chargé de la sécurité intérieure.

Toute sa carrière a été celle d'un apparatchik modèle. Né le

19 mars 1937 à Kolberg, il fait des études pour devenir instituteur et, très vite, commence à exercer ses fonctions dans les organisations de Jeunesses du parti. Envoyé à l'école supérieure du Parti communiste de Moscou de 1964 à 1967, en 1974 il devient chef de la puissante organisation des Jeunesses communistes, poste qu'il conserve jusqu'en 1984, année où il accède au bureau politique.

Ces dernières semaines, il a affirmé à plusieurs reprises qu'il avait été convaincu depuis longtemps de la nécessité du changement, et qu'avec d'autres il avait tenté en vain de faire bouger les choses au sein de la direction du parti.

Après la chute d'Honecker, Egon Krenz promet des réformes du système politique et économique toujours plus importantes, mais on lui reproche de réagir aux événements, de ne pas avoir de stratégie, de manquer de flair dans les moments importants. Il restera malgré tout dans l'histoire comme celui qui aura permis la réouverture du mur de Berlin. Paradoxalement, pourtant, c'est probablement cette décision, dont la précipitation a totalement déstabilisé la situation en RDA, qui a signé sa condamnation en le faisant apparaître comme un apprenti sorcier dangereux auprès des réformateurs du parti et de leurs alliés soviétiques.

H. de B.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : plus déterminé que jamais

Le général Aoun continue de mobiliser des milliers de partisans

Lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, dimanche 3 décembre, M. Michel Rocard a critiqué les modalités du voyage de plusieurs députés de l'opposition au Liban : « Pour la première fois, a-t-il dit, ces parlementaires français sont allés au Liban et n'y ont rencontré qu'une communauté. Et jamais, jamais, jamais, ni les pouvoirs publics, l'autorité politique, ni même les représentants de l'autorité législative ne s'étaient permis en France d'aller témoigner leur sympathie ou leur soutien à une seule des autorités exécutives de la République française et (...) ils sont sans mandat, c'est bien clair. (...) Que l'on aille rencontrer une communauté menacée, cela se comprend mais pas au point de changer la politique traditionnelle de la France qui est l'ouverture à toutes les communautés du Liban. »

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Il est minuit et demi près de l'estrade installée à l'entrée de la cour d'honneur du palais présidentiel de Baabda. Serré de très près par ses gardes du corps, le général Aoun, treillis camouflé et béret, contemple, incognito, dans la nuit, les quelques milliers de personnes qui, bravant le froid sec, écoutent un orchestre qui distille de la musique rock, entrecoupée de discours à la gloire de la libération.

Dans les pinèdes alentour, où des tentes sont installées, des jeunes gens ont allumé des grands feux de camp autour desquels ils dansent pour se réchauffer. Ce soir, le général Aoun ne s'adresse pas à la foule. « Si j'apparaissais et si je parlais, ce sera du délire », dit-il. Ces manifestations, qui se poursuivent maintenant depuis une semaine avec un fervorisme nouveau et qui gagnent toutes les couches de la population chrétienne, même si la jeunesse y est très majoritaire, le confortent sans aucun doute. Ce « plébiscite » chrétien prend des allures de couronnement pour cet homme qui campe, plus déterminé que jamais, sur des positions de plus en plus dures.

Jusqu'où tout cela peut-il aller ? « Jusqu'à la croix », répond, serein, Michel Aoun qui réaffirme : « Mieux vaut mourir dans la liberté que vivre dans l'asservissement. »

Les négociations qui se déroulent au niveau international pour tenter de trouver une issue au conflit pour l'instant dans l'impasse, entre le président Elias Hraoui, exilé dans la Bekaa sous contrôle syrien, son gouvernement internationalement appuyé et le général Aoun — « rebelle » pour les autorités légales mais héros pour nombre de chrétiens — n'ont rien de très loin de ce dernier. Il est persuadé que la communauté internationale, « signataire de la Charte des droits de l'homme », doit reconsidérer sa position et ne plus même chercher d'amendements ou d'annexes à l'accord de Taëf sur le point controversé de la souveraineté du Liban. « Je n'attends rien de la communauté internationale », dit-il.

A quelles conditions, aujourd'hui, le général Aoun est-il prêt à quitter le pouvoir ? « Que la Syrie reconnaisse l'indépendance et la liberté du Liban. Qu'elle définit ses intérêts vitaux et n'interfère en conséquence », affirme le général, qui revendique de négocier directement avec Damas.

L'obtention d'un calendrier pour le redéploiement des soldats syriens dans la Bekaa, deux ans au maximum après le vote des réformes essentielles prévues dans

l'accord de Taëf, sur lesquelles travailleraient les diplomates française et vaticane ne satisfait pas le général. « C'est dérisoire et secondaire. La France est incapable de proposer quelque chose de sérieux avec les Etats-Unis. Le peuple français me donne un appui moral (les députés de l'opposition continuent de se succéder à Baabda), c'est bien, mais c'est tout. »

Les jeunes

Combien de temps la situation peut-elle se poursuivre ainsi ? « Si nous tenons jusqu'à Noël, les choses peuvent changer », affirme sans plus de précisions le général Aoun. Depuis les menaces d'une opération militaire contre Baabda, proférées par le président Hraoui, c'est tout le pays chrétien qui est en effervescence, et Baabda, rebaptisée « la maison du peuple », est devenue le dernier lieu de rassemblement pour une foule nombreuse.

La politique au sens étroit du terme est relativement absente de Baabda, où l'immense majorité des manifestants avouent n'avoir jamais lu l'accord de Taëf et ne connaître que ce qu'en dit le général Aoun, à savoir « une acte de reddition à la Syrie ». Mais là n'est même plus le problème tant la fête « révolutionnaire » de Baabda paraît avant tout traduire la frustration d'une partie d'un peuple qui subit depuis quinze ans de guerre la loi de dirigeants qu'elle rejette aujourd'hui.

A l'exception du général Aoun, dont le discours simple et très populaire séduit, en particulier la jeunesse qui voit en lui une rupture par rapport à un ordre traditionnel trop souvent corrompu, féodal ou milicien ; tous les dirigeants chrétiens sont aujourd'hui quasiment abandonnés de leurs troupes et dépassés par les événements. Les contestations politiques et la surenchère militaire dans la défense du « pays chrétien » du chef de la puissante milice des Forces libanaises, M. Samir Geagea, n'y ont rien fait, celui-ci ne rassemble que quelques centaines de partisans alors que des milliers viennent à Baabda.

Pour la première fois, un dirigeant du parti Kataeb (phalangistes), dont le chef, M. Georges Saade, figure toujours sur la liste des ministres du gouvernement de M. Selim Hosni, a conduit à Baabda une manifestation de son parti, lequel a pourtant pris fait et cause pour l'accord de Taëf, rejeté par le général Aoun. Membre du bureau politique des Kataeb, M. Fouad Abouader, petit-fils de Pierre Gemayel, fondateur du parti, a renouvelé sous les applaudissements de la foule, l'engagement de ses militants à combattre aux côtés de l'armée dans un geste qui menace quand même l'unité du plus vieux parti chrétien.

FRANÇOISE CHIPAUX

GAZA : une fillette tuée par l'armée. — Une fillette palestinienne de dix ans a été tuée d'une balle en pleine tête, dimanche 3 décembre, dans un camp de réfugiés de la bande de Gaza lors de manifestations consécutives à la mort à Naplouse, en Cisjordanie, de quatre chefs d'un des « groupes de choc » de l'intifada, les « Partisans noirs ». (Le Monde daté 3-4 décembre). Une quarantaine de Palestiniens auraient été blessés par balles. Par ailleurs, l'armée a procédé durant le week-end à la plus importante perquisition jamais conduite dans la casbah de Naplouse afin d'y démanteler les réseaux de complicité des « Partisans noirs ». — (Corresp.)

PHILIPPINES
La tentative

Le chef du mouvement séparatiste à Mindanao, le général Juan Pineda, a déclaré dimanche 3 décembre qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement philippin pour mettre fin à la violence dans la région. Pineda, qui dirige les Forces armées nouvelles (FAN), a déclaré qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement philippin pour mettre fin à la violence dans la région. Pineda, qui dirige les Forces armées nouvelles (FAN), a déclaré qu'il était prêt à négocier avec le gouvernement philippin pour mettre fin à la violence dans la région.

L'opposition a élu plus du tiers des sénateurs

Les élections sénatoriales ont été remportées dimanche 3 décembre par l'opposition à la Chambre haute des Philippines. Les candidats de l'opposition ont obtenu plus de la moitié des voix, ce qui leur permet de contrôler la majorité au Sénat.

Le président Corason Aquino a félicité l'opposition pour sa victoire. Il a déclaré que cette victoire était une preuve de la maturité démocratique du peuple philippin.

Le Congrès philippin a élu dimanche 3 décembre ses nouveaux membres. L'opposition a remporté la majorité absolue dans les deux chambres du Congrès.

Le général Aoun continue de mobiliser milliers de partisans

Le général Aoun continue de mobiliser milliers de partisans. Les forces armées libanaises ont lancé une offensive contre les troupes syriennes dans le sud du Liban. Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

ASIE

PHILIPPINES : tandis que se poursuivent des affrontements sporadiques

La tentative de putsch a sérieusement érodé le crédit de M^{re} Aquino

MANILLE

De notre envoyé spécial

La vie tendait à reprendre son cours normal en milieu de journée, lundi 4 décembre après trois jours de combats de rue meurtriers entre l'armée régulière et les troupes rebelles. A l'exception du quartier de Makati, centre financier de Manille, où se poursuivaient des accrochages ponctués de coups de feu sporadiques, les gros des troupes rebelles (six cents hommes et cinquante officiers) s'est rendu.

Le gouvernement a pu annoncer dimanche soir que la rébellion avait été matée après que l'armée eut repris le contrôle de Camp Aguinaldo où est situé son quartier général, à la suite de durs affrontements au cours desquels furent utilisés l'artillerie et les troupes aéroportées.

La situation est plus incertaine en province, où des jeunes officiers ont déclaré être du côté des mutins. Ceux-ci contrôlaient encore la base de Cebu, à 560 kilomètres au sud de Manille. A Davao (Mindanao), certains jeunes officiers ont publié un communiqué dans lequel ils déclarent être solidaires des rebelles « dans leur lutte contre un gouvernement amoral et corrompu » et dénoncent l'intervention américaine. Des chasseurs de l'US Air Force étaient apparus dans le ciel de Manille vendredi et samedi au moment le plus critique pour le gouvernement.

Les dégâts dans les quartiers de Makati et de Quizon City, qui pré-

sentaient par endroits l'aspect d'une ville victime d'une guerre civile, témoignent de la dureté des affrontements. Ceux-ci se poursuivaient lundi après-midi à Makati, où les rebelles ont pris position sur les toits de certains immeubles avec des mitrailleuses lourdes. L'hôtel Intercontinental restait notamment occupé par quarante Rangers. Les troupes gouvernementales ont bloqué le quartier.

En cours des trois derniers jours, les affrontements ont fait une centaine de morts et plus de cinq cents blessés. Selon le porte-parole de l'armée, il y aurait « plusieurs centaines » de morts et de blessés, surtout parmi les civils. Plus de dix mille personnes résident dans les quartiers où se déroulaient les combats ont été évacuées.

L'aide américaine

Ce sixième coup d'Etat perpétré par les militaires contre M^{re} Aquino a été non seulement le plus meurtrier mais aussi celui qui risque d'entamer le plus gravement sa crédibilité. Le recours à l'armée américaine pour défendre son gouvernement a, soulevé non seulement le tollé de la gauche, mais aussi des critiques sévères d'une partie des opposants — de droite comme de gauche —. Sa décision a été en outre ridiculisée par la presse. Bien que limité, le soutien de l'aviation américaine au gouvernement Aquino est la première intervention directe des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique depuis la

fin de la guerre du Vietnam. Cette intervention donne en effet des arguments à ceux qui estiment que le gouvernement Aquino est trop dépendant des Etats-Unis.

Les informations en provenance de Washington selon lesquelles, tour à tour, M^{re} Aquino et le général Ramos, ministre de la Défense, auraient pressé les Etats-Unis de demander « conjugué » d'intervention (notamment le bombardement des positions rebelles) ne pouvaient qu'alimenter la polémique.

Cette tentative de putsch intervient au moment où la popularité de M^{re} Aquino est au plus bas, où l'inflation creuse encore l'écart entre la petite minorité de nantis et la majorité des pauvres, et où son gouvernement et son entourage sont de plus en plus vivement attaqués, le premier pour sa incapacité, et le second pour sa corruption.

L'opération lancée par de jeunes officiers ne paraît en rien cette fois un « coup d'Etat moustique », selon l'expression employée à Manille. Les putschistes n'avaient sans doute pas le soutien actif de la population. Mais leurs méthodes, sinon leurs méthodes, ne peuvent que susciter un écho favorable chez une partie des Philippines, inconsolablement déçus par la dégradation de la situation économique et sociale. La présidence a gagné militairement, mais la reprise en main politique, après ce grave coup porté à son crédit, s'annonce plus difficile.

PHILIPPE PONS

TAIWAN : les premières élections libres

L'opposition a obtenu plus du tiers des suffrages

L'opposition a obtenu environ 35 % des votes et a presque doublé sa représentation au sein du Parlement de Taïwan, à l'issue du scrutin du 2 décembre, d'où le Kuomintang (parti nationaliste) sort affaibli.

TAIPEI

de notre envoyé spécial

Pour la première fois, un gouvernement chinois a entériné l'émergence d'un contre-pouvoir dans les institutions. Les jours où le pouvoir était contrôlé sans partage par un parti unique sont révolus, commentait lundi le *China Post*, quotidien pro-gouvernemental. Le secrétaire-général du Kuomintang (KMT), M. James Soong, un homme de la jeune génération réformiste, a assuré pour sa part : « Nous acceptons ce revers dans le calme. Notre détermination et notre sincérité dans la mise en pratique de la démocratie ne changeront jamais ».

Pour conserver le « mandat du Ciel » sur l'île préservée de la suprématie communiste, les dirigeants héritiers de Tchang Kai-chek sont désormais conscients qu'ils doivent continuer de se réformer afin de mieux répondre aux aspirations de la classe moyenne née du succès économique.

L'électorat a fait preuve d'une détermination tranquille. Le beau temps, ici, joue en faveur de l'isolement : plus de 75 % des douze millions d'électeurs ont voté, un record que n'avait pas laissé prévoir le faible intérêt du public pour la campagne. Les gens sont venus, dans le calme, avec, en mains, la carte d'électeur et, plus précieux encore, le sceau gravé au nom de chacun. Tout autant que la Chine continentale, l'île nationaliste est restée le « royaume du tampon », héritage inaliénable de vingt siècles d'administration mandarinale. Hormis quelques incidents en province, le scrutin n'a pas donné lieu aux violences que redoutait la police, mobilisée en force.

Un pouvoir renoué

Le résultat de la principale formation d'opposition, le Parti démocratique progressiste (PDP), est d'autant plus significatif. Le scrutin a porté de 12 à 21 sièges sa représentation dans l'Assemblée, n'en laissant que 72 au KMT, et huit aux indépendants et autres petits partis. Le PDP dispose main-

tenant d'un nombre suffisant de députés pour proposer des lois. La rénovation du pouvoir est accentuée par le départ à la retraite d'une nouvelle « charrette » de trente-quatre vieillards jusqu'alors détenteurs de sièges de députés à vie. Les 130 nouveaux députés — 101 élus, 29 nommés par le président Lee Teng-hui, lui-même d'ascendance taïwanaise — sont d'ores et déjà majoritaires face aux 128 « vieux législateurs » continuateurs qui y demeurent.

La percée de l'opposition est encore plus nette dans les mairies et districts : le KMT ne conserve que 14 des 21 sièges soumis au scrutin. Le district d'origine du président Lee a voté pour un homme de l'opposition. Les « Jeunes-Turcs » réformistes du KMT se sont, eux aussi, taillé un certain succès.

Les embardées de l'indice boursier des derniers jours, d'une ampleur sans précédent, montrent la possession des incertitudes. Plus encore que les accusations d'achats de vote — usage auquel l'opposition a tout autant recours que le parti au pouvoir — celui-ci doit à présent gérer les conséquences d'une campagne conduite sur un ton d'une liberté sans précédent. Une cinquantaine de plaintes pour déclarations indépendantes (anti-constitutionnelles) ont été déposées.

Fermer les yeux présente le risque de voir Pékin se fâcher devant une complaisance envers l'autonomie. Fuir, c'est se mettre à dos une bonne partie des 80 % de Taïwanais de l'île, alors même que le pouvoir est condamné à se « taïwaniser ». Un choix que rend encore plus délicat la prochaine échéance politique, lorsque le mandat du président Lee parviendra à expiration au printemps prochain.

FRANCIS DERON

Le dala-lama à Paris pour recevoir le Prix de la Mémoire. — Le chef spirituel des bouddhistes tibétains devait recevoir dans la soirée du lundi 4 décembre à Paris le Prix de la mémoire des maîtres de M^{re} Danielle Mitterrand, présidente d'honneur du comité de cette nouvelle distinction, qui sera également attribuée au directeur du Maténadaran, « lieu de mémoire » du peuple arménien, situé à Erevan, et à l'avocat Serge Klarsfeld pour son ouvrage *Mémorial pour la déportation des juifs de France*. Le 10 décembre, le dala-lama doit recevoir à Oslo le prix Nobel de la paix.

INDE : dans son premier discours

M. V.P. Singh lance un appel au consensus et à la justice sociale

INDE

de notre correspondant

Les Indiens retiendront une image forte de la prestation de serment de M. V.P. Singh, celle de la poignée de main et du sourire échangés, samedi 2 décembre, entre le nouveau et l'ancien premier ministre, M. Rajiv Gandhi. Les principaux responsables de la majorité, en revanche, en gardent un goût amer : aucun n'était au courant de l'élévation au poste de vice-premier ministre de M. Devi Lal, l'octogénaire chef-ministre de l'Etat d'Haryana qui, il est vrai, a joué un rôle déterminant pour écarter du chemin de M. Singh un rival dangereux, M. Chandrabhai Shekhar. Les critiques, eux, ont déjà dénoncé le népotisme dans le remplacement de M. Devi Lal par son fils, M. Om Parkash Chautala, à la tête de l'Haryana.

M. V.P. Singh, pour sa part, s'est adressé, dimanche, à la nation dans un discours à la fois écumeux et populiste. Il a déclaré qu'il s'efforcerait de remplir sa tâche dans un climat de « consensus et de réconciliation ». Un « effort national », a-t-il ajouté, doit être mené

pour résoudre les crises au Pendjab et au Cachemire ainsi que la tension entre hindouistes et musulmans.

Evocant à plusieurs reprises la situation des couches les plus pauvres, M. V.P. Singh a déclaré : « Delhi peut scintiller, mais des millions d'Indiens sont dépourvus de la lumière de l'espoir. La voie du gouvernement sera celle de ces foyers, celle des paysans, des travailleurs et de la jeunesse. Si le pouvoir est une épée, alors elle doit être maniée au nom des pauvres et des masses laborieuses ».

Soulignant que les « caisses » (de l'Etat) sont vides, que l'inflation a appauvri la population, il a promis que la moitié des investissements devront bénéficier aux zones rurales. Parlant à plusieurs reprises de « justice sociale », le premier ministre s'est engagé à améliorer le sort des femmes « négligées et exploitées », des tribus arrières et des castes inférieures.

En matière de politique étrangère, M. Singh a réaffirmé la position de l'Inde dans un strict non-alignement.

LAURENT ZECCHINI

AFRIQUE

MAROC : après un « oui » massif au référendum

L'opposition se défend d'avoir donné un chèque en blanc au pouvoir

Rabat (AFP). — 99,89 % des Marocains, selon les chiffres officiels, ont répondu, vendredi 1^{er} décembre, à l'appel du roi Hassan II à reporter à 1992 des élections générales initialement prévues pour l'été prochain, afin de permettre aux Nations unies d'organiser le référendum d'autodétermination envisagé au Sahara occidental. Le taux de participation a été de 98,83 %.

A l'exception de l'istigial (opposition nationaliste), qui a préféré laisser à ses militants la liberté de voter « selon leurs convictions », tous les partis politiques appelaient à voter « oui ». Le gouvernement, qui jouit d'une confortable majorité parlementaire, va sans doute tenter de mettre à profit la prorogation de la législature actuelle pour faire adopter des projets de loi comme celui concernant la privati-

sation de certains établissements du secteur public.

Les partis d'opposition soulignent que, s'ils ont appelé leurs électeurs à voter « oui » sur une question concernant, selon eux, l'« intégrité territoriale » du pays, ils n'entendent pas pour autant donner au gouvernement un « chèque en blanc pour les éventuels errements et défaillances futures ». Ils ont lancé un appel aux pouvoirs publics afin qu'ils mettent à profit le report des échéances électorales pour revoir les choix économiques et sociaux pratiqués jusqu'à présent et procéder à une « révision radicale des options suivies dans le pays dans les domaines de l'exercice de la démocratie et des libertés publiques, pour un Etat de droit et pour le respect des droits de l'homme ».

EBEL
Les Architectes du temps

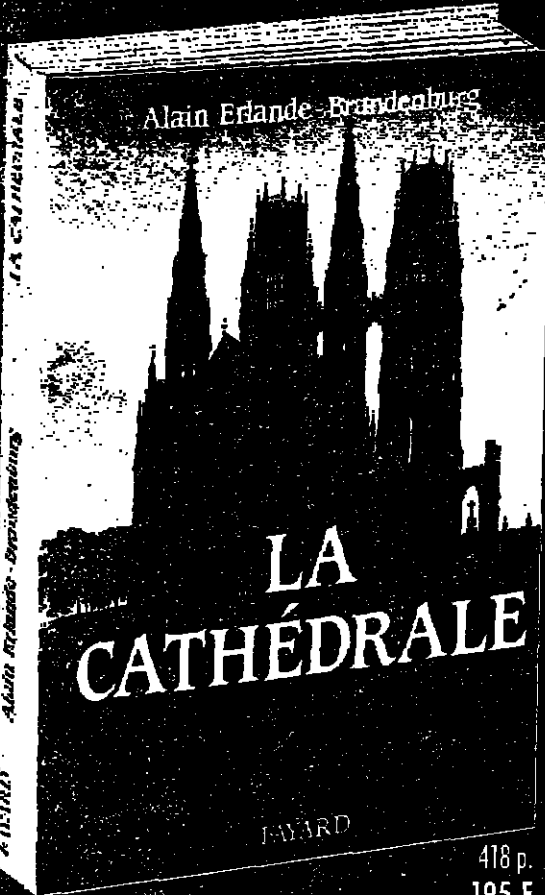


Chronographe, automatique. Acier, étanche 30 m.

Barrier et Fils
Horloger-Joaillier depuis 1901

20, av. Franklin-Delano-Roosevelt - 75008 Paris - Tél. : 42.89.05.29

LA CATHÉDRALE part en flèche



418 p.
195 F

Le propos est ambitieux. Ce grand livre d'historien que nous devons à l'un de nos meilleurs archéologues est une réflexion nuancée, nourrie d'exemples... Alain Erlande-Brandenburg a l'habitude de renouveler les sujets. Avec *La Cathédrale* nous gardons celle de le lire avec passion.

Jean Favier, *Le Figaro*

L'Histoire
chez
FAYARD

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

POLITIQUE

Le Parti socialiste et le RPR sont confrontés chacun à des problèmes

Si le PS et le RPR ont désormais en commun d'avoir à résoudre de difficiles problèmes internes de synthèse, les dirigeants socialistes continuent, pour leur part, de se livrer à des querelles de personnes dont l'intensité est, en ce moment, bien plus vive que les divergences qui s'expriment à l'intérieur du RPR. Au conseil national du RPR, qui s'est réuni, samedi 2 décembre, dans un hôtel parisien, les débats ont mis en évidence deux désaccords

majeurs. Le premier oppose M. Séguin à la plupart des autres dirigeants du mouvement chrétien sur l'opportunité de modifier la Constitution de la V^e République : le maire d'Epinal est partisan de l'instauration d'un véritable régime présidentiel alors que MM. Chirac et Juppé, notamment, rejettent cette proposition. La seconde divergence porte sur l'organisation de l'opposition : MM. Séguin, Noir, et quelques autres, sont partisans d'une fusion

du RPR et de l'UDF en une formation unique, alors que les autres dirigeants s'en tiennent à la stratégie d'union de l'opposition dont chaque composante doit, à leurs yeux, conserver son identité. Un groupe de travail tentera néanmoins d'aboutir à une synthèse des huit « contributions » en présence avant le 5 janvier. Au comité directeur du PS, qui a siégé tout le week-end à Paris, la synthèse sera rendue encore plus aléatoire pour

La réunion du comité directeur du PS

L'évolution à l'Est et la situation de l'Europe n'ont pas fait oublier les querelles des mitterrandistes

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 2 et dimanche 3 décembre, a entendu, au début de ses travaux, une intervention de M. Michel Rocard (le Monde daté 3-4 décembre). Les débats en commission, samedi après-midi, ont porté sur la situation internationale, la situation économique et sociale, les départements et territoires d'outre-mer, ainsi que sur la nouvelle rédaction de la déclaration de principes du parti et sur la révision de ses statuts. La discussion politique a continué samedi en début de soirée et dimanche matin, le comité directeur adoptant au terme de sa réunion une résolution exprimant son soutien aux changements dans les pays de l'Est.

M. Pierre Mauroy a traité d'abord de l'évolution en Europe de l'Est, pour souligner notamment le risque que la « conversion » de ces pays à l'économie de marché « ne tourne à l'apologie du libéralisme et ne lève ainsi la condamnation qui le marquait jusqu'ici ». « La victoire historique de nos idées contre le communisme peut, en définitive, se retourner contre nous si nous n'a

prévisons garde », a déclaré le premier secrétaire. Il a souligné la nécessité d'une « évolution de notre socialisme » et celle d'un « nouvel âge de la communauté européenne » qui sorte de « l'économisme européen » et qui apporte la réponse au problème de la division de l'Allemagne, en étant « susceptible de tisser les liens indispensables avec ses voisins ».

M. Mauroy a insisté sur l'importance du « dialogue avec l'Est », car « le débat de fond perdure avec ce communisme en devenir ». Le maire de Lille a mis en garde contre le passage « du scepticisme à l'angélisme » vis-à-vis de l'Union soviétique. Selon lui, « le projet de Gorbatchev est un projet de grande puissance » et « soit reste la domination ». Il a invité les socialistes à appuyer « au plan international » le débat qui « va avoir lieu au sein même des pays de l'Est entre socialistes et communistes ». Il estime enfin que l'évolution de la politique soviétique fait que « la discussion sur les problèmes militaires est, dès maintenant, à l'ordre du jour, au moins sur le niveau trop élevé des dépenses d'armement et sur les conditions du service national ».

M. Jospin : une « crise de comportement »

Le premier secrétaire a parlé ensuite des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille, en affirmant la nécessité d'un « combat moral » contre l'extrême droite. « Au moment où l'après-guerre s'efface à l'Est, a-t-il dit, nous avons le devoir de nous souvenir de notre histoire, de la résistance, du peuple, et de condamner sans appel le Front national. Justifiant l'appel du PS à voter au second tour, dans ces circonscriptions, pour les candidats de la droite contre les lepénistes, il a déclaré : « Nous

donnerons toujours une chance à la démocratie contre ceux qui veulent l'abattre ».

Pour M. Lionel Jospin, la période actuelle est caractérisée par les « incertitudes » qui pèsent sur les socialistes, en raison du contexte international et de la situation économique et sociale, et par celles qu'ils ont « affichées », sur le plan idéologique, à propos de l'affaire des fouilles islamiques. « Si, sur la question de la laïcité et sur un problème de société, a déclaré le ministre de l'Éducation nationale, nous ne marquons pas ensemble notre différence par rapport à la droite et à l'extrême droite (...), si, de nos rangs mêmes, vient, sans aucun fondement, le proche abandon de la laïcité, si les (...) positionnements de congrès se substituent à la cohérence des positions, (...) alors nous ne pouvons pas convaincre l'opinion et, d'une certaine façon, malgré les intentions de chacun, nous nous risquons nous-mêmes la xénophobie ».

« Quand je dirigeais le parti et dans les moments difficiles, a dit M. Jospin, j'ai toujours été solidaire (...). J'étais en droit d'attendre et je suis en droit d'exiger la même solidarité en ce qui concerne l'affaire des fouilles, surtout quand ma position est juste et soutenue par le premier ministre et par le président de la République. » Selon le ministre de l'Éducation nationale, le PS souffre moins d'une « crise d'identité » que d'une « crise de comportement ». « Si nous n'enrayons pas la tendance actuelle au fractionnement et au positionnement que (...) notre parti peut être menacé d'un affaiblissement dramatique et, même, d'une désintégration », a-t-il déclaré. Citant les questions qui devraient donner matière à débat chez les socialistes, M. Jospin a évoqué la nécessaire « adaptation de notre politique européenne », face aux évolutions à l'Est, et

l'ajustement de notre politique économique. « L'impénitence, a-t-il dit, la frustration, même les mouvements sociaux ne débouchent pas, la déception, lourde, déjà, de démobilité électorale, sont fortes chez les salariés, notamment du public, et, dans notre électorat ».

Le ministre de l'Éducation nationale a abordé, ensuite, le problème de l'immigration, en déclarant pour l'intégration, qu'il a opposé à l'assimilation et au « différentialisme ». M. Jospin souhaite une intégration « qui accepte les hommes et les femmes dans leur diversité, (...) mais qui, au même temps, les rapproche autour de valeurs communes, par la citoyenneté pour ceux qui sont nés sur notre sol ou qui choisissent de rejoindre la communauté nationale, par le respect des droits et de la participation à la vie de la cité, ce qui pose le problème du droit de vote local - pour ceux qui choisissent de rester étrangers ».

Revenant aux problèmes internes, M. Jospin a demandé : « Comment rénover le Parti socialiste et renouveler sa direction (...) si l'on commence par casser son axe majoritaire et par le fractionnement dans l'absence de solidarité, dans l'absence de alliances d'intérêts, qui, d'ailleurs, sont fluctuantes ? Comment rassembler le courant majoritaire dans l'opinion, si l'on commence par diviser les socialistes ? »

M. Louis Mermaz a déclaré qu'il faut veiller « à ne pas déstabiliser » M. Gorbatchev. Sur le plan intérieur, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale souhaite, notamment, une réforme fiscale. Il a énuméré les domaines dans lesquels « le parti et le groupe parlementaire ont obtenu du gouvernement un « plus », et il a affirmé sa volonté de parvenir à une « synthèse entre les mitterrandistes ».

Quel « axe majoritaire » ?

par Patrick Jorreau

M. LAURENT FABIUS a confié aux membres du comité directeur du Parti socialiste l'armement que lui avait donné le dossier de la première page du Monde daté 3-4 décembre, dans lequel MM. Bush et Gorbatchev, au dernier degré de l'angoisse, se demandaient quel rôle les socialistes ou des fabiusiens, l'empêcheraient au congrès du PS. S'il avait voulu être vraiment méchant, Planu aurait caricaturé MM. Jospin, Fabius, Mauroy et quelques autres, au troisième sous-sol de l'Assemblée nationale, s'interrogeant gravement sur l'évolution des pays de l'Est.

Il faut être juste : ils en ont parlé. MM. Mauroy et Fabius se sont défilés de l'illusion d'une évolution paisible de ces pays vers la démocratie sociale, et ils se sont interrogés sur les conséquences que la France doit tirer, pour sa politique de défense, de la nouvelle politique soviétique. M. Jospin a esquissé un débat avec M. Jean-Paul Planchon, responsable du courant « Socialisme et République », sur la validité des choix communautaires devant le retour d'une Europe multipolaire, dominée par la question allemande.

Ils en ont parlé, mais ils n'étaient pas venus là pour cela. La seule question qui occupait les esprits était de savoir si le courant mitterrandiste, est promis ou non à l'éclatement, et quelle sera, dans cette hypothèse, la configuration du PS à la sortie du congrès. M. Fabius, qui a confirmé sa volonté d'une « synthèse » fondée sur le vote des militants, n'a

pas précisé quels doivent être, selon lui, les contours de cette synthèse. M. Jospin a expliqué que, à partir du moment où l'on présente des intentions différentes, la mécanique de la procédure elle-même fait que chacun, ensuite, est libre de ses alliances.

Accélérer l'histoire ?

« Le PSU vient de mourir, et nous, nous allons inventer neuf tendances ! », ironisait M. Jospin, dans les couloirs, en se référant au nombre des contributions générales sur lesquelles les militants sont censés exercer, actuellement, leur sagacité. Des proches du ministre de l'Éducation nationale émettaient toutes sortes d'hypothèses : M. Fabius voudrait à tout prix souder son courant, fût-il minoritaire, pour préparer son propre avenir. N'aurait-il pas en tête, même, une accélération de l'histoire, qui, au prix de la défaite du PS aux élections législatives de 1993, de la démission de M. François Mitterrand et de l'échec de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle, laisserait au président de l'Assemblée nationale le champ libre pour l'an 2000 ?

Scénario-catastrophe ou pas, les rocardiens n'ont pas dissimulé leur inquiétude devant les risques de cacophonie et de tangage qui s'accumuleraient si les trois mois qui viennent voient les principaux dirigeants du PS et membres du gouvernement, s'affronter pour quelques mandats de congrès de plus. Leur inquiétude n'était pas fautive, même s'il ne leur déplait pas de

faire la leçon aux mitterrandistes en leur demandant de bien vouloir prendre garde à ne pas déstabiliser le pouvoir exécutif. La franchise ironie était plutôt permise au courant « Socialisme et République », éternel exclu du mitterrandisme « pur sucre » et qui se demandait combien de temps encore on allait entendre parler d'axe majoritaire.

Yaine agitation aux yeux des fabiusiens, qui étaient tout à la satisfaction d'avoir déjoué le piège de la synthèse anticipée que leur avait tendu M. Mauroy en convoquant, il y a deux mois, cette réunion du comité directeur. Ayant gardé les mains libres pour l'avenir, en banalisant depuis quinze jours leur souhait de « donner la parole aux militants », les amis du président de l'Assemblée nationale ont été à deux doigts de refuser leur signature au bas de la nouvelle déclaration de principes du parti.

M. Jean-Luc Mélenchon, après avoir proposé aux popérisés et au courant « Socialisme et République » de former avec son groupe une aile — forcément — gauche, a mis les pieds dans le plat : si on refuse la déclaration de principes, a-t-il expliqué, c'est qu'on refuse le parti. M. Mauroy a renchérit. Finalement, les fabiusiens ont soldé l'affaire avec deux ou trois amendements, mais « Socialisme et République », refusant de considérer la Communauté européenne comme l'« élément moteur » de l'Europe, a fait bande à part.

C'est ce que M. Pierre Guédon, responsable historique de ce courant, appelle « un « intermédiaire artistique ».

qui permettra, d'ailleurs, de débattre et de s'entendre avec les autres courants ».

M. Fabius : « reconquérir notre électorat »

M. Laurent Fabius a répété qu'il souhaite, lui aussi, parvenir à une synthèse au congrès de Rennes, mais que celle-ci doit se faire « sur le base du vote des militants ». Le président de l'Assemblée nationale est passé aussitôt à l'analyse de la révolution « économique », « politique », « sociale » et « culturelle » qui se produit à l'Est. « On découvre, si on ne le savait pas déjà, a-t-il déclaré, que la Communauté n'est plus la seule Europe en Europe. (...) Si les Européens eux-mêmes sont incapables d'assurer la stabilité des frontières, cela veut dire que nous nous en remettons, en fait, aux pactes aux États-Unis d'un côté, à l'Union soviétique de l'autre, pour garantir ces frontières. Estimant qu'un accord sur la réduction des forces est « probable » à Vienne, M. Fabius a observé que « la stratégie classique de la France, qui est celle de l'Europe occidentale, présente sur (...) la Pologne, la République démocratique allemande, la Hongrie, devient assez problématique lorsque ces pays (...) deviennent des démocraties ».

M. Fabius se méfie, lui aussi, de « toute vision euphorique de ce qui se passe à l'Est » : « L'évolution qui s'y produit peut aller loin à droite ». « L'Union soviétique, a-t-il rappelé, est passée sans transition du stalinisme au communisme. Elle n'a pas de tradition démocratique. » A propos des problèmes posés à la Communauté européenne, M. Fabius a émis le souhait que, lors du sommet de Strasbourg, « le gouvernement de Bonn mette, à ses yeux, plus d'Allemagne ne signifie pas moins d'Europe ». Il juge que l'union politique des Douze est « encore plus nécessaire » qu'elle ne l'était avant ces événements, « qu'il est la proposer par des moyens audacieux », tels que, par exemple, la réunion d'une Assemblée constituante.

« Comment (...) reconquérir notre électorat ? », s'est interrogé M. Fabius. La réponse à cette question réside, selon lui, dans une plus grande justice sociale, qui suppose un effort au niveau européen. Dans la fonction publique, a-t-il dit, le plan de revalorisation qui sera adopté « doit, pour être crédible, couvrir la période pendant laquelle les socialistes sont assurés de diriger les affaires ».

Pour ce qui concerne l'intégration des immigrés, il estime nécessaire « que le gouvernement annonce des mesures pour cette semaine ». M. Fabius pense que « les entreprises nationales ont un rôle-pilote à jouer » dans le domaine des avancées sociales. Il s'est prononcé, aussi, pour une réforme fiscale, pour des actions d'aménagement du territoire et pour le développement « de liens entre l'individu et l'éducation ».

M. Lindenberg :

« déficit d'explication »

Le président de l'Assemblée nationale prévoit que le Parti communiste — qu'il « régresse vers le statut de groupe politique de plus en plus minoritaire » ou bien que, faisant sa propre percée, il soit en mesure de retrouver un terrain perdu, — n'adoptera pas une attitude unitaire vis-à-vis du PS. Les socialistes, selon M. Fabius, doivent « occuper (eux-mêmes) le terrain le plus large à gauche » et « promouvoir et traduire aussi concrètement que possible un projet (...) de transformation sociale ».

Les rocardiens ont répondu aux critiques faites au gouvernement

sur le thème du « déficit social ». Pour M. Gérard Lindenberg, membre du secrétariat national, coordinateur du courant du premier ministre, « s'il y a un sentiment de déficit social face à une politique de gauche, conforme aux engagements du président, il faut bien qu'il y ait, quelque part, un déficit d'explication, dont une partie, pour le moins, est imputable à notre parti ».

« Qu'attendons-nous, a-t-il demandé, pour parler de la hausse du chômage, des 17 % de hausse (des crédits) en faveur du logement social, de l'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires, de l'impôt de solidarité sur la fortune, du revenu minimum d'insertion, du crédit formation, de l'action en faveur de l'éducation, de la culture, de la recherche ? ».

M. Lindenberg a mis en garde son auditoire contre une préparation de congrès qui verrait « les ministres (sièger) la journée au gouvernement et s'abstraire le soir sur les estrades des fédérations ». « Si en est ainsi, a-t-il dit, la cacophonie de ces derniers jours risque de prendre une intensité insupportable », et il faut craindre le jugement des militants et des électeurs, « qui attendent autre chose de responsables et de ministres socialistes ». Le dirigeant rocardien a souligné, à l'intention des mitterrandistes, que « l'axe majoritaire n'est pas une donnée préalable, autour de laquelle s'organise le débat des débats du congrès ».

M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, s'est interrogé, lui aussi, sur ces « divergences de fond », qui font que les uns (fabiusiens) « disent d'ores et déjà » vouloir solliciter le vote des militants, tandis que les autres (jospinistes et mermaziens) « seraient prêts à s'entendre avec les précédents, mais pas avec les rocardiens ». Il a invité les uns et les autres, s'ils estiment nécessaire et possible d'améliorer la politique du gouvernement, à « proposer des mesures concrètes ». Faute de quoi, a demandé M. Fuchs, « à qui servirait, au bout du compte, l'encouragement de demandes, mêmes légitimes, qu'aucun gouvernement (...) ne peut immédiatement satisfaire, sinon à la droite ? Il a invité les socialistes à débattre en responsables, qui (veulent) garder quelques chances de le rester ».

Les orateurs du courant Socialisme et République, qu'anime M. Jean-Pierre Chevènement, ont ironisé, eux aussi, sur la référence des mitterrandistes à un « axe majoritaire ». « S'il y a bien une formule aujourd'hui périmée, c'est celle d'axe majoritaire », a déclaré M. Pierre Guédon, membre du secrétariat national, qui s'est demandé quel rôle les tenants de cette formule attendaient de réserver aux autres, au cas où, eux-mêmes, ils parviendraient à s'entendre le 13 janvier prochain. Pour ce qui est de Socialisme et République, a dit M. Guédon, il n'est pas sûr que ses membres acceptent d'assurer « l'animation culturelle ou l'intermède artistique », comme cela avait pu leur arriver dans le passé.

M. Jean-Paul Planchon, membre du bureau exécutif, délégué national de ce courant, a dénoncé, lui aussi, une « petite synthèse d'appareil », qui interviendrait avant le congrès lui-même. Il a consacré une bonne part de son propos, ensuite, à l'Europe, pour exprimer ses craintes devant une fuite en avant communautaire, sous la pression des événements de l'Est, alors que « la vision libérale de constitution d'un espace européen occidental est obsolète ». « Pourquoi ne pas faire une pause, vu les circonstances, justement, s'est interrogé M. Planchon, tant que des politiques correctrices des déséquilibres structurels ne sont pas édictées ? »

Les instants les plus fun ne sont pas les plus chers

MONTREAL

VOUS ALLER RETOUR
A PARTIR DE
1790 F

5, AV. DE L'OPERA
4273 10 64 - 36 15 NF

NOUVELLES FRONTIERES

la synthèse diff

le débat entre les « 1 »
a permis de circo

M. Mitterrand
le mouvement de prot

des problèmes

ope andistes

POLITIQUE

de synthèse difficiles à résoudre

suite de la controverse, au sein du courant mitterrandiste, entre les partisans de M. Jospin et ceux de M. Fabius. Le ministre de l'éducation nationale a estimé que son parti souffrait d'une « crise de comportement » en appelant ses amis à enlever ce qu'il a appelé la « tendance actuelle au fractionnement et au positionnement » sous peine de menacer le PS de « décomposition ».

M. Fabius lui a répondu qu'il demeurait favorable à l'élaboration d'une synthèse lors du congrès de Rennes, en mars prochain,

mais que celle-ci devait se faire « sur la base du vote des militants ». Quant aux rocardiens, ils ont répliqué à ceux qui reprochent au premier ministre un certain « déficit social », que si déficit il y a, cela tient aussi, sans doute, à un « déficit d'explication » imputable à l'ensemble du parti. Ce ne sont pas les résultats des dernières élections partielles qui vont favoriser le rapprochement de ces analyses...

Le conseil national du RPR

Le débat entre les « rénovateurs » et les autres chiraquiens a permis de circonscrire les principales divergences

Le conseil national du RPR, réuni samedi 2 décembre a permis de décanter la situation au sein du mouvement chiraquien sans pour autant la clarifier complètement. Ce sera la tâche qui devra être réalisée avant le 5 janvier par un groupe de travail chargé de vérifier si une synthèse est possible entre les huit contributions déposées et le rapport du secrétaire général.

Au terme des longs débats, où chaque sensibilité s'est exprimée, il est nettement apparu que les divergences principales étaient circonscrites. Il s'agit essentiellement de l'établissement d'un véritable régime présidentiel, que prône M. Philippe Seguin, et de la création rapide d'une formation unique de l'opposition, que souhaitent également le maire d'Epinal et — avec plus de nuances — celui de Grenoble, M. Alain Carignon, et surtout M. Michel Noir, maire de Lyon, présent aux travaux mais silencieux. Sur tous les autres points, les convergences s'accompagnent seulement de nuances plus ou moins grandes mais qui ne semblent pas diviser, même en ce qui concerne l'immigration et l'identité nationale.

Si M. Chirac n'a pas voulu préjuger la réalisation d'une synthèse, il a souligné le caractère « dangereux » d'un système présidentiel que de Gaulle lui-même avait refusé. Quant au projet de fusion de tous les partis de l'opposition, le président du RPR soupçonne ses auteurs de nourrir des « arrière-

pensées politiques » et il lui préfère une union organisée. Ce que M. Juppé traduit en disant qu'il vaut mieux « la pédagogie de l'union » que « la démagogie de la fusion ».

La synthèse, dès lors, est-elle possible et est-elle souhaitée ? M. Seguin n'a pas défendu son projet constitutionnel devant le conseil national, préférant faire un discours sur les bouleversements de l'Europe d'un ton particulièrement dramatique — et par moments apocalyptique — afin de mettre gravement en garde contre les dangers de la réunification de l'Allemagne, contre les menaces de l'Union soviétique, pour appeler à la vigilance contre ces risques nouveaux et souhaiter une organisation réformée de l'Occident.

Reprenant les idées exposées par M. Balladur, dans le Monde du 1^{er} décembre, chaleureusement félicité par M. Chirac, approuvé par la salle, le maire d'Epinal a choisi délibérément ce sujet en pensant que son projet de réforme constitutionnelle, encore flou, n'aurait pas reçu le même accueil.

Personne, en effet, n'a préconisé une telle réforme, bien au contraire, tous soulignant même le risque qu'elle comporterait notamment pour la souplesse et l'équilibre des pouvoirs.

Pour tous ses auditeurs, M. Seguin avait délibérément « dégauché en touche ». C'est pourquoi certains de ses proches

n'excluaient pas que, faute d'une action pédagogique assez convaincante, un relatif rapprochement puisse s'effectuer avec M. Juppé. Et pourtant, ce dernier et M. Chirac, mais aussi la majorité du conseil national, n'envisagent que des réformes « mineures » des institutions ne touchant pas à l'équilibre des pouvoirs (saisine du Conseil constitutionnel, réforme du Conseil supérieur de la magistrature, extension du champ du référendum).

M. Seguin, qui va maintenant expliquer et préciser le sens de son projet, souhaiterait-il compter ses partisans lors des assises RPR du 11 février ?

M. Alain Carignon, qui n'a pas remporté un grand succès au cours du conseil national, affirme qu'il y est, pour sa part, décidé, et qu'il ne souhaite de synthèse ni avec M. Seguin ni avec les autres courants. Le maire de Grenoble, animateur du courant VIE, soutient que la fidélité au RPR s'accommode très bien de l'affirmation de diversité reflétant le « besoin de réforme » de la société française.

L'expression des sensibilités

En raison des modifications apportées par M. Juppé aux structures, aux méthodes et au ton du RPR, les « rénovateurs » n'apparaissent donc plus comme un groupe cohérent de contestataires organisés mais comme l'expression

de nouvelles sensibilités qui trouvent leur place au sein du gréganisme gaullien. Il est vrai que, hormis leurs chefs de file, les « rénovateurs » se sont peu exprimés au conseil national alors que tous les autres, bien que soulignant leurs nuances, ont fréquemment parlé montrant, de M. Borotra à M. Kasperreit, de M. Mazeaud à M. Toubon, de M. Giraud à M. Chamard, de M. Balladur à M. Pandraud, qu'ils représentaient une large majorité dans cette instance.

Toutes tendances confondues, les membres du conseil national ont d'ailleurs applaudi M. Chirac quand il a souhaité le développement des libertés individuelles et surtout lorsqu'il a dénoncé l'action de M. Mitterrand en matière d'immigration, lui qui a « cyniquement joué avec le feu » en favorisant le Front national alors que M. Juppé affirmait : « Je préfère prendre le risque de perdre une élection en combattant l'extrémisme plutôt que de perdre mon âme en m'acquinant avec M. Marchais ou M. Mermaz », rejoignant ainsi, curieusement, M. Noir dans sa condamnation du Front national. Nombreux furent, en effet, les orateurs insistant sur le concept d'identité nationale, comme si le RPR voulait récupérer ce label dont le Front national a voulu s'arroger le monopole.

ANDRÉ PASSERON

« M. Mitterrand a joué avec le feu et amplifié

le mouvement de protestation du Front national », déclare M. Chirac

Tirant les conclusions des travaux du conseil national, M. Chirac a estimé que trois points importants s'en dégagent. Tout d'abord, le renforcement des libertés individuelles : « Je ne crois pas que nous devions changer nos institutions, mais nous devons les faire évoluer. Les institutions de la V^e République telles que de Gaulle les a voulues sont efficaces, souples, stables, et elles ont résisté aux traumatismes. De Gaulle a toujours refusé le régime présidentiel, qu'il estimait dangereux. En revanche, nos institutions doivent être réformées à trois niveaux plus modestes : la réforme du Conseil constitutionnel liée au mode de désignation de ses membres, la réforme du Conseil supérieur de la magistrature et l'extension de l'article 11 pour permettre un référendum populaire ».

Le deuxième thème est celui de l'identité nationale. « Il doit être étudié sans passion », a déclaré M. Chirac, ajoutant : « M. Mitterrand porte une très large part de responsabilité dans la situation de l'immigration. Pour des raisons politiques, il a cru nous diviser en jouant avec le feu et a mené cyniquement une action qui a amplifié le mouvement de protestation du Front national et les réactions de rejet dont ce mouvement est porteur ». M. Chirac a ensuite exposé ses projets sur l'immigration en affirmant : « La nation française doit être préservée dans son unité et dans son identité, mais aussi dans le respect des droits de l'homme et de l'humanité. Il faut maîtriser les problèmes de l'immigration par la réforme des procédures et accentuer également les mesures d'intégration ». Il a demandé qu'une commission spéciale du RPR établisse une synthèse sur ce sujet.

Le troisième thème retenu par M. Chirac concerne la situation extérieure. A propos de l'évolution de l'Europe de l'Est, il a déclaré : « Nous ne devons pas aborder ce problème avec un esprit chagrin. Nos valeurs sont en train de triompher. Le système d'oppression s'effondre. Dans la situation d'aujourd'hui, la France est le seul pays d'Europe à avoir la chance de pouvoir jouer un grand rôle. Mais elle doit être vigilante et s'adapter. Elle doit défendre avec énergie ses intérêts, assurer sa sécurité et renforcer son économie et sa démographie. Il faut aider les pays de l'Est dans la voie de la démocratie.

La réunification allemande, qui se réalisera aujourd'hui ou demain dans les faits, d'une façon ou d'une autre, ne doit pas nous inquiéter mais nous inciter à être très conscients des intérêts de la France. Les maîtres européens ne construisent, mais les fondations n'existent pas encore. M. Mitterrand manque d'imagination et d'ambition. Depuis les années 80, nous nous sommes effacés aux yeux des Soviétiques. La situation d'aujourd'hui nous redonne une chance. Nous devons développer l'ouverture vers l'Angleterre et le renforcement des liens avec les pays de l'Europe du Sud. Cela exige une véritable ambition, qui est hors de portée du président de la République et de son gouvernement ».

Enfin, M. Chirac a évoqué les problèmes propres à l'opposition, en disant : « Chaque fois que j'entends proposer une solution miracle pour l'union de l'opposition, je sais que cela est fait avec des arrière-pensées politiques qui rendent cette union plus difficile. Aujourd'hui, ce processus ne passe pas seulement par les partis, qui sont nécessaires, mais par le comportement de chacun et par un discours qui s'adresse à tous les Français et qui les rassemble ».

M. Juppé : « Ne pas perdre son âme »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a évoqué la situation électorale en demandant : « Qui se place en première ligne contre l'extrémisme et la démesure ? Un candidat RPR à Dreux, un candidat UDF à Marseille. Qu'on ne vienne pas, dès lors, nous donner des leçons de morale politique. Le Parti socialiste paie le prix de ses turpitudes. Après avoir créé, entre-temps et malgré pendant des années le phénomène extrémiste pour déstabiliser l'opposition républicaine, voici qu'il est à son tour atteint. Je suis sûr d'être compris de tous si je dis que je préfère prendre le risque de perdre une élection en combattant l'extrémisme que de perdre mon âme en m'acquinant avec M. Marchais ou M. Mermaz ».

M. Philippe Seguin, défendant sa contribution, déclare : « Les données du débat politique en France ont connu des bouleversements qui sont d'une ampleur comparable à ceux qui modifient le

paysage politique de l'Europe. Il n'y a plus aujourd'hui dans notre pays, si ce n'est les extrêmes, deux projets de société aussi irréductiblement contradictoires qu'ils l'étaient hier. Et nous devons d'autant moins nous en lasser que c'est notre projet de société qui, pour l'essentiel, l'a emporté. Un grand mouvement politique en France, aujourd'hui, ne peut plus avoir pour seule ambition d'incarner une idéologie, de représenter des intérêts particuliers ou des catégories ».

S'il veut avoir une vocation majoritaire, il doit être le reflet de l'ensemble des aspirations et de la diversité de ses contradictions. Sa raison d'être est de procéder à leur arbitrage ou à leur synthèse à la faveur d'un débat interne large, libre et permanent. Mais nous n'échapperons pas à une réflexion sur notre pratique institutionnelle. Pendant un peu plus de deux décennies, le Parlement, certes rationalisé, a été du moins la chambre d'écho du débat idéologique. Sans débat idéologique d'abord, déposé qu'il est par l'exécutif en même temps qu'il est contourné par la technocratie européenne et par la décentralisation, le Parlement tourne à vide et le moment viendra où il ne servira plus à rien. Il faut que le président de la République, élu au suffrage universel, s'occupe de l'essentiel. Il faut que les élus du peuple ne soient pas les seuls à rester exclus de l'aspiration générale à plus de participation. Il faut que notre Parlement puisse enfin s'affirmer face aux institutions communautaires ».

Après avoir longuement parlé de la situation européenne, M. Seguin conclut : « Pour certains d'entre nous, rien, ou presque, n'a changé sinon la vitalité et la cohésion de notre mouvement. Pour d'autres, tout a changé sans la capacité d'initiative et de proposition de notre mouvement ».

M. Alain Carignon, défendant la motion du courant « Vie », affirme : « Nous sommes capables de devenir une identité nationale forte, attractive, ouverte et généreuse, qui rassemble et qui rend fier. Alors, dans cette diversité, la différence ne conduit pas à se montrer du doigt mais à se servir la main ». Le maire de Grenoble poursuit : « Parce que la France d'aujourd'hui a besoin de réformes et d'un nouvel élan, nous devons

les impulser. Notre temps est venu parce que nous n'avons pas inventé les défaites électorales et que l'histoire nous montre que les malentendus ne demandent qu'à être dissipés. Voilà l'esprit de notre contribution. Nous la ferons ensemble en comptant nos forces respectives pour mieux les additionner ».

M. Gabriel Kasperreit, qui défend la contribution « Nouveaux horizons du gaullisme », traite longuement de « l'idée de patrie » et du « sentiment national ». Il déclare : « Tout le monde s'est emparé du mot intégration, devenu la panacée alors que personne ne sait ce qu'on met dedans. Je ne souhaite pas qu'on laisse tout cela entre les mains d'un extrémisme quel qu'il soit. Il faut rappeler aux Français qui s'égarent que, si nous sommes prêts à accueillir ceux pour qui la France n'est pas seulement une terre d'asile mais une terre d'élection, nous sommes décidés à conserver notre identité. Il ne faut pas tomber dans les vieux panneaux d'une gauche qui a toujours eu l'art de créer des sentiments de culpabilité chez ceux qui ne pensent pas comme elle. Les Français ne sont pas coupables, ne sont pas racistes, ne sont pas xénophobes. Nous sommes décidés à conserver notre identité et notre culture, et nous pensons que ceux qui viennent chez nous, ou bien adoptent notre genre de vie et nos habitudes, ou bien ne sont que des étrangers de passage. Nous sommes opposés à toute forme de société pluri-culturelle ».

M. Frank Borotra, au nom de la contribution « Avenir et fidélité », estime tout d'abord que M. Alain Juppé « a dit ce que nous avions envie d'entendre ». Il estime ensuite qu'il n'y a pas trop-plein, mais vide de la vie politique » et que « les partis ont abdiqué au profit de la technocratie ». Il assure : « Le gaullisme doit retrouver son identité et exister sous ses propres couleurs. Nous ne sommes ni des libéraux ni des centristes. Mais avons-nous quelque chose d'original à dire ? » Il pense qu'il convient d'affirmer le principe de l'identité nationale et de réhabiliter la politique pour moraliser la vie publique ». Enfin, M. Borotra refuse que soient remises en cause les institutions de la V^e République.

LA CULTURE DES APPARENCES



En tirant le fil de l'histoire du vêtement entre les débuts du règne de Louis XIII et les retombées napoléoniennes, bourgeoises et romantiques de la Révolution française, Roche fait venir à nous l'écheveau entier de la civilisation matérielle, sensible, intellectuelle, spirituelle, politique et symbolique d'une ère historique qui se fissure avant de se transformer radicalement... Il nous fournit des matériaux d'une grande richesse pour construire une économie politique des signes vestimentaires.

Pierre Leppge, *Le Monde*

l'Histoire
chez
FAYARD

POLITIQUE

Après le deuxième tour des élections en Eure-et-Loir et dans les Bouches-du-Rhône

Dreux : le parler courtois de M^{me} Stirbois

DREUX

de notre envoyé spécial

La salle des fêtes de Dreux a vraiment compris que « Marie-France » avait gagné quand les gros bras autour de la candidate élue ont crié : « Le Pen, France libérée ! ». Une voix isolée a lancé le slogan, aussitôt repris, amplifié comme une gifle victorieuse assénée aux militants opposés au Front national, eux aussi massés dans cette salle devenue forum explosif.

Entourée, happée mais toujours souriante, la permanente insouvenable Marie-France Stirbois se réfugia derrière les micros pour faire part de sa « grande joie ». Elle rêva d'une coupe de champagne, d'une grande fête avec ses amis. Patience... Il n'est que 19 h 15 à Dreux. La France ne sait pas encore la nouvelle, pas tout à fait. Et la ville elle-même, transie, cède encore derrière ses volets, ne sait pas.

A 100 mètres de la grand-place, la permanence du RPR sombre doucement mais résolument dans la déprime : « Anet est tombé... ».

Une jeune femme raccroche le téléphone. Trois militants répètent mécaniquement l'information : « Anet, le canton d'Anet est tombé ! Un jeune, gros pull pour affronter le froid, commente incrédule : « On est dans les choux, on est cuit... ».

La jeune femme analyse calmement : « Les abstentionnistes du premier tour ont voté Stirbois... Un petit sec à moustache explose : « Si on avait écouté Pasqua, on serait pas dans la merde ! ».

C'est une pauvre scène de théâtre miniature : un bureau, quelques

chaises recouvertes d'un Skat beige : « C'est foutu. Demain, ici, on va se battre dans les rues ! Vous allez voir ! ».

« On pouvait pas lutter. Qu'est-ce que tu réponds à quelqu'un qui t'explique sur les marchés : « Marie-France, elle va remettre la peine de mort, elle va raser les tours d'immigrés, les remettre dans des bateaux ? ».

« Ça va exploser. Les affrontements, on va les avoir entre les beurs et les autres. Ce sont les innocents qui paieront... ».

« On n'est pas en Algérie ici !... J'y étais ! Vous ne connaissez pas l'histoire de l'Algérie ! ».

La discussion tourne comme un disque. Couplets, refrain. La base du RPR tanque et chavire.

« Un piège énorme »

18 h 15. La ville sommeille déjà. La brume ronge les rares nappes de lumière. L'obscurité a établi un couvre-feu naturel. Dans son costume croisé, le maire de Dreux, Jean Hicaut (RPR), égrène ses certitudes dans un coin de la salle des fêtes. Les résultats ne sont pas connus, mais il sait : « Globalement, ce sera du 40/60... ».

Il murmure une prière : « Puisse, enfin nos gouvernants comprendre qu'il y a un problème, et qu'ils y réfléchissent... ».

Il regrette : « On est tombé dans un piège énorme. Vous prononcez le mot immigration, et on vous qualifie aussitôt de raciste ! Maintenant, ce n'est pas cinquante mesures qu'il faut, mais deux ou trois... ».

19 h 30. Les militants de la Ligue communiste révolutionnaire ont arrêté de crier : « Front national, fascistes ! ». « Marie-France » a fait place nette. C'est son prénom qui est scandé, hurlé : « Marie-France, Marie-France ! ». Loin du tourbillon, de la mêlée des canotiers et des micros, Nathalie et Christophe, ses enfants, attendent tranquillement l'heure de la photo, de la belle image d'une « France française ».

Pour l'instant, sans désespérer, Marie-France Stirbois, l'ancienne étudiante de Nanterre, successivement professeur d'anglais puis imprimeur aux côtés de son mari, mort l'an passé dans un accident de voiture, répond, explique, répète. Elle parle le front national avec courtoisie.

Elle a des réflexes innés : « Je pense à tous ces braves gens qui ont voté pour moi et aussi à ceux qui n'ont pas voté pour moi... ».

« C'est une revanche ? ».

« Ne parlons pas en termes de revanche, s'il vous plaît... ».

Elle donne aimablement rendez-vous aux journalistes mercredi, date de son entrée à l'Assemblée nationale : « Je ne serai pas seule. J'aurai tout le peuple de France qui restera avec moi au Palais-Bourbon... ».

Elle sera « une petite chandelle destinée à devenir un grand feu de joie ». Elle a du métier et promène son supplicat masculin comme une ombre pâle.

Marie-France Stirbois embrasse Roland Gaucher, de National-Hebdo. Elle sourit. On l'ovationne. Elle ne s'étonne de rien. Cela fait si longtemps qu'elle milite. Elle savoure. En 1982, elle avait fait

10 % des voix dans une cantonale à Dreux-Ouest : en 1988, 15,78 % aux législatives, et plus de 22 % aux dernières municipales. Elle a progressé, non ?

LAURENT GRELSAMER

Inscr., 60 502 ; vot., 32 892 ; abst., 45,63 % ; suffr. expr., 29 903. M^{me} Marie-France Stirbois, FN, cons. rég., cons. mun., 18 331 voix (61,30 %), ELUE ; M. Michel Lethuillier, RPR, 11 572 (38,69 %).

[Rappel des précédents résultats : 26 novembre 1988 (1^{er} tour) : Inscr., 60 605 ; vot., 26 701 ; abst., 55,94 % ; suffr. expr., 26 272. M^{me} Stirbois, 11 164 voix (42,49 %) ; M. Lethuillier, 6 452 (24,55 %) ; Claude Nespolous, PS, 4 762 (18,12 %) ; Gérard Labouret, Verts, 1 281 (4,87 %) ; Michel Lagarde, MRG, 1 108 (4,21 %) ; M^{me} Gisèle Quérité, PC, 1 024 (3,89 %) ; M. Serge Jones, RPR diss., 481 (1,83 %).

5 juin 1988 (1^{er} tour) : Inscr., 39 551 ; abst., 34,25 % ; suffr. expr., 38 879. M. Martial Tanguy, RPR, 15 897 (40,88 %) ; M^{me} Françoise Gaspard, PS, 13 063 (33,59 %) ; Marie-France Stirbois, FN, 6 134 (15,77 %) ; Gisèle Quérité, PC, 1 770 (4,55 %) ; M. Christian Mager-Mauvy, MRG diss., 1 212 (3,11 %) ; Jacques Lefebvre, PNF, 863 (2,04 %).

12 juin 1988 (2^e tour) : Inscr., 60 158 ; vot., 43 584 ; abst., 27,55 % ; suffr. expr., 42 567. M. Tanguy, 23 768 (55,83 %), REELU ; M^{me} Gaspard, 18 799 (44,16 %).

Le double glissement de l'électorat à Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Jean-Claude Gaudin qui aime les symboles, a voulu placer l'élection de son dauphin, M. Jean-François Marté, sous le signe de la continuité de la droite marseillaise. L'écharpe qu'il lui a solennellement remise après l'annonce des résultats était celle qu'il avait portée depuis 1978. Une véritable écharpe relique, conquise en 1936, par M. André Dahet et transmise par celui-ci, en 1962, à un autre élu de la droite locale, Francis Ripert qui, lui-même, l'avait léguée à l'ancien président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

Le cœur, pourtant, n'y était pas. Il avait fallu attendre longtemps, dans la soirée, pour voir se dessiner la victoire du candidat de l'opposition. La tendance avait été, certes, immédiatement favorable à M. Marté. Mais M^{me} Marie-Claude Roussel ne cédait que peu de terrain et ce n'est qu'après le dépouillement de plus de la moitié des bureaux de vote que l'avantage de son adversaire apparut décisif.

Comme la médiatisation du scrutin le laissait prévoir, la participation électorale a sensiblement augmenté, passant, d'un tour à l'autre, de 32,56 % à 41,92 %, soit 9,3 points et 5 762 votants en plus. Avec 52,82 % des suffrages exprimés, M. Marté devance finalement la candidate du Front national de 1 404 voix.

Il perd près de 9 points par rapport au score obtenu par M. Gaudin — qui était opposé à un candidat socialiste — au deuxième tour des élections législatives de 1988 et près de 10 par rapport à celui de M. Chirac lors de la dernière élection présidentielle. Comme elle l'a souligné, M^{me} Roussel, elle, dépasse en voix le meilleur résultat du Front national dans la circonscription qui était celui de M. Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, marqué, pourtant, par un taux de participation très supérieur (1).

Contre toute attente, M. Marté n'a que peu profité de l'augmentation sensible du nombre des votants.

« J'ai senti la montée du racisme »

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat pied-noir, important dans la circonscription.

« J'ai senti la montée du racisme ».

La « reine législative »

« Tout ce que je fais en politique, c'est pour l'avenir de nos enfants, disait Marie-France Stirbois en novembre 1985. Si je ne suis pas élue, ce n'est pas un problème. Ce qui compte avant tout, c'est faire passer le message... ».

L'avenir immédiat de Nathalie et Christophe, ses deux enfants, est donc maintenant assuré. Non seulement « le message » est passé mais il a apparemment été reçu cinq sur cinq dans la deuxième circonscription législative d'Eure-et-Loir. Stirbois était un nom, celui du secrétaire général du Front national, mort dans un accident de voiture en novembre 1988 entre Dreux et Paris ; Stirbois, c'est maintenant un prénom, celui de sa veuve, élue dans une consultation au scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

Marie-France entre au Palais-Bourbon après avoir inlassablement labouré sa circonscription. Si elle dit aujourd'hui que « la nation est trompée depuis quarante-cinq ans », c'est peut-

être — qui sait — par nostalgie d'une période qui a précédé sa propre vie. Sa mère l'appela Marie-France car elle est née en 1944, un 11 novembre. Elle tient à faire savoir que la Résistance, à cette époque, dans sa famille, on la faisait contre l'occupant nazi qui voulait installer un ordre nouveau en Europe. Un demi-siècle après, Marie-France se veut résistante à la « colonisation » de la France par ces immigrés maghrébins qui peuplent chacun de ses discours.

Une fois encore, avec le voile islamique providentiel et provocateur, ils auront fait l'essentiel de sa campagne victorieuse dans cette ville dont les rues, dès vingt heures, sont désertes.

Celle que son adversaire socialiste du premier tour appelait par ses initiales « MFS » — lourde plaisanterie que l'on croirait puisée dans le langage de l'extrême droite plutôt que dans celui du PS — avait été baptisée, par Jean-Marie Le Pen « reine législative ». Elle par-

lait ce titre avec Marie-Claude Roussel, sa candidate à Marseille. Pour le président du Front national, elle était la carte maîtresse d'un « breton », aussi dit, pour une partie de poker électoral. Tel ne fut pas toujours le cas !

Car cette « belle et ardente jeune femme », selon l'expression utilisée par Jean-Marie Le Pen entre les deux tours de l'élection de Dreux n'a pas toujours eu droit aux honneurs que lui diest le européen, le chef de l'extrême droite. Écartant progressivement les amis politiques de Jean-Pierre Stirbois après le décès de celui-ci, il avait proposé, en juin dernier, la vingt et unième place à Marie-France sur sa liste européenne. Autant dire, rien. Elle l'avait remercié. Et avait refusé. Jean-Marie Le Pen avait alors choisi des gens « compétents » en position éligible... et Claude Autant-Lara fut élu.

L'ancienne professeur d'anglais, qui a repris les rênes

de l'imprimerie que son époux dirigeait, a-t-elle gardé rancune à Jean-Marie Le Pen de cette mauvaise manière ? Qui le sait ? Ses amis « socialistes », aussi rattachés au communisme soviétique qu'à la capitale européenne, vont sans doute une revanche tardive dans ce nouveau coup de tonnerre de Dreux. Revanche tardive, mais peut-être significative dans l'équilibre interne du Front national.

Étudiante à Nanterre, elle avait fait la connaissance de Jean-Pierre Stirbois, qui n'avait pas la réputation d'être un mou, dans les « comités TV » de soutien à la candidature de Jean-Louis Trier-Vignancour à l'élection présidentielle de 1985. Parée d'un sourire au charme redoutable et d'une voix qui fait tout passer, la « reine législative » qui est aussi conseiller municipal de Dreux et conseiller régional du Centre, est une dame de fer avant d'être une dame de cœur.

OLIVIER BIFFAUD

Les victoires du Front national

Suite de la première page

Le front républicain a fonctionné, des électeurs de gauche en direction d'un candidat de droite, à Marseille. Mais aucun des principaux dirigeants de la droite parlementaire n'a encore consenti à un travail pédagogique qui permettrait à terme d'obtenir, à l'inverse (des électeurs de droite en direction d'un candidat de gauche), le même résultat. Bien au contraire.

M. Michel Noir et les quelques centristes qui se situent sur la même ligne que lui restent isolés.

La tâche pédagogique que la droite classique pourrait éventuellement entreprendre, si elle le décide enfin, est d'autant plus lourde qu'un « tabou », comme le note M. Laurent Fabius, a sauté dimanche dernier. On vote désormais pour l'extrême droite sans réticence, et même d'enthousiasme, comme à Dreux, de la même manière que l'on apporte son suffrage à n'importe quel représentant de la « bande des quatre ».

Afin d'endiguer ce phénomène inquiétant, deux solutions sont proposées aux Français. L'une par M. Jacques Chirac, qui suggère de reprendre là où elle a été interrompue, en 1988, la politique Pasqua mise en œuvre sous son gouvernement de cohabitation. L'autre par le premier ministre, qui, après maintes tergiversations, présentera mercredi au conseil des ministres

une cinquantaine de mesures en faveur de l'intégration des immigrés. Ce plan est rejeté d'avance par M. Chirac, selon lequel M. Rocard s'efforce simplement de « noyer le poisson ».

Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne peut plus attendre, déficit électoral oblige. Le premier secrétaire du PS le presse de mettre en œuvre « une grande politique d'intégration qui se traduise par des décisions rapides » et souhaite, ni plus ni moins, qu'après dix-huit mois

d'exercice du pouvoir par M. Rocard « il ait une nouvelle étape ». Celle-ci doit, à l'évidence, lier les difficultés liées de l'immigration aux questions sociales. Sur le principe, M. Rocard en reste à l'idée d'un traitement social du racisme, en partant d'un constat : celui de l'importance prise dans la France des années 80 par le phénomène de l'exclusion, et la place qu'occupent, parmi les exclus, les immigrés. Encore faudrait-il passer des discours aux actes.

« Cela a été un sombre dimanche », a lancé, non sans raison, M. Mauroy. Sombre, en effet, pour les socialistes : ils sont au premier rang des victimes de la démobilité de l'électorat

et pâtissent, en outre, de l'audience des écologistes et du refus de ces derniers de se désister. Sombre, également, pour la droite dite, à tort ou à raison, modérée : elle est déstabilisée par la poussée du Front national.

D'ordinaire, l'extrême droite faisait le plein de ses voix au premier tour et en restait là. Cette fois, elle profite non seulement d'un glissement vers elle de l'électorat de la droite, mais aussi du regain de participation enregistré d'un dimanche à l'autre (même si la participation reste dans une zone très basse).

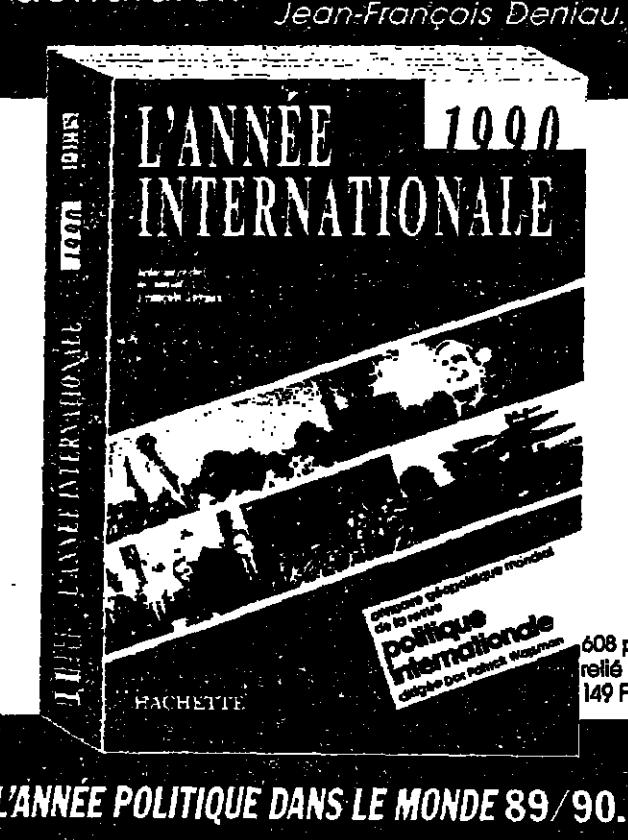
Quant à M. Rocard, il ferait mieux de réviser son jugement sur les scrutins partiels. Ces derniers anticipent souvent les évolutions profondes de l'électorat.

Un an avant l'élection présidentielle de mai 1988, la division de la droite et la présence d'un fort courant d'extrême droite bénéficiaient, dans les scrutins cantonaux, aux candidats socialistes, même mal placés au premier tour. Plus d'un an après l'élection présidentielle de mai 1988, la division de la droite et la présence d'un fort courant d'extrême droite, augmentées, comme à Salon-de-Provence, de la division des socialistes et d'une forte audience des écologistes, ont permis des victoires de la droite aux dépens du PS, et de l'extrême droite aux dépens de la droite.

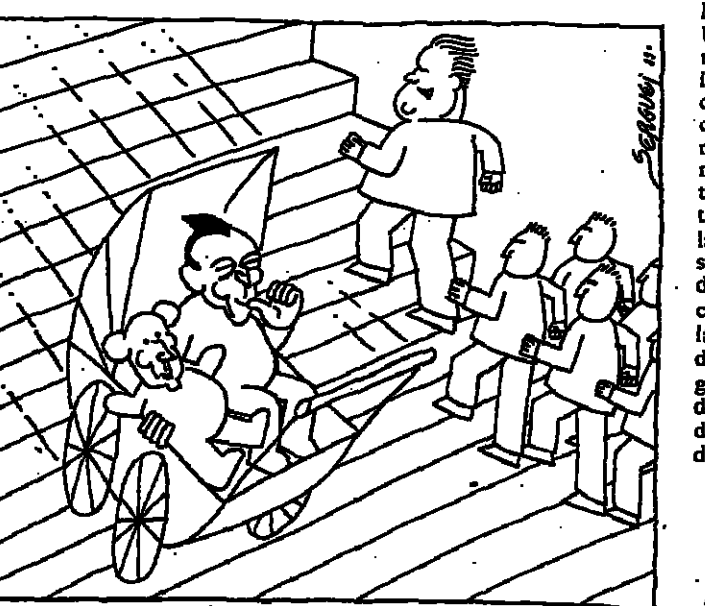
JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMÉAU

Lire les résultats des élections cantonales partielles en page 12.

Mieux qu'un annuaire... Le commentaire des faits éclaire les faits sans les dénaturer. Jean-François Deniau.



une cinquantaine de mesures en faveur de l'intégration des immigrés. Ce plan est rejeté d'avance par M. Chirac, selon lequel M. Rocard s'efforce simplement de « noyer le poisson ».



double glissement électorat à Marseille

Le double glissement électoral à Marseille, qui a lieu le 15 décembre, est l'occasion pour le PS de récupérer une partie de son électorat. Le parti socialiste a en effet perdu, lors des élections municipales de 1983, une partie de son électorat au profit de la gauche radicale. Cette fois-ci, le PS a l'intention de récupérer une partie de son électorat en se présentant sous l'étiquette de la gauche radicale.

Le double glissement électoral à Marseille, qui a lieu le 15 décembre, est l'occasion pour le PS de récupérer une partie de son électorat. Le parti socialiste a en effet perdu, lors des élections municipales de 1983, une partie de son électorat au profit de la gauche radicale. Cette fois-ci, le PS a l'intention de récupérer une partie de son électorat en se présentant sous l'étiquette de la gauche radicale.

Le double glissement électoral à Marseille, qui a lieu le 15 décembre, est l'occasion pour le PS de récupérer une partie de son électorat. Le parti socialiste a en effet perdu, lors des élections municipales de 1983, une partie de son électorat au profit de la gauche radicale. Cette fois-ci, le PS a l'intention de récupérer une partie de son électorat en se présentant sous l'étiquette de la gauche radicale.

Le double glissement électoral à Marseille, qui a lieu le 15 décembre, est l'occasion pour le PS de récupérer une partie de son électorat. Le parti socialiste a en effet perdu, lors des élections municipales de 1983, une partie de son électorat au profit de la gauche radicale. Cette fois-ci, le PS a l'intention de récupérer une partie de son électorat en se présentant sous l'étiquette de la gauche radicale.

Le double glissement électoral à Marseille, qui a lieu le 15 décembre, est l'occasion pour le PS de récupérer une partie de son électorat. Le parti socialiste a en effet perdu, lors des élections municipales de 1983, une partie de son électorat au profit de la gauche radicale. Cette fois-ci, le PS a l'intention de récupérer une partie de son électorat en se présentant sous l'étiquette de la gauche radicale.

Le double glissement électoral à Marseille, qui a lieu le 15 décembre, est l'occasion pour le PS de récupérer une partie de son électorat. Le parti socialiste a en effet perdu, lors des élections municipales de 1983, une partie de son électorat au profit de la gauche radicale. Cette fois-ci, le PS a l'intention de récupérer une partie de son électorat en se présentant sous l'étiquette de la gauche radicale.

Société Française du Radiotéléphone

Fin 1989, la SFR, opérateur national de radiotéléphonie publique, dessert les principales agglomérations françaises. Dès la fin de 1990, son service LIGNE SFR sera accessible à 75 % de la population métropolitaine, et couvrira toutes les autoroutes.

Un réseau de 200 distributeurs agréés SFR offre à l'utilisateur une gamme de plus de 20 postes pouvant être utilisés quel que soit l'abonnement : National ou Province. Ils assurent la mise en service de la ligne de l'abonné SFR dans les 48 heures.

Facture simple ou détaillée, renvoi d'appel, annuaire express sont autant de services proposés à tout usager de LIGNE SFR.

La SFR rassemble l'expérience de treize sociétés françaises et étrangères qui, chacune dans leur domaine, préparent l'Europe.

Avec LIGNE SFR, le radiotéléphone fait partie intégrante de la vie professionnelle comme de la vie privée. LIGNE SFR, c'est le nouvel outil de communication au service du temps. C'est le téléphone liberté.

**LIGNE
SFR**
LE TÉLÉPHONE LIBERTÉ

Informations 24 H/24 H : (1) 47 30 90 00 et Minitel 3615 SFR

POLITIQUE

Cinq élections cantonales partielles

A Salon-de-Provence, le PS perd, au profit du FN, un canton qu'il détenait depuis cinquante ans

Ni la mobilisation nettement plus forte des électeurs, ni la réconciliation — tardive — intervenue au sein de la famille socialiste, n'a empêché le candidat du Front national, M. Philippe Adam, de remporter l'élection cantonale partielle de Salon-de-Provence.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le scrutin était destiné à pourvoir le siège laissé vacant, pour cause de cumul des mandats, par M. André Vallet, maire (Majorité présidentielle) de Salon-de-Provence, récemment élu au Sénat. M. Adam, qui a obtenu 50,81 % des suffrages exprimés, devance de 371 voix le candidat de la Majorité présidentielle, M. Maurice Méridol, maire (PS) d'Aurons et secrétaire général de l'Association des maires des Bouches-du-Rhône. Son élection est un véritable événement. Elle prive, en effet, le PS d'un siège que le sénateur honoraire, M. Roger Carcassonne, avait détenu, sans interruption, pendant un demi-siècle avant que M. Vallet ne lui succède en 1982. D'un tour à l'autre, la participation électorale a augmenté de plus de 12 points. M. Adam, qui était arrivé de justesse en tête au premier tour, partait avec une avance sensible sur M. Méridol puisque le total des voix de droite et d'extrême droite était de 47,05 % alors que la gauche ne réunissait que 43,16 % des suffrages exprimés.

Le candidat unique de l'opposition UDF-RPR, M. Antoine Toran, maire (RPR) de Lançon-de-Provence (21 % des voix), éliminé au premier tour, avait laissé ses électeurs « se déterminer en leur âme et conscience » tout en désignant la gauche

comme son adversaire. Les instances départementales du RPR s'étaient, elles aussi, prononcées pour la liberté de vote, alors qu'un conseiller municipal salonnais de ce parti avait indiqué, à titre personnel, qu'il voterait pour le candidat de la Majorité présidentielle. L'UDF, elle, était restée muette. A gauche, le PS, dont le candidat officiel, M. Jean-Pierre Maggi, avait obtenu 14 % des suffrages exprimés, et le PC (6,13 %), soutenaient M. Méridol, le candidat des Verts, M. Patrick Sauvage (9,74 %), fidèle à la ligne de son mouvement, s'abstenant de donner toute consigne de vote.

L'échec de M. Méridol est sévère, aussi bien pour le PS que pour M. Vallet, à titre personnel, qui avait été réélu, au deuxième tour, en 1988, avec 64,02 % des voix après avoir obtenu 51 % dès le premier tour sans franchir la barre du quart des électeurs inscrits. Il est encore plus flagrant à Salon-de-Provence même, ville conquise par M. Vallet — à la tête d'une liste socialiste homogène — en mars dernier, où M. Méridol ne recueille que 45,83 % des voix et n'arrive en tête que dans quatre bureaux de vote sur dix-neuf.

Il affecte également le sénateur (Majorité présidentielle) et maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, qui s'était totalement investi aux côtés du maire d'Aurons mais qui, impavide, a déclaré que « ces élections, [celles de Marseille et de Salon-de-Provence] ne sont qu'un épiphénomène ».

Le succès de M. Adam, s'ajoutant à celui, récent, de Mme Thérèse Aillaud (app. UDF) sur un candidat socialiste à Tarascon — ville dont elle maire — fait perdre, en outre, au PS, la marge de

manœuvre dont il disposait encore au conseil général (en cas d'abstention du PC, il détenait une majorité relative grâce à la voix prépondérante du président Louis Philibert). Le nouveau conseil se compose désormais de 17 élus socialistes, 11 communistes et 19 élus de droite et d'extrême droite (dont 5 RPR, 11 UDF et app., 1 divers droite, 2 FN). Sauf majorité de circonstance avec la droite, sur certains dossiers, le PS est désormais directement dépendant du PC.

GUY PORTE

BOUCHES-DU-RHÔNE : canton de Salon-de-Provence (2^e tour).

Inscr., 47 657 ; vot., 24 208 ; abst., 49,20 % ; suffr. expr., 22 819. MM. Philippe Adam, FN, 11 595 voix (50,81 %) ; ELU ; Maurice Méridol, maj., p., m. d'Aurons, 11 224 (49,18 %).

En premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 47 666 ; vot., 18 444 ; abst., 61,30 % ; suffr. expr., 18 378. MM. Adam, 4 368 (23,22 %) ; Méridol, 4 233 (23,03 %) ; Antoine Toran, UDF, 3 860 (21 %) ; Jean-Pierre Maggi, PS, 2 574 (14 %) ; Patrick Sauvage, éc., 1 791 (9,74 %) ; Jean-François Gant, PC, 1 128 (6,13 %) ; Jean-Pierre Padin, div. d., 520 (2,82 %) ; Jean-Max Jalin, div. d., 3 (0,01 %) ; Pierre-Louis Camet, CNL, 1.

En 1988, M. Vallet, qui avait dépassé la barre des 50 % au premier tour, mais dont le nombre de voix était inférieur au quart des inscrits, avait dû attendre le second tour pour être réélu avec 14 741 voix (64,02 %) contre 8 284 (35,97 %) à M. Bernard Bernaud, RPR, sur 46 991 inscrits, 24 161 votants (soit 48,48 % d'abstention) et 23 625 suffrages exprimés. Les résultats du premier tour avaient alors été les suivants : Inscr., 46 969 ; vot., 23 088 ; abst., 50,94 % ; suffr. expr., 22 870 ; M. Vallet, 11 514 (51,01 %) ; Bernaud, 6 336 (28,07 %) ; Pierre-Louis Camet, FN, 3 151 (13,96 %) et Jean-François Gant, PC, 1 569 (6,95 %).

COTES-DU-NORD : canton de Saint-Brieux-Nord (2^e tour).

Inscr., 10 506 ; vot., 3 827 ; abst., 63,57 % ; suffr. expr., 3 552. MM. Christian Daniel, div. d., 1 860 voix (52,59 %) ; ELU ; André Gacel, PS, adj. au m., 1 684 (47,40 %).

Le Parti socialiste a perdu le siège auquel M. Claude Samier, PS, élu sénateur le 24 septembre dernier et maire de Saint-Brieux a renoncé pour respecter la loi limitant le cumul des mandats. Dans ce canton traditionnellement favorable à la gauche, et où M. Samier avait été élu pour la première fois en 1982, le PS avait enregistré, dès le premier tour, un recul sévère de plus de 20 points de pourcentage. Arrivé en tête, dimanche dernier, le candidat d'union de l'opposition a rassemblé son avance : il obtient 842 suffrages supplémentaires tandis que son adversaire socialiste en récolte 844 de plus. L'écart qui était de 19 points à l'avantage du PS au second tour de 1988, se renverse de 5,19 en faveur du candidat soutenu par le RPR et l'UDF.

En premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 10 515 ; vot., 3 463 ; abst., 67,02 % ; suffr. expr., 3 407. MM. Daniel, 1 626 voix (50,11 %) ; Gacel, 840 (24,65 %) ; M. François Trabat, PC, adj. au m., 589 (17,28 %) ; M. Marc Boivin, Verts, 408 (14,17 %) ; Raymond Blanc, FN, 221 (6,48 %) ; Gérard Gaudier, div., 208 (6,10 %) ; Patrick Bouffier, UDR, 40 (1,17 %). En 1988, M. Samier avait été réélu au second tour avec 2 616 voix (59,54 %) contre 1 777 (40,45 %) à M. Madeleine Le Mor. UDF-RPR sur 10 701 inscrits, 4 553 votants (soit 57,45 % d'abstention) et 4 393 suffrages exprimés.

FINISTÈRE : canton de Guipavas (1^{er} tour).

Inscr., 15 969 ; vot., 8 112 ; suffr. expr., 7 967 ; abst., 49,20 % ; MM. Edmond Pestel, PS, 2 562 voix (32,16 %) ; Marcel Dantec, div. d., 2 459 (30,86 %) ; Georges Kerdiles, RPR, 1 603 (20,12 %) ; Olivier Morize, FN, 727 (9,23 %) ; Guy Lizar, PC, 616 (7,73 %). Il y a ballottage.

Le Conseil d'Etat avait annulé l'élection, en octobre 1988, de M. Edmond Pestel, qui avait devancé de 2 voix le conseiller général sortant RPR, M. Michel Briant. Le candidat

socialiste est en ballottage défavorable, comme l'an dernier, même s'il gagne près de 2 points. Le RPR, en changeant de porte-drapeau, recule sensiblement, puisque, cette fois, il est devancé par un divers droite. Ce dernier a reçu le soutien du CDS face à M. Georges Kerdiles, fils du maire de Guipavas. Alors que le nombre de suffrages exprimés a légèrement augmenté, la droite classique est en recul sensible par rapport à 1988. Ce recul s'explique par la présence d'un candidat du Front national, qui gagne 3,5 points sur le score du candidat d'extrême droite aux législatives de 1988, bien qu'il n'y ait pas de problèmes liés à l'immigration dans l'agglomération bretonne, où se trouve ce canton. Le représentant du PC perd, lui, plus de 4 points.

En 1988 M. Pestel avait été élu, au second tour, par 3 893 voix contre 3 891 à M. Briant sur 15 630 électeurs inscrits, 7 936 suffrages exprimés et 7 784 votants. Au premier tour, il y avait eu 7 849 votants, 7 750 suffrages exprimés ; M. Briant avait 3 891 voix (50,07 %) ; M. Joseph Cadieu, divers droite, 1 836 (23,69 %) ; M. Lizar, PC, 897 (11,57 %) ; M. Philippe Lecourt, rénovateur, 133 (1,71 %).

NORD : canton de Villeneuve-d'Ascq (1^{er} tour).

Inscr., 36 171 ; vot., 10 509 ; abst., 70,55 % ; suffr. expr., 10 355. MM. Jean-Michel Stievenard, PS, 4 471 (43,18 %) ; Guy Mulliez, Union de la droite, 2 127 (20,54 %) ; Georges Debove, FN, 1 701 (16,43 %) ; M. François Verbrugghe, PC, 1 016 (9,81 %) ; MM. Ronald Charbaut, Verts, 922 (8,9 %) ; Jean-Jacques Mancau, MRG, 118 (1,14 %). Il y a ballottage.

L'élection cantonale qui se déroulait à Villeneuve-d'Ascq, commune de la banlieue lilloise qui couvre la totalité du canton, était due à la démission de M. Gérard Candron, PS, maire de la ville et député européen, qui a renoncé au conseil général pour raison de cumul de mandats. Le taux d'abstention très élevé explique que les différences en pourcentage, entre les élections de 1988 et celles du 3 décembre 1989, apparaissent parfois importantes pour quelques dizaines de voix seulement. M. Stievenard, qui avait devancé de 2 voix le conseiller général sortant RPR, M. Michel Briant. Le candidat

augmente, de 3 points. M. Jean Michel Stievenard (PS), adjoint au maire, arrive en tête avec 43,18 % des voix, qu'il a perdus de 17 points sur M. Candron. Le candidat de la droite unit, M. Mulliez, ne progresse pas malgré l'appui du CNL. Le Front national enregistre, lui aussi, un succès certain en passant de 5,26 % à 16,4 %.

En octobre 1988, M. Gérard Candron, PS, conseiller général sortant, maire de Villeneuve-d'Ascq, avait été élu au premier tour, avec 9 311 voix (60,70 %) sur 15 338 suffrages exprimés, 15 477 votants et 36 517 inscrits. M. Guy Mulliez, Union de la droite, avait obtenu 3 140 voix (20,47 %) ; M. François Verbrugghe, PC, 974 (6,35 %) ; M. Georges Debove, FN, 807 (5,26 %) ; M. François Laurent, Verts, 731 (4,76 %) ; M. Jean Cadieu, rénovateur, 279 (1,81 %) ; M. Dominique Hachet, divers droite, 96 (0,62 %).

VAR : canton de Solliès-Pont (2^e tour).

Inscr., 13 340 ; vot., 7 591 ; abst., 43,09 % ; suffr. expr., 7 221. MM. Bruno Aycard, RPR, m. de Belgentier, 3 673 voix (50,86 %) ; ELU ; M. Guy Menut, PS, m. de Solliès-Pont, 3 548 (49,13 %).

125 voix séparent le représentant du RPR du conseiller sortant invalidé par le tribunal administratif dont la décision avait été confirmée par le Conseil d'Etat. Conseiller général depuis 1974 et maire de la commune chef-lieu depuis 1976, le candidat socialiste devançait, à l'issue du premier tour, de 21 suffrages M. Aycard, RPR. Malgré une augmentation de la participation, le report eut pour effet de voir le PC et des Verts et les distances prises par le Front national à l'égard du candidat d'union de l'opposition, M. Menut n'est pas parvenu à conserver son siège.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 13 340 ; vot., 6 714 ; abst., 49,67 % ; suffr. expr., 6 624. MM. Aycard, 2 268 voix (34,23 %) ; Menut, 2 289 (34,55 %) ; Régis Chervot, FN, 1 190 (17,95 %) ; M. Christiane Garbino, PC, 493 (7,39 %) ; M. Claude Moura, Verts, 384 (5,79 %).

TRANSPORT

PAR
TOP AIR PORTUGAL

Si vous avez la passion des voyages. Si le raffinement vous est naturel. Si partout dans le monde, de l'enregistrement à l'atterrissage, vous voulez être aux anges. Et sitôt débarqué, vous sentir d'attaque, partout. Affaires ou famille. Partez avec la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse. Celle dont le style reste inégalé. Demandez à tous ceux qui volent sur Air Portugal. Leur réaction est unanime : Transport!



VOYAGEZ COMME VOUS RÉVEZ



La stratégie des

La stratégie des... (The text in this column is partially cut off and mostly illegible due to the image quality and angle.)

14 Les magistrats en congrès
15 L'islam en France

16 La réforme hospitalière
17 Le Couronnement de Poppée à Montpellier

17 Kassav en concert à Fleury-Mérogis
24 Tennis : la victoire d'Edberg au Masters

Introduction en Bourse d'une radio FM

La saga de NRJ



Jean-Paul Baudouin

La radio NRJ a fait, lundi 4 décembre, son entrée sur le second marché boursier de Paris. 512 000 actions, représentant 10 % du capital, avaient été mises en vente du 1^{er} octobre au 1^{er} décembre au prix minimum de 320 F, laissant à son fondateur et PDG, M. Jean-Paul Baudouin, la propriété de 78,2 % des parts. Cette entrée au Palais Brongniart couronne le parcours exceptionnel d'une station née en juillet 1981, en pleine « épopée des radios libres », dans un minuscule studio avec un investissement de 200 000 F et devenue aujourd'hui un groupe de communication réalisant un chiffre d'affaires consolidé de 277 millions de francs pour un résultat net de 83 millions de francs. Un symbole dans l'univers mouvant de la radio où toutefois la concurrence de plus en plus intense entre les réseaux modifie sans cesse la donne.

Ce samedi 8 décembre 1984 ressemblait à un jour de printemps. Le fond de l'air était doux, le soleil lumineux et plus de cent mille jeunes défilaient dans Paris. Ils avaient quinze ans, dix-sept à tout casser, ils s'étaient donné le mot à la sortie des lycées et étaient accourus comme une nuée d'oiseaux, une radio à bout de bras, des stars en tête de convoi. Fournure blanche, crinière au vent, Dalida la marraine, sur le toit d'une estafette, leur ouvrait le chemin et ils avançaient joyeusement, heureux d'être de la tribu et fiers de leurs banderoles : « Tous pour la musique », « Vive la liberté », « NRJ continuera de chanter », « NRJ ne se laissera pas bouffer ».

C'était elle, la radio, qui les avait mis dans la rue; elle qui leur avait lancé un SOS pathétique, multipliant les appels à l'aide, dénonçant les menaces de saisie dont elle était l'objet, fustigeant des autorités « jalouses » de la jeunesse. C'était leur première manif, une fête et une récré. Un traumatisme pour le gouvernement socialiste de l'époque. Un triomphe pour le fondateur de NRJ, que plus rien ni personne, dès lors, ne pouvait arrêter.

Le parcours ressemble à un sanctuaire, et Jean-Paul Baudouin qui écrit peut-être un jour la saga de NRJ saura, n'en doutons pas, en tirer une « success story » exemplaire. Tout est réuni : la chambre de bonne nichée au fond du vingtième arrondissement qui abrita le studio des premières heures et dont l'existence, raconte-t-on, en interdisant un jour l'accès à l'imposant Denis Roussos, les batailles de l'été 1981 pour obtenir la licence officielle; la guerre de la puissance, la guerre de la publicité, la guerre du réseau.

« Tout a dû être arraché de haute lutte, déclare volontiers le patron de NRJ. Tout a dû être conquis. Chaque étape de notre développement est l'histoire d'un combat. La législation, les autorisations se sont toujours infligées à contraindre les entrepreneurs de la FM, retarder les évolutions naturelles, saboter leur expansion. » Il y a eu le développement d'un format, le recours aux franchises, le saut du satellite; et puis la grimpe quasiment constante dans les sondages, le dépassement de RMC, la lutte avec Europe 1, RTL en ligne de mire, et ce titre, huit années seulement après son lancement, de première radio de France pour les quinze-trente-quatre ans, seconde pour les moins de cinquante ans. Pionnière, aujourd'hui sur le second marché de la Bourse de Paris. Une consécration.

L'étape est d'importance qui clôt ainsi le premier tome de l'histoire

de NRJ. La radio sur les rails, c'est désormais un groupe diversifié que les trois lettres annoncent et Jean-Paul Baudouin entend bien transformer son entrée en Bourse en une seconde naissance. « C'est l'occasion d'un formidable coup d'accélérateur, dit-il; en terme de notoriété sur les marchés européens, en terme de développement sur de nouveaux terrains. Nous voici définitivement dans la cour des très grands. » Rideau sur le passé.

Un passé devenu encombrant pour la FM désireuse d'en finir avec l'image de désordre et d'anarchisme qui lui colle à la peau. Un passé encombrant aussi pour NRJ qui souhaiterait n'en garder que la trame d'un conte de fées parfait. Mais l'histoire ne saurait être parfaite et la réussite de NRJ procède d'une philosophie selon laquelle en affaires la fin justifie les moyens et d'un système qui n'écarter ni la tricherie, ni les coups de force, ni les compromis de toute sorte, ni aucune entorse à la législation. Obstiné à bâtir une machine à profits, obsédé par le succès de NRJ — l'affaire de sa vie — Jean-Paul Baudouin a mis tous ses moyens, toute son imagination, sa force de persuasion... ou d'intimidation, ses relations politiques ou professionnelles pour aplanir la voie. Et gare à qui se trouvait sur sa route.

Le gouvernement de 1981 craignait les « radios-fric » ? Il enviait

le 10 août une lettre à Georges Filloud, ministre de la communication, s'engageant « à ne pas faire de publicité, à ne pas constituer de réseau, à demeurer en association à but non lucratif », en se promettant bien de faire l'inverse. RFM, sa concurrente qui n'a pas su faire preuve du même opportunisme, paya son refus de signer une telle promesse de plusieurs mois de brouillage intensif. La concurrence était rude et les places sur la FM parisienne incertaines ? Baudouin se construisit un dossier béton et multiplia les précautions. Le voilà opportunément doté d'un titre d'administrateur de l'Association pour la libération des ondes (ALAO), plutôt bien vu du pouvoir, et représentée dans la commission chargée d'attribuer les fréquences.

Le PS trahi

Le Parti socialiste hésite sur sa propre stratégie en matière de radio ? Jean-Paul Baudouin lui apporte NRJ, glisse trois militants — dont Bertrand Delanoë — dans son conseil d'administration et lui promet le contrôle de l'information. Un engagement bien mince quand on sait la légèreté des flashs sur une radio musicale... Mais le pouvoir — qui se sentira trahi et en sera mordra les doigts le soir de la

«manif» était bel et bien lié. Ou n'est jamais trop prudent.

Deux autres radios enfin se voient conviées à partager la même fréquence que NRJ ? Malheur à elles, qui seront balayées sans égard et dont les plaintes n'aboutiront pas. Tout comme celles, d'ailleurs, d'une poignée de stations voisines mais bien moins médiatiques, dont la voix se taira, écrasée par NRJ, dont la puissance d'émission dépassera parfois quatre-vingt fois celle prévue par la loi !

Mais Jean-Paul Baudouin est un entrepreneur de talent. Son obstination subjugue ses adversaires, et réduit l'épopée à une suite de tricheries — les membres de la Haute Autorité de l'audiovisuel en conservent quelques souvenirs — éclipse injustement l'intuition formidable qui a fait son triomphe. C'est en partie à lui que la FM doit d'être devenue aujourd'hui un secteur économique. Il a toujours su s'entourer avec soin et frapper aux bonnes portes et ce n'est pas un hasard — ni simple protection — si le format de NRJ s'est imposé le premier.

Quant les autres stations calquaient maladroitement leurs grilles sur celles des radios périphériques, il a, lui, opté pour une option thématique et lancé un format 100 % musical (après une mince hésitation pour une radio... des femmes). Quand quelques concurrents étendaient à grands frais leurs locaux, soignant leur devanture, lui, il concentrait ses moyens sur le son. Un son presque parfait, sans cesse amélioré pour en faire la radio au meilleur confort d'écoute, reconnaissable entre toutes sur la bande FM. Le produit, le son... Restait à bâtir l'image et donner à la marque NRJ (propriété de Jean-Paul Baudouin) une force attractive. Là encore, son créateur y pensa le premier, qui s'employa dès 1981 à faire le label (puis à le décliner et le vendre), lui associa le titre de « plus belle des radios », toujours aidé par l'agence de Bonneville-Orlandini, consultée dès 1981, et qui prépara jusqu'aux slogans de la fameuse manifestation...

Aujourd'hui NRJ est puissante. Les maisons de disques la craignent... et lui mangent dans la main; les périphériques la vilipendent, choquées par ses manières brutales et habituées à plus d'élégance dans le club fermé des leaders, mais suivent avec angoisse sa progression dans les sondages. Son réseau comprend cent trente stations en France, en Suisse et en Belgique (dont soixante et une appartenant au groupe), reliées par le satellite Télécom 1. Elle vient de racheter Pacific (ou plutôt

son passif) avec la bénédiction du CSA, et compte y installer le programme de Chérie FM (pour les plus de trente-cinq ans) qu'elle diffusait déjà sur une fréquence parisienne détenue avec CBS et la Générale d'Images. A Paris, sur une troisième fréquence, elle teste depuis peu un format « rire et musique ».

RTL dégoûtée

Elle rêve de télévision, bien sûr, inconsolable de s'être fait raver la chaîne musicale TV6, à laquelle elle participait, et dont la concession a été réalisée en février 1987. Ses espoirs reposent donc sur Euro-musique, la télévision musicale conçue pour le câble par la Générale des eaux et la Caisse des dépôts. Elle se diversifie également vers la télématique, l'édition, la compilation de disques et l'organisation de concerts, où elle a supplanté RTL, dégoûtée par ses méthodes.

Involontaire ? Jean-Paul Baudouin en est certain, qui mène sur une bonne croissance de son chiffre d'affaires (+19 % en 1990), confiant dans l'explosion du marché publicitaire français (en retard sur les pays voisins), le potentiel d'auditeurs encore absents de la FM, et surtout sur une meilleure adéquation entre les recettes publicitaires et l'audience des différentes radios. La part du marché publicitaire des radios FM (26,8 % environ en 1989 et 6,9 % pour NAIJ) est sans commune mesure, en effet, avec sa part d'audience (40,1 % en octobre, selon Médiamétrie).

NRJ connaît toutefois quelques faiblesses, et les sondages de ces derniers mois, qui trahissent un léger effritement de l'audience, sont une première alerte. Pas étonnant ! Le monde de la FM s'est professionnalisé à grands pas; les stations — celles de la concurrence — ont appris et copié. Et les radios commerciales sont retombées entre les mains de groupes dont c'est depuis toujours le métier. Son format a semblé hésitant, moins précis, moins sûr que celui de stations destinées aux très jeunes (Maximimum, Skyrock...) et celui de stations conçues pour des adultes jeunes (Europe 2), dont le succès se confirme à chaque vague de sondage. Aurait-elle mangé son pain blanc, comme le murmurent certains ? La question scandalise Jean-Paul Baudouin, athlétique héritier de l'empire Rouge & Beiser et propriétaire aujourd'hui de 78,2 % des parts de NRJ. « Des jaloux », répond-il simplement.

ANNICK COJEAN

Programmes diversifiés et alliances commerciales

La stratégie des périphériques

NRJ est désormais le dernier réseau national indépendant. Tour à tour, chacun des autres a en effet été intégré dans un groupe quand il n'a été pas lui-même le combat des chefs, qui oppose les plus importants d'entre eux, à l'exception de la route la quasi-totalité des artisans de la première heure. La place centrale, dans le paysage actuel de la FM commerciale est aujourd'hui occupée en fait par les radios périphériques. Un phénomène frappant quand on se souvient des réticences, voire du mépris avec lesquels les trois géants des grandes ondes avaient accueilli, au début des années 80, l'irruption des radios FM; plus encore si l'on évoque leur décalage rapide dans les sondages (tout au moins pour RMC et Europe 1) et quelques débuts timides sur la FM.

« Rien d'étonnant à cette nouvelle situation, observent invariablement leurs responsables. La radio revient naturellement à la radio. C'est notre vocation, notre savoir-faire, notre raison d'être. » Convaincus désormais de la victoire irrévocable de la modulation de fréquence (plus de la moitié des Français n'écourent que la FM) et inquiets à la perspective de voir les parts du marché publicitaire s'aligner sur les parts de l'audience et mettre fin à leur immense avantage, les directions des radios périphériques ont adopté une stratégie offensive dans deux directions :

celle des programmes en diversifiant l'offre sur la FM, et celle de la publicité en concluant des alliances commerciales et en jouant le client. Des alliances, deux directions qui correspondent en fait à deux médiums différents — celui d'émission et celui de récepteur — et répondent à deux logiques pour le moment opposées.

« L'une procède de la fragmentation croissante de l'audience et impose de diversifier l'offre pour cibler et saisir une partie », explique Martin Brice, directeur du développement FM et de la diversification radio d'Europe 1. L'autre répond aux exigences de l'achat d'espace en radio (toujours considérée comme un « mass media ») et implique d'offrir aux annonceurs le plus grand volume d'auditeurs.

D'où le mouvement de concentration observé actuellement autour des trois périphériques, devenues de véritables pôles d'attraction pour les stations FM. Un mouvement qui pourrait encore s'accroître, estime M. Roland Faure, responsable du dossier des radios au CSA, le chiffre de quatre réseaux nationaux (sur les huit actuels) lui paraissant plus « raisonnable ».

● RTL — Programme : le réseau Maximimum, lancé cet automne sur la base de la radio Aventure FM (rachetée à Paris) et destiné à un jeune public à la

recherche de « danse music » et de nouveautés musicales.

Régie : outre Maximimum, la régie IP commercialise le réseau FUN (groupe Hersant), la radio vendienne Alouette FM et vient de mettre au point, entre RTL et RFM (groupe Crown) un produit dit « de complémentarité » pour atteindre la tranche des 25-40 ans « actifs et citadins ».

● Europe 1 — Programme : Europe 2, musical, destiné aux 25-40 ans et adressé à des stations locales abonnées sur l'ensemble de la France (dont de nombreuses radios de la presse quotidienne régionale) avec une audience de près de deux millions d'auditeurs.

Régie : elle joue sur trois radios et sur trois cibles présentées comme complémentaires en proposant aux annonceurs les formules Radio Music (Europe 2 et Skyrock) et Puissance 3 (Europe 1, Europe 2 et Skyrock).

RMC — Programme : Nostalgie, le réseau des plus de trente-cinq ans, écouté selon le dernier sondage Médiamétrie par 1,9 million d'auditeurs (audience cumulée) et racheté au printemps 1989 à Pierre Alberti son fondateur.

Régie : outre Nostalgie, elle est à la recherche d'un réseau complémentaire susceptible d'apporter à ses annonceurs une cible plus jeune.

A. Co.

NRJ en chiffres

- Le réseau :
 - 130 points d'émission dont 25 filiales, 34 réémetteurs rachetés et 67 radios indépendantes franchisées.
 - 10,8 % d'audience cumulée en septembre-octobre 1989, soit 4,75 millions d'auditeurs (11,2 % en 1988) selon Médiamétrie.
 - 9,3 % de part d'audience de la radio (11,8 % en 1988) contre 20,5 % à RTL, 10,5 % à Europe 1, 9,8 % à France-Inter, 4,5 % à RMC et 4,4 % à Europe 2.
- Les participations :
 - 99,8 % de la régie publicitaire 15/34.
 - 33 % de Chérie FM.
 - 100 % de Pacific FM (en cours).
 - 12 % dans la chaîne Euro-musique.
 - 50 % de la société Edition NRJ (avec Finot).
- Le chiffre d'affaires 1988-1989 : 277 millions de francs (dont 226,5 MF) pour la publicité; 28,5 MF pour les franchises; 9 MF pour la télématique; prévision : 330 MF pour 1990.
- Le bénéfice net : 84 millions de francs (prévision : 107 MF pour 1990).

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Ballett Frankfurt

William Forsythe

6, 7, 8, 9 et 16 décembre 20h30

17 décembre 15h00

Impressing the Czar

Potemkins Unterschrift

In the Middle Somewhat Elevated

La Maison de Mezzo-Prezzo

Bongo Bongo Nageela

Mr Pnut Goes to the Big Top

14 et 15 décembre 20h30

Die Befragung des Robert Scott

Enemy in the Figure

Pretty Ugly (Amanda Miller)

40.28.28.00

JUSTICE

M. Pierre Arpaillange critiqué à gauche comme à droite

Le Syndicat de la magistrature dénonce l'« année des renoncements »

Le Syndicat de la magistrature (SM), qui représente 36 % du corps judiciaire, a réuni son congrès annuel à Paris les 1^{er}, 2 et 3 décembre sur le thème « Justice : vous avez dit service public ? ». Peu convaincu par la gestion de M. Pierre Arpaillange, le SM n'a pas ménagé le gouvernement Rocard, coupable à ses yeux de « bien des renoncements ». Mais, à côté de ces prises de position, les débats ont montré qu'au sein du mouvement une « jeune garde » critique aussi la direction du Syndicat, souvent perçue, comme trop technocrate et coupée de la base, et le rôle ambigu de nombreux membres du Syndicat qui occupent des postes dans des cabinets ministériels.

Après la volée de bois vert que lui a administrée l'Union syndicale des magistrats (USM), majoritaires, à la fin du mois d'octobre, le ministre de la justice a été mis en cause tout au long du congrès du Syndicat de la magistrature. M. Pierre Arpaillange, longtemps perçu comme proche du Syndicat et même, par ses opposants, comme son protecteur, n'a plus la cote auprès de ces juges classés à gauche. Sans atteindre la virulence de celle de l'USM, les critiques n'ont pas manqué, à la mesure des espoirs déçus.

Sombre bilan de dix-huit mois de fonctionnement de la justice sous un gouvernement de gauche. « De la conduite de l'action publique dans l'affaire Jobic à l'ordonnance de non-lieu Luchaire, de la tentative d'amnistie des fausses factures (...), que de déceptions sur la méconnaissance par le gouvernement Rocard de l'office du juge, de son indépendance, de son

rôle de garant des libertés, que de déceptions sur l'action du ministre de la justice », a estimé Mme Adeline Hazan, présidente du Syndicat, en présentant le rapport moral de son bureau.

1989 a été pour le SM « l'année des renoncements », malgré quelques avancées, comme l'abrogation de la loi Pasqua sur les étrangers, le projet de réforme de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs et la création de la délégation interministérielle des villes. M. Pierre Arpaillange, mais aussi le gouvernement Rocard n'ont pas été, et de très loin, à la hauteur des attentes du SM. Qu'il s'agisse du droit du travail — avec la non-réintégration des dix de Renault, le développement du travail précaire, le manque de garanties en matière de licenciement — ou de droit pénal.

« Frilosité »

La loi sur la détention provisoire votée en juillet dernier marque « la frilosité du gouvernement actuel en matière de libertés » et « la faible détermination d'un garde des sceaux trop soucieux de ne pas prêter le flanc à l'argumentation sécuritaire ». Le projet de code pénal hérité de Robert Badinter a été présenté au Parlement avec des dispositions « inacceptables » (comme la légitime défense des biens), que les parlementaires socialistes, alignés par le SM, ont bien souvent dû amender, contre l'avis du ministre de la justice. Plus durs encore sont les attaques contre le programme de construction de treize mille places de prison que M. Arpaillange, malgré ses intentions de départ, n'a pu ou voulu réduire et qui est paradoxalement porté à bout de bras au ministère de la justice par des membres du Syndicat, et non des moindres.

Le SM s'en est aussi pris au texte sur le surendettement des ménages, qui ne prévoit pas de courbe judiciaire : « Les ban-

quiers et les établissements de crédit peuvent dominer les juges », a-t-il reproché. Quant aux projets du garde des sceaux sur la modernisation du service public de la justice, il ne s'agit que d'un soutien sous condition : même si l'innovation dans les juridictions semble bien favorisée depuis que la gauche est revenue au gouvernement, le SM n'y croit pas tant qu'il n'y a eu de réforme de l'aide légale, de réforme du statut des magistrats garantissant leur indépendance (ce qui, pour le SM, outre une réforme du conseil supérieur de la magistrature, passe par une dissociation du grade et de l'emploi), la démocratisation de la vie des juridictions et un budget digne de ce nom.

Bref, il ne reste pas grand-chose des « grands principes » dont le SM espérait, en se référant à son action passée, que M. Arpaillange serait le garant. Moroses et déçus, les magistrats du SM ne se sont pas égarés entre eux : souvent jeunes, souvent provinciaux, des congressistes ont vivement critiqué la direction du Syndicat, dont l'action est apparue défensive et technocrate, collant trop aux projets de loi gouvernementaux dans un travail de lobbying qui passe bien au-dessus ou bien en dessous des préoccupations des juges de base. « Il y a deux syndicats aujourd'hui. Le syndicat avec un petit « s », celui des juges sœurs, et le syndicat avec un grand « S », celui du pouvoir », a ainsi protesté un juge des enfants de Besançon.

D'autant qu'au ministère de la justice, mais aussi dans d'autres cabinets, le SM a remarqué certains de ses talents chargés aujourd'hui de mettre en œuvre une politique critiquée par un syndicat dont ils restent membres. La jeune génération ne leur envoie pas dire qu'en intégrant celui du pouvoir ils ont changé de camp.

AGATHE LOGEART

L'Association professionnelle des magistrats fer de lance contre l'ennemi intérieur

Quelque cent cinquante magistrats du siège du parquet ont participé, samedi 2 décembre, à Lyon, à l'assemblée générale de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). L'APM, qui revendique plus de cinq cents adhérents, tenait à dénoncer ce qu'elle estime être l'accaparement par un petit groupe des fonctions dirigeantes au sein de la justice.

LYON

de notre envoyée spéciale

« Les magistrats sont une armée dont le général est un antimilitariste et les colonels... des objecteurs de conscience ! » Applaudissements : la formule, du vice-président, M. Georges Fenech, premier juge d'instruction à Lyon, a fait mouche. L'image de la grand-mère de résumer fidèlement la pensée des adhérents de l'APM : avec l'actuel garde des sceaux, la justice est aux mains d'« anti-juges ». Sous les ordres de Pierre Arpaillange, l'ennemi intérieur a un nom : le Syndicat de la magistrature (SM). Contre son occupation toujours plus « envahissante » du terrain — les cours et les tribunaux —, le mot d'ordre est lancé : résister.

L'initiative de l'assemblée générale, « Main basse sur la justice », annonce d'emblée la préoccupation majeure des magistrats conservateurs réunis à Lyon : se voir progressivement déposés de leurs fonctions et aussi des postes de direction.

Les responsables de l'association (troisième syndicat de la profession, avec 12,03 % des voix aux dernières élections de juin 1989) ont donc voulu dénoncer à la fois un esprit et une pratique. Selon eux, la réalité de la « main mise » d'un petit nombre sur l'appareil judiciaire s'organise autour de trois

pôles : les nominations ; le pouvoir de décision ; les moyens financiers. S'en prenant au caractère « outrancièrement partisan » des nominations intervenues depuis l'arrivée à la chancellerie de M. Arpaillange, M. Georges Fenech s'est appuyé sur une longue liste d'exemples. De l'obscur procureur d'un petit tribunal de province aux plus hautes fonctions de la chancellerie, tous les noms cités appartenaient au SM. Tout comme le président, M. Alain Terrail. Fofoteur s'est ouvertement réjoui d'avoir trouvé sur cette analyse un allié, tardif mais de taille, en la personne de... l'Union syndicale des magistrats (USM, organisation majoritaire, modérée). L'USM a elle-même diffusé un Livre blanc sur ce thème de la « chasse aux sorcières », et un de ses représentants, M. Grégoire Finidori, premier vice-président à Lyon, était présent. « Cette vérité est donc partagée par au moins 70 % des magistrats », a cru pouvoir conclure M. Fenech.

« Formes utopiques »

Concernant le pouvoir décisionnel des magistrats, l'APM incrimine la « dépossession » du juge et du procureur. Contre l'intrusion, qu'elle juge aussi inopportune que croissante, de personnels étrangers au monde judiciaire (travailleurs sociaux) et la multiplication des « formes utopiques » de prévention : elle dénonce la « POP-justice » (POP : permanence d'orientation pénale). Les propositions de la commission Delmas-Marty (introduction de l'avocat pendant la garde à vue) ne trouvent guère, elles non plus, grâce à ses yeux.

Dernier volet de la politique honte de l'actuel garde des sceaux : le manque de moyens. L'APM y voit, une fois encore, une façon détournée de léser les magistrats. Le budget — « parent pauvre de l'Etat »

— est en 1989 « un des plus mauvais que nous ayons connu », a déploré M. Terrail. Autre cheval de bataille : l'« imposture » que constituerait, faute de moyens financiers adéquats, le plan de modernisation de la justice mis en place par la chancellerie. L'APM voit, sous le « faux nez » d'une modernisation jugée nécessaire, une tentative pour dessaisir les chefs de juridiction de leur pouvoir de gestion, doublée d'une volonté d'abaisser la fonction elle-même.

Au-delà de la politique concrète conduite par Pierre Arpaillange depuis mai 1988, c'est contre l'« idéologie » de l'équipe en place que l'APM entre en guerre. La justice, « dernier bastion d'un esprit post-soixante-huitard attardé », selon les termes du secrétaire général adjoint, M. Dominique Matagrin, est victime de la mentalité laxiste de ceux qui en tiennent les commandes. Dans sa lutte contre une justice qu'elle décrit comme plus au service des délinquants qu'à celui des justiciables, l'APM pense pouvoir compter sur le soutien, au moins ponctuel, de l'USM. M. Finidori, en dénonçant les « querelles d'Etat-major » et en prenant l'union sur certains points « convergents », a certainement mis du baume au cœur des responsables de l'APM. Le gros des troupes ne veut pourtant pas entendre parler d'une fusion. Il tient à se distinguer du syndicat majoritaire, qu'il juge trop modéré, et à affirmer sa position dans la bataille en cours : celle de fer de lance.

J. R.

Interpellés à Longo-Mai
Deux jeunes Maliens
reconduits
à la frontière

Les deux jeunes Maliens interpellés en situation irrégulière — ils ne possédaient qu'un visa touristique périmé — mercredi 29 novembre, lors de l'opération de police menée contre la Coopération agricole européenne Longo-Mai (le Monde des 1^{er} et 2 décembre), ont fait l'objet d'une procédure de reconduite à la frontière, samedi 2 décembre.

Accompagnés de l'avocat de la coopérative, M. Bernard Liberman, du barreau de Paris, Ladj Tambara et Ladj Traoré, vingt ans, qui, depuis deux ans et demi pour l'un, une année pour l'autre, s'initiaient à Longo-Mai aux techniques agricoles et d'élevage, ont été remis à la police de l'air et des frontières de Marignane avant de s'envoler, à 15 h 54, à destination de Bamako.

Les dirigeants de Longo-Mai ont déclaré qu'ils s'emploieraient à les faire revenir dans les meilleurs délais en leur obtenant un visa de séjour de longue durée. Mais cette procédure pouvant exiger plusieurs mois, les responsables de la coopérative espèrent accélérer le mouvement en mobilisant le Comité des cent un, qui s'était constitué en 1987 lors de l'affaire des « charters Pasqua ». — (Corresp.)

Au sommaire du « Monde de l'éducation »
de décembre

Les « états-général de la science » ont lieu les 4, 5 et 6 décembre, à l'ombre de la géode du parc de la Villette, à Paris. Ils concluent toute une série de manifestations et de colloques régionaux. Belle occasion de se demander : les Français, et singulièrement les plus jeunes d'entre eux, ont-ils l'esprit scientifique ?

S'il est un pan de la connaissance et de l'activité qui paraît bien maîtrisé, au pays de Descartes, c'est bien celui-ci : ne vit-on pas, à l'école, sous la dictature des maths, au lycée, dans la lumière de la section C, et, plus tard, sous l'empire des polytechniciens ?

L'enquête de décembre du Monde de l'éducation confirme pourtant ce que l'on pressentait quelque peu : la fameuse « bosse des maths » n'est pas une donnée si hexagonale ! Bien sûr, la curiosité pour les choses de la science existe. Elle est même toute spontanée, voire dévorante, chez les dix-quatorze ans. Ils sont d'ailleurs des milliers, chaque année, à se réunir dans des clubs scientifiques et autres lieux « péri-scolaires » pour lancer des microfusées, et se livrer à d'autres bricolages de haute volée. Mais l'enseignement répond mal, à ce jour, à ce désir initial de science. Il

tend même à enfermer les « littéraires » dans un ghetto, loin de cette « ambiance technologique » qui est celle du monde professionnel et de la vie contemporaine elle-même. Bref, l'école est « entre deux cultures ».

Des espoirs ? Oui. Davantage de savants que par le passé entrouvrant les portes de leurs laboratoires. Les médias, quant à eux, sont à la recherche d'un mode de transmission de la culture scientifique. Le cinéma s'y est mis de longue date et produit des films par milliers. (Liane Delvaux, Catherine Souillard et Martine Valo rendent compte de tout cela.)

Egalement au sommaire du numéro de décembre du Monde de l'éducation, une enquête sur le malaise des techniciens supérieurs (BTS et DUT) : ils démarrent tôt dans la vie professionnelle ; mais, bien vite, ils pident derrière les ingénieurs. Or ils sont des dizaines de milliers.

Et aussi : le retour de la punition à l'école ; et une évaluation sur les écoles supérieures de commerce, les « ESCAE ».

Et, bien entendu, en vue des fêtes de fin d'année, des films, des disques, des livres pour les enfants, et leurs aînés.

L'EPERON Equitation
BRIARD Sellerie
Équipement complet du cheval et du cavalier
Manuels équestres
Cadeaux
93, avenue du Général-de-Gaulle
77330 OZOIR-LA-FERRIÈRE
Tél. : 64-40-11-42

FAITS DIVERS

A Bruxelles

Douze morts dans l'incendie
d'un club de tir

Bruxelles. — Un violent incendie a ravagé en quelques secondes un stand de tir, dimanche matin 3 décembre, à Jette, en banlieue nord de Bruxelles, faisant douze morts et cinq blessés, dont trois ont été hospitalisés dans un état critique. Aucune des dix-sept personnes prises au piège lorsque le feu s'est déclaré n'est sortie indemne du club de tir, baptisé Club 109, installé dans un sous-sol d'immeuble.

Les causes du drame ne sont pas encore déterminées avec précision. Selon les premiers témoignages, une étincelle qui s'est produite au moment où l'un des membres du club a tiré avec un pistolet de gros calibre pourrait être à l'origine de la catastrophe. Elle aurait mis le feu au mur anti-bruit constitué de mousses de

polyuréthane et aux inevitables résidus de poudre usant le sol et les parois des couloirs de tir.

Selon un porte-parole des pompiers, il n'y a pas eu d'explosion mais plutôt diffusion d'une chaleur infernale qui a littéralement carbonisé sur place les victimes avant qu'elles puissent fuir. L'incendie « très bref, mais très intense » a rapidement été maîtrisé par la mise en action d'une seule lance à eau, n-41 ajouté.

Le bourgmestre (maire) de Jette, M. Jean-Louis Thys, également ministre de la région de Bruxelles-capitale, a confirmé que le club de tir respectait les normes de sécurité, ses services y procédant à des contrôles réguliers tous les trois mois. — (AFP.)

Disparition d'un enfant
dans la Creuse

Près de quatre cents gendarmes, pompiers et militaires ont participé samedi 2 et dimanche 3 décembre, aux recherches pour retrouver Tarik Cistocibasi, un jeune écolier turc âgé de dix ans, dont la disparition avait été signalée, mercredi soir, par sa famille.

En l'absence du père de l'enfant, bûcheron indépendant retourné pour quelques jours en Turquie, les forces très denses des environs ont été fouillées sans succès. L'hypothèse de la fugue a été envisagée. Tarik ayant été très affecté par la disparition de sa mère, décédée un an auparavant, dans un accident du travail. Tandis que la famille de l'enfant a déposé plainte contre X, les recherches devaient reprendre lundi matin.

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

DÉCEMBRE 1989

LES TERTIAIRES

- L'explosion diversité.
- De nouvelles formes de services.
- Une société de tertiaire.

HEROS STARS ET IDOLES

- Toujours imaginaires.
- Archétypes et...
- Nouveaux modèles.
- Des professionnels des médias.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La guerre d'Algérie

Dossier et témoignages réunis et présentés par
Patrick Evano et Jean Planchais

Reprenant des articles publiés depuis trente ans dans Le Monde, complétés par des entretiens inédits réalisés récemment avec des acteurs français et algériens de la guerre d'Algérie, cet ouvrage constitue une remarquable fresque de cette guerre, remise en perspective par le rappel de l'histoire antérieure du mouvement nationaliste, et l'évocation des séquelles de la guerre en France comme en Algérie.

LA DÉCOUVERTE Le Monde

SOCIÉTÉ

L'islam en France et l'intégration des franco-maghrébines

Fadila s'en va-t-en guerre

Nous poursuivons notre enquête sur les musulmans de France. Après le sondage IFOP (le Monde du 29 novembre), les problèmes de l'école (le Monde du 30 novembre) et la bataille des mosquées (le Monde du 2 décembre). Aujourd'hui, la situation des jeunes filles d'origine maghrébines.

« J'étais effrayée. » La jeune femme porte une main mate à sa poitrine. Quand elle se remémore son adolescence, aujourd'hui à trente-cinq ans, Fadila semble revivre ce sentiment d'oppression qui ne la quittait jamais. Sa jeunesse durant, son père, un Kabyle descendant de la montagne et parti pour Paris pendant la guerre d'Algérie, l'a soumise à une surveillance aussi rigoureuse que constante. Fadila était l'aînée, sa préférée. Il la suivait le matin, quand elle se rendait au lycée, veillant à ce qu'elle ne s'attarde pas en route. Le soir, il l'attendait à la sortie des cours. Pas question d'aller boire un café avec les copains, encore moins de flâner un peu devant les magasins. Une jeune fille n'a pas à « traîner dans la rue ».

Et puis un jour, Fadila a « eu l'âge ». Vingt ans, l'âge de se marier. Après avoir aidé sa mère à élever ses sept frères et sœurs, il fallait songer à se caser. Son futur a été présenté au père par un cousin. Il a plu. Elle l'a accepté, lasse d'une vie sans horizon. Leur mariage a duré un an. Ensuite, Fadila est rentrée dans sa famille, et tout a recommencé comme avant.

Les seules sorties autorisées étaient celles du dimanche, en famille. Fadila se souvient de ces rares séances de cinéma, accordées par le père grâce à l'intervention d'une amie. Elle avait alors plus de vingt-cinq ans... « C'est le travail qui m'a sauvée », raconte-elle à présent. Je respirais enfin. Au début, je devais rentrer chez moi manger à

midi. Il fallait cavalier à la maison, j'étais épuisée. Mon père a fini par comprendre et m'a laissé la liberté de déjeuner dehors. » Quand Fadila a décidé de se remarier avec un jeune homme de mère française, ses parents l'ont, bon gré mal gré, acceptée.

Une histoire presque banale, loin des tragédies — meurtres, mariages forcés — qui percent de temps à autre la surface de l'actualité. Une histoire déjà ancienne ? Pas forcément dépassée en tout cas. Car l'émancipation des jeunes filles d'origine maghrébines avance par à-coups. La machine à des ratés. Leila a vingt-quatre ans. Elle s'est mariée voilà cinq mois avec un gargon « de là-bas ». Un coup de tête. Elle fréquentait un Français, mais ses parents l'ont appris et ne l'ont pas supporté. Leila a choisi le mariage avec un quasi-inconnu. Pour conquérir, espérait-elle, une parcelle de cette liberté confisquée par la famille. « Une porte de sortie. » Une porte rapidement refermée par son propre mari, qui, bien que né en France, a lui aussi une conception toute traditionnelle de la place de la femme. « J'ai le droit de sortir, mais avec lui. »

Les gardiens de la virginité

Fadila, Leila. Deux exemples parmi tant d'autres. Comme elles, des milliers de jeunes filles sont brimées, voire séquestrées par leur parents. Au nom de la sacro-sainte « tradition » du pays d'origine qui veut que les femmes restent à la maison. La société musulmane a fait de la virginité au moment du mariage une de ses lois. Avec, couronnant ce parcours d'abstinence, la trop fameuse cérémonie du drap. En France, les jeunes mariés s'y plient parfois encore, plus par lassitude et par « respect » que par conviction. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à recourir à divers stratagèmes (une trousse de toilette de rosbif fait très bien l'affaire) pour tacher la couche nuptiale de sang...

Mais le principe demeure et justifie bien des excès. Pour rassurer leurs mères, nombreuses sont celles qui demandent un certificat de virginité auprès de médecins français. Certaines (beaucoup plus rarement car l'opération coûte plusieurs milliers de francs) vont jusqu'à se faire recoudre un hymen déchiré. La plupart vivent dans un mensonge permanent. « Elles sont des clandestines », souligne Souad Benani, présidente de l'association Les Nanas beurs, sans cesse obligées de stimuler. Au point qu'elles ont souvent du mal à en sortir, et, plus tard, continuent à mentir, presque instinctivement. » La peur les oblige à cacher leurs relations amoureuses, et même, parfois, une grossesse. Car l'existence de la contraception, sujet tabou s'il en est, ne parvient pas toujours à leurs oreilles. Et les moins informées sont bien sûr les plus « serrées ».

Autre vérité essentielle : la virginité est une chose trop précieuse pour être laissée à la garde des femmes elles-mêmes. Un homme doit constamment faire office de chaperon et de garde du corps. Un rôle que les frères assument, parfois avec violence mais de plus en plus avec une grande complicité. « Chez nous, une femme qui sort seule ne peut être qu'une putain », résumait crûment les intéressées. Dans ce monde hostile qu'est restée la France aux yeux de nombreux immigrés, la perdiction attend les filles au coin du trottoir. Et c'est pour les sauver du vice qu'il faut à tout prix les empêcher de sortir. Une vision déformée que les enfants ont bien du mal à faire évoluer. « Ma mère ne travaille pas. Elle ne connaît rien du monde extérieur, elle ne sait même pas ce que veut dire aller au restaurant ou en boîte. Alors elle se fait des films. » Des « films » où, télévision aidant, la drogue et la prostitution tiennent le premier rôle.

Mais, peut-être plus encore que la peur du dehors, la crainte du regard de la communauté fige les parents dans des principes rigides. Que vont dire les oncles, les tantes, les cousins, toute cette famille élargie qui vit à l'ombre de l'honneur de ses filles ? Que vont penser les voisins, maghrébins comme eux, locataires de la HLM d'en face ?

« Notre déménagement a été salvateur », raconte une Nadia, une belle brune indépendante de vingt-huit ans. Passer d'une grande cité — genre Les 4000 à La Courneuve — à une petite résidence à Saint-Denis, avec beaucoup moins d'immigrés, m'a permis de me libérer plus facilement. » Car, à travers cette attention permanente aux faits et gestes d'autrui, c'est tout le pays qui vous guette. Lui déplaire devient, dès lors, une forme d'infirmité à ses origines.

« La venue en France, le déracinement, a souvent été un véritable choc pour les parents. Il leur est très difficile d'imaginer les choses autrement. Ils ne font que reproduire ce qu'ils ont connu pendant leur propre jeunesse. » L'Association nouvelle génération immigrée (ANGI) se refuse à tout discours radical et « anti-parents ». Créée par des enfants de la « deuxième génération », l'association a mis sur pied un foyer d'hébergement pour jeunes femmes en rupture familiale. Mais elle a également voulu travailler en direction des adultes. Dans les meilleurs des cas, elle parvient à assouplir les positions et à permettre le retour de la fugueuse chez elle.

Une formidable envie de vivre

Néanmoins, le départ définitif du milieu familial reste pour certaines adolescentes un dernier et douloureux recours. Déchirées entre l'appel d'une vie extérieure pleine de promesses et une contrainte intérieure de plus en plus étouffante, elles décident alors de fuir. Comme Tounès. Cette jeune Kabyle n'a pas revu ses frères ni sa mère depuis cette nuit d'hiver où elle s'est enfuie de l'hôpital. Séquestrée pendant plusieurs jours sans manger ni boire après que sa famille ait découvert sa liaison avec un jeune Français, elle était finalement tombée dans le coma. Elle put s'échapper avec la complicité des médecins, et rejoindre son ami. Pour ses frères, Tounès n'existe plus. Elle est fille « perdue ». A la recherche d'elle-même, sans aucun doute.

Comme elle, Séfia ne voit plus aujourd'hui d'autre solution que la

rupture. Pâle mais souriante, cette Marocaine de dix-neuf ans prépare sa fugue avec détermination. Car, c'est simple, elle n'en peut plus. Séfia est venue en France à sept ans. Son père l'a retirée du lycée le jour de ses seize ans. Sur de son bon droit puisqu'il avait déjà essayé de le faire avant qu'elle n'atteigne ce cap des seize ans, après lequel la scolarisation n'est plus obligatoire. « J'allais avoir mon CAP. Je m'accrochais, j'aurais tellement voulu continuer », soupire Séfia.

Depuis, elle vit enfermée dans sa chambre, dans un grand ensemble à Boulogne. Allongée sur son lit, au bord de la léthargie, elle laisse filer le temps. Ses sorties sont réduites au strict minimum et toujours minutées. Profitant un jour du sommeil paternel, elle se rend au local des Nanas beurs, une association de Françaises d'origine maghrébines, auprès desquelles elle trouve une oreille attentive. Grâce à leur aide, elle se cherche un foyer d'accueil. De là, elle espère « recommencer à vivre ».

Portée en elles par les beurettes, cette formidable envie de vivre est le moteur des changements en cours. Elle caractérise aussi bien les minidettes de dix-huit ans qui « s'éclatent » en boîte que ces femmes de quarante ans qui, un beau jour, reprennent goût à la liberté et refont leur vie. Au bout du compte, les anciens acceptent — par respect, par affection — que leurs enfants vivent autre chose. Ils couvrent alors leur approbation d'une voile de silence pudique. Et, malgré les crises traversées, il est rare que les liens avec la communauté cassent définitivement.

Car les jeunes femmes issues de l'immigration maghrébine s'acharnent à garder le contact. Et à prouver que libéré n'est pas synonyme de laisser-aller. En réussissant socialement et en fondant une famille selon leurs vœux, elles parviennent — lentement certes — à faire évoluer la mentalité de leurs parents. Dans les familles installées de longue date sur le sol français, le sort des plus jeunes sœurs (celles qui ont vingt ans aujourd'hui) n'est

déjà plus le même que celui de leurs aînées.

« Mes sœurs et moi, nous avons éduqué notre mère. » Dalila a vingt et un ans, de grandes boucles châtaines et les yeux noirs. Elle est la fille cadette, celle qui a bénéficié du chemin tracé par ses aînées. Si elle n'a pas connu l'enfermement, elle n'a rien d'une délinquante. Mais quand un de ses cousins est venu la demander en mariage à son père — « pour les papiers », — elle a fumé devant lui et l'a regardé droit dans les yeux, « pour qu'il comprenne que je n'étais pas une femme pour lui. J'ai dit à ma mère : s'il te plaît, à toi, tu n'as qu'à l'épouser. Moi, je ne me marie pas pour faire plaisir aux autres ».

JUDITH RUEFF

► Les Nanas beurs, 126, rue Cas-téja, 92100 Boulogne. 46-21-07-29.
► ANGI, 9, rue de la Maladrerie, 93300 Aubervilliers. 48-34-95-07.
► Expression maghrébine au féminin, 29, rue Godefroy-Cavaignac, 75011 Paris. 43-48-62-37.

Les états généraux de la culture scientifique, technique et industrielle

LES FRANÇAIS ET LA SCIENCE LE REVEIL DE 89

Le mouvement des Etats Généraux de la culture scientifique, technique et industrielle, lancé il y a un an dans les 26 régions françaises a déclenché une multitude d'initiatives locales destinées à sensibiliser le public aux changements amorcés par les progrès scientifiques et techniques.

La connaissance scientifique fait partie de la culture. Mesurer les enjeux de société et l'impact du progrès scientifique sur la démocratie, élargir le cercle des acteurs qui œuvrent déjà dans ce domaine, tels sont quelques-uns des objectifs du Colloque National de la Culture Scientifique et Technique.

CERTAINS PENSENT ENCORE QUE LA SCIENCE, CE N'EST PAS DE LA CULTURE. LA FAUTE A QUI ?

LES SCIENTIFIQUES SAVENT-ILS NOUS PARLER ? SAVONS-NOUS LES ENTENDRE ?

L'ÉCOLE AIME-T-ELLE LA SCIENCE ?

LA PLACE DE LA SCIENCE DANS LES MÉDIAS : SIÈGE OU STRAPONTIN ? POURTANT, BIEN EXPLIQUÉ C'EST CAPTIVANT. ALORS POURQUOI PAS A LA TÉLÉ ?

ET SI LA CULTURE SCIENTIFIQUE ÉTAIT EUROPÉENNE ?



Pour répondre à ces questions : des carrefours, des ateliers, un plateau forum télévisé de clôture les ministres : Jack Lang, Hubert Curien, Jacques Chérèque, Robert Chapuis et : Hélène Ahrweiler, Yves Coppens, Michel Crozier, Pierre Desgraupes, Paolo Fasella, Philippe Guilhaume, Odile Jacob, Patrick Le Lay, Bernard Maitenaz, René Monory, Joël de Rosnay...

Colloque National de la Culture Scientifique et Technique.

les 4, 5 et 6 décembre 1989 Cité des Sciences et de l'Industrie

Organisé par les ministères chargés de la Recherche, de la Culture, de l'Industrie, de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, et la cité des Sciences et de l'Industrie.

Des beurs poussent la porte

Leila Bouachera voulait être ambassadrice. Le ministère des affaires étrangères ne lui a même pas communiqué le dossier du concours d'entrée au Quai d'Orsay. Ce n'était pourtant pas faute d'un niveau suffisant : Leila est, à vingt-neuf ans, titulaire d'un doctorat en droit international (mention très bien), d'un DEA de droit communautaire, d'une maîtrise en sciences économiques et d'une licence en langues orientales. « Mais vous imaginez, vous, une beure ambassadrice de France ! », ironise-t-elle non sans amertume.

Française d'origine algérienne, Leila Bouachera se sent, en effet, victime d'une « injustice » dans la mesure où des places auxquelles elle a postulé lui ont été, affirmé-elle, refusées « du seul fait de [ses] origines ». La reconnaissance de ses compétences « s'est arrêtée aux églises », précise Leila, qui vient d'être distinguée par l'Académie des sciences morales et politiques. « Il faudrait, en fait, changer de nom et passer par les mains d'un chirurgien » pour obtenir certains postes, et notamment dans le secteur public, ajoute encore cet ancien expert-consultant à la Commission européenne, aujourd'hui « lobbyiste ».

« En orbite »

Ne s'avouant jamais vaincue, Leila Bouachera est donc partie en croisade et a fondé, en mai dernier, un groupe de réflexion, l'Intemporel, dont le but est de « faire bouger les mentalités ». « L'objectif est d'agir pour que nos enfants ne soient plus victimes de délit de faciès au moment d'accéder à un emploi », explique une autre membre de l'Intemporel, Fatima Zefzef, trente-cinq ans, attachée de direction à la Banque française de commerce

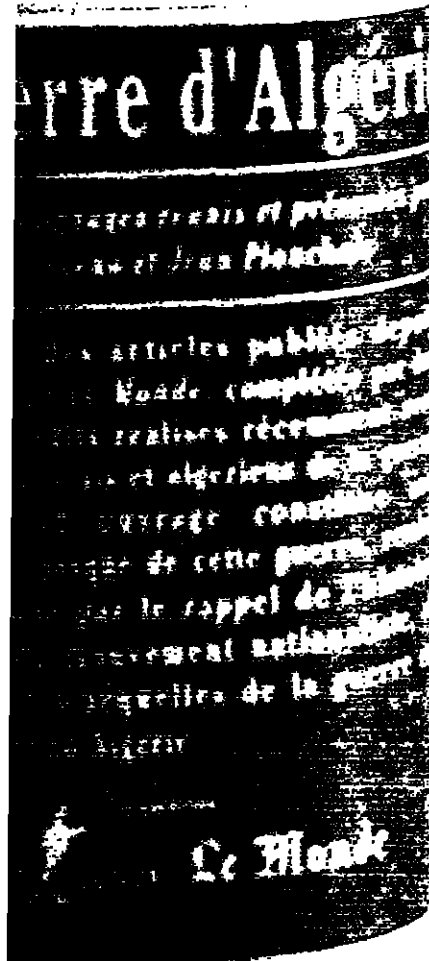
extérieur et qui a eu elle-même « beaucoup de mal à percer ».

Le groupe de réflexion entend donc « présenter une nouvelle image des beurs et des harkis », qui ne soit plus seulement celle de la délinquance et de la drogue, mais qui passe, au contraire, par « une valorisation des cas modèles ». La vingtaine de beurs, dont deux femmes, qui constituent aujourd'hui l'Intemporel, se veulent ainsi les ambassadeurs non seulement des immigrés de la deuxième génération mais aussi des Français musulmans, « deux communautés embarquées dans la même galère », selon Leila. Chirurgien, chorégraphe, financier ou publiciste, ils sont, précise encore la fondatrice de l'Intemporel, professionnellement déjà « en orbite », même si, dans leur branche respective, ils sont à la fois « les plus diplômés et les moins payés ».

L'action de ce groupe de réflexion est doublement ciblée. Il s'agit, d'une part, de faire prendre conscience aux décideurs politiques et économiques de tout « le potentiel encore inexploité de cette jeunesse élevée dans une double culture », ce qui constitue, assure Fatima Zefzef, un atout plutôt qu'un handicap. L'intemporel entend, d'autre part, « promouvoir une solidarité nouvelle » au sein même des communautés beures et harkis car, jusqu'à maintenant, ceux qui avaient déjà réussi ont, selon Leila, « loupé le coche » en ce domaine. « Nous devons montrer l'exemple aux autres et les aider à s'en sortir », affirme-t-elle en citant une phrase de Sénèque, choisie pour devise du groupe : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »

VALÉRIE DEVILLE CHABROLLE

elle des musulmans ennemi intérieur



En raison d'ennuis techniques

L'arrimage d'un nouvel élément à la station soviétique Mir est retardé

□ Le satellite Solar Max est retombé sur Terre. - Le satellite américain Solar Max est retombé sur Terre samedi à 11 h 26 (heure française). Selon les responsables de la base spatiale américaine du Colorado, qui ont suivi de près l'atterrissage, l'engin spatial a été détruit. Le satellite de plus de deux tonnes s'est désagréé en une multitude de débris au-dessus de l'Océan indien, à mi-chemin entre les côtes de l'Inde et de l'Australie. Si certains des fragments pouvaient être assez volumineux, aucun incident n'a été signalé. Engin scientifique lancé en 1980, Solar Max a pu observer plus de 12 500 éruptions solaires.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) est chargé de dresser « l'état des lieux » des deux axes. Il a donc organisé des réunions préparatoires à la renégociation du protocole de Montréal prévue pour avril 1990. Très vraisemblablement, il y sera question de diminuer les usages des CFC et des halons beaucoup plus vite que ce qui avait été convenu en 1987.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) est chargé de dresser « l'état des lieux » des deux axes. Il a donc organisé des réunions préparatoires à la renégociation du protocole de Montréal prévu pour avril 1990. Très vraisemblablement, il y sera question de diminuer les usages des CFC et des halons beaucoup plus vite que ce qui avait été convenu en 1987.

LE MONDE

diplomatique

Décembre 1989

- **LES BOULEVERSEMENTS EN EUROPE CENTRALE :** *En un mois, des régions figés depuis des décennies ont été bouleversés par leurs peuples et s'engagent désormais dans la voie de la démocratie. Après l'explosion de juin vient le temps de la réflexion. Claude Julien, Marc Ferro, René Passet, Jean-Jacques Guichard et René Lévesque analysent la nouvelle donne géopolitique et s'interrogent sur les menaces que recèlent tous ces brûlots enflammés au cœur de l'Europe pendant quarante ans, et qu'attise désormais le vent de l'histoire.*
- **LE JAPON, UN EMPIRE FINANCIER :** *Profiteurs de l'effondrement monétaire mondial et des fragilités de la politique économique américaine, le Japon, autre vaincu d'hier, a mis sur pied une phénoménale machine financière dont Frédéric F. Clairriveau analyse les rouages et décrit les faiblesses.*

Dans le même numéro :

- **CULTURE ET DÉMOCRATIE :** *Les fourmis de la culture, par Jean-Louis Rollet. — Les pressis et les paradoxes de la liberté, par Jean-Luc Pouthier.*
- **CHILI :** *Transition vers la démocratie, par Victor de la Fuente.*
- **CAMBODGE :** *Folia meurtrière ou Etat de droit ?, par Nguyen Duc Nhan.*
- **LITTÉRATURE :** *Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.*

CULTURE

OPÉRA

Poppée couronnée à Montpellier

Troisième « Couronnement de Poppée » de l'année, version longue. On en redemanderait

On peut presque s'imaginer à Glyndebourne, à la grande époque. Ou dans quelque opéra italien aux proportions idéales. On est à Montpellier, fin novembre. Mais le démon du baroque a décapité les énergies, enfumé les yeux. On devine que cette production du *Couronnement de Poppée* s'est faite dans la complexité. Complicité du metteur en scène, Gilbert Deflo, avec le chef, René Jacobs. Peut-être parce que le premier, jeune-vieux routier des opéras belges et allemands, signait là sa première contribution au travail des « baroqueux ». Peut-être parce que Jacobs (Flamand, comme Deflo) avait planché nuit et jour sur une nouvelle réalisation, doublée d'une nouvelle orchestration de l'opéra de Monteverdi, avant d'en diriger les représentations : connaissant dans tous les sens du terme, touchant lui-même le clavier pour accompagner les récitatifs secs.

Haute-contre avant d'être musicien, Jacobs a eu ses avis sur la distribution vocale (il a choisi tous les chanteurs, l'interprète du rôle-titre excepté). Ses arguments, au fil du travail, ont dû porter davantage que s'il avait passé toute sa vie à diriger Verdi. Et puis, comment savoir, comment expliquer qu'un spectacle soit plus que la lecture appliquée d'une conception globale, qu'il décolle : au gré des qualités et de la fantaisie de chacun, acteurs-chanteurs, décorateurs (William Orlandi), metteur en scène déchaîné, inventant ici un jeu de scène, un autre encore dans la foulée.

Voilà en tout cas ce qu'on a pu voir à Montpellier : bien loin de la perfection esthétique et vocale — mais la perfection a toujours quelque chose de placé — quatre heures et quinze minutes de comitance monteverdienne, la sensation

d'être placé pour une fois de plain-pied avec le chef-d'œuvre (dans une version non mutilée), l'éblouissement renouvelé d'un opéra qui contient tous les autres, tragédie du pouvoir, drame passionnel, sagesse des peuples, immortalité des grands, et du comique aussi, du comique qui fait rire aux éclats, et des dieux descendant du ciel pendus à des treuils, et l'amour menant le jeu depuis la salle.

Et de vrais corps, pas des pantins, jouant tout cela avec naturel, traduisant de vrais désirs, de vrais calucements, traçant au sol leur accablement, vivant leur victoire en courant et en bondissant, montant sur les tables, donnant du pied contre les tabourets. Sans réaction suspect en résumé (le spectacle se donne en costumes du dix-septième siècle), sans transposition à la mode, un opéra baroque rendu à la vie d'aujourd'hui, comme si la poussière n'avait pas eu, en trois siècles et quelque, le temps de se poser sur lui.

Trois partis

Sans que cela coïncide avec un anniversaire particulier, 1989 aura été l'année des Couronnements de Poppée : la mise en scène viscontienne de Strosser sur la version mutilée par Leppard avait mal commencé l'année (*le Monde* du 11 janvier). On verra bientôt à Nanterre (1) les images torrides sado-maso de Bondy sur l'arrangement de Philippe Boesmans, compositeur vivant que le Théâtre de la Monnaie a nommé traducteur libre de Monteverdi (*le Monde* du 30 mai). Entre ces partis extrêmes que sont la mutilation drastique et la traduction contractée (le spectacle de la Monnaie durait trois heures trente), la version longue proposée par René



Carolyn Watkinson (Néron) et Guy de Mey (Lucain)

FRANÇOIS BACCHIONE

Jacobs, et bientôt enregistrée par lui pour Harmonia Mundi, apparaît comme une solution de modération et de raison, preuve que les durées ne font rien à l'affaire. Elle diffère du travail d'Harmonia-court, longtemps considéré comme exemplaire. Moins d'instruments à

vec Visse, extraordinaire de drôlerie dans le rôle travesti de la nourrice d'Otavia et Guy de Mey, l'Atys de Villégies-Christie, sous les détroques tour à tour inquiétantes et impériales de Lucain et de Liberto. Le rôle en demi-teintes d'Arnalta, nourrice de Poppée, est aussi confié à un homme, comme le veut la tradition. Christoph Homberger est un jeune ténor suisse. N'oubliez pas son nom.

Un triomphe inédit

Grâce à cette clarté polyphonique, l'accent est partout mis sur l'expression, sur l'affect, par ailleurs mis à nu par le style vocal de Monteverdi, avec parfois de vrais gags instrumentaux, et une complicité quasi individuelle entre certains instruments et certains rôles. Toute cette invention s'est exercée sur le manuscrit napolitain du *Couronnement de Poppée* (Harmonia-court s'étant, lui, plutôt arrêté sur le document vénitien), ce qui nous vaut pour finale une scène de triomphe inédite, couronnement en bonne et due forme des amants meurtriers, avec réapparition de l'Amour, réaffirmation de son règne absolu sur les hommes, et sonneries de trompettes (aussi apocryphes et aussi subtiles que le duo Néron-Poppée qui clôt traditionnellement l'opéra).

Tous les chanteurs ne sont pas tous, loin de là, des habitués du opéra baroque, actuellement agité par l'effervescence que l'on sait. René Jacobs a presque réussi à les réconcilier stylistiquement, même si Axel Köhler (très jeune contreténor de RDA) est un Ottone notablement insuffisant (il est vrai que le rôle veut ça) et Danielle Bortz une Poppée vocalement bien classique (mais d'une beauté à craquer). Carolyn Watkinson n'a plus tout à fait la voix assez puissante et ambiguë pour incarner un Néron triomphant. Mais Michael Schopper (Seneca) et surtout Jennifer Larmore (Otavia) sont tout bonnement admirables. Comme les Français : Domini-

que Visse, extraordinaire de drôlerie dans le rôle travesti de la nourrice d'Otavia et Guy de Mey, l'Atys de Villégies-Christie, sous les détroques tour à tour inquiétantes et impériales de Lucain et de Liberto. Le rôle en demi-teintes d'Arnalta, nourrice de Poppée, est aussi confié à un homme, comme le veut la tradition. Christoph Homberger est un jeune ténor suisse. N'oubliez pas son nom.

ANNE REY

(1) *Le Couronnement de Poppée*, mise en scène Bondy, arrangement Boesmans, les 14, 16, 18, 21, 23, 25 et 27 février au Théâtre des Amateurs de Nanterre. La Monnaie apporte aussi chez Parisis Chéreau le *Julio Cesare* de Haendel dans la mise en scène de Peters Sellars, peut-être plus réussie que ses Mozart.

Mort de la cantatrice Christiane Castelli

La cantatrice Christiane Castelli est décédée samedi 2 décembre. Elle était âgée de soixante-sept ans. Entrée à l'Opéra en 1944, cette grande soprano était notamment connue pour son interprétation de la Tosca. Elle avait eu pour partenaires les plus grands noms de sa génération : Georges Thill, José Luciani, Franco Corelli. Lorsque Christiane Castelli quitta l'Opéra, en 1977, elle devint inspectrice du chant, puis professeur au conservatoire national de Bordeaux. Durant la même année, elle créa le Grand Prix national de chant de Vichy, destiné à récompenser des jeunes interprètes des conservatoires de musique de province.

VALMONT

un film de

MILOS FORMAN

CLAUDE BERRI, RENN PRODUCTIONS, MILOS FORMAN, VALMONT, JEAN-CLAUDE CARRIERE, LES LIAISONS DANGEREUSES, CHODERLOS DE LACLOS, COLIN FIRTH, ANNETTE BENING, MEG TILLY, FAIRUZA BALK, SIÂN PHILLIPS, JEFFREY JONES, HENRY THOMAS, MIROSLAV ONDRICEK, THEODOR PISTEK, PIERRE GUFFROY, SIR NEVILLE MARRINER, ALAN HEIM AGÉ, NENA DANFVIG, PAUL RASSAM, MICHAEL HAUSMAN, MILOS FORMAN

d'un nouvel élément
tétique Mir est retard.

one devra être accélérat

NDE
domatique

Décorations
NEMENTS EN L'UNION

REPOSER FINANCIER

REPOSER FINANCIER

REPOSER FINANCIER

REPOSER FINANCIER

MUSIQUES

Le solitaire en automne

Une grande altiste japonaise, Nobuko Imai pour une œuvre mélancolique de Takemitsu

Soirée japonaise à l'Orchestre de Paris, patronnée par Suntory Limited (une marque de whisky), pour la création mondiale d'une œuvre de Toru Takemitsu, commandée par le Festival d'automne et le ministère de la culture. On avait choisi, pour faire bonne mesure, le chef d'orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano, citoyen américain d'origine japonaise né en Californie.

« Efface-toi, ne chante pas, reste simplement silencieux. Reste simple : un fil à enrouler autour de l'automne ». C'est de ce poème de Makoto Ooka qu'est tiré le titre de Takemitsu *A String Around Autumn* pour cette belle partition microtonale de quelques vingt-deux minutes, confiée à un alto solo et à un grand orchestre discret, en mélanges toujours subtils, à l'orientale.

L'œuvre ne sortira guère du caractère contemplatif et modeste annoncé par le poème. D'une masse de cuivres graves, relayés par les cordes, l'alto se lève sur un paysage de montagnes lunaires et déploie un chant mélancolique dont la couleur mahlérienne évoque parfois le *Chant de la terre*.

Une merveilleuse artiste

Musique solitaire sur des tissus de cordes serrées, des percussions scintillantes, des harpes aux ondes troublantes, où les contrebasses laissent planer comme une menace.

Parfois, des vagues soulèvent le flot : la merveilleuse altiste Nobuko Imai brode ses sanglots longs et nostalgiques sur les jeux de mutations des bois et des cordes.

Pou à peu les vagues s'apaisent, la musique s'attarde dans les plus mystérieux de cet orchestre qui rêve et s'évanouit de plus en plus, jusqu'à s'évanouir.

Kent Nagano et l'Orchestre de Paris étaient tout à fait à l'aise dans cette partition fluide. Leur interprétation de Nuages de Debussy semblait, en revanche, un peu molle, et celle de « Fêtes » masquait de la dynamique souple allée à la netteté des lignes qui crée la ferveur de ces pages.

Quant au *Concerto pour orchestre*, de Bartok, son exécution restait trop approximative, et l'intérêt se dissolvait dans les détails. La complexité de l'œuvre, sa présence abrupte, allée à la richesse très dense des timbres et des lignes, exigent une cohésion du chef et de l'orchestre qui ne peut être que le fruit d'une longue collaboration.

JACQUES LONCHAMPT

Pianiste sans complexes

La valeur n'attend pas le nombre des années

Pour son premier grand récital parisien Barry Douglas le prouve une fois encore

Avec ses cheveux longs et sa barbe juvénile, Barry Douglas, vingt-neuf ans, ressemble davantage à un rocker qu'à un pianiste classique. Signe des temps : un musicien peut se consacrer à l'étude acharnée des œuvres les plus denses tout en étant résolument installé dans son époque. Le vainqueur du dernier concours Tchaïkovski a joué, le 30 novembre, devant une salle Gaveau presque comble d'auditeurs attirés sans doute par son triomphe, l'été dernier, au Festival de La Roque-d'Anthéron.

Bien calé sur son tabouret, le dos droit comme un i, il lance sa main gauche sur le fameux *Sonate Hammerklavier* de Beethoven et se jette dans ce premier mouvement avec une intensité dont il ne dément pas. Son jeu est parfois légèrement instable rythmiquement, mais sa sonorité est raffinée, timbrée jusque dans les pianissimos les plus ténus, pleine, sans dureté, dans le fortissimo. Quand tant de pianistes se limitent à ces deux extrêmes, le jeune Irlandais émerveille par la variété de ses nuances dynamiques et par les couleurs qu'il tire de son Steinway. Et plus encore par son recueillement dans le large.

Il est en effet facile, de faire un sort à l'une des pages les plus émouvantes de Beethoven, d'en asseoir les notes supérieures des accords pour en souligner le caractère douloureux, d'accentuer, dès la seconde page, l'opposition entre l'accompagnement détaché de la main gauche et la mélodie en expansion qui s'étend dans l'aigu.

Au chant déclamé, Douglas préfère l'égalité des voix du quatuor à cordes. Voilà qui traduit une profonde compréhension de l'une des œuvres les plus intimidantes du répertoire et une absence de complexes réjouissante. Couronnant cet édifice, la fugue, avec ses terribles déplacements, sa polyphonie si complexe, fut moins maîtrisée. Quelques chutes de tension, des pédales trop longues, brouillent l'entraîne des lignes, en ternissent la lecture.

Violence paroxystique

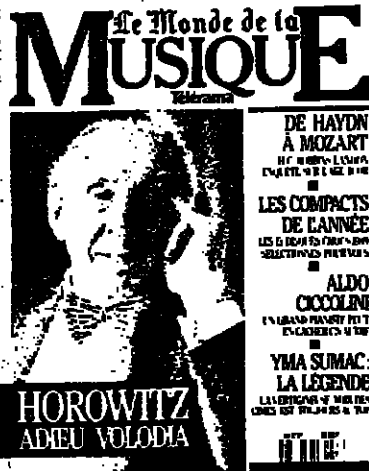
Mais quel pianiste, à part Claudio Arrau et Sviatolav Richter, peut réussir en concert à transcender une œuvre ingrate dont l'impossibilité d'exécution est à la base même du projet utopique de Beethoven ?

Horowitz : adieu Volodia

ÉMOUVANT. Vladimir Horowitz nous a quittés. Le Diable du piano a fermé son Steinway. De New York à Paris, ceux qui ont connu le vieux magicien témoignent. ÉTONNANT. Après Haydn, H.C. Robbins Landon, le Sherlock Holmes de la musicologie, a pris Mozart en filature. Ses méthodes d'investigation sont dignes des grands « privés ».

TRADITIONNEL. Pour préparer Noël, l'aréopage de nos critiques a choisi les quinze compacts de l'année. Des « super chocs » à écouter les yeux fermés. VERTIGINEUX. Yma Sumac, la voix la plus haute du monde, reparait sur les sommets du Top 50 américain. Elle nous a confié ses pensées les plus élevées.

Et aussi : Aldo Ciccolini sous le signe de Satie ; des chaînes hi-fi à moins de 6 000 F ; un shopping de rêve pour Noël, les chroniques, les compacts et les livres du mois. Le tout dans une nouvelle présentation dont nous vous laissons la surprise.



Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand de journaux.

L'ÉDITION L'ÉTOILE

Concert à Fleury-Mérogis

En avant-première de son spectacle du Zénith, le groupe Kassav a joué devant cinq cents jeunes détenus

L'association Réseau printemps a organisé cette année soixante concerts dans les prisons. Soutenu par le ministère de la culture (600 000 F de subvention de la DAGEC, 400 000 F de la direction de la musique), par le ministère de la justice (60 000 F), par le fonds d'action sociale (200 000 F) et, à partir de l'année prochaine, par le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports et par la SACEM.

Au centre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis, 74 % de la population carcérale est d'origine maghrébine ou antillaise. 70 % sont des prévenus. 30 % ont été condamnés à des peines légères. Il y a un mois, le groupe de métissage La Mano Negra s'est produit à Fleury-Mérogis et Jacques Higelin y viendra chanter le 17 décembre, les femmes détenues. Dans l'après-midi du vendredi 30 novembre, le groupe Kassav a offert en avant-première son spectacle du Zénith

sous la forme de deux mini-concerts de trois quarts d'heure.

L'événement a eu lieu dans le gymnase du Centre des jeunes détenus devant deux cent cinquante premiers spectateurs. « Tous les arracheurs de sacs de la banlieue parisienne », selon un maton. En fait, cinq mineurs de moins de seize ans, quatre-vingt-douze âgés de seize à dix-huit ans et cent-quarante sept jeunes de moins de vingt-cinq ans. « On ne leur a pas demandé leur avis, s'ils voulaient ou non assister au concert, dit un responsable du centre. Ce serait trop compliqué à gérer. Ces spectacles permettent de maintenir le lien avec l'extérieur. En voir quatre d'heure de concert, on fait plus pour eux qu'en plusieurs semaines de rééducation ».

Siôt assis, les jeunes battent des mains, chantent du ral avant d'écouter le zouk de Kassav, se lèvent et dansent, sous le regard

placide des gardiens rangés de chaque côté des travées. Enfin, les dix-sept musiciens du groupe aillais apparaissent dans leurs vêtements de tous les jours. Tout de suite, les musiciens, menés par le bassiste Georges Decimus et le guitariste Jacob Desvarieux, soulèvent la machine à rythme de Kassav, mais jouent presque timidement leur musique qui exprime le sens du transitoire, une manière libre de prendre la vie.

Qu'importe pourtant cette pudeur brusque du groupe. Pour les deux-cent cinquante jeunes détenus de Fleury-Mérogis, il ne s'agit pas alors d'écouter la musique comme on va au concert. Mais de l'habiter. L'un des détenus nous dira entre deux chansons : « Je ne sais plus si on est en prison ou en liberté ».

CLAUDE FLÉOUTER

► Au Zénith, à partir du 12 décembre.

Melissa Etheridge à la Cigale

Une femme toujours en mouvement dont les chansons parlent de l'Amérique profonde

La petite tournée française que Melissa Etheridge achève lundi à la Cigale n'a rien de triomphal. A chaque étape (Bordeaux, Montpellier et Lyon avant Paris), quelques centaines de spectateurs sont venus écouter la chanteuse. Pas assez pour déclencher un mouvement de fond, suffisamment pour montrer que même en France, où elle ne passe pas à la radio, où les premières faveurs du public sont allées à ses consœurs Michelle Shocked ou Susan Vega, Melissa Etheridge commence à délimiter son territoire : un morceau d'Amérique profonde, nocturne et violente, qu'elle promène avec elle sur les routes. C'est une petite femme toujours en mouvement. Si elle arrivait à faire du cinéma comme elle en rêve, les directeurs de castings de Hollywood la classeraient entre Amy Madigan — le garçon manqué, séductrice malgré elle — et Holly Hunter, la femme de tête qui en fait toujours un peu trop.

Née dans le Kansas il y a vingt-huit ans, elle en est partie pour tenter sa chance à l'Est (Boston) puis à l'Ouest (Los Angeles) après s'être convaincue que le Middle West ne lui offrait qu'un avenir de chanteuse de country western pour noces, fêtes de lycées et réunions maçonniques. A vingt-cinq ans, elle a décroché un contrat avec un gros label

(Island) et a commencé à tourner aux États-Unis. Son deuxième album *Brave and crazy* est sorti au début de l'automne ; elle a parcouru des dizaines de milliers de miles et est devenue une star aux États-Unis.

Son monde est fait de voitures qui roulent jusqu'à l'aube pour fuir les insomnies, d'amants qui se trahissent pour mieux s'aimer. C'est le mélo épique de Bruce Springsteen ou de Bob Seger, un genre jusqu'ici plutôt masculin qu'elle joue en finesse, s'arrêtant juste avant la grandiloquence.

Sur scène, elle bouge beaucoup, force de temps en temps sur ses casses-voix, pour vendre ses chansons — ce n'est pas toujours évident. La mélodie facile n'est pas son fort. Elle a réuni trois musiciens discrets (c'est Melissa qu'on vient voir, elle ne laisse planer aucune ambiguïté là-dessus) et intelligents. Ils aident à passer les petits hums, les titres faibles. Le reste du temps, ils font à Melissa Etheridge une conduite infernale qui l'emmène vite et loin dans la nuit américaine.

THOMAS SOTINEL

► Le 4 décembre à 20 heures à la Cigale, 120, bd Rochechouart, 75018 Paris, avec Andrew Cash en première partie.

DISQUES

Bach et Chopin, par Dinu Lipatti.

Dinu Lipatti n'a laissé qu'une demi-douzaine de disques et pour tant son renom n'a fait que grandir depuis sa disparition prématurée en 1950. Ces interprétations ont été enregistrées en concert par des amateurs, en 1947 et en 1950. (C'est dire si le son n'est pas parfait.) Mais que ces pirates soient remerciés d'avoir ainsi préservé le jeu du pianiste roumain dans le *Premier Concerto* de Chopin et dans le *Concerto en ré mineur* de Bach, des œuvres qu'il n'avait pas eu le temps d'enregistrer pour le disque. (Pendant des années, EMI a vendu, de bonne foi, un enregistrement de ce concerto de Chopin par Alfred Corti, sans s'apercevoir qu'il s'agissait d'une interprétation de Lipatti miraculeusement retrouvée dans les archives d'une radio.)

Si le jeu de Lipatti est simple, et en cela il est proche de celui de Clara Haskill, il s'impose par une tension rythmique, une plénitude sonore et une beauté si harmonieuse qu'on en oublie vite la médiocrité technique de ces documents. D'autant que le pianiste est entouré par des chefs et des orchestres à sa mesure : Eduard Van Belburn dirige le Concertgebouw d'Amsterdam, et Otto Ackermann, l'orchestre de la Tonhalle de Zurich.

► Un disque compact Jeddin JD 541-2, soixante-deux minutes et six secondes. Textes de présentation en allemand et en anglais.

Mozart par Clara Haskill.

Enregistrés en 1956, par la radio de Stuttgart, les *Concertos* n° 9 « Jeune homme » et 19 en fa majeur de Mozart, par Clara Haskill et Karl Schuricht, avaient déjà fait l'objet d'une édition en microcassette il y a douze ans, chez IFG. Une assez désastreuse publication, car cet éditeur avait eu bon de stéréophoner électroniquement une bande mono au son assez pauvre en harmoniques, à la perspective plutôt sèche.

L'orchestre brouillé, le piano démesurément agrandi par ces tripatouillages (heureusement abandonnés depuis) n'empêchaient cependant pas d'apprécier le jeu alerte, tendu et parfois si poignant de la moztartienne de rêve qu'était cette pianiste. Tout comme ils n'occultaient pas la direction volontaire, à la fois sobre et intense, du grand chef allemand.

Reportées sur disque compact et en monophonie, cette fois, ces interprétations légendaires retrouvent une nouvelle jeunesse (à signaler que les concertos sont gravés dans l'ordre inverse de celui qui est mentionné sur l'étiquette). Plus personnelle, hélas ! ne joue ainsi les concertos de Mozart aujourd'hui. Peut-être Andras Schiff et Sándor Végh ? (DK.)

► Un disque compact Philips, PHC 2 140 (distribué DOMI), 57 minutes 33 secondes. Textes de présentation en français. Une erreur à signaler : Clara Haskill ne s'est pas installée en Suisse en 1936, mais le 17 novembre 1942 après qu'elle eut été miraculeusement relâchée après une rafle.

4 AU 9 DÉCEMBRE
PIERRE GUYOTAT
WANTED FEMALE
SEANCES
PUBLIQUES
D'IMPROVISATION
CENTRE
GEORGES POMPIDOU
LOCATION: 42 96 96 94

"Faire son shopping à Londres, c'est formidable !
Mais crois-tu qu'il sache conduire à gauche ?"



125F

CULTURE

Deux disparitions

Alvin Ailey

L'enfant de la modern dance et de la culture noire

Le chorégraphe américain Alvin Ailey, fondateur et directeur de la troupe qui porte son nom, est mort vendredi 1^{er} décembre, à New York, des suites d'une maladie du sang dont il souffrait depuis un an. Il avait cinquante-huit ans (*Le Monde* du 2 décembre).

Ce gargantua d'ébène au rive explosif (près de deux mètres de haut, un coffre en rapport) va marquer sur la scène internationale, où son apport le plus original sera de marier les conquêtes de la modern dance et la culture noire. Martha Graham plus le rythme and blues : le mélange était spectaculaire, il conquit le monde entier, où l'Alvin Ailey Dance Theater, troupe multicolore où l'on vit souvent de splendides créatures, telle la panthère noire Judith Jamison, apportait depuis trente ans son énergie, sa sensualité et sa joie de vivre.

Alvin Ailey naît le 5 janvier 1931 à Rogers, Texas, fils unique d'un ouvrier. Il est encore très jeune lorsque ses parents se séparent ; il reste avec sa mère dans le Texas puis la suit à Los Angeles en 1942. De l'enfance, il se montre fasciné par la théâtralité des rituels de l'Eglise baptiste, et par l'apnée beauté du blues.

En Californie, il pratique l'athlétisme, prend des leçons de claquettes. Il reçoit un choc, en 1949, lorsqu'il découvre le travail de Les-

ter Horton, ethnologue et pionnier de la modern dance : il va cependant hésiter pendant plusieurs années entre la danse et une carrière plus stable dans l'enseignement. Diplômé de la Thomas Jefferson High School, il passe l'université de Californie puis entre au Los Angeles City College, où il demeure jusqu'en 1951, tout en dansant dans le corps de ballet du Lester Horton Dance Theater. Dernier valse-saprice : il quitte la troupe pour le San Francisco State College, avec l'intention de se spécialiser dans les langues romanes, mais un engagement dans un nightclub le pousse à choisir définitivement la danse, et il retourne chez Horton.

Pas

d'égoïsme

Après la mort de celui-ci, en 1953, il fait ses débuts de chorégraphe avec *Mourning Morning* et *According to St. Francis*, représentés à Los Angeles et au Jacob's Pillow Dance Festival durant l'été 1954. Il apparaît dans le film *Common Sense*, puis à Broadway dans la comédie musicale de Truman Capote *House of Flowers*. A New York, il fonde la modern dance avec Martha Graham, Hanya Holm, Doris Humphrey, Charles Weidman, Anna Sokolow, et le ballet classique avec Karel Shook. On

le voit dans plusieurs « musicaux », notamment aux côtés d'Harry Belafonte (*Sing, man, sing*) et de Lena Horne (*Jamaica*).

Il fonde en 1958 sa propre compagnie, qui connaît immédiatement le succès, national d'abord puis international à partir de 1962, où il commence ses tournées par l'Extrême-Orient et l'Australie. C'est en 1960 qu'il crée ce qui restera son chef-d'œuvre et son ballet fétiche jusqu'au bout, *Revelations*, reçu comme « un hymne infiniement ému à Dieu et, peut-être l'humanité, à l'homme ». Il n'a pas l'égoïsme sacré du créateur : il invitait des chorégraphes aussi variés que John Butler, Glen Tetley, Tally Beatty, Geoffrey Holder ou Paul Sanzari.

Il a réglé soixante-dix-neuf ballets, pour sa troupe et aussi pour quelques grandes compagnies comme l'American Ballet Theater, le Harkness Ballet, le Joffrey Ballet, le Ballet royal danois ou l'Opéra de Paris, où il monta en 1983 *Au bord du précipice* avec Patrick Dupond.

Depuis quelques années, il faut bien avouer que ses chorégraphies déçoivent : il abandonnait ses racines pour une sorte de « cuisine internationale » de la danse plus fade au palais.

SYLVIE DE NUSSAC

Hassan Fathi

L'homme qui voulait réinventer l'architecture musulmane

Décédé au Caire le 30 novembre à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, Hassan Fathi, découvert par l'Occident, n'avait été reconnu que tardivement par le monde arabe.

On ne put qu'applaudir en 1981 la décision de la Fondation internationale Balzan (1^{er} d'ivoire choisi comme principal lauréat (après Mère Teresa et le philosophe suisse Jean Piaget), l'architecte égyptien Hassan Fathi et l'écrivain argentin Jorge Luis Borges. En octobre 1980 le prix triennal spécial d'architecture, institué par l'agence Khan, avait déjà été décerné à Lahore à Hassan Fathi, également lauréat, par la suite, d'une distinction américaine, sans parler de dernier ressort de l'intérêt soudainement et bruyamment manifesté par l'Egypte pour l'un de ses fils les plus célèbres (*Le Monde* du 28 octobre).

Tous ces honneurs, en vérité, étaient quelque peu tardifs, et partant dérisoires. Hassan Fathi — Dieu merci! — n'avait pas besoin de telles « distinctions » pour être heureux de vivre et avoir envie de créer. Jusqu'au bout il aura eu la souplesse du catin, la verve du pinson et l'immersion d'un jeune homme. Mais les chiffres étaient là : il était né en 1900. Premier architecte islamique depuis deux siècles à avoir proposé à l'Orient — et au reste du tiers-monde — autre chose que l'imitation de l'Occident ou que des *mauresques*, il fut jusqu'à ces dernières années délaissé, ignoré, parfois persécuté, voire pillé (mais souvent mal et sournoisement) dans son propre pays, l'Egypte, et dans d'autres Etats arabes.

Bien que reconnu en Occident à la fin des années 60, à cause de son livre *Construire avec le peuple* (2) (dont le titre laisse espérer à certains esprits politiques qu'ils pourraient récupérer Hassan Fathi, alors que celui-ci s'est toute sa vie consacré comme d'une guigne de tout engagement politique) aucun gouvernement ou instance internationale

ne voulait, sauf exception (village Dar-el-Islam aux Etats-Unis), employer ses talents. Son culte pour les maisons en terre, son écologisme avant la lettre firent longtemps sourire.

Les étudiants du Nouveau Monde

La Fondation Balzan et celle de l'agence Khan ne sont pas directement en cause puisque leurs activités, surtout celles de cette dernière, sont nouvelles. Mais on aurait aimé que d'autres jurys, plus anciens, distinguent avant que cela ne sente à plein nez la mauvaise conscience, celui que les Egyptiens continuaient d'appeler, à l'ottomane, Hassan-Bey.

Soudain, il fut recherché par la terre entière, traité aux tables principales, traqué par les femmes du monde international, et condamné à avoir pour disciples les trop parfaits étudiants à lunettes du Nouveau-Monde, alors que, durant soixante ans il s'était épuisé en s'adressant en vain aux Arabes. Transformé, *noctes volens*, en vieux sage, en gourou il poursuivait chaque jour, de l'heure du thé à la nuit profonde, dans son petit logis d'une maison médiévale cernée de ruines au pied de la citadelle du Caire, un monologue sur l'architecture et la vie, en français, en arabe ou en anglais, devant un auditoire composite et muet.

On tomba d'un excès dans l'autre. Personne n'osa le contredire même quand il eut la faiblesse de cautionner (*Le Monde* du 19 novembre 1980) la destruction au Caire par des musulmans de l'Inde d'un superbes palais mauresques mamelouk du XVI^e siècle, « parce qu'il était vide » (avec le même argument on pourrait justifier l'éventuelle démolition des Pyramides de Guizh), ou quand il soutint avec l'appui opaque de la finance koweïtienne un projet de transformation en cité touristique de « son » vil-

lage du Nouveau-Gomrah (réalisé face à Louxor à l'époque du roi Farouk, mais très dégradé par ses occupants, des fellahs d'un niveau socioculturel très inférieur à celui de la petite bourgeoisie rurale pour laquelle les maisons avaient spécialement été conçues).

Sans nul doute Hassan Fathi n'en serait pas arrivé à ces rapetisages s'il avait plus tôt été converti de lauriers et si les Etats ou les riches amateurs arabes lui avaient passé des commandes quand il était encore temps. Au lieu de quelques villas bourgeoises dans la vallée du Nil, de quelques harems sur la mer Rouge ou en Mésopotamie, il aurait pu donner la mesure de son génie en bâtissant pour les Arabes des villes, des universités, des centres culturels ou des stades. Aucune des cités nouvelles du désert égyptien fondées par Anwar El Sadate ne portera sa signature!

Le Caire même, livré aujourd'hui à un cataclysme architectural de gracieux importés, de mesures en parpaings, d'égoïstes églises et de voitures agglutinées, ne pouvait plus être sauvé par Hassan Fathi. L'assassinat de la capitale égyptienne témoignera longtemps contre ceux qui attendaient pour rendre hommage à Hassan-Bey qu'il parvint à l'âge du grand départ. Qu'en le pleurant aujourd'hui, ils pleurent aussi sur la débâcle urbanistique du monde arabe! Une débâcle qui, si les leçons de Hassan Fathi avaient été écoutées, aurait pu être évitée.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(1) Créée selon la volonté de Mme Angèle-Lise Balzan, décédée en 1957, la fondation a pour but d'encourager les activités humanitaires et culturelles sans distinction de nationalité. Son siège est à Milan, 38, via Manzoni.

(2) *Construire avec le peuple*, Bibliothèque arabe-Stadard, (traduit en vingt-deux langues mais pas en arabe...).

COMMUNICATION

En tentant de prendre le contrôle de Mondadori

M. Berlusconi pourrait occuper une position dominante dans les médias italiens

C'est une guerre juridique et financière qui s'est ouverte samedi 2 décembre entre M. Silvio Berlusconi, patron de la Fininvest, et M. Carlo De Benedetti, patron de la Compagnia Industriale Riunita (CIR). Enjeu : le contrôle du premier éditeur italien, Mondadori, qui en plus d'un catalogue de 2 000 livres et d'une palette de 35 magazines, a pris en avril le contrôle du groupe Espresso, qui publie notamment l'important quotidien romain la Repubblica et les hebdomadaires l'Espresso et Panorama.

Le conflit est dû à un renversement d'alliance. Deux héritiers de la famille d'Arnaldo Mondadori, succéda à Carlo De Benedetti, ont démissionné le 2 décembre du conseil d'administration et décidé de « reprendre leur autonomie ». En dépit de leurs démentis, les deux anciens propriétaires de l'« *leggiere* » seraient

prêts à céder à Silvio Berlusconi leurs parts dans Mondadori, soit 350 milliards de lires (1,7 milliard de francs), rompent ainsi le pacte qui les liait jusqu'en 1990 à M. Carlo De Benedetti.

En ajoutant les actions de la famille Formica à ses propres parts (34,8 %), le patron de la Fininvest détendrait 60,3 % de l'AMEF, la société financière qui détient 50,3 % de Mondadori. Même s'il ne contrôle que 26,3 % de l'AMEF, Carlo De Benedetti ne s'avoue pas battu : il détient en effet par le jeu combiné des actions « privilégiées » et des actions ordinaires 42 % des droits de vote de Mondadori. Il peut compter en outre sur ses alliés Carlo Caracciolo et Eugenio Scalfari (directeur de la Repubblica) et Ciriaco De Mita (président de la République), qui totalisent respectivement 4 % et 3,2 % des parts de Mondadori.

La bataille juridique-financière à peine commencée, les commentateurs se sont emparés de l'événement. La prise de contrôle de Mondadori par M. Berlusconi, qui détient déjà une télévision privée (Canale 5, Rete 4, Capodistria,

Italia 1, Odeon TV), permettrait à ce dernier d'avoir la mainmise sur 16 % de la diffusion des quotidiens de la péninsule (avec il Giornale et la Repubblica notamment), sur 34 % des hebdomadaires, 20 % des livres et... 42 % du marché publicitaire national. Le soutien public apporté par M. Berlusconi aux socialistes italiens et ses déclarations selon lesquelles il voudrait faire de son futur journal télévisé « un produit orienté vers les idées de Bettino Craxi (leader des socialistes italiens), Giulio Andreotti (premier ministre démocrate-chrétien) et Arnaldo Forlani (président de la Démocratie chrétienne) » fait craindre le pire en matière de prise de contrôle de l'édition et de la presse italienne. Les journalistes de la Repubblica et la Fédération de la presse italienne ont pris position contre Silvio Berlusconi, tandis que le directeur de la Repubblica explique dans l'édition du 3-4 décembre qu'« une telle concentration éditoriale et publicitaire pourrait permettre des manipulations que l'Italie n'avait plus connues depuis la chute du fascisme ».

Y.-M. L.

Les difficultés de la télévision locale

Les ambitions de la presse régionale autour d'un septième réseau

Marché publicitaire trop étroit, déséquilibre financier : dix-huit mois après ses premiers pas, la télévision locale se heurte à de redoutables obstacles en France, selon un rapport sévère du CSA. Les projets, pourtant, ne font pas défaut, attentivement surveillés par une presse quotidienne régionale, qui se divise sur la marche à suivre.

Pressionniste. Le rapport que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) rendra public dans les jours qui viennent est très circonspect sur les chances, en France, de la télévision locale. Au sens, tout d'abord, où le grand public l'entend : celui d'une télévision émettant plusieurs heures par jour sur sa fréquence propre. A Toulouse, en Savoie et à Lyon — les trois seules stations existantes — l'économie de ces chaînes se caractérise, selon le texte, « par une importante disproportion entre les dépenses et les recettes ». Côté dépenses, le rapport chiffre entre 10 et 20 millions de francs leur coût minimal. Côté recettes, les difficultés rencontrées par Télé-Toulouse ou 8 Mont-Blanc, par exemple, sont éloquentes. La première — créée en avril 1988 — n'a réalisé que 6 millions de francs de recettes publicitaires brutes, soit 3,2 millions de recettes nettes pour son premier exercice. Quant à la seconde — huit mois après son lancement —, elle reçoit à la hausse ses pertes d'exploitation prévisionnelles, les évaluant dorénavant entre 6 et 10 millions de francs contre 3,5 millions auparavant.

Ces difficultés, le rapport les explique par la taille limitée des bassins de populations desservies — entre 500 000 et un million de personnes à chaque fois — et par la faiblesse des ressources publicitaires locales. Colpeuse tena des forces du marché, de la réglementation et des perspectives d'audience d'un programme régional, « un objectif de 10 millions de francs de recettes publicitaires semble déjà difficile à atteindre », estime le rapport.

La télévision locale est donc structurellement déficitaire. C'est pourquoi tous les pionniers des programmes locaux réclament la régulation de la publicité pour la grande distribution à la télévision.

Le gouvernement y réfléchit, qui a confié une nouvelle étude de l'IDATE à ce sujet, après les conclusions d'un premier groupe de travail rendues publiques l'été dernier. « Mais, regrette-t-on au gouvernement, les grands journaux régionaux qui s'y sont associés traitent les

pièces, et demandent par avance des commentaires ».

La presse régionale, pourtant, a pris conscience de l'enjeu. Cinquante fréquences, dit-on, ne seraient-elles pas disponibles, susceptibles de desservir, hors région parisienne, 40 % du territoire et de 15 % à 18 % de personnes au total ? De quoi susciter les convoitises autour d'un réseau multivilles, si, de plus, celui-ci venait à être complété, comme cela est techniquement possible, par une fréquence sur Paris.

Sollicités à l'origine par TF1 pour réaliser des « correspondances » locales alimentant les journaux nationaux de la Une, la Voix du Nord, le Courrier picard, la République lorraine, les Dernières Nouvelles d'Alsace et la Dépêche du Midi, rejoins par Nice-Matin, Midi libre et l'Indépendant, se sont regroupés dans RCL-TV, avec TF1 et le Crédit

agricole pour créer une dizaine de télévisions régionales (*Le Monde* du 18 novembre 1988). Celles-ci proposeraient trois heures de programmes propres, et quinze autres heures d'émissions seraient quotidiennement fournies par une structure nationale.

Pins récemment, six journaux régionaux ont rejoint Sud-Ouest pour jouer la carte des décrochages locaux de M6. Depuis huit mois, la chaîne et le quotidien bordelais testent un « six minutes Bordeaux ». Six minutes quotidiennes d'informations rythmées, tout en image, réalisées par une mini-équipe de six personnes pour un budget annuel de 3,5 millions de francs. Des premiers sondages plutôt favorables incitent la chaîne à persévérer durablement et à se porter candidate pour émettre cette politique à une dizaine de sites.

PIERRE-ANGEL GAY

Atteint
Maison des Arts
DU 8 AU 20 DÉCEMBRE
Après l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, le retour des États-Unis.
Pour en finir avec le stéréotype.
Et qu'est-ce que ça fait à moi?
Maguy M...
1989

VENDE 8 DEC 20 H 30
QUATUOR
ALBAN BERG
MOZART
BEETHOVEN
SCHUBERT
OPERA COMIQUE
LOC. 4-04-7-48

14 NIVEAUX
AMERICAN
LANGUAGE PROGRAM
de l'American Center
se trouve maintenant
dans le 6e et le 8e.
2e trimestre :
4 janvier - 28 mars
Public Speaking - English
for Economics and Trade
- Film Course - Medical English
- Writing - English - American
Today - Video - Popular
Writing and the American
Press - Science English.
Sessions intensives
Préparation
au TOEFL
F.P.C.
New Center
1 place de l'Odéon 47, rue René Cochin
75006 Paris
Tél : 46 33 18 52
Tél : 42 52 25 46
RECEPTIONS HEBDOMADAIRES

125F L'Angleterre
2 jours à pied
ou en voiture.
* Prix A.R. par pers., base 1 piéton ou 4 pers. en voiture.
SEALINK
BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

LES BOULEVERSES LE MONDE diplomatique

Le Japon,
un empire financier
(Pages 18 et 19.)

32 pages - 17 F
Abonnements : voir tarif page 20

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUELLE POLITIQUE D'INTÉGRATION ?

Frayeurs françaises et ghettos immigrés

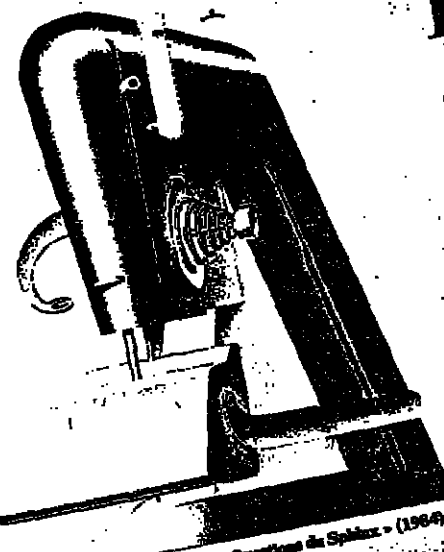
Contre toute raison, le débat sur le sort du foulard islamique au collège a embrasé la société française. La formidable médiatisation d'un phénomène extrêmement mineur a fait de ce débat un véritable problème : l'absence d'une réelle politique d'intégration des immigrés. Ceux qui, légitimement, ont invoqué la laïcité n'ignorent pas que toute discrimination ethnique est incompatible avec l'esprit laïc. Et qu'une intégration scolaire n'allant pas de pair avec une intégration sociale reste un leurre. Il est sans doute temps d'en finir, d'abord, avec les ghettos pour immigrés et de restaurer la dignité de la personne humaine.

Par PAUL MOREIRA

Le sphinx allemand

Par CLAUDE JULIEN

Après quelques jours d'intervalle, de gaz est inférieure de 10,5 millions de tonnes à celle de la même période de 1988. La désorganisation des chemins de fer et la grève des mineurs, en juillet et août, ont perturbé les livraisons de charbon. Les statistiques de la Commission européenne de l'énergie, publiées hier, confirment la situation. Elles indiquent que la production de charbon en Allemagne a baissé de 10,5 millions de tonnes par rapport à la même période de l'année dernière. Cette baisse est due à la désorganisation des chemins de fer et à la grève des mineurs, qui ont perturbé les livraisons de charbon. Les statistiques de la Commission européenne de l'énergie, publiées hier, confirment la situation. Elles indiquent que la production de charbon en Allemagne a baissé de 10,5 millions de tonnes par rapport à la même période de l'année dernière.



DÉCEMBRE 1989

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

► CULTURE, MÉDIAS ET DÉMOCRATIE :

Les fourmis de la culture, par Jean-Louis Rollot. - La presse et les paradoxes de la liberté, par Jean-Luc Pouthier. - La sarabande des médias, par Max Gallo.

► UNION SOVIÉTIQUE :

La désorganisation gagne du terrain, par Marc Ferro. - La politique et le chaos, par René Passet. - L'exploitation de l'imaginaire, par Jean-Jacques Marie.

► ALLEMAGNE :

L'espace historique des convergences germaniques, par Jean-Jacques Guinchard. - Le commerce interallemand, par René Lasserre. - Des brûlots nationalistes au cœur de l'Europe, par Éva Toulouze.

► AMÉRIQUE LATINE :

El Salvador : L'impuissance des armes, par Ashton Scharach-Paris Chili ; Transition vers la démocratie, par Victor de la Fuente.

► CAMBODGE :

Folie meurtrière ou État de droit à Pnom-Penh ? Par Nguyen Duc Nhuan.

► CISJORDANIE :

L'Intifada dans la longue durée, par Thierry Hentsch et Roger Heacek.

► LITTÉRATURE :

Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

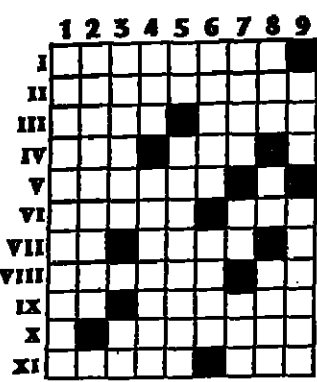
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

العدد 1601

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5145



HORIZONTALEMENT

1. Armées par le bout du nez. — II. Peut-être mises avec les verres. — III. Va et vient. Nous prive d'un plaisir. — IV. Repoit un boudin. Travaille pour des rois. — V. Vêtement collant. — VI. Une grande lie. Du jus épais. — VII. A gauche de l'Espagne. On n'a rencontré pas souvent. — VIII. Fondue, c'est du verre. Pris. — IX. Pronom. Se fait secouer par les garçons. — X. Fabrication de « toiles ». — XI. Pour les cochons qui somnolent. Partie de campagne.

VERTICALEMENT

1. Des femmes étudiées par les coups. — 2. Fabrication de tissu. — 3. Qui ne fait pas plaisir à voir. — 4. Un homme qui n'a

rien après. Un temps qu'on n'a pas en France. — 5. Une base d'accord. Mis en poche. — 6. L'arme au pied. Circulait chez des voisins. — 7. Un coin perdu. — 8. Du blé, en Extrême-Orient. Saint. Ouvrir la bouche pour ne rien dire. — 9. Comme un blanc. La première, c'est du bon.

Solution du problème n° 5144

Horizontalement
I. Décorateur. Cége. — II. Agonisant. Marin. — III. Célérité. Cabine. — IV. Té. Refleur. Os. — V. Se. Toast. — VI. Lotus. Troc. Sève. — VII. Obésité. Purée. — VIII. Gâ. Ennemis. Ma. — IX. Rie. Ut. Us. Lin. — X. Arbre. Retenue. — XI. Route. Est. Sa. — XII. Huisier. Casser. — XIII. En. Seller. Aire. — XIV. Ira. Tieloc. Vst. — XV. Cruel. Elucidés.

Verticalement
1. Dactylographe. — 2. Egée. Obéir. Unir. — 3. Col. Ste. Abri. Ru. — 4. Onérotose. Rossée. — 5. Rie. Sineuse. — 6. Asile. T.N.T. Tê. — 7. Tati. Teo. Réelle. — 8. Enée. Mus. Ral. — 9. Ut. Utopiste. Elu. — 10. Crocus. Escroc. — 11. Ma. Enta. Cl. — 12. Cabossée. Sa. — 13. Aristée. Lessive. — 14. Gin. Mi. Adrée. — 15. Enervement. Rehs.

GUY BROUZY

ÉCHECS

Après sa victoire à Belgrade

Kasparov au-dessus des 2 800 points

Après sa victoire dans le tournoi Investbanka de Belgrade, lundi 27 novembre, avec un score extraordinaire de neuf points et demi sur onze possibles (huit victoires, trois nuls), Garry Kasparov devient le premier joueur d'échecs à franchir la barre des 2 800 points ELO. Un mois et demi après avoir battu officiellement le record de Fischer (2 780 points), le champion, dont le classement officiel est de 2 775 points, devrait totaliser 2 805 points au classement, qui sera publié à la fin de l'année par la Fédération internationale des échecs (FIDE).

Dans le tournoi de Belgrade, de catégorie XV, Kasparov a battu Adjanata, Elzev, Demchenko, Popovic, Nidic, Kozel, Ljubojevic et Short, ne concédant la nullité qu'à Hjartarson, Youssouf et Timman qui a terminé deuxième ex aequo avec Elvest, mais à trois points de Kasparov.

Est-ce cette fantastique performance qui a renforcé le champion du monde dans sa volonté de re-

ser le choix de la FIDE (Lyon) comme ville organisatrice du prochain championnat du monde en octobre 1990. Les trois joueurs encore classés (Kasparov, Timman et Karpov) devaient faire connaître leur décision à Belgrade. On sait que Karpov est plutôt favorable et que Timman est neutre. Kasparov a finalement refusé de se prononcer et ne le fera que le 17 décembre à la réunion du comité directeur de l'Association des grands maîtres (GMA). Enchères et surenchères à suivre.

Enfin, sensible modification dans la difficile organisation de ces championnats du monde, ce n'est plus Londres qui accueillera la finale du Tournoi des candidats (Karpov-Timman), mais Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, et ce à partir du 7 mars 1990. Ce sont des problèmes financiers (absence de finaliste britannique égalant absence de sponsors) qui ont contraint la Fédération britannique d'échecs à jeter l'éponge.

B. de C.

Loterie	Tranche	Montant
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40

Loterie	Tranche	Montant
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40

Loterie	Tranche	Montant
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40
2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40	2 11 20 20 40 40

FESTIVAL DU LEZARD

sacs - maroquinerie de poche

LA BAGAGERIE

45 48 86 48

45 48 86 48

CARNET DU MONDE

Naissances

— Françoise BELMONT et Emmanuel CUEFF.

sont heureux de faire part de la naissance de leur fille

Pauline,

mardi 28 novembre 1989.

— Michèle GHILES, Henry MEILHAC et Samuel GHILES-MEILHAC sont heureux d'annoncer la naissance de,

Rébecca,

le 30 novembre 1989.

10, rue des Cluses,

38000 Grenoble.

— Charles PEYREFITTE a la joie d'annoncer la naissance de son fils

Rami,

le 2 décembre 1989, à Paris.

Bruno et Jean PEYREFITTE, 130, avenue de Choisy, 75013 Paris.

Décès

— M. René Berterottière, M. et M. Jean-Luc Berterottière et leurs enfants,

M. Philippe Berterottière, M. et M. Bruno Berterottière, leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Madeleine Marti,

ont la douleur de faire part du décès de

René BERTEROTTIÈRE, chevalier de la Légion d'honneur, qui s'est éteint soudainement le 29 novembre 1989, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse en l'église réformée du Foyer-de-l'Ami et l'inhumation au Père-Lachaise ont eu lieu dans l'intimité familiale.

48, rue du Four, 75006 Paris.

— M. Jean Blondel, son épouse, M. et M. François Morvan, ses beaux-parents,

M. et M. Marcel Lenoir et leurs enfants, M. et M. Yves Bourven et leurs enfants,

M. et M. Jean Blondel et leurs enfants, M. et M. André Blondel et leurs enfants,

M. et M. Jean Morvan et leurs enfants, M. et M. Bernard Nivet et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BLONDEL,

survenu le 29 novembre 1989, à l'âge de cinquante-trois ans, à Argenteuil.

La cérémonie d'incinération aura lieu le jeudi 7 décembre, au crématorium des Joncherolles, 96, rue Marcel-Sembat, à Villeneuve (Seine-Saint-Denis), dans la plus stricte intimité.

Pas de condoléances, ni fleurs ni couronnes.

28, boulevard Léonie, 93100 Argenteuil.

(Né le 14 octobre 1926, Jean Blondel avait été son époux pendant 12 ans et avait été le père de ses enfants et petits-enfants.)

— M. et M. Yves Bourven et leurs enfants, M. et M. Jean Blondel et leurs enfants, M. et M. André Blondel et leurs enfants, M. et M. Jean Morvan et leurs enfants, M. et M. Bernard Nivet et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BLONDEL,

survenu le 29 novembre 1989, à l'âge de cinquante-trois ans, à Argenteuil.

La cérémonie d'incinération aura lieu le jeudi 7 décembre, au crématorium des Joncherolles, 96, rue Marcel-Sembat, à Villeneuve (Seine-Saint-Denis), dans la plus stricte intimité.

Pas de condoléances, ni fleurs ni couronnes.

28, boulevard Léonie, 93100 Argenteuil.

(Né le 14 octobre 1926, Jean Blondel avait été son époux pendant 12 ans et avait été le père de ses enfants et petits-enfants.)

— M. et M. Raymond Chaux, leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Philippe Chaux et leur fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

— M. et M. Raymond Chaux, leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Philippe Chaux et leur fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

— Paris. Montréal. Saint-Laurent-du-Maroni. Ajaccio.

M. et M. Raymond Chaux, leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Philippe Chaux et leur fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

le 26 novembre 1989 et de

M. René CHAUX,

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le lundi 11 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugrard, 1, rue Gerbert, Paris-19, à l'attention de

M. Louis MINGALON, née Marcelle Bonnet,

décédée le 15 octobre 1989.

Communications diverses

— Sculpture de Marie-Elisabeth GUIOT, à la galerie Marie de Holmsky, du 7 au 20 décembre 1989. Du mardi au samedi, 15 heures à 19 heures, 80, rue Bonaparte, 75006 Paris.

— Club littéraire André-Gautier, 36, rue Jacob, Paris-6, tél. : 42-60-84-33, mardi 12 décembre 1989, à 21 heures : « Promenade autour de Jean Cocteau » par Monique Lapeyre (écrivaine, scénariste). Signature de son livre Cocteau, prince sans royaume (J.-C. Lattès).

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 19 décembre à 9 h 30, salle des Actes, contre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Daniel Vial : « Le féminisme dans l'œuvre d'André Malraux ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 19 décembre à 14 h 30, salle des Actes, contre administratif, M. Laurent Cassagnan : « Unique et dialogue dans le lyrisme de Nelly Sachs ».

— Université Paris-VII, le mardi 19 décembre à 14 heures, 2, place Jussieu, salle des Thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Catherine Despeux, épouse Fayolle : « Santé et longue vie dans la Chine traditionnelle ».

— Université Paris-VII, le mercredi 20 décembre à 14 heures, salle des Thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Catherine Despeux, épouse Fayolle : « Santé et longue vie dans la Chine traditionnelle ».

— Université Paris-VII, le mercredi 20 décembre à 14 heures, 2, place Jussieu, salle des Thèses, tour 2

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

1.00 Rediffusions

LA SEPT

20.30	Cinéma : Les vacances de Monsieur Hulot. 威實斯 Film français de Jacques Tati (1953). Avec Jacques Tati, Nathalie Pascaud, Michèle Rotin.
22.00	Court métrage.
22.30	Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest (1). De Mircea Liodin.
23.30	Faustillon : Condorcet (1^{re} épisode). De Michel Soutou.
1.00	Magazine : Mégamix. De Martin Moriggi.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Les FTP-MOI : des étrangers dans la Résistance.
21.30 Dramatique.
Plaisirs paisibles, de Jane Bowles.
22.40 Cote d'amour.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Africa.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 8 juin 1971 à Stuttgart): Symphonie n° 7 en mi majeur de Bruckner; Mathis le peintre, de Hindemith, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Sargis Califichian. A 22.30. Virtuoses, virtuoses: Rudolf Firkušny, A 22.55. Faits ou la musique. A 23.07. Symphonie n° 8 en si mineur, D 759, de Schubert; Pelléas et Mélisande, de Schönberg.

0.30 Textes et prétextes. Souvenir et passion: Francis Poulenc.

LÀ 5

18.30 **Série : Le renard.**
Deuxième animée.
18.45 **Dragon - Gu et gannio (rediff.) : Gigi.**
Embrasse-moi tuille : Sous le signe des mous-
quaires : Super nans.
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : Happy days.**
19.30 **Le bar des ministères.**
20.00 **Journal.**
20.30 **Draïes d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : Sea, sex and surf.** □
A James Ingrassia, avec Richard Steinmetz.
De Rebecca Thompson.
Des vacances mouvementées.
22.30 **Série : La fièvre d'Everett.**
Magasin : Novelas.
0.00 **Journal de minuit.**
0.05 **Arsène Lupin**
joue et perd (rediff.).
1.05 **Série : Thierry la Fronde.**

M 6

7.05 Série : L'homme de fer.
8.00 Variétés : Muthop.
8.35 Série : Corgus show.
9.00 Série : Magnum.
9.54 Six minutes d'informations.
0.00 Série : Madame est servie.
0.30 Téléfilm :
Ma femme a disparu.
De Glen Jordan, avec Jack Klugman, Elizabeth
Ashley.
Le cauchemar d'un jeune marié.
2.00 Téléfilm :
Les chevaux sauvages.
De Dick Lowry, avec Kanny Rodgers, David
Andrews.
Dans les grands espaces du Wyoming.
Six minutes d'informations.
3.35 Musique : Boulbrock'n hard.
4.00 Rediffusions.
Muthop : Poly en Tunisie : Anna, jour après
jour : Destination estrie (le piège de la drogue)
jeu : Poly en Tunisie : Culture pub : Hirohito,
nobun : P. T. T. : Les 1000 ans de la Chine.

A SEPT

- .30 Cartes postales vidéo.**
- .35 Documentaire :**
Marseille de père en fils.
 De Jean-Louis Comolli.
- .15 Film d'animation : Images**
(Zbigniew Rybczynski).
- .30 Documentaire : La Pologne**
comme jamais vue à l'Ouest (2).
 De Marcel Łozinski.
- .30 Danse : La fiancée**
aux yeux de bois.
 De Karine Saporta.
- .30 Documentaire :**

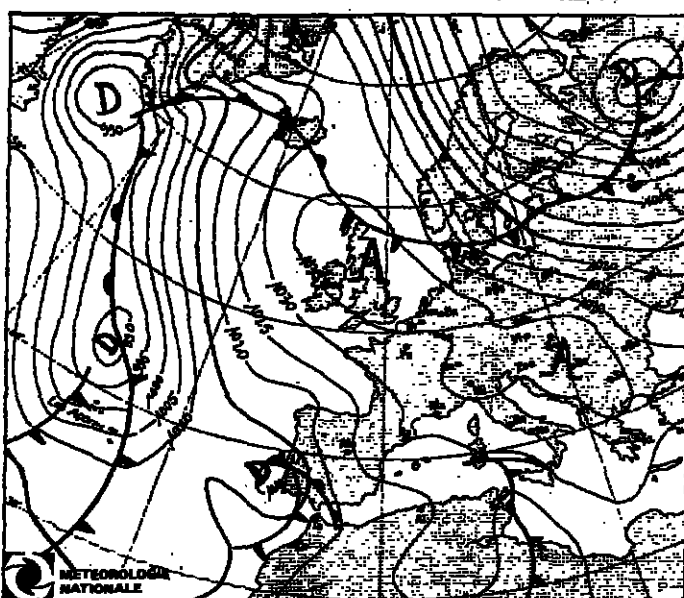
FRANCE-CULTURE

- 30 Archipel médecine.
Dossier : médecine et torture.
- 30 L'amour fou. Comment vivre en couple
quand on est handicapé mental (rediff.).
- 40 Nuits magnétiques.
A l'extérieur des barreaux.
- 05 Du jour au lendemain.
- 50 Musique : Coda, Africa.

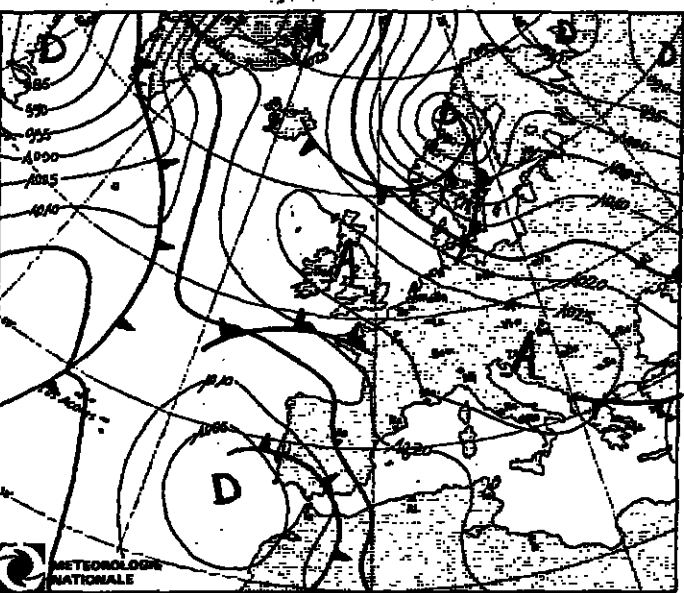
FRANCE-MUSIQUE

30 Concerto donné le 6 octobre au Théâtre des Champs-Élysées : Concerto pour piano et orchestre n° 2, de Matsumuro ; Concerto pour violon et orchestre, de Dutilleul ; Kyomon, pour orchestre et chœur d'enfants, de Miyoshi, pour orchestre et chœur d'adultes, de Miyoshi ; Suite pour orchestre, de Ravel ; Suite pour orchestre de Radio-France, dir. Michioyoshi Inoue ; sol : Minori Noguchi, piano, Devy Erlih, violon.

37 Cluod d'archives. Paix concert : Symphonie concertante pour piano, violon, violoncelle, de Mozart en mi bémol, n° 227b, de Mozart ; Kammermusik pour orgue et orchestre de chambre, op. 46, n° 2, de Hindemith ; Symphonie pour orchestre de chambre n° 1, de Hindemith ; Concerto pour piano et double quintette à vent de Stravinsky ; Intégrale des quatuors de Schönberg : Quatuor à cordes n° 1 en mi mineur, op. 7 ; Les Introversibles de Gubikof ; Symphonie n° 41 en ut majeur, K. 951, de Mozart.



PRÉVISIONS POUR LE 3 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 décembre à 0 heure et le mardi 5 décembre à 24 heures.

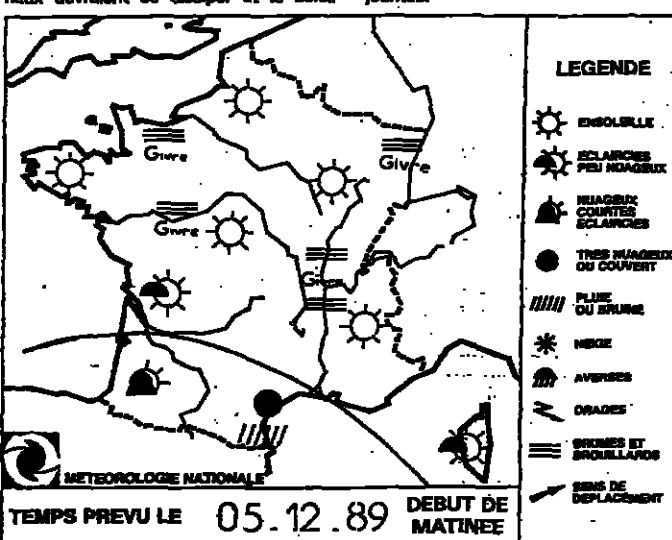
Les conditions anticycloniques persistent sur la France amenant un temps le plus souvent ensoleillé mais toujours froid le matin avec du brouillard. Une perturbation circulaire mardi sur l'extrême sud du pays où il pourra pleuvoir un peu.

Mardi : soleil en général, nuages près de la Méditerranée. — Le matin, le temps sera encore froid avec de nombreuses gelées sur une grande partie du pays. Il y aura du brouillard localement givrant, surtout sur l'Est et le Centre-Est, mais également dans le Centre et le Nord. Les nuages seront abondants dès le début de matinée sur le Langedoc-Roussillon et ils pourront même donner un peu de pluie. Des nuages seront également présents sur l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et la Provence, mais n'apporteront pas de précipitations.

s'imposer. Ces brouillards pourront tout de même persister toute la journée en Alsace et dans la vallée de la Saône. Sinon, le ciel sera bien dégagé et la journée très ensoleillée. Seules les régions du littoral méditerranéen et de la Corse auront un ciel nuageux avec des pluies faibles.

Les températures maximales seront comprises entre -4 degrés et -8 degrés sur la moitié nord du pays. Plus vers le sud, elles seront plus élevées pour s'élever de zéro degré à trois degrés sur le Sud-Ouest à 5 degrés à 7 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, il fera plus de 10 degrés sur les régions allant de la pointe de la Bretagne au Poitou-Charentes, au sud-ouest et au sud-est. Près de la Méditerranée, il fera même près de 15 degrés. Allerdings, les températures seront plutôt voisines de 3 degrés à 8 degrés, mais, à l'ouest, on se rapproche du brouillard durant la journée. Il pourrait geler toute la nuit.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-12-1989 et le 4-12-1989

[illegible]

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TF 1

15.50 Variétés : La chance aux chansons.
18.45 Club Dorothée.
Wingman : Les chevaliers du zodiaque ; Le dieu à la barre.
17.50 Avis : Hawaï, police d'Etat.
18.45 Sars de recherche.
18.55 Feuilletton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Le bébé show.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : Rencontres du troisième type. ■■■■
Film américain de Steven Spielberg (1977).
Avec Richard Dreyfuss, François Truffaut, Teri Garr.
22.55 Magazine : Ciel, mon mardi !
De Christophe Desormans.
Journal et Météo.
1.05 Feuilletton : C'est déjà demain.
1.30 TF1 nuit.
2.05 Info nuit.

A 2

18.30 **Série : Les mystères de l'Ouest.**
Pseudo animé
17.15 **Les Rikidis au pays du Père Noël.**
17.20 **Magazine : Graffiti 5-15.**
Présenté par Groucho et Chico.
COPS : Quick et Flupko ; Graffeur(s) : Télé-
chiff ; Alt
18.15 **Les voisins.**
18.40 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
D'Armand Jammot, présenté par Laurent
Cabrol
9.00 **Série : Top models.**
9.25 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
9.00 **Journal et Météo.**
0.35 **Les douaniers de l'écran :**
Sauve-toi Léa.
Film français de Michel Drouot (1986).
Avec Carole Laure, Jeanne Moreau.
2.25 **Débat : Le cancer,**
un combat de tous les jours.
Avec les professeurs Pierre Tambourin, direc-
teur de recherche à l'INSERM, Guy de Thé-
dieu, directeur de recherche au CNRS et coauteur
avec Anela Hubert de *Modes de vie et cancer*,
Thomas Turaz, clinicien, chercheur à l'Institut
Gustave-Roussy, Lucien Tard, chirurgien,
directeur de l'Institut d'oncologie, André
Rachin, médecin généraliste.

Audience TV du 3 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience Instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE (en %)	TF 1	A.2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 32	54,6	7/7 22,7	Publicité 12,3	M. Donnell 6,6	Max Dugan 2,6	ripide 5,6	Culture pop 1,4
19 h 45	80,7	7/7 23,2	Maguy 18,6	M. Donnell 6,9	Communication 2,5	Tout le monde 6,2	Ressources 1,7
20 h 18	88,2	Journal 25,5	Journal 18,1	Benny Hill 11,2	Ca carton 4,2	Journal 5,1	M ⁶ sur service 4,9
20 h 35	88,8	Vol au-dessus 38,0	Voyages Orma 15,4	Alfred Riva 3,6	Tocantini 1,2	Mis macha 6,8	La reine 3,5
22 h 8	62,9	Vol au-dessus 23,5	Voyages Orma 20,7	Océaniques 2,5	Tocantini 0,6	Mis macha 6,1	Sport 8 0,9
22 h 44	48,9	Vol au-dessus 35,3	Mémoires en direct 2,4	Culture congres 3,9	Journal art 0,1	11 jours, 11 nuits 6,4	100 femmes l'année 1,1

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

Nice profil bas

L'Olympique Gymnaste Club de Nice occupe seul la dernière place du championnat de France de football de première division après sa défaite à Mulhouse (1-0) dimanche 3 décembre. Le temps où la ville azurienne voulait se doter d'une équipe de niveau européen semble loin. L'heure est aux économies et aux incertitudes.

NICE

de notre envoyé spécial

L'équipe de football de Nice détient au moins un record : celui du nombre d'entraîneurs utilisés en six mois. Actuellement, en France, aucun club ne peut se targuer d'avoir changé trois fois d'hommes de terrain en si peu de temps. Il y a d'abord eu Nenad Bjekovic, technicien yougoslave, ancienne vedette de la formation azurienne à la fin des années 70. Le public l'adorait. Le président, Mario Innocenti, un peu moins. Il a été « remercié » à la fin de la saison dernière. Est alors arrivé Pierre Alonzo, entraîneur de l'équipe réserve, spécialisé dans la formation des jeunes joueurs. Trop tendre ? Il a tenu seize matches, avant de céder son inconfortable trône à un troisième inconnu, argentin celui-là : Carlos Bianchi, buteur à succès (Reims, Paris-SG) devenu entraîneur. Peine perdue ! Depuis son arrivée à la tête de l'équipe, samedi 4 novembre, l'OGC Nice n'a pas quitté la dernière place du championnat de première division. Dimanche 3 décembre, face à Mulhouse, les Nicols se sont une nouvelle fois inclinés (1-0).

Le mal ne serait-il donc pas affaire de compétences techniques ? Mario Innocenti accuse le mauvais sort : « Nous n'avons vraiment pas été épargnés par les blessures ». Des joueurs essentiels, comme les attaquants Jules Bocandé, Milos Djelmas ou Robby Langers, n'ont pu en effet disputer tous les matches de l'Olympique Gymnaste Club de Nice (OGCN). L'argument s'avère insuffisant.

Le public nicolien en est conscient, lui qui gronde à chaque match à domicile au stade du Ray. Principal accusé : Mario Innocenti, président du club depuis neuf ans, PDG d'une société de distribution de produits alimentaires. Les supporters ne lui ont toujours pas pardonné la mise à l'écart du très populaire Nenad Bjekovic à la suite d'un conflit personnel. Ils lui reprochent également d'avoir « rendu » des joueurs tels que Daniel Bravo (parti au Paris-SG) ou Eric Guerin (à Monaco) et de ne pas savoir gérer son effectif.

« J'ai agi en chef d'entreprise », réplique-t-il à ses détracteurs. Explication : après avoir vainement investi deux ans de suite, de 1987 à 1989, pour décrocher une participation à une Coupe d'Europe, le club est revenu à des objectifs plus modestes. De 45 millions de francs en 1987-1988 et 52 millions en 1988-1989, le budget du club est passé cette saison à 36 millions. La vente de quelques joueurs a permis de combler un déficit de 12 millions de francs.

« J'assume mes responsabilités. Il n'y avait pas d'autres solutions pour que les finances restent en bonne santé », explique ce président qui conteste qu'il a dû à plusieurs reprises, quitter le stade par une porte dérobée pour échapper aux quotidiens de la foule. On le dit impulsif et fort en gueule, tout à tour beau parleur et autoritaire. Tony Bessy,

ancien adjoint aux sports de la ville et responsable durant plusieurs années du service des sports de Nice-Matin, le qualifie volontiers de « Ceaucescu du stade du Ray ». A ce portrait viennent s'ajouter de solides liens d'amitié avec le maire, M. Jacques Médecin (RPR), un élément loin d'être négligeable dans cette « ville bananière », selon l'expression préférée d'un conseiller municipal de gauche.

L'avenir du club en cause

Alors qu'un match des plus serrés l'oppose à l'administration fiscale (le Monde du 28 novembre), M. Médecin ne se soucie sans doute guère des piteuses prestations de ses joueurs de football. Pourtant, cette fois, la crise est profonde. Sur le plan sportif, bien sûr. Mais surtout, au-delà des résultats, c'est l'avenir du club qui est en cause. Et si les jeunes supporters réclament le départ du président, si les anciens joueurs ne reconnaissent plus leur vieux OGCN et boudent le stade, c'est que l'heure est grave.

Personne ne sait vraiment où va le club. L'a-t-on d'ailleurs jamais su ? Après avoir connu une période de gloire dans les années 50 (quatre titres de champion de France), l'équipe au maillot rouge et noir s'est éclipse. Certes, sous l'impulsion de M. Jacques Médecin, soucieux de doter son « Las Vegas français » d'une équipe de football montée à grands frais, le club s'est réveillé de 1972 à 1977 mais sans décrocher le moindre titre. Depuis, plus rien, ou pas grand-chose. Des places dans le peloton du football national. Trois ans en seconde division aussi, de 1982 à 1985.

La vaine tentative d'accéder à une coupe d'Europe ces deux dernières années et le classement actuel de l'équipe traduisent en fait le malaise d'un club qui ne sait toujours pas s'il doit être ambitieux ou résigné. Mario Innocenti, qui se réserve le droit d'abandonner la présidence à la fin de la saison, confirme cette incertitude lorsqu'il demande « une mise à plat de tous les problèmes en compagnie des dirigeants, des partenaires financiers, du public ». Nice cherche sa voie. Entre les rêves des supporters, qui voient leurs rivaux régionaux de Cannes ou de Monaco nourris de plus grandes ambitions, et les budgets « profil bas » d'un président qui se targue de ne dépenser que ce qu'il a (1), la solution se trouve assurément du côté de l'hôtel de ville. M. Jacques Médecin a déjà dépensé 82 millions de francs de subventions directes pour l'OGCN depuis 1979. Les élus de gauche au conseil municipal s'empressent de rappeler que cela fait cher du but et se plaignent de « ne rien savoir de ce que devient l'argent public ainsi attribué au club ».

Condamné à stagner

La seule solution pour que Nice dispose dans les années à venir d'une grande équipe passe-t-elle donc par la mairie ? Le football, qui n'attire plus en moyenne que sept à huit mille spectateurs, n'est plus un enjeu électoral aussi déterminant que par le passé. Se montrer trop généreux avec les adeptes du ballon rond couperait Jacques Médecin d'une partie des autres sports. Avec de M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes et adjoint aux sports de la ville : « Il n'est pas question d'augmenter la subvention qui est actuellement de 12 millions par an ».

Michel Platini fidèle à l'équipe de France

A l'issue d'un long entretien avec M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), vendredi 1^{er} décembre à Paris, Michel Platini, dont le contrat à la tête de l'équipe de France expire le 31 décembre, aurait accepté de poursuivre sa tâche. Les deux hommes ont toutefois refusé de révéler la teneur et la durée du nouveau contrat qui devrait être soumis à l'approbation du prochain conseil fédéral, le vendredi 15 décembre.

Michel Platini avait été sollicité ces dernières semaines par M. Giovanni Agnelli pour prendre la direction de la Juventus de Turin, où il avait terminé sa

carrière de joueur. A trente-quatre ans, le sélectionneur français préfère donc continuer l'œuvre de renouveau entreprise avec l'équipe nationale. Depuis le 1^{er} novembre 1988, date de son entrée en fonctions, son palmarès avec l'équipe de France est tout juste équilibré (trois victoires, trois matches nuls et trois défaites), mais Michel Platini pense pouvoir s'appuyer avec succès dans l'avenir sur le nouveau groupe qu'il a formé depuis la rencontre France-Suède du 16 août. Pour renforcer la cohésion de ce groupe, il a prévu une tournée au Koweït, du 16 au 25 janvier 1990.

Alors que Mario Innocenti paraît de plus en plus isolé, les rumeurs vont bon train concernant l'arrivée de nouveaux dirigeants plus fortunés. Le nom de François Quilliot, PDG de la SEREL, une société implantée à Nice et spécialisée dans la signalisation (feux rouges, horodateurs, panneaux lumineux...) circule avec insistance. Celui-ci, très lié avec M. Jacques Médecin, n'a été intéressé par la présidence du club. Nous sommes ouverts à toutes les propositions », proclame quant à lui Christian Estrosi. Mais si aucun investisseur puissant ne se manifeste dans les mois à venir, le club azurien est condamné à stagner. Du côté de l'hôtel de ville, on semble d'ailleurs s'être fait une raison. Le vieux stade du Ray devrait être détruit au début des années 90. Les hectares ainsi gagnés en lisère du centre ville permettront de réaliser une opération immobilière. L'OGCN ira alors s'installer dans un immense complexe sportif à l'est de la ville, dans la plaine du Var — dite « plaine des courants d'airs » — tant elle est ventée. Ce projet, très impopulaire, dont le coût n'a pas encore été chiffré mais dont le principe est d'ores et déjà arrêté, prévoit un stade de quarante mille places... Mais que les amateurs de football ne se réjouissent pas trop vite. « Il ne sera pas nécessaire d'avoir une grande équipe. La force n'est pas dans le stade, c'est avant tout une salle de spectacle », prévient M. Estrosi. Les footballeurs nicols sont-ils donc condamnés à ne plus jamais être des artistes ?

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Selon lui, « la situation financière est saine », mais il reconnaît qu'il ne peut personnellement se porter garant auprès de certaines banques pour pouvoir assurer la paye des joueurs en attendant la subvention municipale en janvier 1990.

BASKET-BALL

Championnat de France (Seizième journée)

Rainey b. Villeneuve	88-75
Racing Paris b. Gravelines	98-90
Lorient b. Avignon	110-97
Limoges b. Montpellier	131-105
Cholet b. Monaco	105-88
Roanne b. Tours	98-89
Nantes b. Caen	98-88
Faoust b. Antibes	112-90
Mulhouse b. Saint-Quentin	94-88

Classement. — 1. Limoges, 32 pts ; 2. Mulhouse, 30 pts ; 3. Pau-Orthez, 28 pts ; 4. Nantes, 27 pts ; 5. Cholet, 26 pts ; 6. Roanne, 25 pts ; 7. Cholet, 25 pts ; 8. Villeneuve, 24 pts ; 9. Caen, 23 pts ; 10. Gravelines, 22 pts ; 11. Montpellier, 20 pts ; 12. Lorient, 19 pts ; 13. Caen, 18 pts ; 14. Cholet, 17 pts ; 15. Avignon, 16 pts ; 16. Lorient, 15 pts ; 17. Cholet, 14 pts ; 18. Caen, 13 pts.

FOOTBALL

Championnat de France (Vingt et unième journée)

Bordeaux b. Montpellier	2-0
Avignonnais b. Toulouse	1-1
Paris SG b. Sochaux	1-0
Monaco et Lille	1-1
Lyon et Nantes	remis
Antibes b. Evry	2-0
Caen et Toulon	2-2
Auxerre et Metz	1-1
Cannes b. RP 1	3-0
Mulhouse b. Nice	1-0

Classement. — 1. Marseille, 31 pts ; 2. Sochaux, 24 pts ; 3. Monaco, 23 pts ; 4. Paris SG, 22 pts ; 5. Saint-Etienne, 22 pts ; 6. Cholet, 21 pts ; 7. Toulon, 20 pts ; 8. Evry, 19 pts ; 9. Auxerre, 18 pts ; 10. Caen, 18 pts ; 11. Nantes, 17 pts ; 12. Montpellier, 17 pts ; 13. Lorient, 16 pts ; 14. Cholet, 15 pts ; 15. Avignon, 14 pts ; 16. Lorient, 13 pts ; 17. Grenoble, 12 pts ; 18. Sochaux, 11 pts ; 19. Caen, 10 pts ; 20. Metz, 9 pts ; 21. Auxerre, 8 pts ; 22. Evry, 7 pts ; 23. Cholet, 6 pts ; 24. Nantes, 5 pts ; 25. Cannes, 4 pts ; 26. Mulhouse, 3 pts ; 27. Lorient, 2 pts ; 28. Cholet, 1 pt ; 29. Avignon, 0 pt ; 30. Sochaux, 0 pt ; 31. Paris SG, 0 pt ; 32. Marseille, 0 pt ; 33. Lyon, 0 pt ; 34. Nantes, 0 pt ; 35. Antibes, 0 pt ; 36. Evry, 0 pt ; 37. Caen, 0 pt ; 38. Toulon, 0 pt ; 39. Auxerre, 0 pt ; 40. Metz, 0 pt ; 41. Cannes, 0 pt ; 42. Mulhouse, 0 pt ; 43. Nice, 0 pt ; 44. Marseille, 0 pt ; 45. Sochaux, 0 pt ; 46. Paris SG, 0 pt ; 47. Saint-Etienne, 0 pt ; 48. Cholet, 0 pt ; 49. Toulon, 0 pt ; 50. Evry, 0 pt ; 51. Auxerre, 0 pt ; 52. Caen, 0 pt ; 53. Nantes, 0 pt ; 54. Montpellier, 0 pt ; 55. Lorient, 0 pt ; 56. Cholet, 0 pt ; 57. Avignon, 0 pt ; 58. Sochaux, 0 pt ; 59. Caen, 0 pt ; 60. Metz, 0 pt ; 61. Cannes, 0 pt ; 62. Mulhouse, 0 pt ; 63. Nice, 0 pt ; 64. Marseille, 0 pt ; 65. Sochaux, 0 pt ; 66. Paris SG, 0 pt ; 67. Saint-Etienne, 0 pt ; 68. Cholet, 0 pt ; 69. Toulon, 0 pt ; 70. Evry, 0 pt ; 71. Auxerre, 0 pt ; 72. Caen, 0 pt ; 73. Nantes, 0 pt ; 74. Montpellier, 0 pt ; 75. Lorient, 0 pt ; 76. Cholet, 0 pt ; 77. Avignon, 0 pt ; 78. Sochaux, 0 pt ; 79. Caen, 0 pt ; 80. Metz, 0 pt ; 81. Cannes, 0 pt ; 82. Mulhouse, 0 pt ; 83. Nice, 0 pt ; 84. Marseille, 0 pt ; 85. Sochaux, 0 pt ; 86. Paris SG, 0 pt ; 87. Saint-Etienne, 0 pt ; 88. Cholet, 0 pt ; 89. Toulon, 0 pt ; 90. Evry, 0 pt ; 91. Auxerre, 0 pt ; 92. Caen, 0 pt ; 93. Nantes, 0 pt ; 94. Montpellier, 0 pt ; 95. Lorient, 0 pt ; 96. Cholet, 0 pt ; 97. Avignon, 0 pt ; 98. Sochaux, 0 pt ; 99. Caen, 0 pt ; 100. Metz, 0 pt ; 101. Cannes, 0 pt ; 102. Mulhouse, 0 pt ; 103. Nice, 0 pt ; 104. Marseille, 0 pt ; 105. Sochaux, 0 pt ; 106. Paris SG, 0 pt ; 107. Saint-Etienne, 0 pt ; 108. Cholet, 0 pt ; 109. Toulon, 0 pt ; 110. Evry, 0 pt ; 111. Auxerre, 0 pt ; 112. Caen, 0 pt ; 113. Nantes, 0 pt ; 114. Montpellier, 0 pt ; 115. Lorient, 0 pt ; 116. Cholet, 0 pt ; 117. Avignon, 0 pt ; 118. Sochaux, 0 pt ; 119. Caen, 0 pt ; 120. Metz, 0 pt ; 121. Cannes, 0 pt ; 122. Mulhouse, 0 pt ; 123. Nice, 0 pt ; 124. Marseille, 0 pt ; 125. Sochaux, 0 pt ; 126. Paris SG, 0 pt ; 127. Saint-Etienne, 0 pt ; 128. Cholet, 0 pt ; 129. Toulon, 0 pt ; 130. Evry, 0 pt ; 131. Auxerre, 0 pt ; 132. Caen, 0 pt ; 133. Nantes, 0 pt ; 134. Montpellier, 0 pt ; 135. Lorient, 0 pt ; 136. Cholet, 0 pt ; 137. Avignon, 0 pt ; 138. Sochaux, 0 pt ; 139. Caen, 0 pt ; 140. Metz, 0 pt ; 141. Cannes, 0 pt ; 142. Mulhouse, 0 pt ; 143. Nice, 0 pt ; 144. Marseille, 0 pt ; 145. Sochaux, 0 pt ; 146. Paris SG, 0 pt ; 147. Saint-Etienne, 0 pt ; 148. Cholet, 0 pt ; 149. Toulon, 0 pt ; 150. Evry, 0 pt ; 151. Auxerre, 0 pt ; 152. Caen, 0 pt ; 153. Nantes, 0 pt ; 154. Montpellier, 0 pt ; 155. Lorient, 0 pt ; 156. Cholet, 0 pt ; 157. Avignon, 0 pt ; 158. Sochaux, 0 pt ; 159. Caen, 0 pt ; 160. Metz, 0 pt ; 161. Cannes, 0 pt ; 162. Mulhouse, 0 pt ; 163. Nice, 0 pt ; 164. Marseille, 0 pt ; 165. Sochaux, 0 pt ; 166. Paris SG, 0 pt ; 167. Saint-Etienne, 0 pt ; 168. Cholet, 0 pt ; 169. Toulon, 0 pt ; 170. Evry, 0 pt ; 171. Auxerre, 0 pt ; 172. Caen, 0 pt ; 173. Nantes, 0 pt ; 174. Montpellier, 0 pt ; 175. Lorient, 0 pt ; 176. Cholet, 0 pt ; 177. Avignon, 0 pt ; 178. Sochaux, 0 pt ; 179. Caen, 0 pt ; 180. Metz, 0 pt ; 181. Cannes, 0 pt ; 182. Mulhouse, 0 pt ; 183. Nice, 0 pt ; 184. Marseille, 0 pt ; 185. Sochaux, 0 pt ; 186. Paris SG, 0 pt ; 187. Saint-Etienne, 0 pt ; 188. Cholet, 0 pt ; 189. Toulon, 0 pt ; 190. Evry, 0 pt ; 191. Auxerre, 0 pt ; 192. Caen, 0 pt ; 193. Nantes, 0 pt ; 194. Montpellier, 0 pt ; 195. Lorient, 0 pt ; 196. Cholet, 0 pt ; 197. Avignon, 0 pt ; 198. Sochaux, 0 pt ; 199. Caen, 0 pt ; 200. Metz, 0 pt ; 201. Cannes, 0 pt ; 202. Mulhouse, 0 pt ; 203. Nice, 0 pt ; 204. Marseille, 0 pt ; 205. Sochaux, 0 pt ; 206. Paris SG, 0 pt ; 207. Saint-Etienne, 0 pt ; 208. Cholet, 0 pt ; 209. Toulon, 0 pt ; 210. Evry, 0 pt ; 211. Auxerre, 0 pt ; 212. Caen, 0 pt ; 213. Nantes, 0 pt ; 214. Montpellier, 0 pt ; 215. Lorient, 0 pt ; 216. Cholet, 0 pt ; 217. Avignon, 0 pt ; 218. Sochaux, 0 pt ; 219. Caen, 0 pt ; 220. Metz, 0 pt ; 221. Cannes, 0 pt ; 222. Mulhouse, 0 pt ; 223. Nice, 0 pt ; 224. Marseille, 0 pt ; 225. Sochaux, 0 pt ; 226. Paris SG, 0 pt ; 227. Saint-Etienne, 0 pt ; 228. Cholet, 0 pt ; 229. Toulon, 0 pt ; 230. Evry, 0 pt ; 231. Auxerre, 0 pt ; 232. Caen, 0 pt ; 233. Nantes, 0 pt ; 234. Montpellier, 0 pt ; 235. Lorient, 0 pt ; 236. Cholet, 0 pt ; 237. Avignon, 0 pt ; 238. Sochaux, 0 pt ; 239. Caen, 0 pt ; 240. Metz, 0 pt ; 241. Cannes, 0 pt ; 242. Mulhouse, 0 pt ; 243. Nice, 0 pt ; 244. Marseille, 0 pt ; 245. Sochaux, 0 pt ; 246. Paris SG, 0 pt ; 247. Saint-Etienne, 0 pt ; 248. Cholet, 0 pt ; 249. Toulon, 0 pt ; 250. Evry, 0 pt ; 251. Auxerre, 0 pt ; 252. Caen, 0 pt ; 253. Nantes, 0 pt ; 254. Montpellier, 0 pt ; 255. Lorient, 0 pt ; 256. Cholet, 0 pt ; 257. Avignon, 0 pt ; 258. Sochaux, 0 pt ; 259. Caen, 0 pt ; 260. Metz, 0 pt ; 261. Cannes, 0 pt ; 262. Mulhouse, 0 pt ; 263. Nice, 0 pt ; 264. Marseille, 0 pt ; 265. Sochaux, 0 pt ; 266. Paris SG, 0 pt ; 267. Saint-Etienne, 0 pt ; 268. Cholet, 0 pt ; 269. Toulon, 0 pt ; 270. Evry, 0 pt ; 271. Auxerre, 0 pt ; 272. Caen, 0 pt ; 273. Nantes, 0 pt ; 274. Montpellier, 0 pt ; 275. Lorient, 0 pt ; 276. Cholet, 0 pt ; 277. Avignon, 0 pt ; 278. Sochaux, 0 pt ; 279. Caen, 0 pt ; 280. Metz, 0 pt ; 281. Cannes, 0 pt ; 282. Mulhouse, 0 pt ; 283. Nice, 0 pt ; 284. Marseille, 0 pt ; 285. Sochaux, 0 pt ; 286. Paris SG, 0 pt ; 287. Saint-Etienne, 0 pt ; 288. Cholet, 0 pt ; 289. Toulon, 0 pt ; 290. Evry, 0 pt ; 291. Auxerre, 0 pt ; 292. Caen, 0 pt ; 293. Nantes, 0 pt ; 294. Montpellier, 0 pt ; 295. Lorient, 0 pt ; 296. Cholet, 0 pt ; 297. Avignon, 0 pt ; 298. Sochaux, 0 pt ; 299. Caen, 0 pt ; 300. Metz, 0 pt ; 301. Cannes, 0 pt ; 302. Mulhouse, 0 pt ; 303. Nice, 0 pt ; 304. Marseille, 0 pt ; 305. Sochaux, 0 pt ; 306. Paris SG, 0 pt ; 307. Saint-Etienne, 0 pt ; 308. Cholet, 0 pt ; 309. Toulon, 0 pt ; 310. Evry, 0 pt ; 311. Auxerre, 0 pt ; 312. Caen, 0 pt ; 313. Nantes, 0 pt ; 314. Montpellier, 0 pt ; 315. Lorient, 0 pt ; 316. Cholet, 0 pt ; 317. Avignon, 0 pt ; 318. Sochaux, 0 pt ; 319. Caen, 0 pt ; 320. Metz, 0 pt ; 321. Cannes, 0 pt ; 322. Mulhouse, 0 pt ; 323. Nice, 0 pt ; 324. Marseille, 0 pt ; 325. Sochaux, 0 pt ; 326. Paris SG, 0 pt ; 327. Saint-Etienne, 0 pt ; 328. Cholet, 0 pt ; 329. Toulon, 0 pt ; 330. Evry, 0 pt ; 331. Auxerre, 0 pt ; 332. Caen, 0 pt ; 333. Nantes, 0 pt ; 334. Montpellier, 0 pt ; 335. Lorient, 0 pt ; 336. Cholet, 0 pt ; 337. Avignon, 0 pt ; 338. Sochaux, 0 pt ; 339. Caen, 0 pt ; 340. Metz, 0 pt ; 341. Cannes, 0 pt ; 342. Mulhouse, 0 pt ; 343. Nice, 0 pt ; 344. Marseille, 0 pt ; 345. Sochaux, 0 pt ; 346. Paris SG, 0 pt ; 347. Saint-Etienne, 0 pt ; 348. Cholet, 0 pt ; 349. Toulon, 0 pt ; 350. Evry, 0 pt ; 351. Auxerre, 0 pt ; 352. Caen, 0 pt ; 353. Nantes, 0 pt ; 354. Montpellier, 0 pt ; 355. Lorient, 0 pt ; 356. Cholet, 0 pt ; 357. Avignon, 0 pt ; 358. Sochaux, 0 pt ; 359. Caen, 0 pt ; 360. Metz, 0 pt ; 361. Cannes, 0 pt ; 362. Mulhouse, 0 pt ; 363. Nice, 0 pt ; 364. Marseille, 0 pt ; 365. Sochaux, 0 pt ; 366. Paris SG, 0 pt ; 367. Saint-Etienne, 0 pt ; 368. Cholet, 0 pt ; 369. Toulon, 0 pt ; 370. Evry, 0 pt ; 371. Auxerre, 0 pt ; 372. Caen, 0 pt ; 373. Nantes, 0 pt ; 374. Montpellier, 0 pt ; 375. Lorient, 0 pt ; 376. Cholet, 0 pt ; 377. Avignon, 0 pt ; 378. Sochaux, 0 pt ; 379. Caen, 0 pt ; 380. Metz, 0 pt ; 381. Cannes, 0 pt ; 382. Mulhouse, 0 pt ; 383. Nice, 0 pt ; 384. Marseille, 0 pt ; 385. Sochaux, 0 pt ; 386. Paris SG, 0 pt ; 387. Saint-Etienne, 0 pt ; 388. Cholet, 0 pt ; 389. Toulon, 0 pt ; 390. Evry, 0 pt ; 391. Auxerre, 0 pt ; 392. Caen, 0 pt ; 393. Nantes, 0 pt ; 394. Montpellier, 0 pt ; 395. Lorient, 0 pt ; 396. Cholet, 0 pt ; 397. Avignon, 0 pt ; 398. Sochaux, 0 pt ; 399. Caen, 0 pt ; 400. Metz, 0 pt ; 401. Cannes, 0 pt ; 402. Mulhouse, 0 pt ; 403. Nice, 0 pt ; 404. Marseille, 0 pt ; 405. Sochaux, 0 pt ; 406. Paris SG, 0 pt ; 407. Saint-Etienne, 0 pt ; 408. Cholet, 0 pt ; 409. Toulon, 0 pt ; 410. Evry, 0 pt ; 411. Auxerre, 0 pt ; 412. Caen, 0 pt ; 413. Nantes, 0 pt ; 414. Montpellier, 0 pt ; 415. Lorient, 0 pt ; 416. Cholet, 0 pt ; 417. Avignon, 0 pt ; 418. Sochaux, 0 pt ; 419. Caen, 0 pt ; 420. Metz, 0 pt ; 421. Cannes, 0 pt ; 422. Mulhouse, 0 pt ; 423. Nice, 0 pt ; 424. Marseille, 0 pt ; 425. Sochaux, 0 pt ; 426. Paris SG, 0 pt ; 427. Saint-Etienne, 0 pt ; 428. Cholet, 0 pt ; 429. Toulon, 0 pt ; 430. Evry, 0 pt ; 431. Auxerre, 0 pt ; 432. Caen, 0 pt ; 433. Nantes, 0 pt ; 434. Montpellier, 0 pt ; 435. Lorient, 0 pt ; 436. Cholet, 0 pt ; 437. Avignon, 0 pt ; 438. Sochaux, 0 pt ; 439. Caen, 0 pt ; 440. Metz, 0 pt ; 441. Cannes, 0 pt ; 442. Mulhouse, 0 pt ; 443. Nice, 0 pt ; 444. Marseille, 0 pt ; 445. Sochaux, 0 pt ; 446. Paris SG, 0 pt ; 447. Saint-Etienne, 0 pt ; 448. Cholet, 0 pt ; 449. Toulon, 0 pt ; 450. Evry, 0 pt ; 451. Auxerre, 0 pt ; 452. Caen, 0 pt ; 453. Nantes, 0 pt ; 454. Montpellier, 0 pt ; 455. Lorient, 0 pt ; 456. Cholet, 0 pt ; 457. Avignon, 0 pt ; 458. Sochaux, 0 pt ; 459. Caen, 0 pt ; 460. Metz, 0 pt ; 461. Cannes, 0 pt ; 462. Mulhouse, 0 pt ; 463. Nice, 0 pt ; 464. Marseille, 0 pt ; 465. Sochaux, 0 pt ; 466. Paris SG, 0 pt ; 467. Saint-Etienne, 0 pt ; 468. Cholet, 0 pt ; 469. Toulon, 0 pt ; 470. Evry, 0 pt ; 471. Auxerre, 0 pt ; 472. Caen, 0 pt ; 473. Nantes, 0 pt ; 474. Montpellier, 0 pt ; 475. Lorient, 0 pt ; 476. Cholet, 0 pt ; 477. Avignon, 0 pt ; 478. Sochaux, 0 pt ; 479. Caen, 0 pt ; 480. Metz, 0 pt ; 481. Cannes, 0 pt ; 482. Mulhouse, 0 pt ; 483. Nice, 0 pt ; 484. Marseille, 0 pt ; 485. Sochaux, 0 pt ; 486. Paris SG, 0 pt ; 487. Saint-Etienne, 0 pt ; 488. Cholet, 0 pt ; 489. Toulon, 0 pt ; 490. Evry, 0 pt ; 491. Auxerre, 0 pt ; 492. Caen, 0 pt ; 493. Nantes, 0 pt ; 494. Montpellier, 0 pt ; 495. Lorient, 0 pt ; 496. Cholet, 0 pt ; 497. Avignon, 0 pt ; 498. Sochaux, 0 pt ; 499. Caen, 0 pt ; 500. Metz, 0 pt ; 501. Cannes, 0 pt ; 502. Mulhouse, 0 pt ; 503. Nice, 0 pt ; 504. Marseille, 0 pt ; 505. Sochaux, 0 pt ; 506. Paris SG, 0 pt ; 507. Saint-Etienne, 0 pt ; 508. Cholet, 0 pt ; 509. Toulon, 0 pt ; 510. Evry, 0 pt ; 511. Auxerre, 0 pt ; 512. Caen, 0 pt ; 513. Nantes, 0 pt ; 514. Montpellier, 0 pt ; 515. Lorient, 0 pt ; 516. Cholet, 0 pt ; 517. Avignon, 0 pt ; 518. Sochaux, 0 pt ; 519. Caen, 0 pt ; 520. Metz, 0 pt ; 521. Cannes, 0 pt ; 522. Mulhouse, 0 pt ; 523. Nice, 0 pt ; 524. Marseille, 0 pt ; 525. Sochaux, 0 pt ; 526. Paris SG, 0 pt ; 527. Saint-Etienne, 0 pt ; 528. Cholet, 0 pt ; 529. Toulon, 0 pt ; 530. Evry, 0 pt ; 531. Auxerre, 0 pt ; 532. Caen, 0 pt ; 533. Nantes, 0 pt ; 534. Montpellier, 0 pt ; 535. Lorient, 0 pt ; 536. Cholet, 0 pt ; 537. Avignon, 0 pt ; 538. Sochaux, 0 pt ; 539. Caen, 0 pt ; 540. Metz, 0 pt ; 541. Cannes, 0 pt ; 542. Mulhouse, 0 pt ; 543. Nice, 0 pt ; 544. Marseille, 0 pt ; 545. Sochaux, 0 pt ; 546. Paris SG, 0 pt ; 547. Saint-Etienne, 0 pt ; 548. Cholet, 0 pt ; 549. Toulon, 0 pt ; 550. Evry, 0 pt ; 551. Auxerre, 0 pt ; 552. Caen, 0 pt ; 553. Nantes, 0 pt ; 554. Montpellier, 0 pt ; 555. Lorient, 0 pt ; 556. Cholet, 0 pt ; 557. Avignon, 0 pt ; 558. Sochaux, 0 pt ; 559. Caen, 0 pt ; 560. Metz, 0 pt ; 561. Cannes, 0 pt ; 562. Mulhouse, 0 pt ; 563. Nice, 0 pt ; 564. Marseille, 0 pt ; 565. Sochaux, 0 pt ; 566. Paris SG, 0 pt ; 567. Saint-Etienne, 0 pt ; 568. Cholet, 0 pt ; 569. Toulon, 0 pt ; 570. Evry, 0 pt ; 571. Auxerre, 0 pt ; 572. Caen, 0 pt ; 573. Nantes, 0 pt ; 574. Montpellier, 0 pt ; 575. Lorient, 0 pt ; 576. Cholet, 0 pt ; 577. Avignon, 0 pt ; 578. Sochaux, 0 pt ; 579. Caen, 0 pt ; 580. Metz, 0 pt ; 581. Cannes, 0 pt ; 582. Mulhouse, 0 pt ; 583. Nice, 0 pt ; 584. Marseille, 0 pt ; 585. Sochaux, 0 pt ; 586. Paris SG, 0 pt ; 587. Saint-Etienne, 0 pt ; 588. Cholet, 0 pt ; 589. Toulon, 0 pt ; 590. Evry, 0 pt ; 591. Auxerre, 0 pt ; 592. Caen, 0 pt ; 593. Nantes, 0 pt ; 594. Montpellier, 0 pt ; 595. Lorient, 0 pt ; 596. Cholet, 0 pt ; 597. Avignon, 0 pt ; 598. Sochaux, 0 pt ; 599. Caen, 0 pt ; 600. Metz, 0 pt ; 601. Cannes, 0 pt ; 602. Mulhouse, 0 pt ; 603. Nice, 0 pt ; 604. Marseille, 0 pt ; 605. Sochaux, 0 pt ; 606. Paris SG, 0 pt ; 607. Saint-Etienne, 0 pt ; 608. Cholet, 0 pt ; 609. Toulon, 0 pt ; 610. Evry, 0 pt ; 611. Auxerre, 0 pt ; 612. Caen, 0 pt ; 613. Nantes, 0 pt ; 614. Montpellier, 0 pt ; 615. Lorient, 0 pt ; 616. Cholet, 0 pt ; 617. Avignon, 0 pt ; 618. Sochaux, 0 pt ; 619. Caen, 0 pt ; 620. Metz, 0 pt ; 621. Cannes, 0 pt ; 622. Mulhouse, 0 pt ; 623. Nice, 0 pt ; 624. Marseille, 0 pt ; 625. Sochaux, 0 pt ; 626. Paris SG, 0 pt ; 627. Saint-Etienne, 0 pt ; 628. Cholet, 0 pt ; 629. Toulon, 0 pt ; 630. Evry, 0 pt ; 631. Auxerre, 0 pt ; 632. Caen, 0 pt ; 633. Nantes, 0 pt ; 634. Montpellier, 0 pt ; 635. Lorient, 0 pt ; 636. Cholet, 0 pt ; 637. Avignon, 0 pt ; 638. Sochaux, 0 pt ; 639. Caen, 0 pt ; 640. Metz, 0 pt ; 641. Cannes, 0 pt ; 642. Mulhouse, 0 pt ; 643. Nice, 0 pt ; 644. Marseille, 0 pt ; 645. Sochaux, 0 pt ; 646. Paris SG, 0 pt ; 647. Saint-Etienne, 0 pt ; 648. Cholet, 0 pt ; 649. Toulon, 0 pt ; 650. Evry, 0 pt ; 651. Auxerre, 0 pt ; 652. Caen, 0 pt ; 653. Nantes, 0 pt ; 654. Montpellier, 0 pt ; 655. Lorient, 0 pt ; 656. Cholet, 0 pt ; 657. Avignon, 0 pt ; 658. Sochaux, 0 pt ; 659. Caen, 0 pt ; 660. Metz, 0 pt ; 661. Cannes, 0 pt ; 662. Mulhouse, 0 pt ; 663. Nice, 0 pt ; 664. Marseille, 0 pt ; 665. Sochaux, 0 pt ; 666. Paris SG, 0 pt ; 667. Saint-Etienne, 0 pt ; 668. Cholet, 0 pt ; 669. Toulon, 0 pt ; 670. Evry, 0 pt ; 671. Auxerre, 0 pt ; 672. Caen, 0 pt ; 673. Nantes, 0 pt ; 674. Montpellier, 0 pt ; 675. Lorient, 0 pt ; 676. Cholet, 0 pt ; 677. Avignon, 0 pt ; 678. Sochaux, 0 pt ; 679. Caen, 0 pt ; 680. Metz, 0 pt ; 681. Cannes, 0 pt ; 682. Mulhouse, 0 pt ; 683. Nice, 0 pt ; 684. Marseille, 0 pt ; 685. Sochaux, 0 pt ; 686. Paris SG, 0 pt ; 687. Saint-Etienne, 0 pt ; 688. Cholet, 0 pt ; 689. Toulon, 0 pt ; 690. Ev

26 Le Canada menacé par l'inflation
27 à 30 Champs économiques

40 Les entreprises et le chômage
42 Vols de la courbe des dépenses

66 Marchés financiers
67 Bourse de Paris

BILLET

Calmer les impatiences

Quand l'économie retrouve les chemins de la croissance, la pédagogie de la crise devient plus difficile à faire accepter par les salariés. C'est pourtant l'exercice auquel s'est livré M. Michel Rocard, le dimanche 3 décembre à l'émission de TF 1 « Sept sur sept ». Le premier ministre a admis la réalité des « impatiences » de la société française sans chercher à prendre le contrepied du récent rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) qui constatait un accroissement des inégalités de revenus depuis 1985. Pour corriger une telle situation, « il faut du temps », a-t-il expliqué.

Le discours invitait les salariés à la patience, à la patience de la croissance, d'autant plus de résistances que, de fait, les signes de santé retrouvée se multiplient. Le chômage baisse légèrement et plus de 300 000 emplois nouveaux devraient être créés en 1989. La hausse des prix était relativement élevée en octobre (0,4 %) mais, assure M. Rocard, on ne peut parler d'inflation que lorsque le rythme d'augmentation est « supérieur à la croissance ». Un tel contexte rend M. Rocard prudent. S'il n'exclut pas de distribuer, en moyenne et non par tête, autant de pouvoir d'achat aux fonctionnaires en 1990 qu'en 1989 (+ 3,3 %), il privilégie le qualitatif. Dans la fonction publique, il veut étendre la négociation à la formation — ce qui est déjà fait — et à l'organisation du travail. Mettre ainsi en avant la volonté de négocier et de rechercher « le compromis social » est conforme au rôle d'un premier ministre, qu'il soit de gauche ou non. Encore faut-il donner un réel contenu à cette négociation, en proposant quelques directions.

M. Rocard ne manquera pas d'imaginer sociale avant d'accéder à Matignon. Il semble aujourd'hui un peu à court de grands projets. La négociation est un moyen et non une fin. Et désigner l'ensemble du patronat et le patron de PSA comme des mauvais élèves soupçonnés de ne pas avoir compris le « besoin de relations sociales modernes » ne suffit pas à faire sortir celles-ci du flou.

M.J.N.

Hyperinflation, faible croissance

La Yougoslavie connaît une crise économique profonde

Eviter la marginalisation

Il y a une pompe à réamorcer et un signal politique à donner. Telle est, du point de vue de l'Hotel Matignon, la justification du voyage de M. Michel Rocard en Yougoslavie. Le premier ministre est invité depuis longtemps par les dirigeants de ce pays, où il a déjà effectué, à l'époque du PSU — autogestion oblige... — plusieurs voyages. De son côté, le président de la République souhaite que le tour des pays de l'Europe de l'Est qu'il a lui-même entamé ne laisse de côté que la Roumanie.

Pays à part dans l'ensemble socialiste, la Yougoslavie a peur d'être oubliée par une Europe de l'Ouest dont elle a été la première à se rapprocher, mais qui a maintenant les yeux fixés sur la RDA, la Pologne ou la Hongrie. Paris veut donc rassurer les dirigeants de Belgrade : « Nous espérons pouvoir donner, dit-on à Matignon, un signal de non-marginalisation ».

Pourtant, même si M. Rocard, sur place, ne l'explique pas si clairement, le raisonnement de la France serait, en substance : vous avez pris de l'avance par rap-

port à vos voisins de l'Est. Mais, aujourd'hui, ils vous ont rattrapés et même dépassés. Pour obtenir une aide au même titre que la Pologne ou la Hongrie, il vous faudrait, à votre tour, faire de nouveaux pas vers la démocratie, par exemple en envisageant des élections libres.

Selon Matignon, les dirigeants yougoslaves sont demandeurs d'échanges de vues sur les moyens de transformer leur politique économique dans un sens plus efficace. Dans ce domaine, l'idée de M. Rocard serait que la Yougoslavie doit inverser les facteurs en matière de décentralisation : moins de centralisme en politique, davantage en économie. Pour redresser leur situation économique, les Yougoslaves devraient accepter une certaine « reconcentration » de l'économie, afin que le pouvoir central puisse intervenir avec plus d'efficacité. En ce sens, M. Rocard apporte son appui au pouvoir fédéral, qui sera son principal interlocuteur lors de sa visite en Yougoslavie.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

après cinq années consécutives d'excédent des paiements courants. Les exportations ont progressé de 10 à 15 % par an depuis 1985, et les « invisibles » renflouent massivement les comptes yougoslaves : 4 à 5 milliards de dollars par an sont rapatriés par les Yougoslaves travaillant à l'étranger, et les recettes nettes du tourisme avoisinent les 2 milliards de dollars. Le pays a réussi à ramener sa dette envers les pays à devise forte à 16,1 milliards de dollars.

Chômage déguisé

Ces données encourageantes ne doivent cependant pas cacher que la Yougoslavie est un pays en crise profonde. L'économie a connu une récession en 1988 et devrait enregistrer une croissance faible en 1989. D'après des statistiques officielles, 63 % des salariés gagnent moins de 114 dollars par mois, et le chômage touche 15 % de la population active. L'instauration d'une véritable économie de marché, souhaitée par le gouvernement de M. Ante Markovic, aura pour conséquence de révéler tout un chômage déguisé, avec les risques

sociaux et politiques que cela comporte dans un pays tiraillé par les rivalités entre communautés.

Pour les entreprises françaises, le marché yougoslave est le deuxième débouché en Europe de l'Est, derrière l'Union soviétique. La France est pour la Yougoslavie le quatrième client après l'Union soviétique, la RFA et l'Italie. Les échanges, à peu près équilibrés, représentent quelque 1,2 milliard de dollars par an, dont le tiers dans le domaine de l'automobile.

De gros contrats sont en cours de conclusion, dont une usine de câbles téléphoniques, à Belgrade, de 700 millions de francs (joint-venture Alcatel-Elektrosna), plusieurs centrales thermiques au Kosovo pour 5 à 6 milliards de francs (Alstom) et peut-être le métro de Belgrade, en coopération avec des entreprises soviétiques et yougoslaves. Il y aurait en tout une dizaine de projets de coopération industrielle franco-yougoslave, parmi le foisonnement de sociétés conjointes en voie de constitution en Yougoslavie (217 joint-ventures cette année).

SOPHIE GHERARDI

Les Internationales syndicales et les réformes à l'Est

Soutien prudent de la CISL à la pérestroïka

Ironie de l'histoire : c'est au moment où le « rideau de fer » se lève que la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), fondée à Londres en 1949 d'une scission en pleine guerre froide de la Fédération syndicale mondiale (FSM), a célébré dans la capitale britannique, lors d'une réunion de son comité exécutif qui s'est achevée le 1^{er} décembre, ses quarante ans.

Pour la majorité des cent quarante-deux organisations de quatre-vingt-dix-sept pays appartenant à la CISL, en grande partie d'inspiration ou de tradition social-démocrate, le communisme est intrinsèquement pervers et les régimes instaurés en URSS et dans les pays de l'Est font un peu figure d'« empire du mal ». A Londres, le comité exécutif de la CISL a réaffirmé sa « ligne de réforme en Union soviétique et en Europe de l'Est ».

Risques sociaux

Il y a plusieurs semaines déjà, les syndicalistes de la CISL avaient débattu, à Bruxelles, de la pérestroïka à partir d'un rapport sur « le processus de réforme en Union soviétique et en Europe de l'Est ». Pour son auteur, le Britannique Stephen Pursey, chef du département de politique économique et sociale à la CISL, la pérestroïka n'est pas une « folie passagère ». Loin de se réduire à un vernis uniquement destiné à séduire le monde extérieur, elle remet en question les fondements du système soviétique. Toutefois, même si des principes de l'économie de marché sont introduits progressivement, il faudra attendre de nombreuses années avant qu'un nouveau système économique et social n'émerge et surtout que les salariés connaissent une véritable amélioration de leur niveau de vie.

Si la CISL reconnaît que l'atmosphère politique a changé en URSS, elle ajoute aussitôt que ce changement n'a pas été encore appuyé par des réformes constitutionnelles essentielles. Pour les syndicats libres, le principal test sera

constitué par l'impact du processus de réforme sur les travailleurs soviétiques alors que « plus de quarante millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté » et que les pénuries restent éternelles.

Dans le rapport adopté par le comité exécutif de la CISL, les risques d'inflation et de chômage — et donc de tensions sociales — sont mis en évidence. Une telle évolution pourrait obliger le parti à « reconstruire » ses théories sur le rôle de syndicats agissant comme des courroies de transmission ou des agences quasi gouvernementales de l'emploi. A terme, la CISL n'exclut pas que les syndicats officiels soient remplacés, au moins partiellement, par des syndicats librement choisis. Et elle justifie sa relative bienveillance pour la pérestroïka en soulignant que celle-ci confine son attitude critique vis-à-vis du « totalitarisme » des régimes de l'Est. L'idéal du syndicalisme libre aurait fini par être contagieux.

Deux tendances

Pour M. John Vandervelden, secrétaire général de la CISL, il s'agit d'« encourager » une ouverture des structures notamment syndicales dans les pays de l'Est en élargissant l'analyse économique de ces sociétés. Les attitudes de la CISL, qui, comme le DGB allemand mais aussi le TUC britannique, les syndicats scandinaves, belges, néerlandais, italiens et espagnols, ont des relations avec les syndicats des pays de l'Est, pourront les poursuivre en privilégiant, là où ils existent, les syndicats indépendants, par exemple en Hongrie et en Pologne (où Solidarité est membre de la CISL). Et les relations syndicales multilatérales vont se multiplier.

De l'avis même de M. Vandervelden, il y a deux tendances à la CISL : ceux qui jugent possible d'aider à promouvoir des réformes à l'Est et ceux qui craignent de renforcer des systèmes communistes considérés par définition comme inamendables. FO et l'AFL-CIO font plutôt partie de ce second camp.

MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite page 26

Le soutien de l'Etat aux entreprises publiques

M. Fauroux obtient 2 milliards supplémentaires

L'Etat est un actionnaire parcimonieux mais sensible. Sur le fond, M. Fauroux, ministre de l'Industrie, qui réclame une grosse dizaine de milliards de francs par an pour doter les entreprises publiques d'argent frais, a perdu la bataille face à M. Bérégovoy, ministre des finances. Malgré l'amélioration des finances publiques due au retour à meilleure fortune de la maison de France, le budget 1990 n'a inscrit que 4,7 milliards pour les dotations au capital des nationalisées. A peine la moitié de ce que voulait l'industrie.

Néanmoins, à force d'insister, le ministre regagne quelque terrain. M. Bérégovoy vient ainsi d'accepter de modifier le collectif budgétaire de 1989 libérant 2 milliards qui viendront s'ajouter aux 4,7 indiqués. Le mécanisme est le suivant. Sur l'année 1989, les dotations budgétaires votées étaient de 4,1 milliards dont 2 milliards destinés à appuyer la dette de Renault. Précisément ces 2 milliards devaient être versés à la Sodéva, une « coquille » financière, filiale de l'Etat créée, il y a deux ans, qui avait repris à son compte 12 milliard d'endettement de la Régie. L'avantage à l'époque était d'alléger d'un coup le bilan de Renault d'une somme importante. L'Etat remboursant ensuite la Sodéva par petits paquets, année après année. Cela a été fait pour 4 milliards en 1988, il en reste donc environ 8,2 (compte tenu des inté-

rets) à payer. Cette année, deux milliards ont été versés par sur les 4,1 de l'enveloppe de M. Fauroux.

En fait, ils seront payés par M. Bérégovoy lui-même, pris sur une enveloppe plus large de désendettement de l'Etat. Comme en 1989 ont été dépensés 1 milliard pour Pechiney et 500 millions pour l'informaticien Bull, il reste dans les caisses de 1989 environ 2,5 milliards : les 2 milliards de la Sodéva-Renault plus 500 millions qui n'avaient pas encore été affectés et qui sont, en théorie, destinés à Bull (pour aider au rachat de l'américain Zenith) ou à l'aéronautique. Pour 1990, M. Fauroux pourra donc disposer de 2,5 plus 4,7 soit 7,2 milliards.

La décision de M. Bérégovoy porte effet à long terme puisque en réalité la Sodéva sera bientôt dissoute et sa dette additionnée à la dette générale de l'Etat. La « coquille » avait été créée par M. Balladur qui avait décidé de la renflouer grâce aux recettes des privatisations. Celles-ci étant arrêtées, cela n'a plus de sens, explique-t-on au ministère des finances, de distinguer les dettes entre elles. Les remboursements Renault ne pèseront plus sur les épaules de M. Fauroux, ni en 1989 ni dans les années suivantes. Autant d'argent en plus pour les autres nationalisées.

E.L.B.

INSOLITE

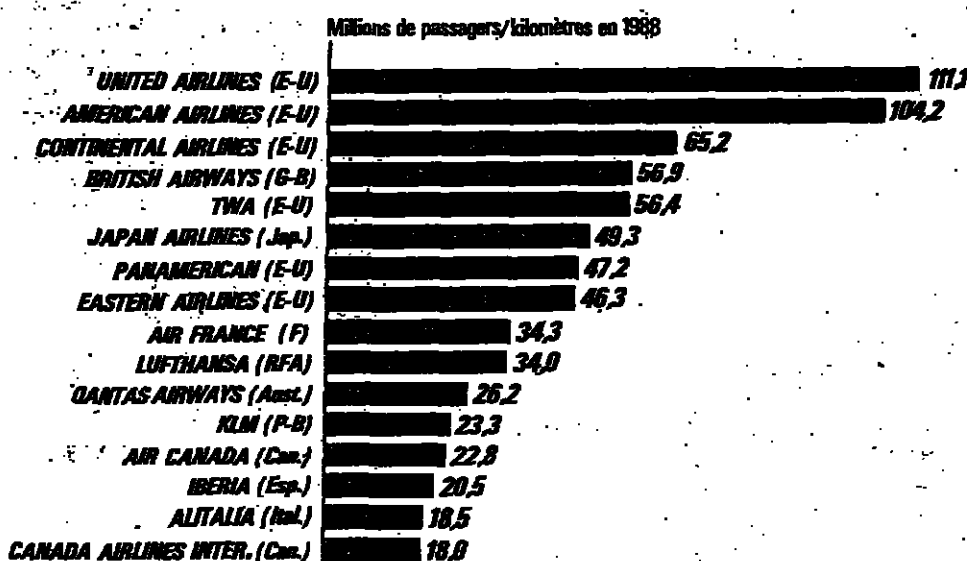
La revanche de Peugeot (suite)

Après les actions en justice contre deux municipalités, qui avaient accordé une aide aux grévistes (le Monde du 2 décembre), la direction de l'usine Peugeot à Mulhouse perdait. Elle a assigné le comité d'établissement devant la chambre civile du tribunal de grande instance pour avoir voté une aide alimentaire de 150 000 francs aux grévistes pendant le conflit.

La direction conteste la « légalité » de cette décision et considère que « les œuvres sociales du CE doivent bénéficier à l'ensemble du personnel et non pas à une catégorie donnée ».

Par ailleurs, M. Richard Mark, délégué CFDT dans la même usine, a estimé le samedi 2 décembre, devant la presse, que six cents des douze mille salariés de Peugeot Mulhouse étaient partis de l'établissement au cours des trois derniers mois. « Il s'agit d'ouvriers très qualifiés qui n'ont pas fait grève mais qui, en choisissant de quitter l'usine, ont tenté de trouver une solution individuelle à un mécontentement qu'ils n'ont pas osé exprimer pendant le conflit », a-t-il précisé.

Les Américains volent en tête



Source : IATA

Ce classement des compagnies aériennes est fondé sur le nombre de passagers multipliés par celui des kilomètres parcourus, un vol d'une heure n'équivaut pas à un long-courrier. Il ne prend pas en compte les résultats de la compagnie soviétique Aeroflot, qui n'a adhéré qu'en 1989 à l'Association du transport aérien international (IATA) et qui est le plus grand transporteur du monde. On notera le palmarès écrasant des Etats-Unis, qui classent trois transporteurs parmi les cinq plus importants. Deux précisions s'imposent : Continental et Eastern font partie du même groupe, Texas Air, et peuvent être comptabilisées ensemble ; selon les chiffres provisoires de 1989, la première compagnie occidentale serait désormais American Airlines.

Selon le diagnostic de l'OCDE

grande centrale fait plus de 100 ans et doit être remplacée. Les autres doivent être remplacées dans les 10 à 15 ans.

100

هكذا من أجل

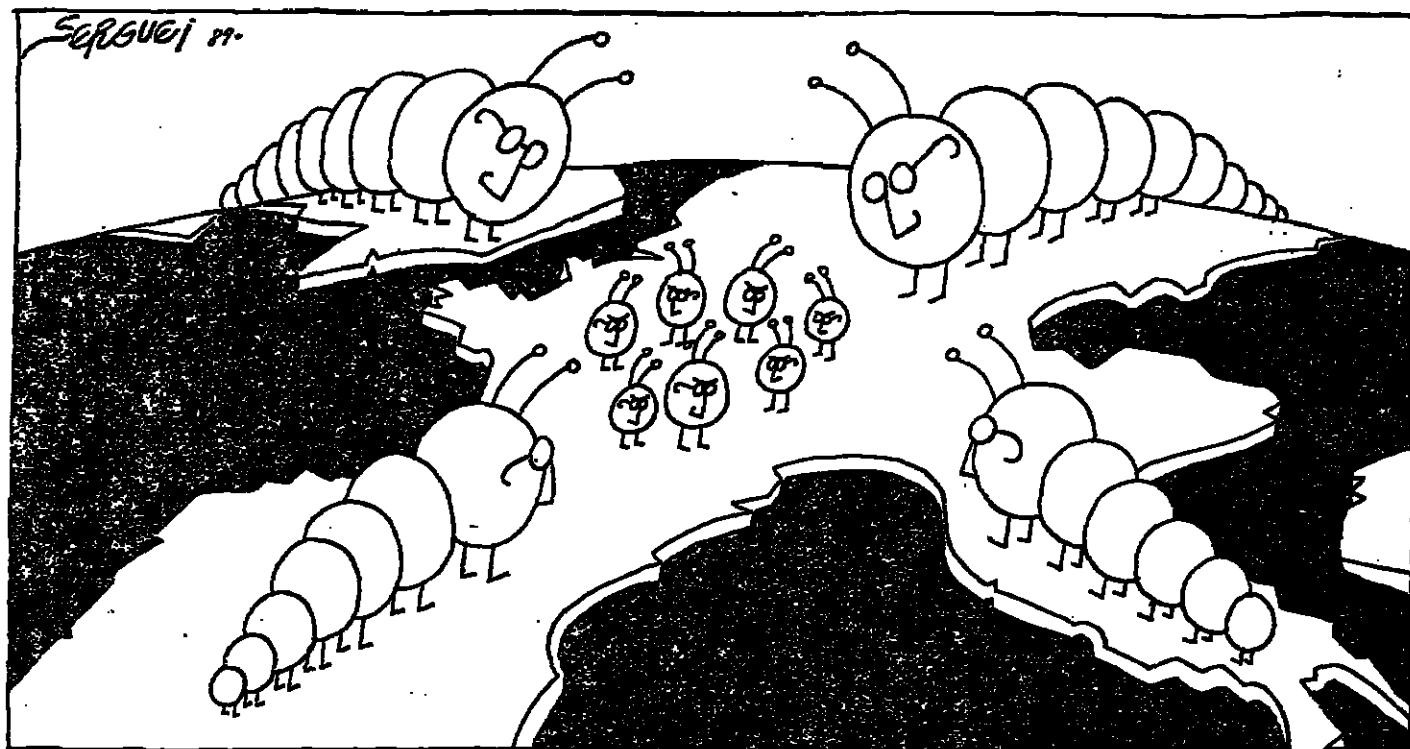
CHAMPS ECONOMIQUES

de l'OCDE

en forte croissance
des inflationnistes

Recomposer le syndicalisme

La création d'une grande centrale social-démocrate ne fait plus rêver. Mais les syndicats ne doivent pas aborder 1993 en ordre dispersé face aux mastodontes anglais et allemands.



Le constat est devenu banal mais il ne se dément pas : le syndicalisme français est faible. Avec un taux de syndicalisation estimé à 10,5 %, la France est la lanterne rouge des douze pays de la CEE (voir tableau ci-contre).

Les confédérations peuvent se consoler d'une telle situation en soulignant, à juste titre, qu'elles ont plus d'adhérents que les partis politiques. Mais, à trois ans de l'échéance européenne du marché unique, elles sont confrontées à un handicap supplémentaire, que ne connaissent pas ou peu les autres pays européens qui jouent la carte du pluralisme, celui de la division. Comme si, chassant sur un terrain ramené à une peau de chagrin, elles étaient plus préoccupées de tirer dans les jambes des autres que de défricher de nouvelles zones giboyeuses.

De ce constat est né un projet, d'ailleurs murmuré qu'avoué, celui de favoriser une *recomposition* du mouvement syndical français. En clair, l'idée, caressée depuis plus de deux ans par des responsables du Parti socialiste, consistait à bâtir une grande centrale social-démocrate concurrente à la CGT et à établir des liens plus ou moins étroits avec le PS.

La recette était apparemment simple : prenez une FEN minée par les divisions entre ses différents courants, une FO et une CFDT regroupant tant bien que mal les différentes familles socialistes et ajoutez-y, le cas échéant, plusieurs syndicats autonomes, et vous aurez

une nouvelle force syndicale. En poussant le rêve, certains imaginaient même que cette nouvelle entité pourrait être suffisamment attractive pour attirer à elle la CFTC et la CFE-CGC.

Les difficultés de la FEN, l'ouverture des successions à la CFDT et à la FO, la peur des « coordinations » prenant de plus en plus souvent la place des syndicats dans les conflits, avaient relancé le débat à l'automne 1988. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, se prit alors à rêver d'un « *Epinay du syndicalisme* », qui aurait les mêmes vertus réunificatrices que le congrès du même nom qui vit la vieille SFIO se fondre avec les autres familles socialistes dans un nouveau PS, sous la houlette de François Mitterrand.

Un nouvel Epinay

Le problème est qu'aucun syndicaliste n'est en quête d'un nouvel Epinay. Déjà, ce débat sur la reconstitution, qui pourrait refaire surface lors du prochain congrès du PS, en mars à Rennes, est loin de faire l'unanimité au sein du PS. Certains responsables politiques récusent ainsi toute « *course de transmission partis-syndicats* », estimant qu'un modèle travailliste est « contraire à la tradition française ».

Tandis que la majorité socialiste de la FEN semblait parfois prêter une oreille attentive aux idées de reconstitution, les autres syndicats

réagissaient — au moins officiellement — par la négative. Le sujet devint même un thème d'affrontement à FO lors de la bataille pour la succession d'André Bergeron entre Marc Blondel et Claude Pitous. Les amis du premier soupçonnent ceux du second de préparer une nouvelle alliance avec la CFDT et la FEN.

Pour sa part, dès son accession à la tête de la CFDT, Jean Kaspar repoussa toute idée d'« *Epinay du syndicalisme* ». Quant à la CGT, première visée, elle fustigeait, en mai 1989, lors de son quarante-troisième congrès confédéral, les « tentatives de reconstitution du mouvement syndical réformiste » recherchées pour « tenter de contrôler les efforts du syndicalisme de classe ».

Aujourd'hui, le paysage syndical s'est quelque peu modifié. En août 1989, Henri Krasucki a inauguré, sans changer sur le fond aucune de ses positions, une politique de la main tendue vis-à-vis des autres confédérations. Et les grèves chez Peugeot et aux finances, comme avant en Corse et à la météorologie nationale, ont été conduites dans une unité — presque — sans failles. L'effet automatique de ce regain unitaire à la base a été l'effacement de « coordinations », qui, encore à l'automne 1988, avaient tenté de tenir le haut du pavé.

Sous l'impulsion de Marc Blondel, FO a renoué, d'une manière plutôt cahotante et fluctuante, avec le syndicalisme de contestation », quitte à donner prise à un jeu rapproché, mais sans lende-

main, avec la CGT. Et la CFDT de J. Kaspar a présenté l'image d'une organisation privilégiant plutôt la coopération et la politique contractuelle, au risque de méconter les composantes les plus à gauche de la centrale sans recueillir pour autant les faveurs de l'opinion publique.

La reconstitution espérée déboucherait-elle sur une décomposition du mouvement syndical ? De bons apôtres le craignent. Au sein de la FEN, les querelles internes se poursuivent : la majorité socialiste d'Unité, indépen-

dance et démocratie (UID), traditionnellement houspillée par la minorité communiste d'Unité et action, a même vu le contrôle du troisième syndicat national, le SNETAA, lui échapper.

A la CFDT, J. Kaspar conserve quasiment intactes les frontières de la majorité qui l'avait élu il y a un an, mais ses opposants de gauche, comme la fédération des finances et celle des transports-équipement, pourraient être tentés par une radicalisation si la modération confédérale persistait. La CFDT connaît-elle alors d'autres « SUD », du nom de ce syndicat créé aux P et T pour regrouper des exclus « gauchistes » de la centrale ?

l'esprit, surtout si le Parti socialiste s'obstine à vouloir être le pilote d'une telle opération. Mais même au PS, ce « *syndrome social-démocrate* », ainsi dénoncé récemment par M. Blondel, ne fait plus rêver.

A défaut de reconstitution, les confédérations réformistes peuvent pourtant faire un bout de chemin ensemble. Trois raisons les engagent à s'orienter davantage dans cette voie. D'abord, sauf pour ceux qui font profession de cultiver les différences à la lumière de textes sacrés comme la Charte d'Amiens de 1906, les clivages idéologiques s'estompent, comme par exemple entre la CFDT et la CFTC.

Ensuite, c'est sur le terrain de la négociation sociale que les syndicats vont devoir être les plus présents. Il y a bien des thèmes, comme par exemple les nouvelles technologies et l'organisation du travail, sur lesquels des convergences peuvent apparaître ou se confirmer.

Enfin, il y a l'impératif européen. Les syndicats français vont aborder 1993 en ordre dispersé, alors qu'ils auront en face d'eux des mastodontes de composition hétérogène, comme en RFA et en Grande-Bretagne, ou des organisations coopérant entre elles, comme en Italie et même en Espagne ? Ce serait une belle occasion perdue. Pour longtemps. A moins qu'ils ne soient percuteurs de plein fouet par le vent venu de l'Est...

MICHEL NOBLECOURT

Lanterne rouge

Danemark	80 %
Belgique	75 %
Portugal	60 %
Irlande	59 %
Luxembourg	49 %
Allemagne	43 %
Grande-Bretagne	43 %
Italie	39 %
Grèce	35 %
Pays-Bas	30 %
Espagne	17 %
France	10 %

Ces taux de syndicalisation sont calculés par rapport à la population active salariée. Il s'agit dans la plupart des cas d'estimations du nombre réel de syndiqués dans les douze pays de la CEE. Toutefois, en Grande-Bretagne, le taux réel serait désormais en dessous de 40 %. En Italie, le pourcentage de syndiqués avancé par les organisations syndicales est de 45 %.

L'impératif européen

A FO, l'unité est loin d'avoir été rétablie, les gages donnés par M. Blondel à ceux qui l'ont élu n'ayant pas vraiment été compensés, malgré la signature récente de deux « accords de méthode » avec le CNPF, par des ouvertures vis-à-vis de ceux qui l'ont combattu. Certains redoutent un processus de *stodolisation* de FO, les fédérations cultivant leur autonomie et leurs différences sans se soucier des orientations générales de la confédération.

L'avenir serait-il irrémédiablement noir pour le syndicalisme, condamné alors au déclin, à la division et pour finir à la décomposition ? Une reconstitution syndicale aboutissant à la constitution d'une grande centrale est une vue de

Maîtriser la croissance

Dans les domaines de l'environnement, de l'alimentation et de l'énergie, le triomphe du libéralisme serait suicidaire. Face aux risques de rupture, un nouveau mode de gestion s'impose.

par Paul-Henri Bourrellet et Robert Diethrich

Il ne se passe guère de temps sans que l'on n'entende évoquer de nouvelles menaces sur notre environnement : ozone, effet de serre, acidification des sols et des lacs, pollution des mers par le pétrole et des nappes souterraines par les nitrates, radioactivité, dangers pour l'Antarctique, disparition d'espèces, déforestation massive, etc.

Parallèlement, les révoltes nées de la pauvreté et de la malnutrition, et les inquiétudes sur la capacité à nourrir décemment une population mondiale en fort accroissement constituent des sujets d'angoisse et de controverse périodiques.

La désertification et l'érosion des sols progressent-elles gravement ? Le manque d'eau risque-t-il de compromettre l'agriculture de vastes régions, entraînant des famines ou de grandes migrations ? Ou au contraire les progrès techniques sont-ils susceptibles de nous libérer de l'assujettissement au sol et au climat ?

Enfin les déséquilibres de l'approvisionnement énergétique sont cycliques. Très vives il y a dix ans au point de provoquer de véri-

tables paniques — lors du deuxième choc pétrolier — les craintes étaient bien mises en sourdine. Mais il faut savoir que ce n'est que temporaire et les divergences d'appréciation sur le nucléaire, les énergies douces, le charbon, les économies d'énergie, sont loin de s'atténuer, alors qu'il va bien falloir faire des choix qui pèseront sur notre avenir.

Un caractère planétaire

Chacun des trois grands domaines actuels de préoccupation — l'environnement, l'alimentation, l'énergie — a pris un caractère planétaire et ils sont en étroite interaction les uns avec les autres. Les productions d'aliments et d'énergie trouvent leurs contraintes, ou leurs limites, dans leurs conséquences néfastes sur les milieux naturels. La crise de nombreux pays, caractérisée par un endettement qui les paralyse, est pour beaucoup liée à la mauvaise valorisation de leurs ressources naturelles : et, à son tour, elle menace de rendre utopique une politique globale de gestion de l'environnement.

D'autres questions sont également posées concernant notamment la gestion des espaces et l'étalement des frontières vers les milieux sous-marins, souterrains et interplanétaires (quels espoirs peut-on fonder ?) ; les matériaux pour le futur, dont beaucoup sont issus du pétrole (condamnent-ils les produits traditionnels ?) ; la régulation des productions et de la distribution.

Comment mettre fin à la coexistence dans le monde des surplus et des pénuries ? Comment aussi profiter de l'efficacité des mécanismes du marché, tout en évitant qu'ils débouchent sur l'endettement des pays sous-développés et sur un véritable décrochement économique d'une partie du monde ?

Seul le progrès technique est susceptible de concilier un développement, dont il serait déraisonnable de nier la nécessité (ne serait-ce qu'en raison de la croissance démographique et des écarts de niveau de vie), et le caractère désormais limité de notre univers économique. C'est le progrès technique qui permet de repousser petit à petit les frontières du monde accessible, d'améliorer le rendement de l'exploitation des ressources et d'atténuer les effets de leur dégradation, enfin de recycler

et d'utiliser plus économiquement les matières premières.

C'est ainsi que l'éventail des matériaux dont nous disposons s'est considérablement enrichi et s'adapte aux besoins nouveaux, avec une tendance historique à l'abondance et à l'abaissement des coûts relatifs ; seuls quelques produits rares et non substituables seront sujets à un renchérissement. L'abondance alimentaire prévaut également partout où le système technique et social est en mesure de tirer parti des progrès des moyens de production et de distribuer correctement les produits ; il n'est guère douteux qu'il devrait être possible de nourrir une population mondiale croissante.

Enfin, si les problèmes de l'énergie apparaissent beaucoup plus difficiles pour le long terme, ce serait faire preuve d'un pessimisme exagéré que de ne pas espérer trouver des solutions. Avec le progrès de la maîtrise des ressources et des usages, et une utilisation diversifiée des ressources considérables qui sont accumulées, nous devrions pouvoir faire face aux échéances et aux défis, certes au prix d'un très sérieux effort d'investissement et d'une discipline volontariste.

Lire la suite page 29

38 Frs.
Pour gagner
beaucoup plus.



FINANCES
38 Frs. Pour gagner beaucoup plus.

CHAMPS ECONOMIQUES

HUMEUR

Eloge du communisme

par Bernard Maris

Ce pauvre Karl Marx, qui portait tête basse engager la vaisselle de Jenny marquée aux nobles nom et armes des Argyl, heurta de plein front la loi d'airain de la propriété, ou l'admonition de Proudhon peut-être : soupçonné de vol, il fut embarqué.

Il n'est pas de grande idée qui ne méprise la propriété, et son corollaire, le travail. « Vende tes biens et suis-moi », a dit Jésus, abandonnez femmes et enfants, rejoignez les surréalistes ! Le communisme, c'est (c'était ?) l'abolition de la propriété et la fin de la liberté du travail, invaincibles par la bourgeoisie, celui que Hegel appelle « l'homme du besoin », et Bloch, plus clairement, le « cochon ». « Il ne s'agit pas de rendre le travail libre, mais de le voler » (Marx).

Aujourd'hui les Allemands de l'Est quittent le bague, le lieu qui porte précisément en frontispice l'équation de la liberté et du travail. Tous les faiseurs de sociétés communistes en chambre, Bebeuf, Dazamy, Fourier, Marx, la refusent. En un sens, le passage à l'Ouest témoigne du propre historique du travail libre sur le travail forcé : enfin je peux aller me faire exploiter librement, et vous allez voir si ma productivité va augmenter sous la houlette des « frères cochons » de l'au-delà du mur...

Qui ne fut communiste ou socialiste ? Hélier dans son socialisme, Lénine dans le tout-dictatorialisme, Trotsky dans le socialisme et le travail forcé, Staline le réalisme, Vincent Auriant le socialisme-casualité, et Chaudet le socialisme-coutume, malheureusement sans armée. Dans la grande vallée du collectivisme on trouve les chaussettes de Georges Marchais, les béquilles de Michel Rocard et la casquette de Fidel Castro, dont l'histoire ne retiendra qu'une action soignée, autant que redoublée d'anti-impérialisme : avoir été, après trente ans d'efforts, la qualité des cigares Davidoff.

Après que des bataillons d'enseignants eurent mesuré les splendeurs des divers « modèles », depuis la Yougoslavie jusqu'à l'Algérie en passant par le Nicaragua (certains parlèrent d'un modèle roumain en tango, eh oui !), quelque chose ne manqua pas de frapper, non pas au moral mais au portefeuille, ces classes moyennes socialistes, dont le jugement politique se résume globalement au demi-point de pouvoir d'achat. Visiblement, malgré la qualité des modèles, les communistes produisaient moins que les capitalistes.

L'URSS devait dépasser les Etats-Unis vers 1970, d'après Khrushchev, le Chien un peu plus tard, parce que son modèle était un peu plus rustique. Or l'unique domaine où l'Est réussit à faire nettement mieux que l'Ouest, c'est en matière de pollution.

Sur un air de violoncelle

Les Russes ont fait voler le lac Baïkal, et la seule action économique perspicace des Polonais, qui disputent aux Mexicains le lent et subtil plaisir de la mort par étouffement, fut de comprendre que la pollution, comme le capital, ne connaissait pas de frontières et de négocier leur fortune avec leurs voisins allemands. Une rallonge pour la dette, ou on enfume l'Elbe grand Cessez-le-feu, qui ne dispose pas d'Armazone, a réussi à abattre le centre de Bucarest. On l'aurait vu qu'on peut.

Les communistes n'ont pas réussi à enrichir les pauvres. A peine ont-ils appauvri les riches. On conçoit la haine réciproque d'un catholique et d'un communiste. Le ciel a crédit pour l'un, moyennant quelques souffrances sur terre, dans le labeur et la perturbation. L'Eden au comptant pour l'autre, à la terre cultivée comme un jardin. Le communisme est une rédemption des humbles. La cuisine pour diriger l'Etat qui n'est plus. Et l'ouvrier ira à la pêche le matin et jouera de la flûte le soir.

Les pauvres de l'Est qui reçoivent l'aumône de quelques marks vont enfin découvrir de leurs yeux décolorés des montagnes de marchandises. La félicité. La fascination pour le rutilant. Le brillant. C'est la seule chaleur que l'Occident ait offert, sur un air de violoncelle, à un Russe. Coubine la phrase merveilleuse « Au gouvernement des hommes se succèdent l'administration des choses », ils posent le pied sur une terre où les choses commandent les hommes.

A l'heure de l'effondrement de l'Est, qui annonce la mercantilisation désemparée de la Terre, la création d'un village mondial où, dans un univers désemparé sans toit, la télévision, ubiquitaire et divine, devient l'âme de ce qui n'est possible plus, avons une pensée pour l'une des plus belles idées qu'ait produites l'humanité. D'autant que la nomenclature, avide des jours qui reportent après les lendemains qui chantent, se reconstruit rapidement dans la culture yuppie. Rêver de venir de passer à l'Ouest. Un jour. Mer-chu... Il sera bientôt honorable de s'affirmer communiste.

Ce pauvre Karl Marx ne pourra qu'être satisfait de ce triomphe mondial du bourgeois, préface à la fin de l'histoire annoncée dans le Capital. Des Kapital chantant la mercantilisation du travail, et le chœur du mur dévalant l'accompagne. Durant sa rédaction, Karl subit le fidèle martyre de furoncles, d'arthrose et de vomissements abominables. Mais il n'atteignit les abysses de la douleur qu'en perdant Jenny.

« C'est ce que la fin du monde a été d'une rage de dents ? » écrit-il, désespéré, à sa fille... Il mourut en un plus tard. Les murs sont couleur de mauve de tête. Et qu'est-ce que la fin de l'histoire a été d'une bonne migraine ?

► Maître de conférences à l'université de Toulouse-L.

COURRIER

Classification n'est pas raison

par Christian Schmidt

La classification est-elle nécessaire en économie ? Pour les zoologistes et les botanistes, le classement des espèces représente le plus souvent un préalable inévitable d'une option théorique déterminée. On peut, par exemple, considérer les classes des phénomènes étudiés par les économistes comme autant d'espèces susceptibles d'être organisées de diverses manières.

Ainsi la théorie des jeux a-t-elle conduit à une typologie des marchés, d'autres étant également possibles sur la base, par exemple, du caractère « contestable » ou non des obligations contractées au cours des négociations marchandes. Ces exercices ne sont pas dépourvus d'intérêt dès lors qu'ils aboutissent à une classification. Mais leur portée scientifique n'a rien à voir avec les classifications des sciences naturelles, sur lesquelles repose l'identification des objets observés.

A titre d'illustration, il suffit de considérer les trois « mondes » distingués par Maurice Baslé sous les appellations respectives de « hiérarchie », de « transfert » (1). Si l'on ne saisisse pas immédiatement à quel système de classification ils répondent, on peut néanmoins tester leur opérationnalité sur un exemple.

La rémunération du travail par la salaire correspond à une opération clairement identifiable dans la réalité économique. Il n'est pourtant pas possible de saisir, sur la base des informations fournies par M. Baslé relatives à ces trois mondes, à cette catégorie d'opération appartenant au monde de l'échange (celui du travail), à celui de la hiérarchie (salaire), à celui du transfert (partage du surplus), ou aux trois à la fois.

L'auteur prend soin de souligner que ces mondes se superposent. Certes, mais quelles peuvent être, dans ces conditions, les valeurs méthodologiques d'une tripartition dont le domaine d'interprétation de chaque volet n'est pas spécifié (et peut-être même pas spécifiable). De manière plus générale, les difficultés portent moins souvent sur l'identification des phénomènes, comme en économie, que sur la spécification des modèles destinés à leur fournir une interprétation théorique.

Admettons donc que l'économie n'est pas seulement, ni même peut-être principalement, une science d'observation, et que la comparaison des théories concurrentes ne peut s'effectuer sur une base strictement empirique. Le problème de classification réapparaît alors, mais à un autre niveau : les espèces à classer étant cette fois les théories, voire les théoriciens eux-mêmes : c'est ce à quoi s'attache principalement M. Baslé.

De fait, la discipline économique a toujours cultivé une solide tradition de regroupement, et d'ordonnement tripartite des courants de pensée économique sur trois options méthodologiques. Popper et ses émules sont passés par là. Soit. Mais il ne faut pas confondre alors méthodes et objets scientifiques. Les choix individuels sous contraintes, les relations entre les agents qui composent une économie nationale et les interactions entre les agents et les institutions constituent autant d'objets différents.

Domaines balisés

On observera simplement que le contour recoupe à peu de chose près les domaines déjà parfaitement balisés de la microéconomie, de la macroéconomie, enrichis seulement par la constance de la plus récente économie des institutions. Point n'est besoin en tout cas de références douteuses et approximatives à l'individualisme méthodologique et au « holisme » pour les identifier.

Qu'il existe un lien entre les objets étudiés et les méthodes utilisées, nul ne songe à le contester, et il n'est même plus besoin aujourd'hui d'évoquer Bachelard pour rappeler que les objets scientifiques, en économie comme ailleurs, sont toujours construits par les chercheurs. Mais aucune relation terme à terme entre les objets et les méthodes n'a jusqu'à

présent encore été mise en évidence en économie.

Ainsi la question des choix individuels (1^{er} objet) peut être abordée de manière « substantiviste » ou « procédurale » ; l'analyse de l'économie globale (2^e objet) peut être appréhendée par l'équilibre ou par le circuit ; et les problèmes de l'économie institutionnelle (3^e objet) peuvent être abordés par la théorie des jeux et par la régulation. En sens inverse, le recours à l'économie a été également pratiqué dans le domaine des choix individuels et dans ceux des choix collectifs et des relations interindividuelles. Quelle peut être alors la portée, et plus simplement la signification, d'une classification à simple entrée où les objets et les approches de ces objets n'ont pas été distingués, sans même parler de méthode ?

Dans le message que l'on veut en définitive transmettre est seulement que la science économique ne représente pas aujourd'hui encore un front uniforme et que son développement contemporain reste profondément imprégné par son histoire récente, tous ceux qui réfléchissent à la pensée économique ne peuvent qu'être d'accord avec lui. Mais il se trouve malencontreusement contredit par la grille proposée pour l'illustrer.

Forcé est, du reste, de constater pour conclure que de même que les classifications des phénomènes observés ne débouchent pas en économie sur des constructions théoriques, celles des idées économiques, surtout lorsqu'elles sont pratiquées de manière réductrice, n'entraînent guère de valeurs ajoutées à notre connaissance. Peut-être est-ce tout simplement parce qu'avant de classer il importe de chercher à délimiter le champ de validité des corps théoriques que l'on se propose d'examiner.

► Professeur à l'université de Paris-Dauphine.

- (1) Maurice Baslé : « Les trois courants de la pensée économique », *Champs économiques*, 31 octobre et 7 novembre 1989.
(2) Joseph Schumpeter a montré que les premiers ouvrages d'histoire des doctrines économiques sont des comparaisons des grands textes théoriques de l'économie politique classique (Ricardo, Malthus, Mill...).

LIVRES

« Le travail au quotidien » de Pierre Bouvier

Un exercice de socio-anthropologie

OUI, un livre savant. La rugosité de la langue, très professionnelle, n'épargne pas le lecteur. Une fois admis que l'on ne se balade pas dans un lagon des tropiques mais plutôt dans un lagon norvégien, les trouvailles seront très appréciées. Elles sont le fruit d'une très longue immersion de l'auteur (pourquoi ne pas prolonger la métaphore ?) dans le milieu de certaines catégories de travailleurs.

La méthode d'investigation est ici originale et justifie les explications de Pierre Bouvier, bien que celles-ci aient gagné à ne pas être dispersées entre deux gros miroirs (pages 23

à 43 puis pages 171 à 184) et de petits éclats (pages 153 et 154). Il s'agit, dans le sillage de Georges Balandier, de mieux définir la sociologie du quotidien. En l'occurrence, le champ du travail a été ici privilégié.

Pour l'observer, il ne paraît pas si évident de se faire embaucher au cœur de l'entreprise que l'on veut étudier, la difficulté étant de pénétrer dans une catégorie sociale à laquelle on est complètement étranger. Mieux vaut une « distanciation », que postulent certains anthropologues, pense Pierre Bouvier.

L'exercice de socio-anthropologie auquel il s'est livré a consisté à choisir

comme poste d'observation celui d'animateur du secteur des bibliothèques-départementales du comité d'entreprise de la RATP. Plusieurs années de travail à mi-temps ont été ainsi passées dans les nombreux lieux de Paris ou de proche banlieue où se déroulaient ces activités.

Les investigations de Pierre Bouvier portent donc essentiellement sur les agents de la RATP et la manière dont ils vivent leur métier. Ils y entrent comme dans la gendarmerie ou dans la police, « parce que c'est là où on gagne le plus sans qualification et avec, en outre, la sécurité ». Le temps de formation correspond à une « mise entre parenthèses », et ce

milieu des impétrants et des stagiaires, l'agent ne le fréquentera plus ultérieurement. Les « rites de passage » : familiarisation ou montée en grade, se matérialiseront toujours de la même façon : « par » au lieu d'un buffet avec les collègues. Deux cohortes se distinguent dans l'« ensemble populationnel » avec son statut de mi-ouvrier, mi-employé fonctionnaire : celle qui s'intègre et celle qui critique cette situation bivalente.

La « liturgie centrale » tourne autour du règlement, qui se présente à la fois comme un « livre de supplices », puisqu'il codifie le travail, les

horaires, les servitudes, et comme une cuisine protectrice, car il transcrit les droits de l'agent. Pierre Bouvier nous parle aussi des « rites de bricoler » (petits détournements de temps sur lesquels la direction ferme les yeux), de l'humour « compensateur », etc.

Graffiti et violences

La comparaison avec le métro de New-York fait ressortir deux différences fortes : le syndicalisme unique là-bas et l'origine ethnique des personnels. Trait commun : l'insécurité ou plus exactement le syndrome insécuritaire : graffiti, violences. Les agents tendent à éviter le plus possible le contact avec le public, bien que les agressions soient statistiquement très rares, compte tenu des masses concernées.

Une bonne partie du livre de Pierre Bouvier est consacrée à l'étude des effets de l'introduction des technologies nouvelles. La fin des années 60 a marqué dans le métro le passage du bloc mécanique-électrique au bloc automatique. Véritable cas-

sure conduisant à une déprofessionnalisation et à une désocialisation. Le pilote sous le contrôle des ordinateurs de commande centralisée a dénoté le conducteur, l'a isolé, le quasi dépourvu de ses anciens agents. Du coup, les revendications sont devenues plus qualitatives et ont moins emprunté directement la voie des organisations syndicales pour aller vers les formes de « coordination » et le spontanéisme de type 1968.

Quelques bonnes pages également sur l'accompagnement d'un travailleur immigré retournant définitivement dans son pays d'origine, où il retrouvera un statut, directement opposé à celui qu'il avait dans son pays d'accueil (un ouvrier devenant commerçant ou employé).

Cette voie de la sociologie du quotidien apparaît au fil des pages beaucoup plus fertile qu'on aurait pu l'imaginer en ouvrant le livre.

PIERRE DROUIN
* Le Travail au quotidien, de Pierre Bouvier. Presses universitaires de France. 190 pages, 130 francs.

Rectification

A la suite des « Notes de lecture » publiées dans le Monde du 14 novembre, Kenneth R. Timmerman nous écrit :

Le passage touchant les accords spatiaux franco-soviétiques du mois de décembre 1988 qui accuse le président Mitterrand d'offrir aux Soviétiques sur un plateau d'argent tout ce qu'ils tentent de nous voler depuis dix ans n'est point, comme indique la note de M. Savvy, la « traduction d'un texte officiel américain ». C'est au contraire le commentaire d'une « source chargée de surveiller les transferts de technologie au sein des SR français », comme c'est

explicité dans le passage du livre en question.

Par ailleurs, à ma connaissance, les autorités américaines n'ont pas émis le moindre commentaire au sujet des accords franco-soviétiques. Il est justement intéressant de marquer, et c'était là mon but, l'amorce certaine d'une prise de conscience au sein de l'administration française du danger stratégique que revêtait certains contrats d'ordre « commercial » avec l'URSS, surtout dans l'euphorie générale que nous ressentions tous en Occident devant le début d'un nouveau chapitre dans les relations Est-Ouest.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvillier, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

Remerciements aux souscripteurs et lecteurs du Monde au (1) 42-47-88-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composet 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 204 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales et d'indiquer le pays.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-88-82

Tarif	FRANCE	EUROPE	AFRIQUE	ASIE	AMÉRIQUE
3	345 F	395 F	504 F	700 F	700 F
6	720 F	762 F	972 F	1 400 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 980 F	2 600 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : le souscripteur doit adresser son ancienne carte d'abonnement à l'adresse ci-dessus, joints la dernière bande de son journal, sous pli recommandé.

PORT PAYÉ : PARIS RP

Je paye 100 000 F

CHAMPS ECONOMIQUES

Sortie de crise au Mexique...

Pour la première fois depuis 1982, la croissance sera peut-être supérieure à la progression démographique. Mais, suite au virage libéral de 1986, le peuple et les classes moyennes ont souffert et souffrent de paupérisation.

LES Mexicains approchent-ils de la lumière après le long tunnel des années 80 ? Les autorités assurent que certains indicateurs économiques récents sont bien les premiers résultats concrets de la stratégie radicalement nouvelle qu'avait lancée en 1986 Miguel De la Madrid à l'ouverture de l'économie internationale, et que son successeur, l'actuel président Carlos Salinas, dénomme tout simplement la « modernisation ».

Cependant, la jeune mais véhémente opposition nationaliste du PRD de Cuauhtémoc Cárdenas, est persuadée que le parti officiel (PRI) a trahi le peuple et que la révolution « institutionnalisée » n'y a rien fait de plus que de refaire. Il s'agit, selon elle, au mieux d'une amélioration fugace et au pis d'une manipulation pure et simple par le pouvoir qui en a fait d'autres.

L'unique certitude est que l'inflation est désormais sous contrôle : 18 % en 1988, 12 % en 1989, 12 % en 1990. C'est un excellent résultat pour un pays qui avait perdu la maîtrise de ses prix depuis le début des années 70 et qui, il y a douze mois, en était à 51 % l'an.

Il est, par ailleurs, fait état d'une croissance de 2,5 % pour le premier semestre, avec une projection de près de 3 % sur l'ensemble de 1989, alors que le gouvernement n'escomptait que de 1 % à 1,5 %. Ce serait alors la première fois depuis la crise financière d'août 1982 que l'augmentation de la production brute dépasserait la croissance démographique.

Le retour des capitaux

Les autorités annoncent aussi un retour des capitaux nationaux « évadés » (2 milliards de dollars, sur un total de 85 milliards, dont environ 30 milliards « mobilisables »), qui laisse pour l'instant sceptiques maints observateurs mexicains. Les quelques investissements étrangers annoncés dans l'automobile, le tourisme ? L'intérêt manifesté par certains capitalistes, européens ou américains, à l'égard de ces grandes entreprises d'Etat dont la privatisation va s'accroissant ? L'opposition considère tout cela « peu substantiel », comme le formule un universitaire de renom, Jorge Castañeda.

Quelque chose a bougé, mais il s'agit en toute hypothèse d'un progrès fragile. La balance commer-

ciale, après avoir été en excédent de 8 milliards de dollars en 1987, sera à peine positive cette année, à la suite de la politique d'ouverture aux produits étrangers. Conséquence aussi de la décision de contrôler le taux de change du peso, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1988 au titre du « pacte de stabilité » signé entre syndicats et patronat en vue de juguler une hyperinflation menaçante : les importations de toute nature ont galopé, tandis que périclitaient les exportations.

Perdre ainsi 8 milliards de dollars — alors que la fameuse renégociation de la dette du 23 juillet en fera gagner, lorsqu'elle sera « finalisée » l'an prochain, de 2 à 3 milliards par an (sur un total de 105 milliards) — voilà qui est certes préoccupant. Le ministre du Commerce, Jaime Serra, considère pourtant, non sans raison, qu'il s'agit là d'un « déficit temporaire ». Les jeunes « tecnos » (technocrates) qui composent le cabinet économique du président Salinas constatent sans excès les effets d'une des très graves dévaluations provoquées dans le tissu industriel mexicain — le secteur du textile par exemple — par les importations massives, convaincus comme ils le sont d'être sur le bon chemin.

Où trouver, alors, les devises — d'autant plus cruciales pour le pays que le remboursement de la dette, même réduite, ponctionnera quelque 10 milliards de dollars en 1992 ? On compte sur « l'effet de confiance » — dérivé des quelques succès déjà engrangés — mais aussi sur des taux d'intérêt très élevés (32 %) pour attirer le retour des capitaux nationaux réfugiés à l'étranger. On compte aussi sur une profonde simplification et sur une libéralisation drastique de la réglementation des investissements étrangers annoncée le 16 mai dernier, dans le cadre d'une dérégulation plus générale de l'économie, en vue d'attirer les capitalistes d'outre-frontières.

On compte encore sur une confirmation de la remontée — légère — des prix du pétrole enregistrée en 1989, sur une amélioration des capacités de production et d'exportation du pays, après l'offensive présidentielle contre le « pouvoir syndical » au sein de la compagnie nationale Pemex, enfin sur la conclusion, en 1990, d'accords sectoriels avec les Etats-Unis en vue d'obtenir un meilleur accès au marché américain pour certains produits mexicains, et... sur de l'argent frais.

Cette « new money » — comme on dit volontiers à Mexico où l'on doit bien souvent penser et parler comme à Washington — sera précieuse, sans aucun doute désormais, tant par les organisations financières internationales que par de grands Etats amis — le Japon en particulier, — rassurés sur le « cas » mexicain. Des banques, aussi, choisissent cette option dans le menu prévu par l'accord du 23 juillet (1). Beaucoup formulent déjà presque ouvertement, à Mexico, le pronostic que « dans trois ou quatre ans il faudra renégocier » la dette. Mais « cette fois les banques occidentales auront provisionné un mécanisme », se rassure un interlocuteur.

Face à l'équipe économique du président Salinas, peut-être la plus brillante d'Amérique latine, il y a le peuple, constate un peu mélancoliquement un industriel. Cet homme reconnaît également que le gouvernement a des comportements « un peu dictatoriaux » vis-à-vis du mouvement syndical. Ce n'est pas pour lui déplaire — non plus que l'essentiel de ce qui vient du pouvoir depuis le tournant de 1986.

Une chute des revenus

Entrée, pour la plupart d'entre eux, en rébellion contre le « gauchiste » Luis Echeverría (1970-1976), furieux de la nationalisation des banques décidée par un président en fin de mandat, Lopez Portillo (1982), les hommes d'affaires étaient — fait sans précédent depuis 1940 — en train d'échapper au PRI. Ils ont été « reconquis » par M. de la Madrid et C. Salinas.

Le peuple, lui, serre les dents. Il n'est pas jusqu'aux classes moyennes qui n'aient souffert de la paupérisation. Le tournant libéral du milieu des années 80 était certes une quasi-obligation : la proximité des Etats-Unis ne contraindait-elle pas jusqu'à un certain point le Mexique à être « ouvert », ses émigrés, ses candidats migrants et ses frontaliers, entre autres ? Mais la masse des citoyens a dû « payer d'avance », alors qu'elle avait déjà beaucoup sacrifié à l'austérité sous couvert de stabilisation.

Le « pacte » — pacte de stabilité —, en vigueur depuis la fin 1987, jusqu'au 31 mars 1990 au moins est une bonne illustration des ambiguïtés du moment. C'est en effet une des rares mesures non orthodoxes — au sens où l'entend le FMI — prises par les deux derniers

gouvernements depuis le virage de 1986. Mais le secrétaire général de la grande confédération syndicale CTM, Fidel Velázquez, n'est certes pas seul à constater que « les salaires sont davantage gelés que les prix ». N'y a-t-il pas là, en somme, un étrange usage du libéralisme ?

La chute des revenus, notamment salariaux, des Mexicains — de l'ordre de 50 % en sept ans — a été aggravée par une très profonde dévalorisation des services rendus par la collectivité publique : la santé, l'éducation et le logement populaire, par exemple. Dans son souci de rééquilibrer le budget, l'Etat a réduit tous ses investissements : ceux à finalité économique (entreprises publiques, routes, ports, etc.), mais également ceux d'utilité sociale immédiate. Ainsi l'agglomération de Mexico, avec ses vingt millions d'habitants, commence à manquer d'eau, des adductions suffisantes n'ayant pas été réalisées ces dernières années.

D'autres sacrifices sont à venir. Dans sa politique de vérité des prix et des tarifs publics, le gouvernement a déjà commencé à supprimer certaines de ces traditionnelles subventions par lesquelles les gouvernements, dans tout le tiers-monde, amadonnent leurs populations urbaines. Les prix de l'électricité ont ainsi récemment été fortement augmentés, tandis que la toute récente restructuration de la CONASUPO — une énorme organisation destinée à fournir aux citoyens des vivres à bas prix — laisse pressager d'autres augmentations.

On conçoit dès lors combien l'expérience mexicaine est importante : elle pose rien de moins que la question de savoir si l'expérience des quatre dragons d'Asie est jouable à l'échelle d'un pays latino-américain de quatre-vingt-quatre millions d'habitants. Avec, tout de même, une spécificité non reproductible : la coïncidence avec les Etats-Unis, une donnée culturelle difficile à vivre, une qui continue à n'en pas douter, un atout économique majeur, comme le démontre le fait que les Etats du nord constituent aujourd'hui la partie la plus dynamique et la mieux équilibrée socialement du pays.

de Mexico

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Les autres options sont une réduction des taux d'intérêt et une diminution du capital.

Maîtriser la croissance

Suite de la page 27

Toutefois il ne faut pas se laisser prendre au piège d'une confiance imprudente dans l'équilibre entre la montée des besoins et la réponse du progrès technique. L'incertitude, l'instabilité, le raccourcissement des délais de réaction autorisés, obligent à mettre en pratique, d'urgence, un nouveau mode de gestion. Car la mobilité des éléments du monde physique et la vivacité des réactions du monde économique ont produit une mutation fondamentale par rapport à la situation que nous connaissions encore il y a vingt ans : qu'il s'agisse d'une partie du tiers-monde, des dérivés de la biosphère ou des oscillations déstabilisatrices des marchés, nous ne pouvons plus écarter le risque de divergences irréversibles.

Aux niveaux atteints par la puissance des perturbations et la vitesse des changements, la turbulence est née, se généralise et ne

disparaîtra pas de sitôt, car elle se représente en quelque sorte que la contrepartie, redoutable, de l'efficacité de notre système technique. A cet égard, la balance serait peut-être équilibrée si le facteur temps n'intervenait pas, le temps qui est essentiel pour les évolutions naturelles et que nos capacités techniques bousculent.

Dans ce contexte nouveau, il faut retenir quatre principes :

• Prendre en compte simultanément tous les aspects des ressources naturelles : les produits commerciaux qu'elles peuvent fournir, mais aussi le cadre de vie, la protection, les services non marchands qu'elles offrent. Il est très dangereux, par exemple, que l'extension de la sphère marchande, remarquablement efficace dans l'instant, mais fondamentalement instable et spéculative, prédomine sans restriction, ou que les institutions internationales finan-

cières et commerciales aient une puissance que n'équilibrent pas d'autres autorités.

• Intervenir en parallèle à toutes les échelles géographiques, depuis la dimension planétaire jusqu'aux zones écologiques locales, et mettre en place des structures décentralisées, intégrées dans un réseau. L'inegalité dans la répartition de chacune des ressources naturelles impose une telle organisation maillée des relations géopolitiques. En même temps, la nécessité d'éviter une trop grande instabilité des marchés doit conduire à resserrer les coopérations économiques régionales et à mettre en place des concertations mondiales pour les principales matières premières.

• Agir de façon précoce pour tenir compte des incertitudes irréversibles et pour ne pas être pris de vitesse par des effets cumulatifs et par des franchissements de seuils irréversibles. Ce principe de prudence élémentaire en situation d'incertitude fondamentale est particulièrement impératif pour l'énergie : la raréfaction des hydrocarbures — avantageusement exploitables, l'appropriation du risque nucléaire, la crainte de l'effet de serre, les inégalités géopolitiques fondamentales nous mènent, à diverses échéances, de paniques d'approvisionnement et de choix sur les prix.

Ainsi une politique cohérente doit-elle être engagée immédiatement pour faire face aux défis de l'immédiat et du long terme. Ce principe n'est guère moins impé-

rieux pour l'alimentation et l'eau, où les défis, pour être plus localisés, n'en sont pas moins pressants.

• Associer dans la gestion les réactions individuelles et spontanées (le libéralisme, la démocratie) et les actions réglementées (la réglementation, l'action d'organismes publics) orientées vers une croissance à un niveau « tolérable » compte tenu des contraintes et des temps d'adaptation. Le triomphe du libéralisme serait progressivement suicidaire s'il ne s'accompagnait d'une volonté de maîtrise à tous les niveaux de responsabilité.

Un immense effort de concertation, d'explication et d'éducation doit être entrepris, car les comportements qui commandent les rapports de l'homme avec le milieu naturel sont irrationnels, dominés par l'alternance de peur viscérale et d'insouciance. Le respect de la nature, la maîtrise de la consommation et de la démographie doivent être reconnus, et ce mouvement doit, pour tous, s'accompagner de contreparties sur le plan des modes de vie, des valeurs culturelles, de la révalorisation des patrimoines. La solidarité et la responsabilité à l'égard de la biosphère sont les nouveaux impératifs qui s'imposent au monde.

PAUL-HENRI BOURRELIER et ROBERT DIETHRICH

► Président des Houillères du bassin du Centre et du Midi.
► Directeur de la technologie au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

LONGINES®

LE TEMPS POUR GAGNER



Collection Lindbergh



SUP DE CO
NANTES

L'expérience* & la clé* de l'international

Des accords d'échanges concrets avec plus de 20 pays :

- Tous les étudiants de 2^e année suivent au moins un trimestre de cours intégrés de niveau graduate aux USA (O.S.U., Illinois).
- En projet : tous les étudiants de 2^e année suivront également 1 trimestre de cours dans 6 universités européennes.
- 20 possibilités de bourse MBA (en Amérique du Nord et en Europe).
- Des élèves étrangers (Asie, Europe) intégrés dans le cursus SUP de CO.

Des formations avec et pour des Institutions Internationales :

- E.M.P. - European Management Program : une Ecole Européenne avec les Universités de Glasgow et de Bilbao.
- Des formations de longue durée pour étudiants étrangers : Norvège (Oslo) et Suède (Linköping), summer-school (U.S.A. et Europe).

Des résultats concrets :

- Un réseau européen d'échanges pédagogiques.
- Formations linguistiques de haut niveau pour la pratique internationale des affaires.
- Un réseau important d'anciens élèves - cadres et dirigeants dans plus de 20 pays.
- 150 étudiants M.B.A. depuis 10 ans.

* L'expérience : plus de 10 ans d'expérience.

* La clé : nos partenaires et nos anciens élèves en témoignent.

CIME-GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES
8, route de la Jonellière - BP 72 - 44003 NANTES-Cedex 01
Téléphone 40 37 34 34 - Télécopie 40 37 34 07

38 Frs.
Pour gagner
beaucoup plus.

FINANCES



FINANCES

38 Frs. Pour gagner beaucoup plus.

numéros de DOSSIERS ET DOCUMENTS toujours disponibles...

SEPTEMBRE 1989 LES BANQUES EN MOUVEMENT
L'INDE

OCTOBRE 1989 LES PAYS DE L'EST
1929-1989 : KRACH ET BOOM

NOVEMBRE 1989 LES MULTINATIONALES
LE GRAND MAGHREB

En vente au journal LE MONDE - Service vente au numéro
7, rue des Italiens - 75009 Paris

4441001350

CHRONIQUE

EXISTERAIT-IL aussi un déficit d'enthousiasme ? En cette année qui s'achève, marquée par la Bicentenaire, ce serait un comble que la France s'en rendit coupable. Une idée à combiner d'actualité s'était bien fait jour pendant qu'on célébrait 1989 : que, une fois la révolution à prétention scientifique des marxistes atteinte mortellement par sa totale incapacité à retenir la vie et à animer la société, la carrière était à nouveau grande ouverte, en Europe, en Chine et ailleurs, pour un combat politique placé sous la bannière de la Déclaration des droits de l'homme.

Au-delà de toute attente, une immense poussée populaire à Budapest, à Varsovie, à Berlin, à Vilnius, à Tallin, à Riga, à Prague, qui gagnait, qui gagnait déjà, n'en doutons pas, Sofia et même Bucarest, est venue bousculer la carte de l'Europe, confondant les faiseurs de pactes et les stratèges de l'apocalypse nucléaire (lesquels, l'an dernier encore, se demandaient gravement s'il ne faudrait pas faire garder au début du vingt et unième siècle la frontière de l'Elbe par des régiments turcs !).

Quoi qu'il arrive, l'imposture a éclaté. Est-ce cela qui ferait peur, y compris à ceux qui devraient le plus s'en réjouir ? Le discours sur la liberté que nos hommes politiques de la droite avaient fini par entonner aussi bien, ou presque, que Jaurès tourne court dans leur bouche, comme si, frappés d'étonnement, leur langue s'était brusquement desséchée. Les amoureux de la *realpolitik* (il en est de plus en plus) à gauche s'en mêlent à leur tour. Pour eux aussi, le réalisme, c'était de manœuvrer dans l'histoire immobile. L'Europe, dit pourtant un homme politique qui cultive la poésie, était comme un grand oiseau auquel on avait lié les ailes. Il est en train de desserrer les nœuds. Devant ce spectacle insolite, les tempéraments se révèlent. Certains croient avoir pour mission de garder la tête froide. Ils ne sont que grincheux. Ce dernier mot n'est pas de moi. C'est celui qu'on prononce dans l'entourage du maire de Paris.

Parmi les proches amis de Jacques Chirac, il est aussi des voix qui ne parlent que de prudence. Mais ce n'est pas elles qui dominent. Le ton résolument optimiste dont a usé l'ancien premier ministre dans son interview à deux jour-

Les grincheux et l'Europe démuselée

nalistes du *Figaro*, Paul Guibert et Charles Lambroschini (édition du mardi 28 novembre) n'est pas pour la galerie. On a tout lieu de penser qu'il exprime, de la part de son auteur, un sentiment profond. Comme le discours public est de plus en plus recouvert par les raisonnements fastidieusement toujours incomplets de ceux que j'appellerai les petits comptables de la puissance (les mêmes qui comptaient naguère les divisions tchèques et polonaises comme autant d'adversaires de l'Occident), relevons avec plaisir et sans plus d'ambages l'existence d'une notable exception, dans la classe politique, au manque d'imagination devant l'imprévu.

Que les bouleversements en cours soulèvent maints problèmes et quelques difficultés, rien de plus normal, dit-on dans l'entourage de celui qui, dans le texte publié par notre confrère, reprend à son compte le mot de « maison » pour désigner la nouvelle Europe à construire. Mais que la perspective d'habitudes perdues, de confort à remettre en question, ne nous fasse pas perdre de vue l'essentiel. Le phénomène de fond, c'est l'aspiration à la liberté de l'homme, à la liberté de l'Europe. Tout d'un coup les valeurs que nous n'avons cessé de rappeler pendant quarante ans prennent corps. Écoutez l'appel de nos frères de l'Est. Et d'ajouter que cette façon de s'exprimer « à l'afrique » : c'est-à-dire à la fois sobriement et lyriquement, est la plus appropriée à la grandeur de l'événement.

L'Europe était muselée. Elle s'ébroue. Du même coup, on redécouvre son potentiel qui est énorme. Ensemble les Européens aujourd'hui encore de l'Ouest et les Européens encore aujourd'hui de l'Est forment — Russie exclue — une population de cinq cent millions d'habitants, soit presque autant que les deux Supergrands de la période de l'après-guerre réunis. Ces cinq cents millions d'hommes et de femmes partagent fondamentalement la même culture. Entre eux, il faut tisser des liens nouveaux, ce qui ne doit rien retirer à l'individualité de chaque peuple.

L'Europe à laquelle on rêve dans les milieux proches du maire de Paris n'est pas exactement l'Europe de l'Atlantique à l'Oural naguère évoquée par le général de Gaulle, qui déclarait dès le 25 mars 1959 : « La réunification des deux fractions en une seule Allemagne qui serait entièrement libre nous paraît être le destin normal du peuple allemand, pourvu que celui-ci ne mette pas en cause ses actuelles frontières à l'ouest, à l'est, au nord et au sud et qu'il tende à s'intégrer un jour dans une organisation contractuelle de toute l'Europe pour la coopération, la liberté et la paix. » L'Europe que se plaît à imaginer l'entourage de Jacques Chirac s'arrêterait à la frontière russe. Mais quelle frontière ? On peut la concevoir largement ouverte de part et d'autre... Ce serait alors, au prochain siècle, la revanche des vieux peuples sur les plus nouveaux. Dans le monde futur, comme on peut déjà le voir se dessiner, le deuxième pôle de civilisation et de dynamisme économique serait en Asie. Le siècle américain est-il voué à la brièveté ? Gageons que les Supergrands super-armés auront encore plus d'un tour dans leur sac.

Arrêtons là ces incursions dans un avenir inconnaissable et surtout ne nous laissons pas entraîner dans la voie sans issues des différents « scénarios » du futur, une méthode aussi stérile qu'elle est à la mode. Disons que, tout autant pour voir un peu plus clair que pour guider l'action, une réflexion sur les fondements de notre « système » (qui semble exercer un pouvoir d'attraction inépuisable naguère par ses détracteurs) est sans aucun doute d'un plus grand secours que les petits comptes de la puissance.

Si nos stratégies politiques renoncent si difficilement à l'abominable coupure de l'Europe en deux, c'est parce celle-ci avait eu pour résultat de réduire à l'Allemagne les vingt millions d'habitants que, selon Clemenceau, elle avait en trop. Cependant, cette « solution » ne pouvait avoir qu'un temps et cela d'autant plus qu'elle nous mettait en contradiction avec le principe sur

lequel repose la légitimité de notre système politique : la volonté librement exprimée des peuples.

Historiquement, ne l'oublions pas, c'est le système soviétique qui nous a mis dans la tête l'idée que la compétition économique avait nécessairement quelque chose de martial. Nous rattrapons, disait Khrouchtchev, les États-Unis d'ici à 1980, ce qui permettra au communisme d'enterrer le capitalisme. C'est ainsi que la comptabilité nationale — elle s'y prête par nature — est devenue au fil des ans un substitut pour le dénombrement des divisions en ligne sur le front. Cependant, si on fait essentiellement entre l'automobile française et l'automobile allemande ou italienne, mais entre Peugeot, Renault, Volkswagen, Mercedes, Fiat, etc., à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières respectives.

Les francs que je dépense dans le Vaucluse ne sont pas d'une autre nature que ceux que je dépense à Lille. Si l'on doit prendre au mot le gouvernement français et Jacques Delors, qui ne manquent pas une occasion de réclamer l'union économique et monétaire la plus complète, il faut en conclure qu'en tant d'un processus qu'il veut le plus rapproché possible dans le temps il n'y aura plus aucune différence entre l'achat d'un produit français et l'achat d'un produit néerlandais ou allemand.


La plupart des raisonnements qui ont encore cours sont des sous-produits abâtardis des modes de pensée contractés pendant la guerre et conservés par amour de la guerre (dont on utilise les concepts, stratégie, conquête des marchés, etc., à tort et à travers). C'est pourquoi je les qualifie de petits comptes de la puissance. C'est en vertu d'une telle logomachie qu'on a pu, par exemple, se figurer que la découverte du pétrole dans la mer du Nord serait de nature à donner un avantage « compétitif » à la Grande-Bretagne. Dans l'état de guerre, il est évidemment de la plus haute importance de disposer directement des sources de matières

premières. Mais sur un marché ouvert (impossible à imaginer en dehors de l'hypothèse de la paix), en quoi l'industriel britannique est-il avantagé parce qu'il achète du pétrole britannique, s'il le paye, ce qui est nécessairement le cas, au même prix que l'industriel français qui l'importe ?

A ce principe élémentaire tourne le dos, de la première à la dernière page, l'Atlas de la puissance économique (bien illustré) que vient de publier Hachette sous la direction de l'historien et géographe Pierre Viallard. Il n'y est question que de « la maîtrise des ressources minérales » (comme si nous vivions en état de blocus) ; de « la crise à la guerre des firmes » (pour l'automobile) ; de « la bataille des brevets » ; de « la production hégémonique des banques de données » ; de « la montée en puissance des Bourses » (le krach de Wall Street aurait-il servi la grandeur des États-Unis ?) ; de « critères de la puissance » pour les monnaies (comme si, en soumettant l'émission du rouble à la discrétion de l'Est, l'URSS, en réalité, ne s'était pas privée de monnaie). Les langues elles-mêmes sont promues au rang de « véhicules de la puissance » (ce que savent très bien les hispanophones latino-américains, dont la langue est pourtant l'une des deux ou trois les plus parlées dans le monde).

Illustration parmi beaucoup d'autres de l'abus des concepts, on lit à la page 56 : « La puissance agricole ne se fonde plus seulement sur la richesse des sols, les facteurs du climat ni même les progrès techniques. Partout où des agricultures puissantes se sont développées, l'intervention publique sur les marchés agricoles est devenue un élément constant, structurant et régulateur de ces agricultures. » Comme l'auteur de ces lignes limpides doit vaguement se douter que les choses ne se passent pas exactement de cette façon, il fait figurer à la même page le sous-titre suivant : « Les effets pervers de l'intervention. » La « puissante » maison Hachette trouvera peut-être le moyen, au nom de la culture française, de recueillir quelques subventions pour vendre son atlas en Pologne ou en URSS. Ses lecteurs ne seront pas déçus : ils y retrouveront les schémas et les modes de pensée implicites ou explicites du Gaspian.

Si, pour vous, ce qui est compliqué
peut s'énoncer clairement,
vous êtes en intelligence avec nous.



Et oui, nous savons nous faire comprendre dans les Banques CIC :

Crédit Industriel et Commercial de Paris
Lyonnaise de Banque
Banque de l'Union Européenne
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine
Crédit Industriel de l'Ouest
Société Nancéienne Varin-Bernier
Banque Scalbert Dupont
Banque Régionale de l'Ouest
Crédit Industriel de Normandie
Société Bordelaise de CIC
Banque Régionale de l'Ain
Banque Bonnasse

ARRETE DE COMPTES

Banques CIC. En intelligence avec vous.

GROUPE CIC

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Paris Banlieue Sud

Directeur de filiale

Nous sommes un des premiers groupes français de l'Emballage et nous recherchons pour une de nos filiales (140 personnes) un directeur.

A 40 ans environ, de formation supérieure type grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une expérience réussie à un poste de Direction ou de Gestion d'un Centre de Profit Industriel.

Nous vous proposons d'organiser, de coordonner et d'optimiser

le développement de notre Société en harmonie avec la stratégie du groupe.

Une bonne connaissance des problèmes de la PME ainsi que des qualités alliées de stratégie et de sens du terrain seront les meilleurs garants de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. R 54M au CDPA, 110 rue de Sévres, 75015 Paris.

DIJON - PARIS



CDPA

LYON - BESANCON

Mule ou tigresse ? Bœuf ou lion ?

Vous ne voyez pas la différence ?

Prenez le bœuf et le lion, par exemple. Les deux sont puissants.

Le bœuf suit un sillon qu'il croit le sien, mais c'est la voie de son maître.

Le lion veille, même quand il se repose, bondit quand il le faut, et chasse avec sa tribu.

Or, nous sommes une équipe de consultants en plein développement depuis 85, désespérés de ne pouvoir en faire plus. Nous cherchons donc des lions, des tigresses... Ou des loups, des chats, des blaireaux des ours et - pourquoi pas - des rats laveurs ! Chacun son style...

Mais dans la même famille d'esprits : celle des *fissipèdes*, comme vous l'avez remarqué !

Nous conseillons les Directions de grands groupes industriels : management stratégique, communication de management, organisation, R.H., etc.

Vous êtes bon, vous êtes bonne, nous aussi.

Vous êtes en bonne santé physique et morale. Vous voulez entreprendre et partager vos idées. Nous aimons travailler en équipe, et l'argent n'est pas un problème... Nous cherchons des partenaires, des chefs de mission, des professionnel(le)s de la réflexion, des intervenants, et des assistant(e)s. Vous voyez : rien que des *fissipèdes* !

Nos partenaires et chefs de mission doivent être des professionnel(le)s du management et de l'animation d'équipe, crédibles et efficaces dans les contacts de haut niveau. Ils (elles) savent réfléchir, mais aussi séduire, parler, écrire, et mener à terme leurs missions. Ils et elles (Ah, le français !) aiment rencontrer des personnes, des entreprises, des idées remarquables, et les faire mieux travailler ensemble.

Rencontrons-nous. Envoyez CV, photo, lettre manuscrite à Odile COUPEAU (Réf. 506)



le développement par
l'intelligence réciproque
1+1 CONSULTANTS

21, rue des Longs Prés - 92100 BOULOGNE

Notre Groupe, leader européen en matière de conseil
en gestion des Ressources Humaines,
souhaite intégrer son

DIRECTEUR DE CABINET SPECIALISÉ EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Basé à Paris, vous définissez et participez à la mise en place de notre stratégie de développement (stratégie, action commerciale et recrutement). Par ailleurs, vous animez une équipe de consultants confirmés et gérez un centre de profit.

De formation supérieure, vous pouvez justifier d'une expérience réussie du développement d'une activité de services en Cabinet ou en Entreprise. La pratique de langues étrangères serait un plus.

La rémunération proposée sera en rapport avec nos exigences.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, s/réf. 50/8911/LM, à

MEDIA PA 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

Confédération française de la
coopération agricole
recherche son

FUTUR DIRECTEUR

opérationnel dans ces fonctions à échéance d'une année.

Mission :

représenter la Coopération Agricole auprès des institutions professionnelles, administratives et politiques tant nationales qu'internationales, en vue de promouvoir la cohésion et le renforcement du mouvement coopératif et d'assurer le développement, la coordination et la défense des intérêts économiques et moraux des branches agricoles et agro-alimentaires adhérentes.

Le candidat devra gérer avec le Président une structure professionnelle confédérale en s'appuyant sur une équipe de collaborateurs qualifiés, étudier et négocier de nombreux dossiers en percevant les enjeux politiques, nationaux et communautaires, constituer une force de proposition, développer les relations avec les médias, participer à de nombreuses réunions d'étude, d'arbitrage, de décision...

Profil :

- 40-50 ans, esprit de synthèse. Excellentes dispositions pour la rédaction et pour l'expression orale. Anglais indispensable, allemand fortement souhaité.

- Profonde connaissance du milieu professionnel et adhésion à l'éthique de la Coopération.

Une expérience de Direction d'une entreprise, un passage dans un Cabinet d'Audit, la charge d'une instance professionnelle seront appréciés. Déplacements fréquents.

Formation Grandes Ecoles ou Université, Agro, HEC, Sciences Politiques et ENA, Economie et Gestion 3ème cycle.

Voulez-vous nous adresser votre Curriculum Vitae sous la

référence 254, à : CABINET GENEVAY-LPA

11, square Jasmin - 75016 Paris (Confidentialité assurée).

directeur des affaires juridiques, H/F rejoignez l'un des grands de la communication

Atteignant bientôt le milliard de marge brute/an, et déjà implanté dans 8 pays, notre Groupe allie professionnalisme reconnu et taux de croissance spectaculaire avec deux axes de développement : l'international et la diversification.

Notre direction générale accueille à notre siège à Paris le nouveau Directeur des affaires juridiques, membre de la direction financière. Assisté d'un secrétaire compétente, votre intervention couvre la vie juridique d'une soixantaine de sociétés, la rédaction des protocoles d'accord et tous problèmes liés au droit de la communication, droit de l'immobilier, assurances, etc.

Vous avez déjà fait la preuve de votre compétence juridique en droit des affaires et traité des opérations de fusions/acquisitions. Sans être un expert, vous avez de bonnes notions de fiscalité. Curieux, rapide, organisé et communiquant bien, vous savez présenter vite des dossiers « ficelés » et allez volontiers sur le terrain. Vous êtes bien sûr bilingue anglais.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER,
vous remercie de lui écrire (réf. 5581 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GENEVE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde CADRES

Ville de 30 000 habitants de l'agglomération rouennaise

recrute un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

- Collaborateur direct du député-maire, il devra mettre en œuvre à court terme un projet de restructuration générale des services articulé sur la mise en place d'outils modernes de gestion.
- Il aura, de façon permanente, en charge :
 - la coordination et l'animation d'une équipe de direction structurée
 - la gestion prévisionnelle des finances municipales
 - l'évaluation de l'action des services.

Primes, véhicule et logement de fonction assurés.

Adresser candidature manuscrite et C.V. détaillé à :
M. Pibarot, groupe TEN, 10, rue Mayet, 75008 Paris.

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

L'Avenir se lève à l'est... c'est à Besançon

A 2 h 30 de Paris par TGV, à deux pas de Genève, Zurich et Bâle, une région se mobilise. BESANÇON (120 000 hab.), capitale de la Franche-Comté, accueille 16 000 étudiants dans 5 facultés, une école d'ingénieurs, une école supérieure de langues étrangères, un IUT, plusieurs classes préparatoires aux grandes écoles. Les 153 entreprises industrielles de la place, leur environnement tertiaire et de recherche comptent déjà plus de 56 000 salariés et fonctionnaires. Aujourd'hui encore, BESANÇON vous propose de participer à son avenir.

ALPIA
GROUPE FINALP

Société privée française (200 personnes), nous mettons notre professionnalisme dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement et de consommables au service d'une ambition internationale (doublement de notre chiffre en 3 ans).

Nous créons le poste de :
CHEF DE GROUPE MARKETING PRODUITS

Professionnel du Marketing, vous joignez à une formation de type ESC, une expérience réussie de 4 à 5 ans en tant que Chef de Produits dans une structure marketing reconnue.

Votre mission consistera à animer et coordonner l'action d'une équipe de trois chefs de produits. Vous aurez également en charge la gestion d'une famille de produits.

Votre esprit ouvert, créatif et méthodique et vos qualités de communicateur sont les garants de votre réussite. Vous maîtrisez l'anglais.

Si notre projet vous intéresse, merci d'adresser CV détaillé, photo, prétentions sous réf. MARK au Service du Personnel - ALPIA - BP 1359 - 25000 Besançon cedex.

Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs

GESTION DE PRODUCTION - QUALITE

La CCID, pour renforcer son action dans les domaines **GESTION DE PRODUCTION - QUALITE** recherche :

un CONSEIL D'ENTREPRISES

Expérience professionnelle - Formation technique supérieure - Connaissance de l'anglais souhaitée - Aisance dans les contacts

Envoyer C.V. et prétentions sous référence GQ à :
CCID - Direction Industrie/Commerce Extérieur
45, avenue Carnot - 25000 Besançon

AZC
GROUPE PRATIC-ADÉMA

Découpage-Emboutissage

recherche :

- UN INGENIEUR METHODES

Merci d'adresser votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à
Jean-François CHEGNON - BP 18 - 25410 Saint-Vit

communication

recherche :

- CONSULTANTS SENIOR
- DIRECTEUR ARTISTIQUE

Merci d'adresser votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à
Jean-Luc SIBILLE - 11 bis rue Nicolas Bruand
25043 Besançon Cedex

La Chambre de Commerce
et d'Industrie du Doubs,
La Chambre Régionale
de Commerce et d'Industrie,
La Ville de Besançon,
L'Union Patronale du Doubs,
le Conseil Général du Doubs,
le Conseil Régional de Franche-Comté.
SERONT VOS PARTENAIRES

TFC

THERMIQUE FRANC-COMTOISE
Pour faire face à un NOUVEAU MARCHÉ dû à la croissance des implantations d'industriels européens dans notre région, NOTRE SOCIÉTÉ d'installation en Génie Climatique, reconnue dynamique et performante par ceux de la Profession (Palmarès Moniteur de novembre 1989) SOULHAÏTE dans le cadre du développement de ses activités industrielles OFFRIER une opportunité de carrière à un :

INGENIEUR D'ETUDES OU CHARGE D'AFFAIRES
Génie Climatique

Si vous ne vous sentez pas suffisamment responsabilisé dans vos fonctions actuelles. Si vous souhaitez remplir pleinement un rôle qui allie compétences techniques et sens commercial, alors ce poste répond à vos objectifs. Il vous SERA CONFIE (des études techniques/ prix aux négociations) la responsabilité globale des affaires que vous traiterez directement avec les industriels.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre + CV + Prétentions) à
Thermique Franc-Comtoise - M. le Directeur
BP 1553 - 25009 Besançon cedex

LA SOREFI
FRANCHE-COMTE

recherche son
RESPONSABLE DE DEPARTEMENT
MARCHES FINANCIERS ET PREVISIONS

Opérateur de marchés, gestionnaire de portefeuille... vous possédez une pratique courante des nouveaux instruments financiers et du MATIF, ainsi que de solides notions de calcul actuariel. Vous voulez évoluer vers la gestion de bilan bancaire (ALM).

Venez prendre la responsabilité de notre Département Marchés Financiers et Prévisions. Rattaché au Directeur Financier, vous assurerez le suivi du portefeuille titres et de la trésorerie, vous mettrez en œuvre la politique de gestion des risques financiers, et superviserez les prévisions d'exploitation. De formation supérieure, vous avez une bonne connaissance des marchés financiers français et internationaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions), en précisant la référence 56R/LM à : SOREFI - 191 rue de Belfort
25044 Besançon cedex

MODEL Découpeur Emboutisseur

recherche :

- UN DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
- UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE PRODUCTION

Merci d'envoyer votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à
MODEL Daniel Zeiller - BP 1362 - 25006 Besançon Cedex

SCFEB

SOCIETE DE CONSTRUCTION DE FOURS ELECTRIQUES DE BESANÇON

recherche :

- UN INGENIEUR METHODES
- DES TECHNICIENS DAO ET MAINTENANCE
- UN CHEF DE FABRICATION

Merci d'adresser votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à
SCFEB - J.-Pierre CHOUET - BP. 1245 - 25004 Besançon

LA QUALITE
NOTRE PRIORITE ET VOTRE

RESPONSABILITE
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT

Un puissant groupe
vous invite à participer
à l'une de ses divisions
ACTIVITES NUMERIQUES DE
gestion de votre pr

INFORMATION
INDUSTRIELLE-CONTINENTALE

SALES SU

APPLICATION

West sec. F. 10/11
de Rue Quatre-V. Suder
ompatible

POOL PANEL

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA QUALITE NOTRE PRIORITE ET VOTRE AMBITION

Nous sommes une PMI (300 pers.) filiale d'un Groupe papeterier dynamique. Notre marché, déjà largement européen (export : 52% du CA), témoigne de notre volonté de satisfaire toujours plus et mieux les attentes de nos clients. Pour mener à bien la politique de qualité totale entreprise depuis 3 ans, nous créons le poste de :

RESPONSABLE QUALITE rattaché au DIRECTEUR GENERAL

Sa mission : après un audit de l'existant, étudier, définir, formaliser et animer les procédures, les outils et les actions nécessaires à la mise en place et à la gestion du système qualité permettant la certification de l'entreprise à l'horizon 1992.

Promoteur et acteur des objectifs de l'entreprise, il aura complété sa formation supérieure (Ingénieur ou ESC) par une spécialisation en gestion de la qualité et saura par son ouverture au dialogue, ses qualités de pédagogue, sa forte motivation personnelle mobiliser la participation constructive de tous.

Cette responsabilité, en prise directe avec l'ensemble des fonctions de l'entreprise, lui ouvrira des opportunités d'évolution intéressantes dans la Société et le Groupe.

Poste basé à 100 km au Nord de Paris.

Ecrire sous réf. 49 A 1662-9M à Annie SANTAMARIA
115, rue Turenne - 33000 BORDEAUX
Discretion absolue.

Membre de Syntec

etap

X, ECP, MINES, HEC...

DIRECTEUR DE GROUPE DE FILIALES

Un puissant groupe français, leader et en développement, recherche le Directeur d'un ensemble de filiales en France.

Il sera chargé :
• d'animer plusieurs directeurs de centres de profits;
• de créer de nouvelles implantations;
• de négocier des contrats à niveau élevé

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan ayant déjà assumé avec succès des responsabilités opérationnelles de direction de centres de profits importants.

Il aura environ 10 à 15 ans de vie professionnelle et il témoignera de solides qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur ainsi que d'un réel potentiel d'évolution.

Poste basé au choix à Paris ou grande ville universitaire Ouest.

Ecrire sous réf. 49 A 1650-9M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Un puissant groupe international
vous invite à participer à la forte expansion
de l'une de ses divisions spécialisée dans les
SYSTEMES NUMERIQUES DE CONTRÔLE COMMANDE
et à valoriser votre première expérience

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE-CONTRÔLE DE PROCESS

Plusieurs postes sont ouverts à des candidats désireux de s'investir dans une société qui pratique une politique dynamique de gestion de ressources humaines.

SALES SUPPORT

Leur mission à caractère technique et commercial recouvre :

- l'appui technique au réseau de vente (analyse de besoins, visites en clientèle...)
- l'étude et la définition de solutions techniques adaptées
- la réalisation des offres correspondantes

Ce poste peut déboucher à moyen terme sur une fonction à dominante commerciale.

Réf. 49 B 1599-9M

APPLICATION ENGINEERS

Ils assurent après la signature du contrat la mise au point définitive de la configuration des systèmes (Hard + Soft) de l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en route sur le site en relation permanente et étroite avec la clientèle.

Réf. 49 B 1596-9M

Ces postes nécessitent une formation technique supérieure, automatisme, informatique industrielle, ainsi qu'une première expérience (2 à 5 ans) dans le domaine des applications informatiques destinées au contrôle de process.

Fréquents déplacements en France et à l'étranger à prévoir.

Anglais indispensable.

Postes basés banlieue ouest Paris.

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

CHEF DE PRODUITS SYSTEMES ELECTRONIQUES

Société leader dans les systèmes de sécurité électronique (540 MF de CA) en progression constante recherche le Chef de produit de son activité principale.

Au sein de la direction scientifique qui définit les futurs systèmes en fonction de l'évolution des besoins de mise en sécurité, il sera chargé :

- de gérer les gammes, produits et services existants en relation avec les directions technique et commerciale,
- analyser les besoins du marché à moyen et long terme et en déduire les axes de développement correspondants,
- suivre l'évolution de la concurrence,
- représenter la société dans les différents organismes nationaux et internationaux chargés des normes et des réglementations.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé possédant une expérience similaire de 4 à 5 ans si possible dans un domaine où le facteur sécurité (électronique) est dominant. Des connaissances en métrologie seraient un plus. Des qualités de contacts, de persuasion, une bonne ouverture d'esprit, un sens aigu des responsabilités ainsi qu'une parfaite connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Poste : banlieue ouest Paris
Ordre de grandeur de rémunération : 300 000/an

Ecrire sous réf. 49 E 1437-9M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Société filiale d'un groupe industriel international
leader sur son marché,
recherche pour son Département Céramiques Industrielles

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL FRANCE ET EXPORTATION

Au sein du Service Commercial, en liaison étroite avec les services R&D et Fabrication, il assurera une double mission :

- entretien et amélioration d'un portefeuille existant;
- développement de nouvelles affaires auprès de la clientèle High Tech.

Idealement, ce poste conviendrait à un ingénieur de formation mécanique ou matériaux, ayant 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques.

Un ingénieur débutant - de valeur - pourrait toutefois remplir ce poste après une période initiale de formation.

Anglais courant indispensable, connaissance de l'allemand appréciée.

Poste ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. 49 D 1445-9M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PME et ses filiales
Banlieue Ouest et Sud

Chef Comptable

Formation : DECS, DESCF, MSTCF ou MSG.
Expérience minimale : 10 ans, dont 4 ans en cabinet d'expertise comptable.

Familiarisé avec la gestion informatique

Adresser CV et prétentions sous réf. 9247 à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS,
qui transmettra.

Organisme du secteur social
recherche une :

Assistante de Direction

pour sa cellule Organisation et Méthodes afin de :
• assurer la tenue des plannings et la préparation des réunions
• suivre et gérer certains dossiers particuliers
• capable d'apprécier l'urgence et les situations

Connaissance en sténo et Word 4

Bonne présentation et sens des contacts

Anglais exigé

Adresser CV + prétentions + photo sous référence 9246M à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS
qui transmettra.

LOUIS VUITTON
HAUTE COUTURE PARIS

Notre entreprise, 5,3 Milliards de CA en 1988, 2 500 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe. Notre Direction Juridique vous offre de participer à son développement.

JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE

Basé à la Défense - Grande Arche,

vous interviendrez au sein d'un service de 4 personnes dans les domaines suivants :
• Droit des Sociétés • Dossiers Immobiliers • Rédaction de contrats.
Vous êtes diplômé d'études supérieures juridiques - spécialité droit des affaires - et disposez d'une première expérience réussie en entreprise ou en conseil.
Des qualités d'analyse, le sens du relationnel, un esprit généraliste et une attitude concrète et opérationnelle seront les atouts majeurs de votre réussite.
Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à : PUBLIPANEL - 145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, sous réf. 9244.

LV

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 4TH

CHEF DU SERVICE MARKETING TELEPHONIQUE

Paris - Cet important groupe de presse, l'un des tout premiers en France - 45 publications dont un quotidien La Croix L'Evénement, 1,5 milliard de chiffre d'affaires - recherche le responsable de son service marketing téléphonique. Rattaché au directeur des services communs, il participera avec lui à la définition des orientations stratégiques du service et aura pour mission d'assurer l'optimisation de la productivité de l'unité et de son potentiel commercial, tant vis-à-vis des directions commerciales des publications du groupe que des clients extérieurs. Pour ce faire, il coordonnera l'activité des équipes de vente à domicile (40 télépromoueurs) et du siège (10 personnes) et d'une cellule

administrative. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, gestion, IEP) ayant eu une expérience commerciale terrain significative exercée dans le cadre de produits élaborés ou de services. Des qualités de gestionnaire, alliées à des capacités de réflexion et d'innovation sont nécessaires pour réussir dans ce poste. La rémunération sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence S/8479M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



BAYARD PRESSE

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Services Lamy

JURISTES CONSULTANTS

Droit Social

Juristes seniors de haut niveau

entrepris et/ou en cabinet. Idéalement, ils auront développé une expertise dans une discipline spécifique du Droit Social. Ils disposeront d'une grande autonomie, encadreront des juniors et pourront devenir à terme des associés dans le cabinet basé à Paris 17ème.

Maîtrise en Droit minimum, ayant acquis une pratique très complète de la fonction du cours de leur expérience de 8 à 10 années passées en entreprise et/ou en cabinet. Idéalement, ils auront développé une expertise dans une discipline spécifique du Droit Social. Ils disposeront d'une grande autonomie, encadreront des juniors et pourront devenir à terme des associés dans le cabinet basé à Paris 17ème.

Réf. M 11/3014 C

Juristes juniors à fort potentiel

titulaires d'un DESS de Droit Social, justifiant d'une première expérience même courte acquise en entreprise ou en cabinet juridiques.

Réf. M 11/3014 B

Si vous avez de la rigueur, une forte puissance de travail, de l'ambition et si vous parlez couramment anglais, adressez lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à notre conseil :

EGOR S.A.
8, rue de Bani - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

Rejoignez une équipe de professionnels du marketing direct business to business.

Notre entreprise

N° 1 du mailing groupé business to business en France, nous sommes de fait une des toutes premières agences françaises de marketing direct dans ce domaine.

Notre métier

Construire et mettre en œuvre pour de grandes entreprises des programmes complets de génération de contrats de vente (des budgets de l'ordre de 600 000 francs à plusieurs millions de francs).

Nos clients

Des multinationales françaises et étrangères dans l'informatique, la bureautique, les télécommunications, la location de véhicules, les assurances, l'automobile, le financement professionnel, etc.

Nos interlocuteurs chez nos clients

Les Directions Générales, Commerciales et du Marketing.

Le poste :

DIRECTEUR DE CLIENTELE

Votre mission

Gérer et développer un portefeuille de clients dans des secteurs économiques déterminés en collaboration avec la Direction Générale.

Vous

Vous avez entre 25 et 30 ans environ et réussirez en ce moment brillamment comme chef de publicité ou responsable de clientèle dans la presse professionnelle ou dans une agence de marketing direct.

Vous êtes persévérant, intelligent et ambitieux et êtes prêt à vous investir pour devenir, en quelques années, un expert reconnu du marketing direct business to business.

Ce que nous vous apportons

- La pratique au meilleur niveau français et européen du marketing direct business to business (stratégies, logistique, communication, bases de données) et la confrontation quotidienne avec les meilleurs spécialistes dans les entreprises.

- Une formation permanente au sein d'un groupe humain très exigeant.

- Une rémunération élevée dès le départ et de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous garantissons une discrétion absolue dans l'étude de votre dossier.

Ecrivez à l'attention personnelle de Pierre ABECASSIS

LES CARTES D'INFORMATION DIRECTE

120, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

LA MUTUELLE GENERALE DES PTT (1 800 personnes)

gère pour ses 570 000 adhérents plusieurs établissements et recherche pour Paris :

DIRECTEUR D'UN CENTRE DE SANTE

En relation avec le corps médical, il définira des axes de développement - création de nouveaux services, choix des investissements - et assurera la gestion tant humaine qu'administrative de l'ensemble du centre, mettant à profit ses qualités relationnelles, son sens du management, sa rigueur d'organisation.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, SUP de Co ou GESTION, Ecole Nationale de la Santé Publique de RENNES.

Environ 35 ans, avec une expérience de plusieurs années en milieu hospitalier ou médical.

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite sous la référence 858 à :

Claudine GALLET
Ressources Humaines
3, rue Cornille
75006 PARIS

GROUPE Cabino Dans le cadre de notre développement européen et international, nous souhaitons renforcer notre service juridique à notre siège social et recherchons un

Collaborateur juridique

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation maîtrise de Droit des Affaires complétée d'un D.J.C.E., d'un Magister ou d'un D.E.S.S. (Droit des Affaires/Fiscalité). Fort d'une première expérience, de 3 à 5 ans environ dans un cabinet juridique Fiscal et Droit des sociétés ; vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

En liaison directe avec le Directeur du Service Juridique, vous le seconderez dans toutes les affaires importantes touchant au développement. Vous assurez le suivi de tous les contrats commerciaux, des relations avec les filiales et vous développez un service d'audit juridique.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MO12 à CASINO, Service de Gestion des Ressources Humaines, 24 rue de la Montat, 42008 St-Etienne Cedex.



Guerbet

Groupe Pharmaceutique Français de dimension internationale
Spécialiste en imagerie diagnostique
520 personnes, 850 MF de CA (dont + de 50 % à l'export)

La Responsable de notre SERVICE JURIDIQUE recrute

SON ADJOINT 238.000 F/an +

Diplômé d'une Maîtrise de Droit Privé, vous avez démontré votre goût pour les questions de Droit Communautaire et international lors d'un 3ème cycle.

Vous maîtrisez l'Anglais. Après une expérience réussie de 2 ou 3 ans en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez rejoindre un groupe international, valoriser vos qualités de praticien et votre sens de la communication.

En étroite collaboration avec les services opérationnels, vous les conseillerez et les assisterez lors des négociations des contrats export.

Vous exercerez également votre activité dans le cadre de la propriété industrielle, en participant au choix des marques et en les gérant.

Venez rejoindre notre équipe !

Poste basé à Villepinte (proche RER B Parc des Expositions).

Adressez lettre manuscrite + CV détaillé et photo à/réf. V1.01.1289 à : GUERBET SA - Etablissement de Villepinte BP 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

Ville de Sotteville-lès-Rouen (30 000 habitants)

AGENT DU CADRE A

● Recrute d'urgence par voie de mutation ou de recrutement direct (contrat), un agent du cadre A ayant une solide formation en Sciences économiques et au moins trois années d'expérience en collectivités locales.

● Placé sous la responsabilité immédiate du directeur général des services, sa tâche sera de :
- gérer dynamiquement la trésorerie et la dette ;
- expertiser les fiscalités directe et indirecte de la collectivité ;
- organiser et coordonner le travail de préparation et d'exécution budgétaire ;
- perfectionner et gérer la comptabilité analytique.

Avantages statutaires et de fonction prévus

Adressez candidature manuscrite et C.V. détaillé à : M. Pibarot, groupe TEN, 10, rue Mayet, 75006 Paris.

Immobilier

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Rennes

Cette entreprise régionale de 60 salariés, est spécialisée dans la gestion et la promotion immobilière sur l'Ouest de la France. Renforçant ses structures, elle recherche un Responsable de Programmes pour piloter ses projets et préparer la diversification à moyen terme.

Rattaché au Directeur Général et à la tête d'une équipe de 5 personnes, il aura l'entière responsabilité du montage des opérations (définition du produit, coordination technique, gestion budgétaire, animation commerciale). La pratique de la micro-informatique est souhaitée.

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) d'au moins 30 ans, professionnel confirmé, ayant acquis une solide expérience de la fonction. Les conditions de travail attractives ainsi que les ambitions de la Société, sont de nature à motiver un réel talent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 653416 A à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monod - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANEMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Suivie à une promotion interne, le Directeur de notre division Senior (350 M de CA) recherche une

SECRETAIRE DE DIRECTION

Votre mission sera triple :

- Assurer le suivi des dossiers en lien avec les interlocuteurs internes (journalistes, commerciaux, etc...) ou externes.

- Assister le Directeur dans la gestion globale de la Division : réunions, rédactions de comptes rendus, tenue de tableaux de bord, statistiques,

- Gérer "la vie quotidienne" : téléphone, agenda, courrier.

A 30 ans environ, votre formation supérieure, votre expérience et votre potentiel vous permettront d'assumer de réelles fonctions d'assistante. Vos capacités relationnelles, votre sens de l'initiative et de l'organisation trouveront à s'exprimer dans un poste complet et dans une structure en plein développement.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant votre salaire actuel, sous référence MLA/29 M à BAYARD PRESSE Direction des Affaires Sociales 3, rue Bayard - 75008 Paris.



BAYARD PRESSE

28 publications en France
17 à l'étranger

notre temps

Vermeil

JAX



Le service technique de la navigation aérienne a en charge le suivi de la conception, de l'exécution, de l'installation des matériels nécessaires au contrôle de la navigation aérienne.

IL RECHERCHE :

UN INGÉNIEUR QUALITÉ

Dont la mission sera d'assumer la direction d'une structure QUALITÉ à mettre en place au sein du service. Dans le cadre de la coordination et de l'animation des différentes activités de l'organisme il veillera plus particulièrement :

- à l'établissement des règles et des procédures à faire respecter par les partenaires industriels,
- aux actions de formation nécessaires à la mise en application de ces règles,
- à la gestion de la qualité.

PROFIL

Le candidat devra posséder une solide expérience acquise au sein d'un service QUALITÉ ou d'un service de production soumis aux règles de l'assurance qualité dans le domaine de l'électronique.

Adressez un C.V. à M. PEUDECCEUR
STNA, 246, rue Lacourbe, 75015 PARIS.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Provence - Côte d'Azur

Chargé de satisfaire l'ensemble des besoins en informatique de gestion de notre société, vous devrez concevoir et gérer un système d'informations accessible aux différents départements du groupe, maîtriser et supporter les applications existantes en les faisant évoluer vers un système homogène.

Vous avez une formation supérieure (Bac+3 ou 4), complétée par une formation type "Analyse Concepteur de Systèmes d'Informations".

Votre expérience en entreprise vous permet aujourd'hui d'appréhender avec autonomie et sens des responsabilités l'ensemble des problèmes de gestion d'une société.

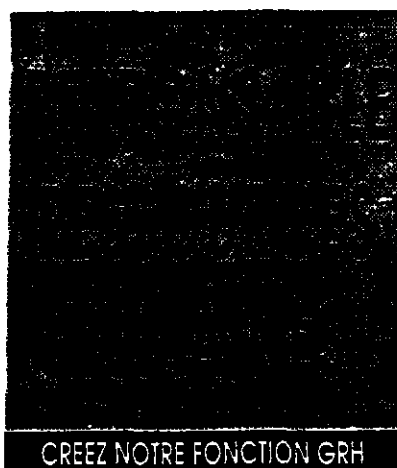
La connaissance de l'anglais est nécessaire. Des déplacements sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Agence LEMOINE - CISIGRAPH Technoparc du Golfon - 1312 VITROLLES.

CISIGRAPH développe l'un des systèmes CFAO le plus complet et le plus performant dans les domaines de la mécanique et du plastique.

RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

CISIGRAPH



CREEZ NOTRE FONCTION GRH

GROUPE CIC

CREDINTRANS

En 1992, nous fêterons, avec les 15 banques et établissements financiers qui composent le groupe CIC, le 20^e anniversaire de CREDINTRANS, leur filiale commune. Avec une progression moyenne de 20% par an, nous sommes dans le peloton de tête des sociétés informatiques par la rentabilité.

Notre politique de développement des ressources humaines nous permet d'engager un taux de turnover inférieur à 4% en phase de développement interne (triplement de l'effectif en 4 ans).

En relation avec le Directeur Général et les responsables de divisions, vous créez et organisez la fonction de Gestion des Ressources Humaines.

Après étude des besoins, des profils, des qualifications et des filières, vous recensez les moyens à mettre en place, élaborez la stratégie de

recrutement, ainsi que les plans de formation, sur un budget de l'ordre de 2 M€.

A court terme, vous prendrez également en charge la création de notre Centre de Formation Clientèle.

A 28/35 ans, vous avez complété votre formation IEP, DESS Gestion du Personnel, par une première expérience dans les fonctions de Formation ou Personnel, que vous souhaitez valoriser.

Soit l'opportunité de réussir dans cette mission impliquante, riche et évolutive, d'être en contact avec des interlocuteurs de haut niveau, d'acquiescer, d'analyser, de créer et de psychologiser.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo, CV, 3H/12, à Denis GUILLEMIN - CREDINTRANS - 37/39, avenue Ledru-Rollin - 75012 PARIS, ou téléphonez au 40.19.23.06 pour rendez-vous.

Responsable Communication pour la Ville d'ANGERS

Nous recherchons pour Angers un Responsable qui, rattaché directement au Cabinet du Maire, saura mettre en œuvre une politique globale de promotion pour la ville tant sur le plan stratégique que sur le plan opérationnel.

Vous possédez une bonne culture générale due à une formation supérieure (mini Bac + 4).

Vous avez une première expérience dans une agence de Relations Publiques ou un service de communication. Vous avez donc autour de 30 ans.

Vous êtes intéressé par le fait de travailler pour une Ville avec des élus.

Vous parlez anglais. Et surtout vous avez envie de rejoindre une équipe dynamique et innovante, passionnée par sa ville.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) sous réf. 117 M à notre conseil ORBE, 41 avenue George V - 75008 Paris, qui étudiera en toute confidentialité.

Multiplier par 3 notre G.A. en 3 ans

Avec vous c'est possible



Aujourd'hui déjà N°1 français du marché des fournisseurs de micro-ordinateurs (avec 1600 sites installés) nos produits sont des services d'information sur INTERNET, de la prise de commandes ou passant par la messagerie professionnelle. Nos applications ont séduit tant les collectivités locales que les entreprises publiques ou privées, notamment des secteurs distribution, banques et assurances.

Aujourd'hui filiale d'un grand industriel de l'informatique : SMT Group, et d'un grand utilisateur : la SEITA (qui couvre 30 000 points de vente avec ses systèmes de prise de commandes télématiques), nous lançons une nouvelle gamme de services pour réseaux à valeur ajoutée et une nouvelle série de terminaux.

Notre challenge avec succès à partager : X3 notre CA en 3 ans soit 250 MF en 1992.

Ingénieurs d'Affaires branchés Grands Comptes.

pour vendre des systèmes de Télécommunication et de Terminals à partir des outils et produits Métavidéotex.

Pour gagner avec nous : une formation supérieure (école de commerce ou d'ingénieur), 5 ans d'expérience de la vente de solutions clé-en-main et un sens de la négociation à haut niveau.

Réf. 4138

Chef de Marché

pour développer notre activité TPV en collaboration étroite avec les partenaires du groupe (SEITA, SMT Group).

Pour gagner avec nous : une formation commerciale, une expérience de 3 à 5 ans dans l'animation d'une force de vente et bien sûr un esprit d'initiative, et une forte capacité de conviction.

Réf. 4137

Ingénieur Technico-Commercial

pour assurer le lien entre les ingénieurs du développement et la force de vente en assistant celui-ci dans la définition de solutions techniques élaborées, soit en avant-vente avec le client, soit en réponse aux cahiers des charges.

Pour gagner avec nous : une formation supérieure (école d'ingénieur ou maîtrise d'informatique), une bonne connaissance du secteur des télécoms, une bonne maîtrise de la conception des solutions appropriées.

Vos atouts : une double compétence technique et commerciale pour faire remonter les informations clients auprès du marketing et trouver les éléments soit en hard chez les constructeurs pour de nouveaux projets.

Réf. 4138

Pour de vous engager avec nous, écrivez sous référence choisie à : Sources - 108, rue St Honoré - 75001 Paris

EUROSEPT ASSOCIÉS

Société de conseil en gestion, organisation et systèmes d'information

recrute

Consultants confirmés

- 28 ans minimum
- Expérience souhaitée en société de conseil ou d'audit, ou au sein du département organisation d'une entreprise
- Connaissance d'une seconde langue européenne appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (réf. PL) à :

Lise PERROT, EUROSEPT ASSOCIÉS
9, rue Royale, 75008 PARIS



ERMET-SLN

3^e producteur mondial de Nickel et leader sur le marché Euro-Nickel, réalisant 80% de son CA à l'export recherche.

UN JEUNE CADRE MARKETING

Votre principale mission sera de réaliser des études telles que, bilan offre-demande de Nickel sur le marché mondial, évolution de la consommation par branches industrielles, prévision de consommation.

Vous participerez également à des actions de promotion et de communication en relation avec le réseau commercial.

Vous êtes issu de HEC, ESSEC, SUP DE CO ; vous avez entre 25 et 30 ans et une première expérience acquise en France ou à l'étranger ; vous vous intéressez au Marketing de biens intermédiaires industriels et vous êtes bilingue anglais français.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 4312, à SERIFO, 47 bis avenue Bequet, 75007 Paris.



Membre de Syntec

KPMG Fiduciaire de France

Nous recherchons pour notre DIRECTION DE PARIS

FUTURS CONSEILS DE PME - PMI

Vous avez :
- une expérience de Cabinet
- une formation universitaire ou Grande Ecole
- le goût des responsabilités, du développement
- une aptitude réelle à communiquer.

Nous offrons :
- les possibilités d'une carrière ambitieuse
- une rémunération motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite + photo + Curriculum-Vitae détaillant vos réalisations à Catherine JAMMES 18 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET.

NOTRE GROUPE

22 filiales - 200 millions de francs s'apprête à créer encore une vingtaine de filiales en France ainsi que six implantations à l'étranger (Europe, USA, Canada)

NOUS RECHERCHONS :

1) NOTRE DIRECTION DES VENTES INTERNATIONALES (Paris)
Ce cadre, de haut niveau, excellent vendeur lui-même devra :
- collecter, mettre en forme, exploiter les informations sur ces nouveaux marchés,
- recruter, former et animer nos équipes commerciales pour atteindre les objectifs assignés au Groupe,
- développer, coordonner et contrôler l'activité commerciale et internationale de toutes les filiales.

PROFIL : ESSEC, ESC ou équivalent, 25-35 ans, bilingue anglais (espagnol ou allemand apprécié).

2) LES SIX FUTURS DIRECTEURS DE NOS FILIALES A L'ETRANGER
Après une solide formation commerciale au siège parisien du Groupe, les généralistes seront à participer à la création puis au développement et à la gestion de leur futur centre de profit à l'étranger.

PROFIL : ESC ou équivalent, 25-30 ans, bilingue.

Les candidats offriront un fort caractère commercial, doublé de rigueur administrative et de la capacité de travail d'un véritable chef d'entreprise.

Envoyer candidature (CV, photo + lettre de motivation et références) à : A.S.S. Direction des Ressources Humaines, 8, rue Thomas-Eaton, 92230 GENNEVILLIERS

mf PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST

Notre société est réputée dans le domaine de la fabrication des papiers graphiques et d'emballage. Ses 7 unités de production sont essentiellement dans l'Est et le Sud-Est.

Pour les 2 unités proches de Grenoble, représentant près de 500 personnes, nous recherchons un :

Chef du personnel

Diplômé d'études supérieures, la trentaine, vous avez déjà une expérience de 4 à 5 ans, idéalement dans une industrie de process en continu. Vous avez fait vos classes dans une position d'adjoint et vous vous sentez apte maintenant à tenir la barre.

Sur les 2 sites, vous avez, bien sûr, la maîtrise de tous les aspects de la fonction (recrutement, salaires, formation, sécurité).

Surtout, votre présence sur le terrain, votre sens relationnel, font de vous le promoteur de la politique sociale auprès de la hiérarchie. Expert dans votre domaine, vous êtes un conseiller écouté de votre Directeur d'unité.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature (Références 1104/RE) à SEFOP RHONE-ALPES 17, avenue du Grandier 38240 MEYLAN, qui nous aide dans cette recherche.

SEFOP Rhône-Alpes

Société réalisant des biens d'équipements industriels, filiale d'un important groupe industriel français recherche

CHEF D'AGENCE

Ce poste conviendrait à un ingénieur IP ENSI, INSA ou équivalent, ayant les qualités d'un patron de petite entreprise, une expérience réussie des travaux industriels acquis en entreprise générale ou en société de montage. Sur les objectifs fixés par la Direction Générale il aura, après formation, la responsabilité commerciale, technique et administrative d'une unité.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 9468 à EUROMESSAGES, soit par FAX ou 49.10.95.72, soit par courrier BP 80 - 92105 Boulogne-Biancourt cedex, qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

PARIS STRASBOURG LYON MARSEILLE EUROMESSAGES

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Financiers

immobiliers

Grâce à ses ressources humaines et techniques, notre banque n'a cessé d'évoluer depuis plus de 60 ans. Banque d'affaires, ouverte sur l'Europe et le Monde, nous sommes connus pour notre performance. Aujourd'hui, nous renforçons notre département immobilier et recherchons de nouveaux collaborateurs-dynamiques et entrepreneurs.

Adjoint du Responsable des "Opérations Marchands de Biens"

A 30 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de 5 ans environ au sein d'un établissement spécialisé dans l'immobilier.

Nous vous confierons la gestion et le développement d'une clientèle de marchands de biens et de lotisseurs. Vous étudierez et présenterez les dossiers de participation.

Adjoint du Responsable des "Participations SCI"

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 7 ans minimum, au sein, soit d'une société de promotion immobilière, soit d'une banque.

Vous serez chargé de nous représenter aux assemblées, suivre et développer nos affaires, analyser et présenter les dossiers de participation.

Vous serez du risque, votre tempérament commercial, votre rigueur et votre disponibilité vous permettront de réussir et d'évoluer au sein de nos structures.

Prenez nos affaires en main ! Rejoignez notre Direction des financements immobiliers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) en précisant la référence choisie à la BANQUE WORMS - Direction des Relations Sociales et du Personnel 1, place des Degrés - CEDEX 58 - 92059 PARIS LA DEFENSE

(R&F. OMB)

Une expérience internationale vous attire !

Nous vous proposons de rejoindre la filiale saoudienne d'un important Groupe Industriel, leader sur son marché, qui recherche son

Responsable Financier

Arabie Saoudite

En relation étroite avec le Directeur Administratif et Financier, vous participez à l'ensemble des fonctions financières. Vous êtes chargé particulièrement de mettre en œuvre les procédures et de superviser l'enregistrement des opérations comptables, d'établir les prévisions de trésorerie et les documents nécessaires aux consolidations et vous animez une équipe.

De formation supérieure en Gestion (ESC, Université), vous avez une expérience significative de la fonction, acquise en PME, cabinet ou groupe, une maîtrise parfaite de l'anglais et une bonne pratique de l'outil informatique.

Votre autonomie, vos excellentes qualités d'adaptation et relationnelles, votre professionnalisme sont les garants de votre réussite à ce poste qui vous assure des perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la réf. A 1019 à notre Conseil.

CONCEPT RECRUTEMENT

2, rue André Malraux - 75002 PARIS

JEUNE HEC, ESSEC, ESCP, ESCA

Assistant contrôle de gestion

Filiale d'un important groupe industriel français, nous sommes spécialisés dans la vente de produits de grande consommation du secteur automobile.

Dans le cadre de notre développement (800 MP de CA, 600 personnes en 1989), nous étions notre structure.

Nous vous offrons l'opportunité de commencer dans la vie professionnelle par des missions qui vous permettront d'appréhender l'entreprise sous ses différentes facettes.

Vous prendrez progressivement la responsabilité du suivi de certaines divisions en France et de filiales en Europe. En relation fréquente avec les opérationnels, vous élaborerez les budgets, les actualiserez et jouerez un rôle de conseil auprès de leurs directeurs. Vous participerez au reporting auprès de la maison mère. Pour ce poste situé en proche banlieue Ouest, l'anglais est souhaité et de courts déplacements sont à prévoir.

Venez nous révéler vos talents : adressez votre candidature sous référence CG/M2 à Bertrand Montcaim, Sodacim, 156 bureaux de La Colline, 92213 St-Cloud Cedex.

Animateur et gestionnaire c'est la double compétence que nous recherchons pour notre :

CONTROLEUR DE GESTION

Région Parisienne

Notre groupe de distribution (53 magasins de 1000 m², près de 5000 personnes) est sur un secteur en plein développement.

Aujourd'hui, à environ 30 ans, vous êtes prêt à prendre de nouvelles responsabilités, à la mesure de votre potentiel.

Au-delà de votre formation supérieure c'est votre expérience du contrôle de gestion dans une unité opérationnelle et l'animation d'équipe qui nous intéressent.

Au sein de notre direction régionale, vous mettez en place et contrôlez les budgets, les investissements et les comptes d'exploitation. Vous participez aux stratégies de développement en termes de gestion, d'organisation et de ressources humaines.

Vous devrez faire preuve d'une bonne capacité d'écoute, mais aussi de persuasion pour animer les responsables gestion des différentes unités, orienter leurs actions et optimiser les résultats. La structure de notre groupe permet des perspectives d'évolution vers de hautes responsabilités à des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la réf. A 1019 à notre Conseil.

CONCEPT RECRUTEMENT

2, rue André Malraux - 75002 PARIS

RÉGION DE SAINT-BRIEUC

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

700 collaborateurs - CA 1,7 milliard de francs

EN FORTE CROISSANCE INTERNE ET EXTERNE, PARMI LES LEADERS SUR SES MARCHÉS, OUVERT AUX MÉTHODES DE GESTION PERFORMANTES

recherche un

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION (H.F.)

Mission : Élaborer et suivre les budgets et les prix de revient. Estimer et analyser les résultats mensuels. Contrôler et développer les tableaux de bord, les systèmes d'informations, les procédures. Réaliser toutes études de coût et de rentabilité. La supervision du contrôle de gestion des filiales implique le développement du poste au niveau du groupe.

Profil : Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, mais jouissant d'une large délégation, assés d'un Junior : de personnalité ouverte et entrepreneur, familier des contacts à tous niveaux, la formation E.S.C. ou équivalente, 7 à 10 ans pour un DUT de Gestion et maîtriser parfaitement le maniement des outils du contrôle de gestion, notamment le micro-informatique (LOTUS).

La rémunération tiendra compte de l'expérience et saura motiver un candidat de valeur.

Réponse assurée par notre Conseil aux candidats dont le dossier comprend lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 89.12.05.R.C.G.

Alain KERVADIC, 5, place de la Liberté, 22000 SAINT-BRIEUC. Tél. 96 33 23 88

DISCRETION ASSURÉE

Affirmez votre sens stratégique

U

SÉLEFRANCE

Conseil en Recrutement

72, rue Regnaud 75013 PARIS

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

De formation supérieure en comptabilité, gestion ou finance, vous possédez si possible une première expérience sur chantiers et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

En relation avec les Autorités et Administrations locales, vous prenez en charge la gestion du personnel (local et expatrié), la logistique et les problèmes juridiques locaux (assurances, contentieux...). Vous intervenez également dans la gestion financière, et dans la comptabilité (générale, analytique, transfert sur Paris, monnaie locale).

Une mission complète où vous exercerez avec talent votre rigueur, votre sens des contacts et votre esprit d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P/FR/01, à notre Conseil VECTOR CAREER CONSULTANTS Nodine Carré - 83, rue Michel Arge 75016 PARIS.

VECTOR CAREER CONSULTANTS

Conseil en Recrutement

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

ARCO Chemical European Operations

(700 millions de \$ de CA) cherche pour un de ses secteurs géographiques internationaux son

Credit Services Coordinator

Paris

Rattaché au Credit Manager Europe, vous serez responsable de l'analyse crédit et du recouvrement sur un secteur export important. Vous aurez à développer les systèmes de paiement, vous assurerez le respect des procédures et participerez au développement des ventes, tout en réduisant les risques financiers. Agé d'environ 30 ans, de formation école de commerce, vous avez une première expérience dans un poste similaire et un sens solide des contacts. La maîtrise de l'anglais est indispensable, ainsi que de bonnes notions informatiques. (Réf.RCS017MO).

et pour les projets européens son :

European Project Auditor

Paris

Vous serez responsable de l'audit de l'ensemble des projets du groupe en Europe et du développement de procédures de contrôle interne. L'analyse des contrats avec les sous-traitants ainsi que le suivi du respect des conditions et de l'avancement des travaux, seront de votre ressort. Vous participerez également à la définition des programmes d'audit au niveau européen.

Agé de 26/30 ans, de formation école de commerce, vous avez une première expérience d'audit en milieu international. La maîtrise de l'anglais est indispensable et de bonnes notions d'allemand souhaitables. (Réf.RCS016MO).

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous référence du poste choisi.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Groupe industriel très performant, N° 1 européen dans son secteur d'activité (12 000 personnes ; 6,5 mds de Francs de CA) recherche pour l'une de ses filiales

Contrôleur
de Gestion Industriel
à fort potentiel

Région Sud

à 150 km de Paris

Salaire motivant

Le candidat, 26/30 ans, diplômé d'une grande école de commerce, et/ou d'une université (DECS souhaitable) devra être opérationnel immédiatement. Il prendra en charge l'ensemble du contrôle de gestion de deux unités de fabrication (détermination des prix de revient ; contrôle budgétaire ; mise en place des tableaux de bord ; reporting). Très responsable, le candidat devra évoluer rapidement au sein du groupe. Pour cela, il devra justifier d'une expérience de trois ans dans une fonction similaire ou proche (anglais courant nécessaire ; connaissances en micro-informatique obligatoires).

Contactez Frédéric Pougeon au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf.FP5010MO.

MP

Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Une Banque Privée performante recherche son

Directeur
de l'Exploitation Bancaire

Paris

Rattaché à notre Directeur Général, vous gèrerez les engagements de la banque et développerez un fonds de commerce varié, en disposant d'une large autonomie, avec une équipe de 5 collaborateurs.

Agé de 35/40 ans, de formation supérieure, vous bénéficiez d'une réelle expérience de l'exploitation bancaire, tant sur les aspects commerciaux que sur l'analyse des risques.

Un bilan positif reflètera cette expérience (4/5 ans) acquise dans un environnement bancaire de taille humaine et vous permettra de démontrer vos aptitudes à évoluer au sein de petites équipes. Vous souhaitez jouer un rôle actif dans le développement de notre banque. La rentabilité des opérations, la rapidité de décision et la personnalisation des relations avec la clientèle seront un souci permanent de votre action.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et composée d'une partie fixe, d'un intéressement et d'une partie personnalisée en fonction de vos propres performances.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FS2020MO.

MP

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Pour votre intégration dans la filiale française (2,7 milliards de Francs de CA) d'un puissant groupe américain N° 1 sur son marché devenez

Contrôleur de Gestion

Nord-Ouest Paris

Salaire motivant

Au sein d'une unité de production et de distribution, rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion de l'entité, vous serez responsable plus particulièrement du reporting, de l'élaboration des budgets et du développement des outils d'analyse. Vous encadrerez l'équipe de comptabilité fournisseurs et participerez aux nombreux projets financiers et logistiques dans un environnement en pleine mutation.

Agé de 25/28 ans, de formation Ecole de Commerce, vous avez une première expérience en audit ou contrôle de gestion. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. RC1917MO.

MP

Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Case Poclain SA

recherche pour une de ses usines son

*Mme Isabelle Dubois*Contrôleur
de Gestion Industriel

Oise

300 KF +

En assurant l'encadrement d'une équipe de 15 personnes, vous serez responsable des affaires financières liées au site. Vous développerez les budgets et le plan stratégique, vous suivrez les actions destinées à améliorer la rentabilité et participerez au développement du reporting. L'identification des risques et la mise en place d'actions correctives seront également de votre ressort.

Agé de 30/35 ans, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de contrôle de gestion industriel et d'encadrement. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf.RCS065MO.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

KennerParkerTonka

Filiale française d'un groupe américain

CA : 650 MF

250 Personnes

Leader mondial du jeu de société et du jouet : (Trivial Pursuit, Monopoly, Pictionary, Cluedo, Tinnie, Mask, SOS Fantômes) recherche un

Assistant Contrôleur
de Gestion

Paris-Est

Rattaché au contrôleur de gestion vous participerez à l'élaboration des reportings et des trackings mensuels. La préparation du budget et la clôture annuelle font également partie de vos fonctions principales. Vous participerez à la préparation des présentations de la société et le développement de certaines analyses de gestion peut vous être demandé (taux de marge, stocks...).

Agé de 24 à 26 ans, vous êtes jeune diplômé de formation école de commerce ou vous justifiez d'une première expérience d'un à deux ans dans un poste similaire. Une ouverture sur la micro-informatique et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Contactez Pascal Vancutsem au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf.PV5083MO.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

GROUPE
HERVET*Locaterme*

Filiale de Crédit Bail/Location du Groupe HERVET, dans le cadre du développement de son activité, recherche un

Exploitant Confirmé

pour assurer le développement et la diversification de l'activité par la prospection de clientèle de qualité, la négociation et la mise au point d'opérations de Crédit Bail, de location, et de Crédit d'équipement professionnel. Il participe à l'élaboration des produits, barèmes et procédures.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Université), le candidat bénéficie d'une EXPERIENCE COMMERCIALE réussie d'environ 5 ans en financement des entreprises dans un Etablissement de Crédit Bail Mobilié.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly, sous réf.M51LOC.

Société cosmétique en fort développement (CA : 600 MF), nous sommes la filiale d'un groupe anglo-saxon, leader dans son domaine, nous recherchons un

Directeur Administratif
et Financier

Paris

500 KF

Rattaché directement au Président, membre du Comité de Direction, il assume la responsabilité des domaines suivants : Comptabilité générale, informatique, contrôle de gestion, trésorerie.

Agé de 35/40 ans, de formation supérieure, le candidat justifie d'une solide expérience de la fonction en milieu anglo-saxon et manifeste de réelles qualités de management. Doté d'un esprit entrepreneur, fortement impliqué, il devra s'investir personnellement dans notre projet d'entreprise et participer au développement de notre structure. Anglais courant requis.

Contactez Christophe Aubry au 42.89.30.03 ou adressez CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf.CA5053MO.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UN JURISTE M/F

Banque d'Affaires à taille humaine, filiale d'un important groupe financier, nous recherchons aujourd'hui, pour notre Direction Juridique

A 28 ans environ, de formation BAC + 4 (maîtrise de Droit), vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum, de préférence au sein d'une banque.

En relation étroite avec notre Directeur Juridique, vous serez chargé d'assurer la mise en place et le suivi des garanties, le recouvrement des créances, ainsi que les contentieux.

Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 6474, à

MEDIAPA 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Une fonction complète

Jeune Chef du Personnel

Etablissement industriel de 600 personnes

Bourgogne

Filiale d'un très important groupe international offrant d'amples possibilités de carrière au sein de ses nombreuses filiales tant en France qu'à l'étranger, cette société industrielle, spécialisée dans la production de biens d'équipement Grand Public aux marques réputées, recherche le Chef du Personnel de l'un de ses établissements situés en Bourgogne. Cette fonction sera confiée à un jeune candidat âgé d'au moins 28 ans, doté d'une personnalité affirmée et ouverte, diplômé de l'enseignement supérieur, bénéficiant d'une première expérience d'au moins 3 ans en tant qu'adjoint d'un Chef de Personnel. Dépendant du Directeur de l'établissement et fonctionnellement rattaché au Directeur des Affaires Sociales du Groupe, il animera une équipe de 6 personnes et sera responsable de la gestion du personnel, de la communication interne et externe, de la formation, des relations avec les partenaires sociaux et organismes extérieurs. Une fonction complète pour un candidat ambitieux désirant accéder ultérieurement à des postes de Direction de Personnel. Le poste est situé en Bourgogne, à 2 heures de Paris. Rémunération très motivante.

ORION, notre Conseil, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 912 717 M.

35, rue du Rocher 75008 PARIS

ORION
Chimie et EntreprisesJeunes diplômés,
vous avez notre crédit.

Diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 2 ou 3), vous êtes débutant ou pouvez faire valoir une première expérience de la gestion de dossiers de crédit. En tout état de cause, vous souhaitez développer vos compétences en ce domaine, dans un contexte aussi large que possible.

Nous sommes la banque de l'immobilier par excellence : notre clientèle : les promoteurs, les marchands de biens, les entreprises, de simples particuliers. Nous nous efforçons de mettre à leur service, dynamisme et professionnalisme.

Au sein d'une équipe structurée, vous assurerez la gestion complète des dossiers de financements, ce qui implique, bien entendu, dans le suivi des opérations, outre la rigueur et une grande autonomie, une qualité relationnelle sans reproche. Nous vous en dirons plus sur le détail de vos responsabilités. Merci d'adresser votre dossier sous la référence 060 411 LM à notre conseil, Anne Cousin, Consultante au Cabinet Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant vos souhaits de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Imaginez un monde
où des postes auxquels
vous n'avez encore jamais pensé,
vous sont proposés.

36 15
T MLe service télématique
expert de l'emploi des cadresRejoignez un puissant groupe
de commerce internationalTrésorier
devises du Groupe

Au sein de la Direction Financière du Groupe et sous la responsabilité du Directeur de la Trésorerie, vous êtes chargé de mettre en place et d'assurer la gestion centralisée de l'ensemble des risques de change du Groupe.

Vous aurez la responsabilité des opérations de couverture, du back office et du reporting sur le risque de change du Groupe.

Diplômé d'une grande école, vous avez acquis une expérience de 5 à 7 ans du poste dans un groupe industriel ou commercial, une bonne connaissance des techniques de couverture ainsi qu'une solide formation financière. Vous possédez le sens de l'organisation, une grande capacité de dialogue et d'innovation. Pour ce poste basé à Paris, vous dirigerez une équipe de 4 collaborateurs expérimentés.

Envoyez votre dossier de candidature avec C.V. et photo sous réf. 6221/M à CURRICULUM 6, passage Lamule 75018 PARIS.

BANQUE
PRIVEE
PARISRecherche pour sa Direction
des Succursales

EXPLOITANTS

Les candidats devront justifier de 2 à 3 années
d'expérience dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous référence 6231/LM à
MEDIAPA - 50-54 rue de Sully
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

MEDIAPA

BILLION

La performance au quotidien
7000 presses à injecter installées dans 45 pays

Implantée à Oyonnax, au cœur de la Plastics Valley, nous employons 370 personnes et réalisons en 1989 un CA de l'ordre de 400 MF, en forte progression.
Pour renforcer notre équipe de Direction, nous recherchons un

Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Général, votre mission est double :

- à la tête de nos services Comptabilité, Gestion Trésorerie et Informatique, être le moteur de l'évolution de nos procédures et de nos systèmes d'information ;

- en liaison avec les services concernés, veiller à la mise en place d'une gestion de production en flux tendus, adaptée à nos impératifs industriels et à nos contraintes budgétaires.

A 28/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou d'une école d'ingénieurs, votre expérience de contrôle de gestion en milieu industriel assure, votre crédibilité auprès des opérationnels. La connaissance de l'anglais est un plus.

Venez rejoindre une entreprise qui vous donnera les moyens de vos ambitions.

Ecrivez à notre Conseil COORDONNÉES - sous référence. 1172/LM - 7, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

COORDONNÉES

Analyste
Financier

Bourgogne

en milieu
industriel

KODAK-PATHÉ, Filiale du Groupe EASTMAN KODAK, recherche pour son complexe industriel de CHALON-SUR-SAONE (3000 personnes affectées aux unités de Production et au Centre de Recherches), un diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle en milieu industriel.

Rattaché au Chef du Département Contrôle de Gestion vous devrez :

- assister dans tous les domaines financiers le Directeur d'une division de production
- assurer le reporting local et international ainsi que la planification à court et moyen terme.

Ces activités se dérouleront dans un contexte international, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

De réelles perspectives d'évolution s'offrent aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle.

Merci de bien vouloir joindre une photographie à votre dossier de candidature et de l'adresser à KODAK-PATHÉ - Direction Gestion des Cadres - 26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12



Bridel

Groupe de 2 600 personnes - 15 unités
6 milliards de C.A., dont les activités,
l'esprit moderne et le succès font
naturellement dire :

LES BONNES CARRIÈRES
ONT UN NOM

recherche

AUDIT GROUPE

Au sein de notre Direction des systèmes d'information, nous créons la fonction d'AUDIT GROUPE (Audit général des fonctions et services).

Nous recherchons un Cadre issu d'Ecole Supérieure de Commerce (ESSEC, HEC...) avec spécialisation Audit, et pouvant justifier d'une expérience de trois ans minimum dans la fonction en entreprise industrielle.

Nous vous confierons l'animation de la fonction, qui est primordiale compte tenu de l'expansion présente du Groupe.

Les personnes intéressées adresseront lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous

référence 891/201 au Groupe BRIDEL
Direction des Ressources Humaines
35230 BOURGARRÉ.

Emile Bridel

Société française (C.A. : 200 Millions de F. 300 personnes) filiale d'un groupe industriel : nous fabriquons et distribuons du matériel électronique de production.

Nous devons notre place sur le marché à une qualité de produits soutenue par la créativité de notre recherche et le dynamisme de notre force de vente.

Notre Direction Générale souhaite confier à un

Jeune Contrôleur
de Gestion

la création de la fonction Basée hâtivement Sud

Vous serez responsable de la définition des procédures budgétaires, de la mise en place du suivi et du contrôle des éléments, de l'établissement des prix de revient et de la valorisation des stocks.

Vous devrez garantir la fiabilité des résultats, analyser les écarts avec vos interlocuteurs opérationnels, et donner à la Direction Générale de véritables outils de décision pour la gestion de l'entreprise.

C'est un rôle complet conçu comme un conseil qui s'adresse à un jeune professionnel de la fonction diplômé d'une Ecole de Commerce, ayant acquis une première expérience dans un contexte industriel.

Souplesse d'adaptation, pragmatisme et hauteur de vue doivent être indissociables de votre rigueur et professionnalisme.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser C.V. - lettre manuscrite, sous référence 1.92 LM à notre Conseil KER.

15, rue Daumier



75016 PARIS.

Jagjag 150

هكذا هو الحال

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 A 31

Plans, budgets... maîtrisez notre gestion.

La trentaine, une bonne formation supérieure de gestion ou d'ingénieur, une expérience de 3 à 5 ans au sein d'un établissement financier (ou bancaire) où vous avez acquis une première expérience qui vous a permis de bien connaître les métiers du crédit et de maîtriser en toute autonomie les techniques budgétaires... vous voilà fin prêt pour prendre la responsabilité globale de notre contrôle de gestion.

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un grand groupe international qui fonde sa puissance sur de nombreuses activités. Accorder des crédits aux consommateurs, tel est notre métier. Pour cela, il nous faut gérer un risque et aider nos clients à gérer le leur. Avec plus de 400 personnes, nous avons dégagé plus de 100 MF nets après impôts en 1988.

Dans le cadre d'une organisation décentralisée, vous développerez, animerez et contrôlerez le système d'information de gestion de notre société. A la tête d'une équipe de 5/6 personnes, vous assurerez la totalité de la fonction : contrôle budgétaire, tableaux de bord financiers, études, analyses. Le poste est basé dans la région lilloise. Ecrivez à Jean-Michel Court, associé du cabinet Sirca, sous la référence 056 112 LM au 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Cette banque d'affaires au nom prestigieux, garante d'une tradition dans les milieux financiers internationaux, est forte d'une clientèle comptant la plupart des grands groupes. Pour sa direction de la gestion institutionnelle, elle recherche un

Economiste spécialiste des marchés boursiers

banque d'affaires

Il rejoint l'équipe de gestion de fonds internationaux pour la conseiller dans les orientations stratégiques des placements à effectuer. En parallèle, il assiste le gérant d'une importante sicoi internationale, en s'appuyant sur des outils micro-informatiques.

Nous proposons cette création de poste à un élève de grande école ayant déjà de 2 à 5 années d'expérience des métiers de la finance, au travers de la pratique d'indicateurs macro-économiques mondiaux, financiers et boursiers. Il souhaite concilier les intérêts d'une fonction d'économiste et de stratégie avec celle, à terme, de gestionnaire. Bien évidemment, ce poste est considéré comme un point d'entrée dans le groupe.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTc 12.353 au Cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

PNC International Bank France

Affiliée à PNC FINANCIAL CORPORATION
12e groupe bancaire américain
avec 42 milliards de dollars de total de bilan
4e groupe US pour l'activité Trust.

Dans le cadre du développement de notre activité Private Banking, nous recherchons des

RESPONSABLES DE CLIENTELE PARTICULIERS

H/F
Age d'environ 30 ans, diplômé d'études supérieures, vous justifiez d'environ 3 ans d'expérience de la clientèle privée au sein d'une banque ou d'une société de Bourse. Vous disposez d'un solide tempérament commercial et d'une bonne connaissance des marchés financiers.

Vous souhaitez exercer une fonction de conseil et proposer de façon objective les placements financiers que nous avons sélectionnés auprès de nombreuses institutions françaises et étrangères.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Alain Riviere - PNC - 20, place Vendôme - 75001 PARIS.

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIERE GROUPE (PARIS LA DEFENSE)

UN CADRE FINANCIER POUR LE DEPARTEMENT DES OPERATIONS FINANCIERES

Vous avez :
- de 25 à 28 ans,
- une formation Grandes Ecoles (HEC, Centrale, etc...),
- une première expérience en matière de Techniques Financières ainsi qu'une bonne pratique de la micro-informatique,
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Vous êtes :
- un bon technicien de la Finance, méthodique, ayant le sens de l'analyse ainsi que des capacités de synthèse,

- mais aussi un homme de contact, ayant le sens du travail en équipe.

Vous aurez :
- à participer au montage des financements de la maison-mère et de ses principales filiales,
- à assurer les relations avec les banques et à suivre les marchés financiers pour évaluer les propositions en fonction des besoins du Groupe,
- à modéliser l'étude de certains instruments financiers ou plans de financement pour en optimiser les paramètres de valorisation.

Veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite avec photo et prétentions, à notre Conseil, Michel MORACCHINI (Réf. 8999) 22 bis, rue des Belles-Feuilles 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

ENVIRONNEMENT ANGLO-SAXON

Chef Comptable



Walton S.A. (170 MF de CA, en 88, 100 personnes), première filiale française du groupe international Racal, commercialise des équipements de haute technologie, destinés aux télécoms, à la micrographie...

Connaissant une forte croissance qui doit se "multiplier" dans l'avenir, notre Directeur Administratif et Financier souhaite étoffer son équipe et recherche son Chef Comptable.

Votre rôle sera bien entendu de couvrir tous les aspects de la fonction jusqu'à l'élaboration du bilan, en animant une équipe de cinq collaborateurs. Mais, vous aurez aussi à assurer l'établissement des données comptables nécessaires au

reporting groupe, la gestion de trésorerie et participer à la mise en place d'un nouveau système d'informations.

Agé d'environ 30 ans, de formation comptable supérieure (DEC/DECS), vous avez acquis une expérience réussie dans une filiale d'un groupe par exemple, qui vous a permis de vous familiariser tant avec la comptabilité qu'avec la gestion dans un environnement informatisé. Ce poste évolue et nécessite la pratique de l'anglais est situé à Saint-Denis, dans un cadre très agréable.

Notre Conseil étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/58 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

L'ECUREUIL AFFINE SES TECHNIQUES DE GESTION

Depuis 1983, le Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CENCEP) poursuit une double ambition : adapter le Réseau des Caisses d'Epargne à l'extension de son champ de compétence et le préparer à affronter les nouvelles conditions de la concurrence européenne. Dans ce contexte passionnant, le Cencep perfectionne son Système d'Information de Gestion et recherche un :

CONTROLEUR DE GESTION

Vous participez au développement du contrôle de gestion dans le Réseau des Caisses d'Epargne.

Vous concevez, réalisez et coordonnez la mise en place des outils de prévisions et de mesure des performances en animant des groupes de travail. Vous favorisez les initiatives locales et apportez une expertise globale.

Votre formation supérieure, enrichie de 5 ans d'expérience dans le milieu bancaire ou financier et d'une bonne connaissance de l'outil informatique, sera votre meilleur atout pour ce poste à fort engagement personnel riche d'évolution dans le Réseau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. CP/LM122 à Jacky GAUVIN, CENCEP, 29 rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

UCABAIL

LA SOCIETE HOLDING DE CREDIT BAIL DU CREDIT AGRICOLE recherche un

Cadre comptable expérimenté

Pour assurer la responsabilité de 3 sociétés de Crédit Bail immobilier. Vous serez le garant de la fiabilité des informations comptables et aurez particulièrement en charge la production trimestrielle des comptes sociaux et financiers ainsi que l'établissement des déclarations destinées à la Commission Bancaire.

Sous l'autorité du chef de département, vous devrez réviser les procédures comptables afin de les optimiser.

Ces fonctions sont exercées dans un milieu hautement informatisé. Vous êtes titulaire du DECS minimum et possédez au moins 5 ans d'expérience en management d'unités comptables.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Casse Nationale de Crédit Agricole S/Réf. LAM/1130 Direction des Ressources Humaines B.P. 48 78280 GUYANCOURT

Filiale du Groupe LYONNAISE DES EAUX, nous sommes au service des collectivités locales. Par la qualité et le sérieux de nos prestations, nous sommes présents sur l'ensemble du territoire national.

Nous renforçons nos structures et recherchons pour nos régions

3 DIRECTEURS ADMINISTRATIFS ET GESTION Paris - Bordeaux - Reims

Rattaché au Directeur de Région vous prendrez en charge l'ensemble des fonctions administratives :
- gestion du personnel,
- comptabilité,
- contrôle de gestion,
- informatique,
- administration

Vous serez l'interface entre la région et les services centraux. Vous animerez et dirigerez une équipe de 10 à 15 personnes. De formation supérieure SUP de CO + DECF, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de généraliste dans une P.M.E.

Réf. FM 66

Nous créons auprès de notre Directeur Général la fonction audit et recherchons un

AUDITEUR INTERNE

Diplômé d'une Ecole de Commerce + DECF vous avez acquis une première expérience d'environ 2 à 3 ans en cabinet et/ou en entreprise.

Votre mission : Audit comptable, financier et opérationnel en France et à l'étranger.

Le poste basé à Paris, nécessite donc de fréquents déplacements. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

En cas de réussite, de réelles perspectives d'évolution sont à prévoir.

Réf. FM 67

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ville de Conflans-en-Jarnisy

(Meurthe-et-Moselle)

3 000 habitants, ville en pleine expansion, à 30 km de Metz

recherche

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER
DE LA VILLE

Définition de poste

- responsable du budget communal ;
- responsable du fonctionnement administratif de la commune : encadrement des services municipaux, relations avec les administrations, préparation et suivi de l'activité du conseil municipal, relations avec les habitants ;
- responsable du personnel communal.

Formation

- Bac + 5, bonne connaissance des finances et du droit des communes ; compétence rédactionnelle.

Profil

- disponible, dynamique, organisé, sens des relations et de la communication, souhaitant s'engager dans un travail à responsabilité globale, intéressé par un poste passionnant situé dans une ville à taille humaine, désireux de s'intégrer à une équipe digne, enthousiaste et travaillant à un projet ambitieux de développement pour la ville et ses habitants.

Le poste ne requiert pas nécessairement une expérience professionnelle. Mais le candidat retenu aura fait la preuve qu'il possède les connaissances, le profil personnel, la disponibilité et la volonté nécessaires pour assurer la responsabilité complète du fonctionnement quotidien de la mairie.

Poste statutaire ou contractuel
Possibilité de logement

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à :

Monsieur le Maire de Conflans
Hôtel de ville
54800 CONFLANS-EN-JARNISY

Accompagner les transformations dans
la banque et les services financiers

Peat Marwick
Consultants est
membre du réseau
mondial KPMG.

A Paris,

200 professionnels

de haut niveau

accompagnent les

entreprises dans leur

évolution.

Depuis 10 ans environ, vous avez acquis une expérience variée au sein d'une Banque ou d'une Institution Financière dans les domaines du Contrôle de Gestion, de l'Informatique, de l'Inspection ou de l'Organisation.

Nous vous proposons de valoriser votre expérience dans le Conseil en encadrant chez nos clients nos équipes de Consultants. Vous conduirez des missions dans les domaines suivants : plans de développement, schémas directeurs, fusions d'établissements financiers, planifications et contrôles de gestion.

Vous vous appuierez sur des méthodes éprouvées et des spécialistes de haut niveau.

Le fort développement de Peat Marwick Consultants, qui réalise un tiers de son activité dans la Banque et les Services Financiers, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle REGNIER vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 93139 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.



Peat Marwick Consultants

SI VOUS SAVIEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK, VOUS Y SERIEZ DÉJÀ



LE C.I.C. PARIS - 110 implantations
en Région Ile-de-France -
recherche pour PARIS
et la REGION PARISIENNE des

DIRECTEURS
D'AGENCE

CIC Paris

UNE IDÉE FIXE : LA FORCE DU SERVICE

dont les trois principales missions seront :

- le développement de l'activité de leur point de vente (clientèle PME - PMI / clientèle de Particuliers),
- l'animation et la motivation d'une équipe (10 à 25 personnes),
- la gestion des risques.

Les candidats retenus devront :

- posséder une formation Supérieure Générale (ESC, Universitaire...) ou bancaire (ITB, CESB),
- avoir une expérience de 5 ans minimum dans l'exploitation, comme Directeur d'Agence ou comme Adjoint.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à LOIC ALLAIN - CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS - D.E.C.C. - 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

CHEF DE GROUPE
OPERATIONS

Nous sommes une banque
privée, filiale d'un important
groupe bancaire européen.
Dans le cadre
du développement
de nos affaires en France,
nous renforçons nos équipes
et recherchons un
CHEF DE GROUPE - OPERATIONS -

NMB BANK

A 30-35 ANS ENVIRON, VOUS ETES UN PROFESSIONNEL DE LA BANQUE. VOUS AVEZ ACQUIS UNE EXPERIENCE DE 5 ANS MINIMUM DANS UNE BANQUE (ANGLAIS-SAXONNE DE PREFERENCE) OU DANS UN SERVICE BACK-OFFICE. VOUS MAITRISEZ LES NOUVEAUX PRODUITS FINANCIERS (MATIF, IRS...) ET LES PRODUITS DE TREASORERIE. DE BONNES CONNAISSANCES EN ORGANISATION ET METHODES ET DE LA LANGUE ANGLAISE SERAIENT UN PLUS APPRECEIE. VOUS SEREZ CHARGE D'ANALYSER, D'ELABORER ET DE METTRE EN PLACE DES PROCEDURES RELATIVES AU BACK-OFFICE. VERTICALE MANAGER, HOMME DE CONTACT, VOUS PRENDREZ LA RESPONSABILITE D'UNE EQUIPE DE 15 PERSONNES. DYNAMIQUE ET AMBITIEUX, VOUS SOHAITEZ VOUS INVESTIR PLEINEMENT AU SEIN D'UNE SOCIETE TOURNEE VERS L'AVENIR.

ALORS REJOIGNEZ-NOUS !
MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER (LETTRE MANUSCRITE, CV ET PHOTO) SOUS REF. 454, A MEDIA PA - 50-54, RUE DE SILLY - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Jeune «Controller»
devenez adjoint au Directeur Financier

Notre société produit et commercialise des équipements et fournitures de bureau. Nous occupons une position leader sur le marché français, renforcée depuis peu par le rapprochement avec un groupe anglo-saxon. Une nouvelle dimension qui nous amène à créer cette fonction.

Votre première mission : réviser, améliorer et assurer le reporting mensuel. Rapidement vous prendrez sous votre responsabilité : l'animation de l'ensemble du contrôle de gestion, que vous aurez évolué, la consolidation comptable des activités du groupe en France.

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion, option finances-compta + DECS, vous avez une première expérience de 3 à 5 ans centric sur le reporting anglo-saxon au sein d'un groupe ou de la filiale française d'une multinationale. Vous y avez pratiqué l'anglais. Le poste est basé dans la région d'Angers.

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature en toute confidentialité, merci d'adresser sous ref. 371 M à Michèle GOMEZ ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecully Cedex.

ALGOE
CONSEIL EN MANAGEMENT

Société dont la dimension est internationale
RECHERCHE

COMPTABLES

(Postes à pourvoir en proche banlieue Ouest)

Vous êtes titulaires d'un BTS ou DUT de comptabilité finances, gestion. Vous avez une bonne connaissance de l'environnement micro-informatique. Vous avez deux ans d'expérience.

Alors, adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 8668 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



AIR FRANCE

2 JEUNES JURISTES
Toutes latitudes pour réussir

Une implantation mondiale, 199 escales dans 79 pays sur 5 continents, 113 appareils, 37000 personnes, 31 milliards de francs de CA et 1,2 milliard de francs de bénéfice net en 1988 font d'AIR FRANCE le 1er exportateur français de services et la 4ème Compagnie aérienne internationale.

DIRECTION DU PERSONNEL

Maîtrise du Droit Social ou Droit des Affaires + DEADESS de gestion de personnel

Vous serez le Conseil de la Direction du Personnel en matière juridique (légalisation sociale, règlements...) et prendrez en charge des études ponctuelles touchant à la politique sociale de l'entreprise. Vous évoluerez rapidement vers des responsabilités plus globales, en tant qu'assistant "chef de personnel" par exemple. Ce poste nécessite une première expérience d'un à trois ans.

REF : DP

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions de salaire) au plus vite à Michelle Prinert - Air France - Recrutement des Cadres - Orly Sud 114 - 94396 Orly Aéroport Cedex.

DIRECTION JURIDIQUE

Maîtrise + DEADESS de Droit des Affaires

Au sein d'une équipe de 8 personnes, vous serez chargé de la préparation et du traitement de dossiers contentieux relatifs à des affaires très variées tant en France qu'à l'étranger. Vous travaillerez en relation avec l'ensemble du groupe Air France, des avocats et d'autres auxiliaires de justice. Une première expérience acquise en cabinet conseil ou auprès d'un avocat sera appréciée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable dans ce poste.

REF : AJ

trace l'avenir

Jeune Juriste

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

La poste et la Caisse nationale de prévoyance dans la « bancassurance »

Objectif : devenir le numéro un en 1992 du secteur assurance-vie et capitalisation

Le 17 novembre dernier, MM. Yves Conquer, directeur général de la Poste, et Pierre Darnis, directeur général de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), ont signé un accord de collaboration pour développer « *plan marketing dynamique* », dont l'objet est de faire du tampon Poste-CNP le numéro un de la bande dessinée d'ici à 1985. A l'heure actuelle, comme nous l'avons expliqué ci-contre, c'est le Crédit agricole, avec sa filiale Predica, qui est en tête dans le secteur combiné assurance-vie et capitalisation, avec près de 17 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1983, devant la Cardif, du groupe de la Compagnie bancaire, le tandem BNP-Paribas, et les assurances de la BNP, du Crédit lyonnais, de la Société générale, du Crédit mutuel, etc.

En assurance-vie pure, toutefois, c'est l'alliance Poste-CNP qui prend la tête, avec 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988 (et 7 milliards de francs en 1989), devant le Crédit agricole et les autres banques.

Ayant été les premières à s'associer entre banquiers et assureurs, la Poste et la CNP estiment aujourd'hui indispensable de poser des jalons pour occuper des positions stratégiques, et d'élaborer ce « plan marketing », qui doit leur permettre de « traverser au mieux ces années charnières ».

Tout, effectivement, va se jouer très vite, puisque dès le 1^{er} juillet 1990 il sera possible d'acheter un produit d'assurance européen. Ajoutons que la Poste, traditionnellement axée sur la collecte de dépôts sur livrets de Caisse d'épargne (livrets A et B) et sur les comptes-chèques, doit faire face à

une stagnation de ces deux activités, notamment la collecte sur le livre A, qui diminue un peu plus chaque année, et devrait, même, devenir négative en 1989.

Selon M. Don Jacques Luciani, directeur des services financiers, la Poste est ainsi contrainte de s'adapter à l'évolution de la clientèle, qui veut de l'assurance-vie et de la capitalisation, c'est-à-dire des produits d'épargne. Il faudra donc lui en donner davantage, et faire de l'assurance le « troisième pôle de développement » de la Poste avec pour objectif l'acquisition de parts de marché de 10 % à 12 % d'ici à 1992.

La stratégie du tandem Poste-CNP se développera selon trois axes. Le premier est l'augmentation de la collecte de l'épargne susceptible de bénéficier de dégrèvements fiscaux, comme l'assurance-vie et les produits de capitalisation, pour soutenir une épargne analogue à celle du réseau bancaire, soit 30 % par an. Le deuxième est l'enrichissement de la gamme par l'offre d'autres produits, avec l'étude des « segmentations » de clientèles existantes, l'offre de « paquets » de services, et la mise au point de garanties connexes à l'assurance-vie, comme l'assistance, le financement de projets, l'aide aux personnes « dépendantes », c'est-à-dire hospitalisées à domicile, etc. Le troisième axe est la fidélisation de la clientèle acquise qui, actuellement, ne décline, à hauteur de 78 %, qu'un seul contrat CNP. A la fin de la fidélisation, le chiffre d'affaires du CNP, réserve potentielle de chiffre d'affaires très importante, pourra être utilisé. Pour l'instant, la gamme assurance de la Poste est constituée par les pro-

duits d'épargne (34 % du chiffre d'affaires), les bons de capitalisation (44,6 %) distribués par une filiale commune avec la CNP, Préviposte, les produits « retraite » (8,4 %), les produits mixtes (épargne plus assurance décès) pour 12,8 % et les risques (0,3 %).

Il faut bien le dire, les atouts dont disposent les deux partenaires

La Caisse nationale de prévoyance, constituée en 1959 par la réunion de trois caisses spécialisées créées à partir de 1850, associée étroitement à la Caisse des dépôts et consignations, et devenue en 1987 un établissement public à caractère industriel et commercial, développe son action en direction du grand public avec les assu-

francs. Ses produits sont distribués par 28 000 points de vente, le réseau de la Poste étant complété par ceux du Trésor (recettes et perceptions) et des Caisses d'épargne Ecureuil.

Une levée de boucliers en préparation

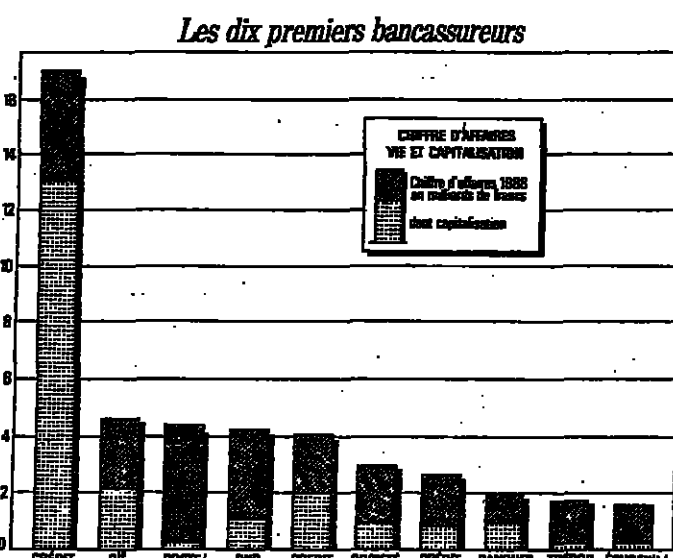
Une telle force de frappe est impressionnante, et on ne s'étonnera pas qu'une véritable loi de la concurrence réponde à tous les besoins de la concurrence commerciale, parmi les membres de l'Association française des banques (AFB) et ceux de la Fédération française des assurances (FFSA). *« Il faut de la provocation ! »*, entend-on dans ces milieux, où on reproche aux deux partenaires, Poste et CNP, l'exploitation abusive de leur position de service public, avec des heures d'ouverture beaucoup plus nombreuses, et des coûts de commercialisation jugés très réduits. *« Cela ne leur coûte rien »*, affirment les banques et les compagnies d'assurances, tandis que M. Gérard Le Grand, directeur de la branche grand public de la Caisse nationale de prévoyance, proteste, en affirmant que la Poste, sollicite des subventions de l'Etat pour faciliter ses services au public.

De fait, l'utilisation des guichets de la Poste pour la distribution de produits financiers autres que les livrets A, à savoir les produits d'épargne et d'assurance, fait partie des dossiers brûlants posés sur les bureaux des ministres de l'Intérieur, Finances et PTT; ce dossier est en cours d'examen, aussi bien chez M. Bérégovoï que chez M. Quilès, et même, dit-on, à Matignon.

Il faut s'attendre l'année prochaine à d'assez violentes réactions des adversaires du tandem Poste-CNP, qui l'accusent d'avoir signé leur accord de développement pour devancer un arbitrage ministériel, de toute façon défectueux. En effet, voir s'affronter ses propres services publics et ses établissements nationalisés est une situation inédite. On se souvient des grandes compagnies d'assurances. En 1985, il avait dû bloquer le projet d'accord entre la Poste et SOFINCO, établissement de crédit à la consommation, devant les protestations des autres établissements de crédit, qui criaient à la concurrence illégale. Cette fois-ci, la situation est pire. Ici, surtout, tant l'enjeu est important, et la bataille, si elle se déclenche, sera dure.

FRANÇOIS RENARD

□ La Barclays veut la filiale américaine de crédit à la consommation. La banque britannique Barclays a annoncé vendredi 24 novembre qu'elle revenait à la Commercial Credit Company, du groupe américain Primerica Corporation, sa filiale Barclays American Consumer Credit, spécialisée dans le crédit à la consommation. Le montant de la transaction est de 150 millions de dollars comptant (près de 950 millions de francs). Barclays American, filiale, basée à Chicago, a environ 10 millions d'emploués, 10 millions de salariés dans deux cent vingt établissements situés dans vingt-neuf Etats américains. Selon le *Financial Times*, cette opération « est le dernier signe montrant que les banques britanniques se développent dans le monde » et devient des acteurs majeurs sur le plus gros marché bancaire du monde.



sont considérables. La Poste, avec ses 300 000 agents répartis sur tout le territoire, dispose de 17 000 bureaux, 300 guichets et 72 000 facteurs itinérants, le plus grand réseau de France, finement organisé et susceptible d'atteindre et de servir tout le monde, y compris des malades, invalides, handicapés, etc., ce qui n'est guère le cas pour les autres réseaux, fût-ce le Crédit agricole avec ses 5 000 guichets, rances individuelles, et des collectivités locales, et salariés avec les assurances du groupe.

En 1988, son chiffre d'affaires s'est élevé à 16 milliards de francs, soit 11,5 % du marché de l'assurance des personnes, avec 2,5 millions d'assurés grand public, et 12 millions d'assurés groupe, les prévisions pour 1989 fixant le chiffre d'affaires à 20 milliards de

De fait, l'utilisation des guichets de la Poste pour la distribution de produits financiers autres que les livrets A, à savoir les produits d'épargne et d'assurance, fait partie des dossiers brûlants posés sur les bureaux des ministères de tutelle, Finances et PTT ; ce dossier est en cours d'examen, aussi bien chez M. Bérégovoy que chez M. Quilès, et même, dit-on, à Matignon.

CETTE ANNÉE, LA FRANCE FÊTE LES DEUX CENTS ANS DES DROITS DE L'HOMME.

A la BHE, nous fêtons vingt cinq ans de dialogue avec nos clients.

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

Décretés par l'Assemblée Nationale dans les séances des 20, 21, 23, 24 et 26 août 1789. Approuvés par le Roi.

I. PRÉAMBULE

LES représentants du peuple Français, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme ont été la source de tous les maux publics et de la corruption des gouvernements ont résolu d'exposer dans une déclaration solennelle les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme. Afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs, ainsi que les axes du pouvoir législatif et étatique du pouvoir exécutif, assurant à tous les citoyens, réunis avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés, afin que la méconnaissance des chartes fondées sur ces principes simples et incontestables, réunies toujours au maintien de la constitution et du bonheur de tous.

EN conséquence, l'Assemblée nationale a déclaré et déclare en présence et sous les auspices de l'Être suprême les droits de l'homme et du citoyen.

ARTICLE PREMIER.

LES hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans le peuple. Nul corps individuel ne peut exercer d'autorité que par la loi.

VII.

NUL homme ne peut être détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. L'arrestation, l'expulsion, l'exécution ou tout autre acte de violence, doivent être punis, mais la loi doit obéir à l'impératif de la raison.

VIII.

LA loi ne doit établir que des peines strictement nécessaires, et nul ne peut être puni d'un crime que la loi établie avant son fait.

IX.

TOUT homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé nécessaire de l'incarcérer, toute rigueur qui ne soit pas nécessaire doit être abolie.

X.

NUL ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

XI.

LA libre communication des pensées est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, de l'abus de cette liberté doit être puni par la loi.

XII.

LA garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique, cette force

Cela fait 25 ans, en effet qu'à la BHE nous aidons nos clients à acheter, bâtir, réhabiliter, aménager, commercialiser. Ils sont certains de rencontrer dans notre banque compétence et dialogue.

Des hommes et des femmes disponibles les écoutent et deviennent leurs interlocuteurs personnels.

Une longue expérience et une connaissance approfondie de nos métiers nous permettent d'intervenir, avec souplesse et rapidité.

Crédits aux professionnels de l'immobilier, crédit-bail pour les entreprises, financements industriels et commerciaux, crédits à long terme pour les particuliers, prêts personnels, produits de placement et d'épargne, chacune des interventions de la BHE met en œuvre un service personnalisé apportant à ses clients la solution optimale à leurs problèmes.

Partenaires de nos clients, nous le sommes plus que jamais. Et nous le démontrons par notre façon d'être.

BHE
GROUPE IMAF

LA BANQUE QUI CONSTRUIT AVEC VOUS

BHE 33, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. : 49 59 35 35

AFFAIRES

En marge du Vendée Globe Challenge et du Salon nautique

La course des sponsors

Treize marins ont lancé le 26 novembre dernier leurs courses à l'assaut des performances du Vendée Globe Challenge. La plupart de ces monocoques sont l'aboutissement de travaux particulièrement pointus faisant la part belle aux technologies les plus sophistiquées. Une semaine après leur départ, s'est ouvert porte de Versailles, à Paris, le Salon nautique... 110 000 mètres carrés arpentés sans doute par bon nombre de sponsors pris par le virus de la mer... sans l'aide desquels ces courses étranges n'auraient pas lieu...

A bord de la vedette l'Amiral-de-Joinville, on scrute, on guette passionnément Philou. « J'aperçois un ketch là-bas. Cela doit être le sien. » L'esprit frais et l'œil marin, le PDG de Fleury Michon, Yves Gonnard, savoure sans en perdre une miette les évolutions de son coursier, au départ de cette course exceptionnelle: le Vendée Globe Challenge. La vedette, fourrée d'un gratin d'invités parisiens et locaux relève d'une bonne dose de représentation de la presse féminine et culinaire, réussit à accompagner bord à bord le poulain de l'entreprise. Et puis, c'est le coup de sirène en guise de « Bon vent ! » chaleureux.

Combien de skippers envient Philou d'avoir un tel sponsor. Il a le profil idéal du bailleur de fonds dont ils rêvent: enthousiaste et profondément respectueux du marin. Ce n'est pas le genre à transformer son skipper en homme-sandwich corvéable à merci pour la tournée des popotes. C'est un sponsor qui s'investit sur le plan affectif et financier et ne cache pas ses intérêts dans ce duo. Fleury Michon (chiffre d'affaires 1 milliard, 1 950 salariés) consacre aujourd'hui de 22 à 25 % de son budget communication au sponsoring. Le budget consenti à

Philippe Poupon s'élève aux alentours de 8 millions de francs par an. Les bateaux appartiennent à l'entreprise qui, systématiquement, les revend.

Le couple Fleury Michon-Philippe Poupon vit depuis sept ans. En 1982, Yves Gonnard s'est demandé si le sponsoring ne serait pas un bon moyen, parallèlement à la publicité classique, pour acquérir une notoriété (qui était faible à l'époque) et une nouvelle image. Il s'agissait de la faire évoluer: du métier traditionnel de charcutier à celui de l'entreprise moderne, spécialisée en plats cuisinés réfrigérés et charcuteries libre-service, qui s'allie le concours du célèbre chef Joel Robuchon. Yves Gonnard se félicite de sa chance d'avoir fait la connaissance de Philippe Poupon, qui avait un projet à long terme: « On a tiré le bon numéro », dit l'entrepreneur. « Je suis bien tombé », constate le skipper.

Entre 1982 et 1984, l'entreprise a lâché 2,5 millions de francs par an. Déjà, les chantiers Jeanneau s'associent dans un accord de partenariat et construisent le bateau au prix de revient. Comme actuellement. « Le bilan aujourd'hui fait apparaître trois résultats qui prouvent un succès majeur pour nous », dit Yves Gonnard: en notoriété spontanée et en notoriété assurée, « passée de moins de 50 % en 1982 à 95 % en 1989 ». Ensuite, une percée de la marque auprès de la jeunesse. Enfin, résultat inattendu et non vraiment recherché: la dynamisation sur un plan interne. « Cela donne une fièvre au personnel, y compris au PDG. »

L'augmentation du budget de sponsoring, d'abord mal perçue par le personnel, a provoqué une présentation générale du projet d'entreprise, alors confidentiel, pour justifier cette budgétisation en faveur d'un skipper. Poupon est devenu l'homme de la famille derrière lequel toute l'entreprise fait corps et se bat.

Les investissements peuvent être plus ou moins importants. Certains sponsors procèdent par étapes pro-

ductes, coups ponctuels, et, si la conclusion les satisfait, ils poursuivent leur engagement avec de plus gros budgets. Olivier Martin, directeur général du groupe Kayserberg, a décidé de proposer à Guy Bernardin le million de francs manquant trois semaines avant le départ, à la suite d'un simple contact fortuit avec l'ami skipper: l'opération vient renforcer la promotion de la gamme des produits OKAY. Cacharel entraîne ses fournisseurs, dont Liberty, et le réseau de sociétés sous licence pour soutenir la cause de Jean-François Coste et Pen-Duick-III.

En général, la mise initiale se récupère rapidement, et même démultipliée, si l'affaire est bien gérée. Tout dépend de la couverture médiatique et du suivi promotionnel. Evidemment la victoire du skipper représente un « must », mais, si ce n'est pas le cas, le sponsor dispose de diverses approches adaptées à ses objectifs pour rentabiliser son intervention.

Coup de cœur

Lors du chavirage de Philippe Jeantot au cours de l'Ostar, le Crédit agricole a pris en charge le renflouement du bateau et voulu ainsi démontrer sa fidélité qu'il arrive. « Il faut qu'il revienne et ramène le bateau, on ne lui demande pas d'être classé », confirme Laura Vergnes, directrice du service plaisance de Concorde à propos d'Alain Gaudier, parti sous la bannière du Groupe Generali Concorde.

Quant aux valeurs que véhicule comme une aura magique la course océanique, elles sont largement exploitées — le défi, le sens du risque contrôlé, l'authenticité humaine, l'endurance, le courage, « écologique ».

Rien ne vaut un contact direct entre marin et sponsor. Combien d'intermédiaires ont laissé de fâcheux souvenirs ? Le coup de cœur d'un patron ou parfois même d'un responsable de communica-

tion, pour tel ou tel projet, s'avère non négligeable. C'est le déclic qui va ensuite amorcer la mise en train d'une vaste machinerie d'études, d'enquêtes, pour cerner les besoins de l'entreprise et les faire coïncider avec ceux du skipper, puis pour gérer les « retombées » (relations publiques, marketing, publicités, promotions, animations). Tant que le sponsor gagne de l'argent, et lui fournit les moyens de réaliser son rêve, le skipper est content. Evidemment les deux logiques ne peuvent plus se rencontrer à partir du moment où le sponsor, par ses abus éventuels, n'aurait le marin, sa personne ou son idéal.

« J'ai exprimé ce que je souhaitais faire, et je ne voulais pas qu'il y ait une emprise du sponsor, qu'il me demande de faire des choses qui ne me plaisent pas », confie Philippe Poupon. « Si l'on me demandait quelque chose que je ne voudrais pas faire, je ne le ferais pas. Je remettrais mon aventure dans ma gaine et j'irais ailleurs. C'est tout ! », affirme Titouan Lamazou

(Ecoreuil d'Aquitaine). Bien des marins font des concessions et se plient aux impératifs de leur sponsor « tant que cela reste de bon goût ! », remarque Eric Tabarly. « On est prêt à jouer le jeu. Je n'ai jamais refusé à mon sponsor d'aller à certaines manifestations, ou en visite dans son usine pour voir le personnel. C'est un minimum à faire. C'est normal ! », dit-il. « Pépé » recherche un sponsor pour la Whitbread prochaine (30 millions de francs sur quatre ans) ou pour des courses Open en multicoque (6 millions de francs sur trois ans), si possible la Route du rhum 90 ? Il aimerait bien savoir, parfois, « pourquoi des sponsors refusent ? ». Il arrive que certaines agences de publicité agissent en contre-pouvoir parce qu'elles craignent de voir échapper des budgets. « On s'est dressé un cadre, dans lequel on prend ou on ne prend pas. Tout dossier mérite une analyse correspondant à la stratégie commerciale et à la stratégie d'image », commente M. Blaque Belair, responsable du sponsoring pour la

caisse nationale du Crédit agricole. La banque verte peut sponsoriser ce qui colle avec son image d'animation du terroir, ou son « positionnement » publicitaire, qui la porterait, entre autres, à donner sa chance à un inconnu. C'est pourquoi Philippe Jeantot (plongeur à la Comex) a pu décrocher en 1982 une aide pour le Boc Challenge (1983) après avoir démarché la Caisse régionale de Vendée, qui a dû appeler à la rescousse d'autres caisses. « Je développe une politique de marque d'Ecoreuil-Aquitaine, dans laquelle on a un élément de communication qui donne lieu à une opération de sponsoring et qui est un bateau », affirme M. Pagès, membre du directoire de la Société régionale de financement d'Aquitaine. Le voilier de Titouan Lamazou est « la virgine flottante des réalisations régionales » en matière de technologie avancée. Face à la concurrence, il importait aussi de redonner du punch aux effectifs...

NATHALIE DES GAYETS

Les régions aussi

Autre forme originale de sponsoring: le groupement. Une trentaine d'entreprises de Charente-Maritime se sont unies avec le conseil général et le Crédit mutuel du département, derrière Pierre Follardant. Diverses manifestations externes ou internes sont orchestrées et, notamment, en direction des scolaires (le 7 décembre au Salon nautique). Une méthode efficace pour promouvoir un dynamisme régional...

En matière de sponsoring voile, les entreprises ne sont pas seules en lice. Les collectivités locales, à leur tour, manifestent du répit. La Loire-

Atlantique a crédité le journaliste Patrick Carpentier de 500 000 francs indispensables, aux côtés du Nouvel Observateur et d'une dizaine d'autres soutiens amicaux. Bordeaux et la région Aquitaine ont vraiment épaulé Titouan Lamazou (Ecoreuil-Aquitaine). Ainsi, pour cofinancer l'organisation de Vendée Globe Challenge, ont foncé: Les Sables-d'Olonne, le conseil général de Vendée, qui a alligné, quant à lui, deux millions de francs sur un budget global de près de six millions de francs. Au finish, le Crédit agricole et Fleury-Michon ont dû compléter le tableau !

Selon Philippe de Villiers, président du conseil général, le résultat, déjà à la veille de la course, dépassait les prévisions. La Vendée avait trois raisons pour investir dans cette opération, qui tiennent à son atout « mer » (250 km de côtes) et ses différents aspects: la mer-aventure, la mer-industrie de la plaisance et autres activités économiques, la mer-vacances-tourisme. « Je ne vous cache pas, déclare Philippe de Villiers, que ce succès m'encourage à dire à tous ceux qui ont des idées en France, à caractère sportif ou culturel: venez me voir, je vous les finance ! »

ENQUÊTE :

LES JEUNES ET LA SCIENCE

Malgré la tyrannie des maths et la dictature de la section C, l'enseignement répond plutôt mal à la curiosité scientifique des enfants. Aux théorèmes, ces derniers préfèrent les étoiles, découvrir la botanique sur le terrain, ou l'informatique sur leur « PC ». L'école, et généralement la société française seraient-elles rebelles à la culture scientifique ? Le Monde de l'éducation répond à cette question à travers une grande enquête.

■ LES ESCAE

Il y a seize écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) en France. Elles délivrent toutes le même diplôme, mais chacune a un « label » qui lui est propre. Un dossier à lire pour connaître les modalités de recrutement, le coût des études et les particularités des « Sup' de Co ».

■ LE RETOUR DES PUNITIONS EN CLASSE

Alerte ! Interdites depuis la fin du dix-neuvième siècle, les punitions sont de retour. De plus en plus d'enseignants avouent y recourir, le plus souvent à la demande des parents. Le Monde de l'éducation a rencontré des professeurs et des parents pour faire la lumière sur ce sujet tabou.

■ DES IDÉES POUR LES FÊTES

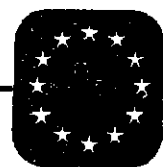
Des livres et des disques pour les jeunes de sept à soixante-dix-sept ans. Une sélection de films pour les vacances scolaires.

NUMÉRO DE DÉCEMBRE - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION

Les
m

Jeune



L'écu, du panier des spécialistes au panier de la ménagère

Dimanche 3 décembre s'est achevé au Luxembourg le Mois de l'Europe, au cours duquel les particuliers étaient invités à effectuer leurs achats en écus (un écu vaut 7 francs français et 43 francs luxembourgeois). A l'origine de l'opération, l'association française Eurocitoyens est tout à fait satisfaite de la façon dont elle s'est déroulée, bien qu'aucun résultat chiffré ne soit encore disponible.

LUXEMBOURG

de notre envoyée spéciale

L'Europe ? « On voudrait que ça aille plus vite », dit avec un grand sourire M. Weimerskirch. Chez elle, le kilo de boudin valait, au choix, 320 francs luxembourgeois ou 7,44 écus : le client payait dans l'une ou l'autre des monnaies. M. Weimerskirch est charcutier sur la place d'Armes, à Luxembourg. Tous ses prix étaient affichés dans les deux devises. Et à chacun des clients qui s'apprêtaient à régler la note, elle demandait s'il voulait

payer en écus. « 98 % étaient d'accord », dit-elle.

Le Luxembourg n'a pas frappé monnaie. Seuls les règlements par chèques, eurochèques et cartes de crédit pouvaient être effectués en écus. Mais c'est une première. Cent quatre-vingts des quatre cents commerçants de la ville — sans compter ceux du reste du Grand-Duché qui s'y sont joints — ont participé à cette opération. Avec plus ou moins de conviction. M. Manou Gillen, lui, fait partie des enthousiastes. Monopoli, la chaîne de grands magasins dans laquelle il est assistant de direction, a réalisé certains jours 10 % de son chiffre d'affaires en écus, dans les établissements du centre-ville. Bien sûr, la tombola organisée en parallèle a joué un rôle d'incitation. Mais jamais les instigateurs du Mois de l'Europe n'auraient imaginé un tel succès.

Parmi les sceptiques, une Anglaise qui, au fond de son magasin de fourrures, affirme : « Vous savez, ici on prend tout, des yens, des marks, des dollars, si on nous proposait des écus on les prendrait. » Du moment que le client paie... Une de ses voisines est plus catégorique : « Je ne vois pas l'intérêt, ni pour le client ni pour le com-

merçant. » Au niveau commercial, l'intérêt est effectivement nul. Et ne participent à l'opération que ceux qui en saisissent la dimension symbolique.

M. Jacques Niedercorn, qui dirige la plus importante chaîne de magasins de hi-fi du Grand-Duché, voit, lui, un intérêt : « On a des fonds de caisse dans toutes les devises, si on pouvait n'en avoir qu'une, ce serait formidable. » Le plus gros chèque libellé en unités de compte européennes (en anglais European Currency Unit, ECU) qu'il ait reçu s'élevait à 5 800 écus. Le client ? Un des fonctionnaires des Communautés européennes. Parmi les résidents luxembourgeois, ce sont eux qui se sont prêtés le plus facilement au jeu. Les autres « ont essayé, au début, pour voir ». Mais en fait, ce sont les étrangers qui se sont montrés les plus intéressés.

La collaboration des banques

« Les Allemands ne paient qu'en deutschmarks, les Belges en liquide, remarque M. Niedercorn, mais les Français, quand on leur propose de libeller en écus, accep-

tent spontanément, pour eux c'est une sûre. »

Dans un premier temps réticentes, les banques, dont la coopération était évidemment indispensable, ont finalement accepté de collaborer à ce passage « d'un panier de spécialistes au panier de la ménagère ». Certaines d'entre elles sont déjà familiarisées au traitement de l'écu. La Sogeval, par exemple, assure le versement en écus des indemnités parlementaires de la cinquantaine de députés européens qui ont choisi cette devise. Pour ce faire, elle utilise les services de la trentaine de banques qui, dans les douze pays de la Communauté, assurent la compensation entre l'écu et les monnaies nationales.

Le système utilisé au cours de ce Mois de l'Europe est le même, explique-t-on à la Sogeval. Vous payez votre chambre d'hôtel par carte bleue, en faisant libeller le montant en écus ? La banque de l'établissement enverra le bon à une des quatre banques françaises (bien sûr cinq) qui assurent le clearing, c'est-à-dire la compensation d'écus en francs. Cette banque se retournera ensuite vers la vôtre. Mais un problème subsiste : pour l'instant, l'écu est encore considéré

comme une devise étrangère ; d'où la facturation de commissions lors des transactions.

Quoi qu'il en soit, le Mois de l'Europe... « préfiguration de ce qu'implique le paiement en écus, a d'ores et déjà contraint les banques à résoudre une partie des aspects techniques », estime M. Alain Py, délégué général à la Sogeval. Corner les obstacles techniques qui s'opposent à la généralisation du règlement en écus, c'est l'objectif de l'instigateur de toute l'opération, le président d'une association française, Eurocitoyens, M. Didier Cahen.

« Il est étonnant, j'ai rarement vu une telle capacité à mobiliser », dit de lui M. Py. Didier Cahen, vingt-huit ans, est l'organisateur du

concours européen de piano. Ancien stagiaire dans le cabinet de M. Jacques Delors, auteur d'une thèse sur « l'usage privé de l'écu », il s'est lancé dans cette opération luxembourgeoise il y a plus d'un an. « J'en ai parlé au premier ministre et à la direction de l'Institut monétaire... il n'y a pas eu de feu rouge », explique-t-il. Pour le moins obstiné, et quelque peu « écumaniac », il paie ses factures de téléphone et ses conventions en écus. — le jeune homme a alors ramené ciel et terre pour parvenir à ses fins. « J'y ai passé un an de ma vie et je ne le regrette pas, dit-il, car c'est un pied de nez à nos gouvernants, une manière de leur dire : ce que vous n'êtes pas capables de faire, des citoyens peuvent le faire. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD AGRO-ALIMENTAIRE FRANCO-TURC

Le Crédit Agricole a été désigné par TMO - TOPRAK MASHULLERI OFISI - comme Secrétaire d'un consortium de banques françaises, pour le financement du premier accord agro-alimentaire Franco-Turc.

Cet accord a été signé entre les autorités françaises et TMO le 24 octobre dernier.

Il porte sur la livraison de 550 000 T de blé tendre à la Turquie au titre de la campagne 89/90.

Le Crédit Agricole assurera la rédaction du texte de crédit nécessaire au financement des exportations, en collaboration avec des banques du consortium, dont la Banque Internationale de Commerce.



Calendrier

- Mardi 5 décembre : conseil des ministres des transports, à Bruxelles.
- Jeudi 7 : conseil des ministres chargés des télécommunications, à Bruxelles.
- Vendredi 8 et samedi 9 : conseil européen à Strasbourg.
- Du lundi 11 au vendredi 15 : session parlementaire à Strasbourg et réunion, à Luxembourg, des représentants des Douze chargés de l'élaboration d'un texte sur le brevet communautaire.

RECTIFICATIF. — Dans le Monde du 25 novembre, deux erreurs typographiques nous ont fait appeler « M. René Lillet » puis « M. Millet ». M. Rémy Lillet, auteur du rapport intitulé « Pour une Europe du livre ».

Réunis en colloque à Rotterdam

Des experts des transports déplorent le manque de moyens de la Commission

AMSTERDAM

de notre correspondant

« Il faut donner à la Commission de Bruxelles les moyens de mener une politique européenne des transports digne de ce nom. C'est sur cette conclusion sans équivoque que s'est achevée vendredi 1^{er} décembre un séminaire de deux jours réunissant dans les environs de Rotterdam une bonne vingtaine de professionnels et d'experts du secteur des transports, invités à réfléchir à « un schéma européen ».

Un tel thème n'avait pas été choisi au hasard par Promothus-Europe, la fondation organisatrice. Se présentant comme un club de réflexion politique et académique animé par de jeunes actifs de nationalités diverses, mais pour la plupart issus du Mouvement des étudiants européens (AEGEE), Promothus-Europe a l'ambition de rassembler « les besoins des Européens à long terme ».

A cet effet, une série de réunions « prospectives » est prévue, qui doit permettre la publication, le 31 décembre 1992, d'un rapport dégageant les différents secteurs-clés du développement de la CEE à l'horizon 2010... à commencer par le secteur des transports. « Toutes les études prévoient un accroissement de 30 à 40 % du trafic des marchandises et des personnes dans les vingt prochaines années. Que peut-on attendre de la Communauté ? », se demande le vice-président de Promothus-Europe, M. Franck Biancheri.

Selon le résumé du séminaire, c'est avant tout un constat de manque de moyen de la Commission qui a été dressé. Comment, par exemple, les services bruxellois pourraient-ils définir une politique intégrée des transports en l'absence d'un outil statistique unique les pri-

vant de toute connaissance fiable des flux ? Comment peut-on leur demander de faire de la planification ou de la programmation alors qu'il n'existe pas de vraies structures à cet effet, sinon une cellule aux crédits non seulement modestes, mais de surcroît budgétisée de façon annuelle ? « Dans ces conditions, la Commission ne peut pas remplir sa fonction d'orientation ».

Par ailleurs, spectatrice de la guerre rail-route, ou rail-air dans plusieurs États membres, la Commission ne joue pas non plus de rôle incitatif pour la combinaison des modes de transport. « Or il y a une demande du public, et ce serait à Bruxelles de favoriser la création d'une offre ».

Des moyens « saupoudrés »

Autre carence reprochée à Bruxelles : l'absence d'une définition claire de l'« intérêt communautaire » des investissements en matière d'infrastructure de transports. Cette appréciation devrait à l'avenir être réservée à des projets « indispensables, soit à l'intérieur de la Commu-

nauté, soit pour ses relations extérieures, d'une taille et d'un coût suffisamment importants, et répondant à des exigences précises aux plans de la technologie ou de la prévention de l'environnement ».

Ainsi défini, l'intérêt communautaire permettrait à la Commission de mieux concentrer ses moyens financiers, qui sont encore trop souvent « saupoudrés pour faire plaisir aux États membres ». Dans la foulée, la CEE pourrait dégager des priorités générales claires, ce qui écarterait le danger que représente la mise en place de puissances parallèles, qui sont guidées par un intérêt particulier.

Selon Promothus-Europe, ces mesures sont « faciles à mettre en œuvre » : il suffit de « doter la Commission en moyens financiers et humains adaptés » ; c'est un problème de volonté politique. « Mais pourquoi celle-ci n'aurait-elle jusqu'à présent fait défaut ? Apparemment le séminaire a étudié cette question pourtant cruciale — ou du moins n'y a-t-elle pas apporté de réponse. »

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

Colloque sur l'Europe des transports et des communications. — L'Ecole nationale des Ponts et chaussées organise, jeudi 7 et vendredi 8 décembre, au CNIT (Paris-La Défense), un colloque sur « L'Europe des transports et des communications ». Les inscriptions sont au (16) 40-74-07-61.

Les Français sont favorables aux transferts de souveraineté, selon un sondage. — Un sondage effectué par l'Institut Optem, et publié le 4 décembre par Le Point,

révèle que les Français sont en majorité favorables aux transferts de souveraineté impliqués par l'union économique et monétaire : 52 % estiment que « ce serait plutôt une bonne chose » que le gouvernement français doive, comme les autres, respecter les décisions prises en commun pour décider du budget de l'Etat. 37 % pensent que « ce serait plutôt une mauvaise chose ». (Sondage effectué les 17 et 18 novembre auprès de 934 personnes).

Compagnie Electro Financière

Les actionnaires, réunis en Assemblée générale le mercredi 29 novembre 1989, sous la présidence de Monsieur Philippe Dargent, ont approuvé les comptes de l'exercice 1988/1989. Le résultat net de gestion, compte tenu de la réduction des charges financières, a marqué une progression de 18 % par rapport à l'exercice précédent : il s'élève à 108,7 millions de francs au lieu de 91,7 millions de francs. Le résultat net total est de 224,7 millions de francs, contre 203,4 millions de francs.

DIVIDENDE NET PORTE DE 34,50 F A 36 F AVEC OPTION DE PAIEMENT EN ACTIONS ÉMISES A 967 F
VALEUR ESTIMATIVE DE L'ACTION SUPÉRIEURE A 1.500 F

L'Assemblée générale a fixé le dividende net unitaire à 36 francs contre 34,50 francs au titre de l'exercice précédent : compte tenu d'un avoir fiscal de 18 francs, le revenu global par action s'élève à 54 francs. Ce dividende sera détaché le 7 décembre et mis en paiement le 28 décembre. Les actionnaires pourront exercer jusqu'au 20 décembre l'option de paiement du dividende en actions, émises à 967 francs.

S'agissant de l'exercice en cours, le Président, après avoir indiqué que, vu le niveau du cours de bourse, seuls 4.150 bons de souscription d'actions à 1.200 francs avaient été exercés avant la date limite du 31 octobre, a informé l'Assemblée des importantes cessions, d'un montant total de 1,75 milliard de francs, réalisées en juillet et en août. Ces cessions ont principalement porté sur les titres de la Compagnie Générale d'Électricité provenant de la cession de ses filiales Alstom et Compagnie Financière Alcatel. Ces titres, qui ne pouvaient être conservés sans constituer une participation croisée, ont été intégralement cédés. Ces cessions ont permis de dégager, sur l'exercice en cours, des plus-values supérieures à 1 milliard de francs avant impôt et à 0,85 milliard de francs après impôt. Leur produit a déjà été réinvesti à concurrence de 1,3 milliard de francs en actions de plusieurs sociétés industrielles et financières, françaises et étrangères, extérieures au Groupe CGE.

Le portefeuille des valeurs immobilières, dont la valeur sur la base des premiers cours de bourse du 29 novembre excède 4 milliards de francs, est désormais ainsi constitué :

Le Président, après avoir rappelé que les participations dans les filiales industrielles du Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité représentent 80 % de la valeur totale du portefeuille au 30 juin 1989, et 57 % au 30 juin 1988, a souligné que ces participations entrent aujourd'hui pour 22 % seulement dans la valeur totale du portefeuille. Une étape décisive vient ainsi d'être franchie, en plein accord avec la CGE, dans le renforcement, amorcé depuis 1987, de la spécificité du titre de la Compagnie Electro Financière par rapport à celui de sa maison-mère.

Les capitaux propres de la Société, y compris le résultat de l'exercice 1988/1989 et les plus-values, impôt déduit, réalisées depuis le début de l'exercice, représentent 1.055 francs par action. Compte tenu des plus-values latentes du portefeuille sur la base des premiers cours du 29 novembre, la valeur estimative s'établit à 1.505 francs, alors que le cours de bourse est de 1.150 francs. Le Président estime que, eu égard aux caractéristiques de la Compagnie Electro Financière, une telle décote boursière est actuellement injustifiée.

Le Président a indiqué enfin que, malgré le fléchissement prévisible — et temporaire — des revenus découlant des modifications apportées depuis le début de l'exercice à la composition du portefeuille, le résultat net distribuable de l'exercice 1989/1990 devrait marquer un nouveau progrès, permettant de poursuivre sans discontinuité la politique traditionnelle de distribution de la Compagnie.



	% de la valeur estimative totale
Câbles de Lyon	19,1 %
Société Générale	17,5 %
Suez	17,1 %
Générale Occidentale	12,3 %
Crédit Commercial de France	8,1 %
Dumez	7,4 %
Autres participations	13,2 %
Sociétés immobilières	5,3 %
TOTAL	100 %

Animer et mieux faire connaître l'une des artères les plus prestigieuses de Paris, tel est le propos du Comité Royale.

Cette année, la fête s'organise sur le thème du Cirque.

A partir du 29 novembre, six grands dispositifs seront suspendus entre Concorde et Madeleine.

Les 24 lampadaires de la rue Royale prendront la physionomie d'un personnage-clé et chaque magasin présentera des objets rares, faisant du lieu un véritable musée dédié à la mémoire du Cirque.

Membres du Comité Royale :

Aurèle - Bernardaud - Bonpoint - Café du Roy - Cassegrain - Ceric - Cerruti 1881 - Pavillon Christoffe - Crédit Lyonnais - Hôtel de Clillon - Delvaux - Façonnable - Fred Joallier - Gismondi - Grunspan - Gucci - Hermès Parfums - Heurion et Huguenin - Lachaume - Ladurée - Lalique - Lufthansa - Maison du Valais - Pierre Marly - Yves Mikaeloff - Millaud - Office de Change de Paris - L'Oréal - O.J. Perrin - Polo Ralph Lauren - Royal Concorde - Royal Quartz - Stefanel - Le Tanneur - Villeroi et Boch - Wempe.



MARCHÉS FINANCIERS

La restructuration dans l'assurance européenne

M. Camillo De Benedetti rentre dans la compagnie Fondiaria

M. Camillo De Benedetti, président et actionnaire de contrôle de la société Gaic, et M. Raoul Gardini, président de Ferruzzi Finanziaria, ont annoncé le samedi 2 décembre la cession des assurances Fondiaria au profit de la Gaic.

Nouvelle restructuration surprise dans le domaine de l'assurance. M. Giuseppe Garofano, administrateur délégué de Ferruzzi Finanziaria, holding du groupe Ferruzzi, a annoncé samedi 2 décembre au cours d'une conférence de presse imprévue qu'un accord avait été passé avec M. Camillo De Benedetti, cousin de M. Carlo De Benedetti, aux termes duquel les assurances Fondiaria passaient sous son contrôle. De Benedetti, déboursant 3 600 milliards de lire (16,5 milliards de francs) pour racheter 51 % des titres de la troisième compagnie d'assurances italiennes.

Il ne s'agit cependant pas d'une cession pure et simple. Ferruzzi

Finanziaria utilisera une partie de cet argent (900 milliards de lire) pour prendre une participation dans la Gaic. Cette participation sera égale à celle de Paleocarpa, un holding financier également contrôlé par M. Camillo De Benedetti. Paleocarpa et Ferruzzi Finanziaria ont également décidé de « syndiquer » leur participation paritaire dans la Gaic de manière à contrôler ensemble la société Gaic et les assurances Fondiaria. La direction effective de Fondiaria sera néanmoins le fait de M. De Benedetti, qui devient président de la compagnie d'assurances.

Cette opération ne signifie donc pas un désengagement de Ferruzzi du secteur de l'assurance. Bien au contraire, l'entrée de M. De Benedetti permettra de « renforcer les moyens d'action dans ce domaine » de diminuer l'endettement de Fondiaria mais aussi et surtout celui de Ferruzzi Finanziaria. Les 12 000 milliards de lire de dettes de Ferruzzi Finanziaria seront réduites de moitié par cet apport d'argent frais.

Dans le cadre de l'offensive de Paribas sur la Mixte

La COB précise les règles du jeu en matière d'OPA

La Commission des opérations de Bourse a précisé, le samedi 2 décembre, dans un communiqué, que la clôture d'une offre publique ne suspendait pas les obligations des sociétés concernées. Cette annonce concerne bien sûr Paribas et la Compagnie de navigation mixte — la première ayant lancé une OPA sur la seconde, — qui ne redeviendront libres de leurs mouvements que le 17 janvier prochain, date à laquelle le Conseil des Bourses de valeur publiera officiellement l'avis des résultats. La COB demande donc aux deux sociétés de « s'assurer que leurs actes et décisions ne compromettent pas l'intérêt social ni l'égalité de traitement

ou d'informations » des actionnaires.

La COB rappelle ensuite qu'il est en son pouvoir de statuer sur toute décision qui sort du cadre de la gestion courante et demande aux dirigeants des sociétés concernées « de faire preuve d'une vigilance particulière dans leurs déclarations ». Enfin, et surtout, la COB rappelle que la Mixte n'a pas le droit d'acquiescer son autocontrôle jusqu'à l'avis définitif du CBV tandis que Paribas ne peut vendre et acheter des titres Mixte qu'en dessous de son prix d'offre de 1887 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT : Obligations 10 % — 1987
Les intérêts courus du 14 septembre 1988 au 13 décembre 1989 seront payables à partir du 14 décembre 1989 à raison de 500 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 2).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélevement libératoire sera de 135 F, soit un net de 365 F.

CNT : Obligations PIBOR 3 mois — 1988
Les intérêts courus du 14 septembre 1988 au 13 décembre 1989 seront payables à partir du 14 décembre 1989 à raison de 462,42 F par titre de 20 000 F nominal (coupon n° 5).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélevement libératoire sera de 124,89 F, soit un net de 337,73 F.

CNT : Obligations 11,30 % — 1974
Les intérêts courus du 21 décembre 1988 au 20 décembre 1989 seront payables à partir du 21 décembre 1989 à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 15) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélevement libératoire sera de 19,20 F, soit un net de 82,50 F.

PROGRESSION DE 18,8 %
DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ
AU 30 SEPTEMBRE 1989

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Havas s'est élevé à 15,5 milliards de francs au 30 septembre 1989, soit une progression de 18,8 % par rapport au 30 septembre 1988. Le périmètre pris en compte pour le calcul de ce chiffre d'affaires intègre pour la première fois les chiffres d'affaires réalisés depuis le 1^{er} janvier 1989 par Europoster et depuis le 1^{er} juillet 1989 par Mills & Allen Group Ltd, à la suite de l'accord signé au cours de l'exercice 1989 avec le groupe britannique M.A.I. Plc.

A structure comparable, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a progressé de 14,5 % au cours des 9 premiers mois de l'exercice 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ne comprend que les chiffres d'affaires des sociétés intégrées globalement et ne comprend donc pas, notamment, les chiffres d'affaires d'Euromat, de C.E.P. Communication et de Canal+.

SERVICE MINITEL HAVAS : 36 15 - HAVAS ACTION

LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

24 nov. P. déc.

Indice global	120,8	123,3
Indice des valeurs	118,8	119,8
Indice des actions	120	120,9
Indice des obligations	121,4	121,1
Indice des sociétés cotées	120,8	121,1
Indice des sociétés non cotées	120,8	121,1
Indice des sociétés étrangères	120,8	121,1
Indice des sociétés françaises	120,8	121,1
Indice des sociétés européennes	120,8	121,1
Indice des sociétés américaines	120,8	121,1
Indice des sociétés japonaises	120,8	121,1
Indice des sociétés suédoises	120,8	121,1
Indice des sociétés suisses	120,8	121,1
Indice des sociétés allemandes	120,8	121,1
Indice des sociétés italiennes	120,8	121,1
Indice des sociétés espagnoles	120,8	121,1
Indice des sociétés portugaises	120,8	121,1
Indice des sociétés grecques	120,8	121,1
Indice des sociétés turques	120,8	121,1
Indice des sociétés indiennes	120,8	121,1
Indice des sociétés chinoises	120,8	121,1
Indice des sociétés australiennes	120,8	121,1
Indice des sociétés néo-zélandaises	120,8	121,1
Indice des sociétés sud-africaines	120,8	121,1
Indice des sociétés brésiliennes	120,8	121,1
Indice des sociétés argentine	120,8	121,1
Indice des sociétés mexicaines	120,8	121,1
Indice des sociétés colombiennes	120,8	121,1
Indice des sociétés vénézuéliennes	120,8	121,1
Indice des sociétés cubaines	120,8	121,1
Indice des sociétés péruviennes	120,8	121,1
Indice des sociétés chiliennes	120,8	121,1
Indice des sociétés uruguayiennes	120,8	121,1
Indice des sociétés paraguayennes	120,8	121,1
Indice des sociétés boliviennes	120,8	121,1
Indice des sociétés équatoriennes	120,8	121,1
Indice des sociétés péruviennes	120,8	121,1
Indice des sociétés chiliennes	120,8	121,1
Indice des sociétés uruguayiennes	120,8	121,1
Indice des sociétés paraguayennes	120,8	121,1
Indice des sociétés boliviennes	120,8	121,1
Indice des sociétés équatoriennes	120,8	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Indice global

Indice des valeurs

Indice des actions

Indice des obligations

Indice des sociétés cotées

Indice des sociétés non cotées

Indice des sociétés étrangères

Indice des sociétés françaises

Indice des sociétés européennes

Indice des sociétés américaines

Indice des sociétés japonaises

Indice des sociétés suédoises

Indice des sociétés suisses

Indice des sociétés allemandes

Indice des sociétés italiennes

Indice des sociétés espagnoles

Indice des sociétés portugaises

Indice des sociétés grecques

Indice des sociétés turques

Indice des sociétés indiennes

Indice des sociétés chinoises

Indice des sociétés australiennes

Indice des sociétés néo-zélandaises

Indice des sociétés sud-africaines

Indice des sociétés brésiliennes

Indice des sociétés argentine

Indice des sociétés mexicaines

Indice des sociétés colombiennes

Indice des sociétés vénézuéliennes

Indice des sociétés cubaines

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

BILAN HEBDOMADAIRE

DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation

(en millions de francs)

23 novembre 1989

Total actif	698 917
dont	
Or et autres actifs de réserve à l'étranger	200 414
Dispositifs à vue à l'étranger	85 180
ECU	60 307
Or et autres actifs de réserve à l'étranger	17 570
Or et autres actifs de réserve à l'étranger	63 222
Concours au Trésor public	28 970
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	38 641
Effets privés	143 437
Effets en cours de recouvrement	37 917
Total passif	698 917
dont	
Bilans en circulation	238 627
Comptes courants des établissements financiers	78 219
Comptes courants du Trésor public	30 077
Reprises de liquidités	18 677
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes	8 931
Comptes de réévaluation des avoirs publics en or	80 659
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Base 100: 31 décembre 1988

Indice global

Indice des valeurs

Indice des actions

Indice des obligations

Indice des sociétés cotées

Indice des sociétés non cotées

Indice des sociétés étrangères

Indice des sociétés françaises

Indice des sociétés européennes

Indice des sociétés américaines

Indice des sociétés japonaises

Indice des sociétés suédoises

Indice des sociétés suisses

Indice des sociétés allemandes

Indice des sociétés italiennes

Indice des sociétés espagnoles

Indice des sociétés portugaises

Indice des sociétés grecques

Indice des sociétés turques

Indice des sociétés indiennes

Indice des sociétés chinoises

Indice des sociétés australiennes

Indice des sociétés néo-zélandaises

Indice des sociétés sud-africaines

Indice des sociétés brésiliennes

Indice des sociétés argentine

Indice des sociétés mexicaines

Indice des sociétés colombiennes

Indice des sociétés vénézuéliennes

Indice des sociétés cubaines

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

Indice des sociétés péruviennes

Indice des sociétés chiliennes

Indice des sociétés uruguayiennes

Indice des sociétés paraguayennes

Indice des sociétés boliviennes

Indice des sociétés équatoriennes

TOKYO, 4 décembre

Nouveau record

La pause n'a pas duré longtemps. Le mouvement de hausse a repris dès lundi au Kabuto-Cho pour s'achever par un nouveau record d'altitude. Dès la fin de la matinée, le marché avait déjà notablement progressé. L'indice Nikkei s'ajustant à 167,86 points. A la clôture, le thermomètre de la Bourse japonaise avançait de 171,19 points (+ 0,46 %) pour s'établir à 37 303,87, un niveau jamais atteint.

Les premiers résultats du sommet Bush-Gorbatchev ont suscité un vif intérêt auprès des investisseurs. L'attention s'est ainsi concentrée sur les titres américains « groupe soviétique », c'est-à-dire qui devraient tirer profit des changements dans le bloc communiste.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} déc.	Cours du 4 ^{ème} déc.
Alcatel	1 825	1 880
Asahi	1 825	1 880
Canon	1 825	1 880
Fuji	1 825	1 880
Fujitsu	1 825	1 880
Hitachi	1 825	1 880
IBM	1 825	1 880
Intel	1 825	1 880
Motorola	1 825	1 880
Nissan	1 825	1 880
Sony	1 825	1 880
Toshiba	1 825	1 880
Yamaha	1 825	1 880

FAITS ET RÉSULTATS

■ Rhône-Poulenc : 28 % de bénéfice en plus. — Pour les neuf premiers mois de l'année, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 53,94 milliards de francs (+ 11,6 %). Le résultat net après impôts et part des minoritaires (mais avant rémunérations prioritaires) s'élève à 3 722 millions de francs (+ 28 %), et le résultat opérationnel s'établit à 6 348 millions de francs (+ 20,7 %). Ils confirment la rentabilité des synergies qui commencent à se dégager des acquisitions faites par le groupe depuis trois ans.

■ Les actionnaires de Jaguar acceptent l'OPA de Ford. — Les actionnaires de Jaguar, réunis en assemblée générale extraordinaire vendredi 1^{er} décembre, ont approuvé l'OPA de 1,6 milliard de livres (2,5 milliards de dollars) de Ford Motor. Les actionnaires ont voté à 99,4 %, contre 0,6 %, en faveur de la levée de l'action spécifique (« golden share ») du gouvernement, laissant la voie libre à l'OPA du constructeur américain. La décision de l'assemblée générale va maintenant permettre à Ford de porter sa participation au-dessus des 14,9 % qu'il ne peut dépasser. Le groupe offre 850 pence par titre aux porteurs d'actions Jaguar, qui cotaient 837,5 pence peu avant l'annonce des résultats du vote.

■ EB Corporation, filiale d'ABB, reprend Global Engineering. — La société norvégienne EB Corporation, filiale à 65 % du groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB), a pris le contrôle total de la société britannique de conseil sur les marchés pétroliers et gaziers, Global Engineering, ont annoncé, mercredi 29 novembre, les dirigeants d'ABB. L'acquisition — dont le montant n'a pas été révélé — s'est réalisée par le truchement d'EB Consortium, elle-même filiale d'EB Corporation et spécialisée dans l'ingénierie pour le secteur offshore du pétrole et du gaz. Global Engineering a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires de 33 millions de livres (310 millions de francs environ). Elle devrait conserver sa direction centrale en Grande-Bretagne avec une section régionale en Australie. ABB estime que cette reprise lui permettra de couvrir de nouveaux marchés prometteurs.

■ Principaux gains du contrôle de l'industrie européenne. — Principaux gagnants du contrôle de l'industrie européenne, c'est le pétrolier (GPE) en France, va acquérir la totalité du capital du holding Petrolina Europe, qui intervient sur l'ensemble de la distribution du GPL au Benelux. L'investissement est de l'ordre de 170 millions de francs. Le chiffre d'affaires de Petrolina atteint 200 millions de francs et dégage un bénéfice net après impôt de 15 millions de francs.

PARIS

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	445	445	Micro Communication		203 80
Amal	130	130	Microcom		202
S.A.C.	575	575	Microcom (Bou)	5 30	5 30
S. Denonch & Assoc.	190	190	Micro	210	210
Strategic Transport		805	Microcom		1180
Reiser		297	Microcom	240	
Reiser (Lyon)		287 50	Microcom		524
Cibites de Lyon		2358	Microcom		550
Cibites		765	P.F.A. S.A.		820
Cibites		781	Microcom		820
Cibites		770	Microcom		458 80
Cibites		1902	Microcom		748
C. Equip. Elect.		325	Micro		684
C.E.E.P.		470	Micro & Associés		371 90
Chemin de l'Origny		710	Microcom		314
C.M.I.		286 10	Microcom		241
Comcast		1190	Microcom		708
Comcast		390 80	Microcom	278	278
Comcast		805	Microcom		118
Comcast		1200	Micro		488 50
Comcast		560	Micro		220
Comcast		168 20	Micro		300 10
Comcast		14 15	Micro		265
Comcast		638	Micro		170
Comcast		311	Micro		500
Comcast		980	Micro		135
Comcast		270	Micro		1101
Comcast		280			
Comcast		146			
Comcast		302			
Comcast		1018			
Comcast		281			
Comcast		281			
Comcast		281			

LA BOURSE SUR MINITEL	
36-15	TAPEZ LEMONDE

**Cours relevé
à 17 h 31**

1/12

Renseignements

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Les déclarations de M. Michel Rocard à « 7 sur 7 »

« Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde »

affirme le premier ministre

Invité, dimanche 3 décembre, de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, M. Michel Rocard a défini une politique vis-à-vis des immigrés qui allie fermeté contre l'immigration clandestine et volonté d'intégration. Il a de nouveau défendu sa politique économique et sociale en affirmant que « ce n'est plus l'austérité ou la rigueur » mais qu'il faut faire « très attention » à une éventuelle reprise de l'inflation.

Lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, dimanche 3 décembre, M. Michel Rocard a évoqué l'élection de M. Marie-France Stirbois au second tour de l'élection législative partielle de Dreux en affirmant que ce résultat était « acquis dès le premier tour ». « Aucune partielle, jamais, n'a changé le destin d'une législature », a-t-il ajouté. Le premier ministre, jugeant que, dans les circonscriptions de droite de Marseille et de Dreux, la gauche avait « mal préparé » les élections et que, de toute façon, les partielles sont toujours mauvaises pour les gouverne-

ments. M. Rocard a toutefois reconnu que l'élection de M. Stirbois marque un « changement » et que le gouvernement doit mener une politique qui coupe court à cette évolution.

Cependant, pour M. Rocard, les dernières « cinq élections partielles » ont marqué un « progrès » de la majorité, donc « tout va bien ». « Le Front national », a continué M. Rocard, « est l'intégration en politique. C'est vraiment l'incitation à la haine et à la violence. C'est un intégrisme et tout intégrisme est toujours fasciste ».

A propos de l'immigration et de l'intégration des étrangers en France, le premier ministre a affirmé : « Nous ne pouvons pas héberger en France toute la misère du monde. (...) La France doit rester une terre d'asile politique (...) mais pas plus ». M. Rocard a jugé que la France doit être « très ferme » pour lutter contre l'immigration clandestine. « En 1988 », a indiqué M. Rocard, « nous avons refusé à nos frontières soixante-dix mille personnes. A quoi s'ajoutent une dizaine de milliers d'expulsions. Je m'attends qu'en 1989 les chiffres soient un peu plus forts ».

Le premier ministre a indiqué que la politique menée dans ce domaine est « dure » mais qu'il n'est « pas question qu'elle soit médiatisée ». M. Rocard a encore rappelé que les expulsions sont effectuées dans le respect de l'Etat de droit. Il a annoncé une « intention diplomatique », l'installation de « policiers ou de douanes mixtes » entre plusieurs pays de la CEE.

Parallèlement, M. Rocard a souligné la nécessité de l'intégration des immigrés en situation régulière. M. Rocard a observé que la lutte contre l'immigration clandestine est nécessaire « pour maintenir la cohésion de la société française et pour pouvoir intégrer dans des conditions décentes ceux qui vivent en situation régulière ». M. Rocard a ajouté, à propos de l'intégration, que, en dehors de mesures particulières pour l'aide à l'apprentissage du français, il faut traiter les immigrés « comme tous ceux qui ont des difficultés », plutôt que de recourir à des mesures spécifiques. « Ce qu'il nous faut », a continué le premier ministre, « c'est traiter concrètement les problèmes de pauvreté en France ».

Le premier ministre a encore affirmé qu'il veut « mettre fin à toutes les situations d'incertitude » et qu'une réforme du code de la nationalité est « tout à fait imaginable ». Quant à la nationalisation, on peut « accélérer les procédures » sans toucher aux « délais légaux ». En revanche, il a rappelé qu'il n'y a de majorité ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat pour accorder le droit de vote aux immigrés aux élections locales, même s'il a observé que six pays européens sur les douze de la Communauté reconnaissent ce droit de vote. « J'ai toujours dit, a-t-il

affirmé, que la société française n'était pas prête pour cela, qu'en France le vote des immigrés aux élections locales ne pouvait que conduire une politique d'intégration réussie et non pas la commencer ».

« Raison garder »

A propos de l'affaire des voiles islamiques, il a jugé qu'il faut savoir raison garder et « garder son sang-froid ». Selon lui, « la sagesse de Lionel Jospin poussait à la fermeté des provisions ». « La ligne choisie par le gouvernement », a conclu M. Rocard, « était probablement la bonne ».

M. Rocard a évoqué ses relations avec le président de la République, pour affirmer : « Le président de la République et moi-même avons largement fait notre synthèse (...) ». Il est l'« élu du suffrage universel », la Constitution en fait le garant de nos libertés et l'homme chargé de donner les grandes orientations, et je, m'honore de lui obéir, tout simplement. » Quant à la préparation du congrès du PS, le premier ministre a jugé que ce parti ne doit pas être « gonflé », mais qu'il « entre [le] processus d'idées [au PS] et l'opportunité d'une critique pour insuffler une rapidité (...) faite au gouvernement, il y a un passage un peu délicat, c'est normal ». Par rapport aux autres socialistes, M. Rocard a affirmé : « J'en ai tenu avec mes rapports avec la marginalité, je ne me sens pas beaucoup marginal ». A propos de la perspective d'une « synthèse », le premier ministre a indiqué : « Mon vœu (...) est (...) que les socialistes sachent d'instinct, et le plus tôt sera le mieux ».

L'ESSENTIEL

SECTION A

Le sommet de Maïte et l'évolution dans les pays de l'Est 2 à 6

Synthèse difficile au PS...

Au comité directeur du Parti socialiste, la controverse s'est poursuivie au sein du courant majoritaire entre les partisans de M. Jospin et ceux de M. Fabius 8

...et au RPR

Les débats du conseil national du mouvement ont mis en évidence deux désaccords : le premier sur l'opportunité de modifier la Constitution, le second sur l'organisation de l'opposition 9

Les élections partielles

Deux législatives : les victoires de M. Marie-France Stirbois (FN) à Dreux et de M. Jean-François Mattéi (UDF) à Marseille ; cinq cantonales : trois perdues par le PS, dont une, Salon-de-Provence, gagnée par le FN 10 et 12

SECTION B

La politique de garde des Sceaux contestée

La politique conduite par Pierre Arpaillange a fait l'objet de vives critiques, au congrès du Syndicat de la magistrature, et à celui de l'Association professionnelle des magistrats 14

L'intégration des jeunes musulmans

Fadila s'en va-t-en guerre 15

Le projet de réforme hospitalière

M. Evrin annonce les grandes lignes de son projet pour rénover et démocratiser l'hôpital public 16

L'optimisme des catholiques d'Ukraine

Au lendemain de la rencontre entre Jean-Paul II et M. Gorbatchev, les catholiques d'Ukraine ont espéré une législation de leur Eglise 16

Le troisième « Couronnement » de l'année à Montpellier

Rendue à la vie par Gilbert Deflo et René Jacobs, la version longue du Couronnement de Poppea, de Monteverdi, est éblouissante de modération et de raison 17

Deux disparitions

Le chorégraphe américain Alvin Ailey, à l'origine du mélange spectaculaire de la modernité et de la culture noire. — L'architecte égyptien Hassan Fathy. Découvert récemment par l'Occident, l'homme qui a su réinventer l'architecture musulmane fut pendant longtemps méconnu par le monde arabe 19

Silvio Berlusconi tente de prendre le contrôle de Mondadori

A la suite d'un renversement d'alliances, le géant de la télévision privée essaie d'obtenir une majorité dans le premier groupe de presse italien 19

Télévisions locales : la presse régionale cherche sa voie

Un rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel souligne la fragilité des premières expériences. Partenaire de la télévision locale, la presse régionale cherche à constituer un septième réseau 19

Sports

Boris Becker et Ivan Lendl étaient les favoris du Tournoi des maîtres, mais c'est le troisième tournoi, Stefan Edberg, qui s'est imposé. — Nica avait des ambitions européennes en football, mais l'heure est désormais aux économies avec l'équipe classée dernière en championnat de France 24

SECTION C

Le sort des nationalisés

Le ministère de l'Industrie disposera de 2 milliards de francs supplémentaires 25

Les réformes dans les pays de l'Est

Les syndicats libres donnent un prudent coup de pouce à la perestroïka 26

CHAMPS ECONOMIQUES

Recomposer le syndicalisme

La création d'une grande centrale social-démocrate ne fait plus rêver. Mais les syndicats ne doivent pas aborder 1993 en ordre dispersé face aux mastodontes anglais et allemands 27 et 28

La chronique de Paul Fabra

Les grincements et l'Europe démusclée 30

Services

Abonnements 28
Annonces classées 31 à 42
Campus 22
Carnet 22
Loto, Loto sportif 22
Marchés financiers 48
Météorologie 23
Mots croisés 22
Radio-télévision 23
Spectacles 21
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » classé 3-4 décembre 1989 a été tiré à 523 278 exemplaires

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Couple princier

VOUS l'auriez vu, mon Mimi, hier, en fin d'après-midi. Il était pendu au téléphone : Bon, alors, ces cantonales ? Le PS perd trois sièges ? Parfait. Et à Marseille ? Grosse abstention à gauche. Bien, ça, très bien ! A Dreux, c'est confirmé ? Elle passe, la petite mignonne, comment elle s'appelle déjà, la nana du FN, la veuve Stirbois, c'est ça ? Génial ! Attali, sortez le champagne !

Ce faisait des semaines qu'il tannait ses conseillers : vous êtes sûrs qu'elle remonte, la droite, dans les sondages ? Vous ne dites pas ça pour me faire plaisir ? — Non, non, juré, craché, si on votait dimanche prochain, elle aurait la majorité à l'Assemblée. — Mon Dieu, mon Dieu, quel bonheur ce serait, j'ose pas y croire !

Il y croit, croyez pas, il y croit même tellement qu'il a mis en place — c'est marqué ce matin dans le Parisien — une cellule de « penseurs » chargée d'analyser toutes les partielles depuis six mois, des fois que mon Jacques réintégrerait enfin le domicile conjugal. Reviens, chéri, reviens ! Il s'ennuie de lui à un point ! Et pas que de lui, de ses deux copines, l'endormie et l'endormie, des farouches, des mar-

chantes, toujours le mot pour rime, pas comme ce bonnet de nuit de Joxe.

Quant à Rocky, mes copains du journal vous l'ont dit, c'est pas qu'il se marie, il peut plus le voir avec son côté pâte-sec-de-petit-plombier : Si je change la grille de votre évier, ça va engorger la tuyauterie et il y aura une fuite dans la salle d'eau. Parfait qu'un conseil des ministres il tire une gueule pas possible, même que l'autre jour il a levé la séance avant la fin : Allez, ça va, ça suffit, au revoir et merci !

Il était trop trognon, Rocky, quand on lui a demandé hier à la télé si ça marchait dans le ménage : Oui, oui ! Oh ! c'est lui qui porte la culotte : moi, j'obéis. Ça a dû l'agacer prodigieusement, ça encore, le Mimi. Il y a vu une perfidie : si les gens sont pas contents, c'est la faute à l'Elysée, pas à Matignon.

Patience, mon Mimi, comme c'est parti, t'as toutes les chances de revivre bientôt la même histoire, une belle histoire d'amour. Avec ton Jacques. Ou avec l'Ex, tiens, pourquoi pas. Il en rêve, Giscard. Il a déjà fait graver vos cartes de visite. M'sieur et M'sieur le président de la République.

■ M. Le Pen va demander l'annulation de l'élection de Marseille. — Le président du Front national va déposer incessamment un recours devant le Conseil constitutionnel pour demander l'annulation de l'élection, dimanche 3 décembre à Marseille, remportée par M. Jean-

François Mattéi (UDF), parce que le premier ministre, dit-il, a parlé des élections partielles à la télévision « alors que le scrutin n'était pas encore clos à Marseille ». Le scrutin de Dreux était clos à 18 heures, alors qu'à Marseille il l'a été à 20 heures.

Deux des collégiennes de Creil retirent leur foulard

Deux des trois collégiennes de Creil qui, depuis le 4 octobre, refusaient d'ôter leur foulard en classe ont changé d'avis. Lella et Fatima Achabou, treize et quatorze ans, deux sœurs de nationalité marocaine, ont annoncé, samedi 2 décembre, au principal du collège Gabriel-Havre leur décision d'ôter leur foulard et elles ont rejoint leurs camarades en classe. Le père des adolescentes n'a donné aucune explication à ce revirement, se réfugiant derrière les consignes

de silence que lui aurait données le consulat du Maroc la veille.

En l'absence de tout commentaire officiel, on se souviendra que le roi Hassan II a toujours souhaité une certaine distension de la part de ses ressortissants vivant à l'étranger. Il s'était même prononcé naguère contre le droit de vote des immigrés en France.

Pour sa part, Samira Saklani, quinze ans, d'origine tunisienne, n'a rien changé à sa position.

Le président sud-africain De Klerk a été reçu « en frère » en Côte-d'Ivoire

YAMOUSSOUKRO

Le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, a été accueilli « en frère », à Yamoussoukro, par M. Félix Houphouët-Boigny, samedi 2 décembre, le quotidien ivoirien *Fraternité Matin*. Le journal aurait même pu dire en héros. Les autorités ivoiriennes avaient sorti toute la panoplie réservée aux grands de ce

monde. Jamais, un chef d'Etat d'Afrique du Sud n'avait reçu un tel accueil, que ce soit sur le continent ou ailleurs.

Cette visite d'une journée, du vendredi 1^{er} au samedi 2 décembre, est la conclusion logique d'une fraternité discrète.

Les entretiens, quelque peu écourtés par l'état de santé de M. Houphouët-Boigny ont été consacrés à la situation interne en Afrique du Sud, aux dossiers anglo-lesothien et mozambicain et aux développements en Europe de l'Est et à leurs conséquences pour l'Afrique. Au menu des conversations, l'amélioration des relations commerciales figurait aussi en bonne place.

Aucun contrat n'a été signé. Aucune décision importante n'a été annoncée. Cette rencontre était, avant tout, une prise de contact et l'occasion de faire connaissance.

MICHEL BOLE-RICHARD

« Société des cadres du Monde »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la Société, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, dans la salle du restaurant d'entreprise, à 15 h 30.

LE JEUDI 7 DÉCEMBRE 1989

pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

Ordre du jour :

- Audition de Daniel Vernet.
- Information sur : relations humaines, finances, marketing, services généraux.
- Questions diverses.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 décembre

Nouvelle hausse

La semaine commence en fanfare rue Vivienne. Sur sa lancée de vendredi, le marché poursuit son avance. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 enregistre déjà une avance voisine de 1 %.

Hausse de GTM-Entrepose, Eurotunnel, Météorologie internationale, Locafrance, SCOA.

Après la Nouvelle Calédonie, les Nouveaux Métrages, avec la Nouvelle République.

LES NOUVEAUX MÉTRAGES!

Les Nouveaux Métrages, le plus fort teneur de Mode, de qualité, de nouveauté dans chaque mètre de tissu.

Il s'agit des mètres et des mètres de mètres, les Nouveaux Métrages, tous différents.

La Mode par les Nouveaux Métrages : des prix totalement « revus et corrigés » depuis 30 le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

A. SOUSCEYRAC, Paris 10^e

VOLVIC

3617
tarifmedia

Les performances de la télématique en plus

SCIENCE & VIE

MARS: AUTANT D'EAU QUE SUR LA TERRE.

On pensait jusqu'alors que la planète Mars était un monde sec et aride. On sait aujourd'hui avec certitude que le sous-sol martien renferme sous forme de glace une quantité d'eau au moins équivalente à celle de la Terre.

Les grandes aventures de notre époque sont devenues scientifiques. Découvrez-les chaque mois dans SCIENCE & VIE.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° DE DÉCEMBRE

- 12 briques pour construire l'Univers
- Comment notre œil voit la couleur
- Des micromachines contre l'infarctus

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE